Le Monde

LE MONDE DES LIVRES
- Garcia Marquez reporter
- Schwartz, homme de science engagé



CINQUANTE-TROISIÈME ANNÉE – N° 16221 – 7 F | VENDREDI 21 MARS 1997 | FONDATEUR : HUBERT BEUVE-MÉRY – DIRECTEUR : JEAN-MARIE COLOMBANI



La mort de Willem De Kooning

L'AMÉRICAIN d'origine hollandaise Willem De Kooning est l'un des peintres essentiels du XXe siècle. *Atteint de la maladie d'Alzheimer, il* avait « quitté le monde » depuis des années, tout en tentant de continuer son œuvre. Il est mort dans sa maison de Long Island, mercredi 19 mars. La diversité et la complexité de son œuvre l'ont établi, en Amérique, à la première place, des décennies durant. Bien qu'on le compte parmi les fondateurs de l'expressionnisme abstrait, il a toujours refusé de se laisser enfermer dans une école ou dans un genre.

(© Photo Robert Mapplethorpe/The estate of Robert Mapplethorpe.)

Lire page 27

L'Italie prend des mesures d'urgence face à l'afflux des réfugiés albanais

Tirana redoute la montée du banditisme

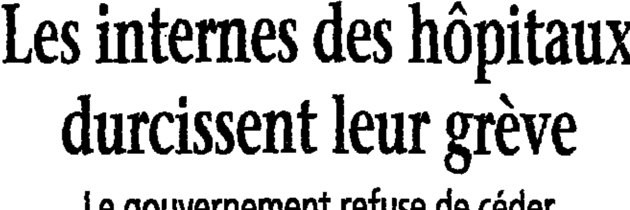
L'ITALIE a adopté des mesures *d'urgence pour faire face* à la vague de réfugiés albanais débarquant sur ses côtes méridionales. Près de 11 000 personnes sont arrivées en une semaine *par le détroit* d'Otrante. Les mesures prises mercredi 19 mars devraient permettre une coordination plus efficace de leur accueil. Elles *prévoient* l'attribution aux réfugiés d'un visa de séjour de deux mois pouvant être prolongé d'un mois et le rapatriement dans leur *pays de ceux qui* sont jugés *« dangereux »*.

En Albanie, le gouvernement demande une aide humanitaire et financière de l'Europe et concentre ses efforts sur le rétablissement de l'ordre à Tirana, où l'aéroport a été réouvert jeudi *20 mars*, et *dans le port de Durrës*. Les émeutes ont cessé, mais les actes de banditisme se multiplient. Les insurgés du Sud continuent de réclamer la démission du président Sali Berisha.

Lire page 2

AVANT DE VIRER DES ALBANAIS, ON VA DÉJÀ COMMENCER PAR VIRER DES BELGES !

PLANTU



Les internes des hôpitaux durcissent leur grève

Le gouvernement refuse de céder

LA GRÈVE des internes et de *certains chefs de clinique* se poursuivait, jeudi 20 mars, dans douze centres hospitalo-universitaires (CHU) sur vingt-six, notamment *dans les plus importants* (Paris, Lyon, Marseille, Lille, Bordeaux...). Après avoir obtenu gain de cause, samedi 15 mars, sur leur première *revendication* – une *exonération* de toute pénalité financière au cas où ils dépasseraient les objectifs de dépense fixés par le gouverne*ment* –, les *grévistes réclament* une *« révision »* de la nouvelle convention régissant les relations entre les caisses d'assurance-maladie et les *cinquante mille spécialistes* libéraux.

Le conflit paraît se durcir. Trois syndicats de médecins libéraux *(CSMF, FMF, SML), hostiles* depuis l'origine au plan Juppé, ont appelé à des arrêts de travail lundi 24 mars. Dans les CHU qui ont *suspendu la grève, des assemblées* générales devaient se tenir, jeudi, pour décider d'une éventuelle reprise du mouvement. L'intersyndicat des chefs de clinique devait se *réunir* jeudi soir et, éventuellement, lancer un mot d'ordre de grève au niveau national, certains d'entre eux étant déjà en grève *dans les plus grands CHU* (Paris, Lyon, Marseille, Bordeaux, Montpellier, Strasbourg...).

Louis Viannet, secrétaire général de la CGT, *a annoncé* son intention de *« tout faire pour que grandisse et s'élargisse encore le mouvement en cours »*. Si les internes *étaient rejoints* par les agents hospitaliers, c'est le plan Juppé qui serait ébranlé. Le gouvernement, conscient d'un risque d'explosion, *ne veut pas céder*. Jacques Barrot, ministre des affaires sociales, a assuré, mercredi, que *« la fermeté sera au rendez-vous »* sur les fonde*ments mêmes de la réforme* de l'assurance-maladie. Il a regretté que les internes cèdent aux *« slogans de la partie la plus conservatrice, pour ne pas dire la plus réactionnaire »* du corps médical.

Lire page 8

Le réquisitoire de Carpentras

A Marseille, le procureur a requis des peines de deux ans et de dix-huit mois d'emprisonnement ferme contre les quatre anciens skinheads jugés pour la profanation du cimetière juif de Carpentras. p. 10

La croisade des talibans

A Kaboul, les intégristes afghans continuent d'édicter leurs tables de la loi pour *« éradiquer le mal »*. p. 4

Sang contaminé

Sept médecins spécialistes de l'hémophilie ont été mis en examen pour empoisonnement. p. 9

La droite et le FN

Patrick Stefanini (RPR) déclare au *Monde que la majorité ne partage aucune valeur avec* le FN *mais* qu'elle en a certaines de communes avec le PS. Elle doit, selon lui, combattre l'un et l'autre. p. 6, notre enquête page 14 et le point de vue de Jacques Rancière p. 15

Malaise à France 2

Les journalistes de France 2 s'inquiètent de la qualité de l'information et affichent leur divorce avec la hiérarchie. p. 31

Le conflit Renault

Les syndicats de Vilvorde-Renault durcissent leur action après l'échec de la rencontre, *mercredi 19 mars*, avec le PDG, Louis Schweitzer. p. 34

Allemagne, 3 DM; Antilles-Guyane, 9 F; Autriche, 25 ATS; Belgique, 45 FB; Canada, 2,25 $ CAN; Côte-d'Ivoire, 850 F CFA; Danemark, 14 KRD; Espagne, 220 PTA; Grande-Bretagne, 1 £; Grèce, 380 DR; Irlande, 1,40 £; Italie, 2900 L; Luxembourg, 46 FL; Maroc, 10 DH; Norvège, 14 KRN; Pays-Bas, 3 FL; Portugal CON., 250 PTE; Réunion, 9 F; Sénégal, 850 F CFA; Suède, 15 KRS; Suisse, 2,10 FS; Tunisie, 1,2 Din; USA (NY), 2 $; USA (others), 2,50 $.

M 0147 - 321 - 7,00 F

Les chômeurs de New York et le PDG à 20 millions de dollars

NEW YORK
de notre correspondante

Les pages « affaires » du *New York Times* rapportent que le PDG d'IBM, Lou Gestner, a *gagné 20,2 millions de dollars l'an dernier, soit* environ 110 millions de francs. Pour lui, 1996 aura été *« une très bonne année »*, relève le quotidien, puisque le montant de ses rémunérations en 1995 *ne s'était élevé « qu'à »* 15,6 millions. La différence est essentiellement due à la hausse des actions d'IBM. Page suivante, un entrefilet informe le lecteur que les *bénéfices* de la banque d'affaires Goldman Sachs ont augmenté de 60 % au cours des trois derniers mois. C'est la deuxième fois seulement que Goldman Sachs réalise une telle performance en cent vingt-sept ans *d'existence. Ces gains seront* répartis entre les 190 associés de la firme, qui peuvent s'attendre, eux aussi, à *« une très bonne année »* 1997. Ainsi va Wall Street, toute à l'*« irrationnelle exubérance » qui préoccupe* tant le président de la Réserve fédérale, Alan Greenspan.

Les quatre mille New-Yorkais qui font la *queue depuis deux jours à quelques dizaines* de *rues de là, sur la 46e*, à l'angle de Madison Avenue, sont aussi des lecteurs du *New York Times*. Mais eux, ce sont surtout les pages « emplois » *qui les intéressent*. Le 16 mars, ces *pages « emplois » annonçaient que le grand* hôtel Roosevelt, sur le point d'achever ses travaux de rénovation, allait recruter sept cents personnes : *« Se présenter du 18 au 20 mars, entre 8 et 18 heures. » Ils sont venus si nombreux*, de Queens, du Bronx, de Brooklyn, que la police a dû installer des barrières pour canaliser la file d'attente. En hâte, la direction de l'hôtel, *surprise par une telle affluence*, a demandé à une société de sécurité privée de venir maintenir l'ordre. Ni exubérance ni irrationnalité dans cette file d'attente frigorifiée, enroulée tout autour de l'immeuble. *« Le boom économique ? Ah ! bon »*, ironise Juan, vingt-huit ans, citoyen américain, en regardant autour de lui. Au chômage depuis trois mois, il a mis son unique costume pour venir *poser sa candidature* à un emploi *« de mécanicien, de réceptionniste ou de gardien »*.

Derrière lui, Esfir, quarante-huit ans, qui a quitté sa Moldavie natale il y a trois ans et demi, vit de l'aide sociale depuis deux ans et *s'inquiète de l'entrée en vigueur de nouvelles* réglementations. Pour les immigrés comme elle, l'aide sociale devrait se tarir le mois prochain. En Moldavie, elle était comptable et *elle espère de tout son cœur redevenir* comptable à l'hôtel Roosevelt.

Pour tous ces gens, Wall Street a des allures de mirage. Contrairement à ce qui se passe *dans le reste du pays, le nombre de deman*deurs d'emploi à New York continue d'augmenter, atteignant 9,9 % de la population active en janvier, pas loin du double de la *moyenne nationale. Pour les optimistes, le fait* que les gens se remettent à chercher du travail est un signe de confiance dans l'avenir. Mais il fut un temps, relèvent les économistes, *où les périodes fastes à Wall Street profitaient* à l'ensemble de l'économie de la ville et, partant, à l'emploi. La croissance des années 90 est moins généreuse. La blonde Esfir ignorait que le patron d'IBM gagnait 20 millions de dollars par an. Le chiffre lui fait hausser le sourcil. *« Vingt millions ? Il pourrait partager »*, dit-elle avec un petit sourire.

Sylvie Kauffmann

Paris sur luxe

LE LUXE reste emblématique de l'économie française, et la rentabilité de LVMH, son porte-drapeau, ne se dément pas. Le PDG de cette société, Bernard Arnault, *peut de surcroît* s'enorgueillir d'avoir rendu à Paris son rôle vedette dans la mode en ayant osé appeler les Anglais John *Galliano chez Dior* et Alexander McQueen chez Givenchy.

Le « cirque » qui a entouré les défilés de haute couture et de *prêt-à-porter n'a pas été du goût* de certains « princes de l'élégance », mais la création parisienne y a puisé une nouvelle inspiration lui permettant de mieux riposter à la concurrence de Milan et de New York.

Lire pages 17 et 23 et notre éditorial page 16

Helmut Kohl choisit Bismarck contre Thatcher

« L'EUROPE devient-elle thatchérienne ? », s'interrogeait il y a quelques jours l'hebdomadaire britannique *The Economist*. Face aux impératifs de la concurrence mondiale, les entreprises privées mais aussi les Etats sont amenés à remettre en question, parfois de manière radicale, la dimension sociale de leur action. La compétitivité est *devenue le maître-mot. L'Allemagne* est particulièrement concernée par cette évolution.

Pour la première fois depuis 1945, *on y observe en ce moment-même* une remise à plat de l'Etat social et des principes de base qui en assurent l'existence : solidarité entre les générations, répartition des risques entre *malades et personnes bien portantes*, redistribution fiscale. Dans un climat de conflits sociaux particulièrement tendu (charbonnages, BTP, acier...), les *dirigeants* allemands, tous partis confondus, entendent persuader leurs concitoyens que l'amélioration de l'emploi passe avant tout par la baisse du coût du travail – et donc par la baisse des cotisations sociales assises sur les salaires – ainsi que par un recul des impôts sur les entreprises et sur les particuliers. Une logique de « privatisation » des risques étant à l'œuvre, la question stratégique qui est posée peut se formuler ainsi : l'Allemagne doit-elle abandonner un modèle social hérité de Bismarck pour suivre la voie tracée par Lady Thatcher ? Le choix de Bonn est très clair : même si c'est au prix de réformes en profondeur, on gardera Bismarck contre Thatcher.

Le dossier des retraites, dans ce contexte, est fondamental. On s'interroge sur les vertus du système de retraite par répartition installé par Bismarck au siècle dernier et à nouveau *légitimé lors de la grande réforme* de 1957. Ce système est menacé. Un cinquième de la population est actuellement âgé de plus de soixante *ans. Dans trente-cinq ans*, cette proportion sera passée à un tiers, et la part des personnes très âgées ne va cesser d'augmenter. Conséquence : alors qu'un *salarié touche aujourd'hui 2 marks de* pension pour 1 mark de cotisation après quarante-cinq ans de travail, on calcule qu'il ne touchera plus que 80 pfennigs à l'horizon 2040 si rien *n'est modifié pour améliorer d'ici-là* le fonctionnement du système.

Lucas Delattre

Lire la suite page 16

Les milliards de France Télécom



MICHEL BON

L'OPÉRATION de mise en Bourse d'une partie du capital de France Télécom démarrera le 6 mai et les titres de l'entreprise dirigée par Michel Bon feront leur *entrée sur les places financières de* Paris et de New York le 9 juin. L'Etat entend tirer 30 à 50 milliards de francs de cette opération. Il en a besoin *pour recapitaliser les entre*prises publiques. Il s'agirait de la plus grosse opération de privatisation jamais réalisée en France.

Lire page 18

BALKANS L'Italie a adopté, mercredi 19 mars, des mesures exceptionnelles pour faire face à l'afflux de réfugiés albanais sur ses côtes. Selon le ministre de l'intérieur, Giorgio Napolitano, 10 619 Albanais sont arrivés en Italie depuis le début de la crise. ● L'« ÉTAT D'URGENCE » décrété sur tout le territoire, jusqu'au 30 juin, doit permettre une meilleure coordination des différentes administrations et des services concernés par l'accueil de ces réfugiés. Les décrets adoptés, mercredi, limitent leur durée de séjour et prévoient le renvoi dans leur pays des réfugiés jugés dangereux. ● UN CALME très relatif prévalait jeudi en Albanie, où l'on assiste à une recrudescence de la violence criminelle. ● EN MACÉDOINE, où l'importante communauté albanaise a tendance depuis quelques mois à se radicaliser, les autorités redoutent le développement de trafic d'armes avec l'Albanie voisine.

L'Italie adopte des mesures d'urgence face à la vague de réfugiés albanais

Les nouveaux décrets limitent la durée de séjour et prévoient le renvoi des éléments jugés dangereux. Plus de 10 600 personnes ont traversé l'Adriatique depuis le début de la crise. La population côtière, inquiète et débordée, demande l'aide de Rome

ROME
de notre correspondant

Pour faire face à l'afflux de réfugiés albanais, qui sont désormais plus de dix mille, le gouvernement italien a adopté, mercredi 19 mars, lors d'un conseil des ministres extraordinaire, un décret-loi instaurant l'état d'urgence sur tout le territoire jusqu'à la fin du mois de juin. Cette mesure exceptionnelle vise à réglementer l'exode et à secouer la lourde machine administrative italienne en donnant à Franco Barberi, sous-secrétaire pour la protection civile, et à Giannicola Sinisi, numéro deux du ministère de l'intérieur, des pouvoirs accrus pour le premier dans le domaine humanitaire et le second sur le terrain sécuritaire.

Ce décret permet aux *boat people* albanais de bénéficier d'un permis provisoire de séjour de deux mois pouvant être prolongé d'un troisième mois pour tous ceux qui ont besoin d'une *« protection temporaire »* en raison de *« dangers d'insécurité personnelle »*. Par ailleurs, le texte prévoit la séquestration des bateaux utilisés pour la traversée du détroit d'Otrante, l'intensification de la surveillance de ce lieu de passage entre les deux rives de l'Adriatique et l'expulsion en Albanie de tous les ressortissants jugés dangereux pour la sécurité nationale.

Cette dernière mesure se heurte déja à des difficultés puisque le gouvernement albanais a demandé de différer le rapatriement de 289 personnes jugées indésidérables en raison de leurs activités criminelles. Tirana a demandé un sursis de trois à quatre semaines afin de pouvoir réorganiser sa police et son système carcéral. De nombreux détenus échappés des prisons lors des troubles ont en effet profité des départs en masse pour quitter le territoire albanais en se joignant aux réfugiés, ce qui inquiète la population italienne. Les Albanais sont souvent accusés d'être à la tête des réseaux de prostitution et de trafic de drogue dans la Péninsule. Plusieurs gangs ont déja été démantelés dans le Nord et dans les Pouilles. En plus, les autorités italiennes ont découvert qu'il existait aujourd'hui des plantations de marijuana dans le sud de l'Albanie, à tel point que l'on parle désormais de *« Colombie méditerranéenne »*.

LES PROFITEURS

De nombreux réfugiés ont protesté contre cet amalgame entre les réfugiés authentiques et les profiteurs du mouvement. *« Nous ne sommes pas des criminels »*, déclarent ceux qui ont fui l'anarchie albanaise. Beaucoup d'entre eux ont cependant reconnu avoir payé très cher leur passage de l'autre côté de l'Adriatique à des chefs de bande qui ont organisé le départ des bateaux. D'autre part, comment faire la différence entre immigrés clandestins et authentiques réfugiés ? Des Turcs et des Pakistanais ont été découverts sur certaines embarcations.

Cet aspect des choses s'ajoutant à l'impression d'un afflux massif a provoqué un sentiment de rejet au sein de la population côtière, qui a l'impression de supporter seule le choc. La vague de 1991 a laissé certains traumatismes, et les élus locaux comme l'industrie touristique craignent les effets néfastes de ces arrivées massives à un peu plus d'une semaine des vacances de Pâques. Les problèmes d'organisation et d'accueil s'alourdissent pour un personnel débordé. Fatigués d'être en première ligne et conscients que le problème albanais est loin d'être réglé, les habitants des rives méridionales de l'Adriatique demandent que non seulement le reste du pays leur vienne en aide, mais aussi la Communauté européenne, car, comme l'a dit le président de la République, Oscar Luigi Scalfaro, *« l'Italie ne peut pas être la seule à aider ce pays à se reprendre »*.

Lamberto Dini, ministre italien des affaires étrangères, a reçu mercredi son homologue albanais Arjan Stavora afin de coordonner l'action humanitaire du gouvernement de Rome avec celui de Tirana. L'Italie est cependant *« prête à faire sa part pour venir au secours de l'Albanie »*, comme l'a confirmé M. Dini.

Michel Bôle-Richard

Le gangstérisme prend le pas sur l'insurrection

TIRANA
de notre envoyé spécial

L'anarchie continue de régner en Albanie, de manière cependant moins spectaculaire depuis la nomination du nouveau gouvernement. Les postes de contrôle rebelles ont disparu des routes, et des policiers en uniforme ont réapparu dans différentes villes, y compris dans le sud du pays. La police semble également avoir repris le contrôle du port de Durrës, où il n'y a plus d'émeutes pour embarquer sur un bateau pour l'Italie. A Tirana, le calme est revenu, ponctué de flambées d'angoisse incontrôlée de la population. Une forte tension régnait mercredi 19 mars au soir, alors que des tanks patrouillaient dans les rues et que des rumeurs annonçaient l'arrivée imminente de bandes de pillards du Nord. Les Tiranois vaquent quand même à leurs occupations, cafés et magasins ont rouvert leurs portes cette semaine.

REPORTAGE

La crise politique se trouve désormais mêlée à une véritable crise sécuritaire

Un fort sentiment d'insécurité s'est cependant installé, l'impression que personne ne détient l'autorité nécessaire pour résister à d'éventuelles attaques de bandes armées. *« Ce retour au calme est trompeur,* dit un journaliste albanais. *Il n'y a en fait plus aucune règle, plus aucun pouvoir. C'est encore le chaos, moins spectaculaire parce qu'il n'y a presque plus rien à piller. »* D'où la peur que les pillards s'attaquent maintenant aux biens privés et aux habitations, ce qui fut jusqu'à présent rarement le cas.

Le gouvernement a dépêché, mercredi 19 mars, d'imposantes forces de l'ordre à l'aéroport de Tirana-Ripas. Bien qu'officiellement rouvert, l'aéroport ne va toutefois pas accueillir de vols commerciaux avant la semaine prochaine, les compagnies internationales préférant attendre jusque-là. Le premier ministre, Bashkim Fino, souhaite surtout afficher sa détermination à rétablir l'ordre, alors qu'une délégation de l'Union européenne est présente à Tirana afin d'évaluer les besoins du pays.

Le ministre des finances a estimé que, après un mois d'émeutes insurrectionnelles et criminelles, l'économie albanaise s'est effondrée et que l'Etat *« risque une paralysie financière totale »*. Le gouvernement, qui craint une pénurie alimentaire, a réclamé une aide humanitaire d'urgence. Les experts de l'Union européenne ont répondu prudemment en insistant sur le rétablissement de l'ordre, préalable à l'envoi d'une assistance internationale. Les Albanais *« doivent nous aider pour que nous puissions les aider,* a déclaré le diplomate néerlandais Jan de Marchant et d'Ansembourg, chef de la délégation. *Ils doivent créer une situation telle que cette aide ne tombe pas entre de mauvaises mains. »* M. d'Ansembourg a dressé un tableau peu reluisant de la situation. *« La police est en miettes, il n'y a plus de prisons, plus de douanes, plus de gardes-frontières, pratiquement plus d'armée »*, a-t-il dit. Le diplomate a estimé que l'Albanie devait régler elle-même les principaux problèmes avant que l'UE s'engage à verser des fonds, et il a précisé que le nouveau gouvernement de *« réconciliation nationale »* paraissait *« accomplir d'honnêtes efforts pour un retour à la normale »*.

NÉGOCIATIONS REPORTÉES

Le gouvernement de M. Fino a choisi de concentrer son action sur le rétablissement de l'ordre dans la capitale Tirana et dans la ville portuaire de Durrës, les vitrines actuelles de l'Albanie. Bashkim Fino a même reporté les négociations qu'il devait avoir mercredi avec les chefs des villes insurgées du Sud. Les comités populaires de ces villes, créés peu après l'insurrection, ont formé récemment un organe commun, dont les hommes forts sont le leader de Gjirokastër, l'ancien général Agim Ghozita, et celui de Saranda, l'ancien colonel Xhevat Koçiu.

Agim Ghozita a lancé un ultimatum à Tirana qui devait expirer jeudi 20 mars. Si le président Sali Berisha ne démissionne pas, les villes du Sud créeront leur propre *« conseil présidentiel »*. M. Ghozita, qui affirme que les insurgés privilégient une solution politique à la crise, a indiqué qu'il ne coopérerait avec le gouvernement de Bashkim Fino que si celui-ci cessait d'entretenir des relations avec le président Berisha. Comme M. Fino et le Parti socialiste se sont clairement exprimés en faveur d'un maintien au pouvoir de leur adversaire Sali Berisha jusqu'aux prochaines élections parlementaires, on voit mal comment le gouvernement pourrait obtenir que les insurgés déposent leurs armes. Un mystérieux « Comité de salut national » vient par ailleurs d'entrer en scène, menaçant de lever une armée si le gouvernement négociait avec les insurgés ; il serait, selon certains observateurs, une émanation de la police secrète (SHIK) restée aux ordres du président albanais.

Le problème reste de toute façon que les insurgés sudistes, comme l'immense majorité des Albanais, ne semblent accorder aucun crédit à leurs hommes politiques, quel que soit leur parti. Si le champion de l'impopularité est actuellement Sali Berisha, les socialistes ne bénéficient pas d'un réel crédit auprès des désespérés qui ont pris les armes.

Par ailleurs, au fur et à mesure que la population ordinaire range les kalachnikovs à la maison, les bandits prennent le contrôle de la vie quotidienne. La crise politique se trouve ainsi mêlée à une véritable crise sécuritaire. Les tués ne sont plus seulement les victimes de balles perdues. Il y a désormais des meurtres en Albanie, des règlements de comptes, des enlèvements. Or l'explosion du gangstérisme ne favorise guère l'influence que commençaient à avoir les comités populaires locaux.

De jour en jour, malgré le retour à un calme apparent, la loi du « chacun pour soi » semble se renforcer. Des milices apparaissent, sans que les gens sachent si elles sont liées au gouvernement socialiste, à la police secrète de M. Berisha, à telle ou telle force de police, telle ou telle mafia, tel ou tel clan. Chacun est armé. Chacun a peur. Il y a nettement moins de spectacles anarchiques dans les rues, mais le glissement de l'Albanie vers le chaos n'a été en aucun point résolu.

Rémy Ourdan

Un but de conquête pour l'Eglise de scientologie

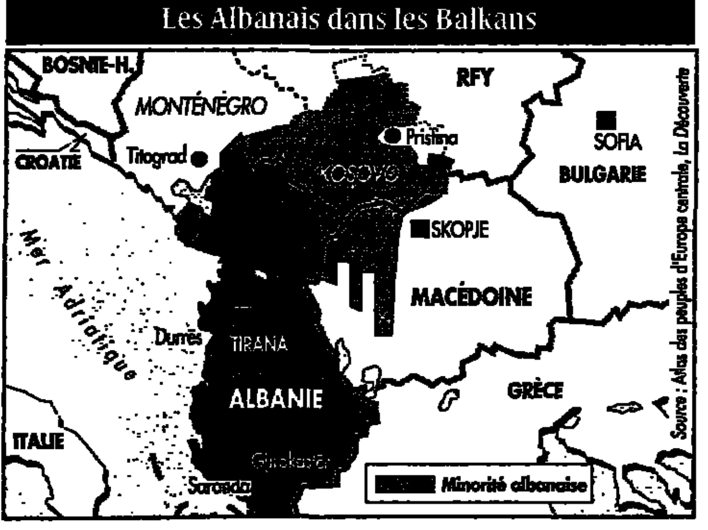
Le ministre de l'intérieur du Land de Bavière, Gunther Beckstein, a accusé mercredi 19 mars l'Eglise de scientologie d'avoir cherché, dans les années 1989-1990, à *« noyauter l'Albanie »*. M. Beckstein se référait à des documents trouvés en 1996 lors de perquisitions au siège de l'organisation à Athènes. Soignant ses contacts avec le gouvernement de l'époque, elle voulait, selon le ministre, faire de l'Albanie *« le premier pays purement scientologique »*.

Aux yeux de M. Beckstein, ces tentatives infructueuses confirmeraient que le vrai but de l'Eglise de scientologie n'est pas d'exercer une influence religieuse, mais bien un pouvoir politique.

En Macédoine, la communauté albanaise, mal intégrée, se radicalise

TETOVO
de notre envoyé spécial

La minorité albanaise en Macédoine, qui représente environ le quart des quelque deux millions d'habitants que compte le pays, est-elle en passe de se révolter ? Les slogans nationalistes scandés par les manifestants de la ville de Tetovo, il y a quelques semaines, lors de la prise de fonctions de leur maire – *« Ici, c'est l'Albanie, dehors les Macédoniens ! »* –, la victoire éclatante, dans les villes où la communauté est majoritaire, du Parti de la prospérité démocratique albanaise (PPDA, radical) aux élections locales de l'automne 1996, ou encore la constante présence d'un drapeau albanais devant la mairie de l'une d'entre elles, Gostivar, apparaissent comme autant de signes inquiétants pour les observateurs.



Ce sentiment est évidemment renforcé par le fait que l'Albanie voisine traverse une période chaotique, même si les dirigeants des partis albanais de Macédoine se gardent de tout commentaire sur la situation à Tirana. Ils se contentent le plus souvent de souligner que la situation là-bas s'améliore et que le gouvernement d'union nationale semble en avoir repris le contrôle.

L'aggravation des tensions au sein de la République de Macédoine apparaît à un observateur étranger comme *« le plus gros problème actuel du pays »*. Il souligne que *« l'absence de développement de relations entre les deux principales communautés a entraîné une dégradation réelle de leurs rapports. Les Macédoniens redoutent que les Albanais ne demandent une autonomie ou une séparation pure et simple, et ces derniers craignent de devenir peu à peu des citoyens de deuxième rang »*. *« La Macédoine n'est plus l'oasis de paix qu'elle était encore il y a quelques mois »*, affirme pour sa part un diplomate dans une allusion au fait que cette République a gagné sans violence son indépendance.

La création, par le président Kiro Gligorov, au lendemain de l'indépendance, d'une coalition de gouvernement incluant le Parti de la prospérité démocratique (PPD, albanais modéré) avait fait naître l'espoir que s'ouvre une époque de consensus entre les deux communautés. Mais l'absence d'avancée notable dans l'intégration de la minorité albanaise, conjuguée avec une pression directe de Tirana sur le principal parti qui la représente, avait déjà abouti, il y a deux ans, à la scission du PPD et à la naissance d'une formation plus radicale, le PPDA, aujourd'hui largement majoritaire. *« Au point que le discours du PPD s'est, lui aussi, radicalisé,* assure un journaliste macédonien, *et que les membres de ce parti qui appartiennent encore au gouvernement, sont aujourd'hui très tentés de le quitter. »*

« La situation se radicalise car les problèmes ne sont pas résolus », assure Alajdin Demiri, le porte-parole du PPDA qui vient de prendre ses fonctions de maire de Tetovo, une ville située à une quarantaine de kilomètres de la capitale où les Albanais représentent 75 % de la population. *« Notre langue n'est pas reconnue, et le pouvoir à Skopje fait tout son possible pour nier nos droits les plus élémentaires. Nous voulons aussi,* poursuit M. Demiri, *obtenir la légalisation de l'université que nous avons créée en 1994, ce que le gouvernement de Skopje refuse toujours obstinément. »*

Cette université « sauvage » de Tetovo, *« calquée »* sur sa voisine de Pristina (la capitale de la province du Kosovo, en Serbie), fonctionne sur les mêmes principes. L'enseignement est assuré en albanais dans une douzaine de matières (philosophie, pharmacie, agriculture, économie, musique, mathématiques...). Le financement du budget, *« de 3,5 millions de deutschemarks »* (environ 12 millions de francs), provient essentiellement, selon le recteur, Fadil Sulejmani, *« de la contribution modeste des Albanais résidant en Macédoine et de celle plus importante des expatriés »*. Disséminée dans des maisons particulières, des garages et des sous-sols de résidences privées, l'université accueille toujours, selon le recteur, *« 2 500 étudiants et plus de 200 professeurs »*.

Même si ces chiffres semblent largement exagérés et si cette université est souvent considérée, à Skopje, *« comme une simple coquille vide »* ou *« un organisme de recyclage de professeurs au chômage »*, sa reconnaissance officielle est devenue une exigence intangible des partis albanais, qui s'offusquent régulièrement des qualificatifs dont on affuble ce qu'ils considèrent comme le symbole de leur autonomie pédagogique. L'un des vice-présidents du PPDA, Menduh Thaci, explique : *« Mon père a pu me faire suivre un enseignement en Albanie jusqu'à la fin de mes études en médecine, que j'ai terminées à Pristina. Je ne pourrai pas assurer la même chose à mes enfants. »*

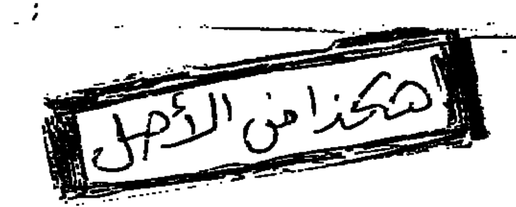
L'abondance des armes en circulation dans l'Albanie voisine fait craindre un trafic qui pourrait profiter à des mouvements extrémistes

Devant ces exigences et les nombreuses mises en garde du parti albanais participant au pouvoir, qui voit son influence s'éroder au profit de son rival plus radical, le gouvernement macédonien a pris une mesure qui lui semblait destinée à contenter la communauté albanaise. Il a fait voter une loi autorisant l'enseignement en albanais à la faculté de pédagogie de Skopje. La décision a eu un effet désastreux. Elle n'a pas satisfait ceux à qui elle était destinée, qui l'ont jugée trop timide, et elle a provoqué des manifestations d'étudiants macédoniens et une grève de la faim d'une dizaine d'entre eux, protestant contre ce qu'ils estiment être un privilège indu. Soutenus par une pétition signée par quelque vingt mille personnes, les étudiants réclament la démission du ministre de l'éducation, Sofija Todorova, et l'abrogation de la loi contestée, avec pour conséquence un antagonisme accentué entre les jeunes des deux communautés.

Mais il y a plus grave : l'abondance des armes en circulation dans l'Albanie voisine depuis les émeutes de ces dernières semaines fait craindre que l'inévitable trafic à venir ne serve à armer certains Albanais de Macédoine, voire d'éventuelles milices paramilitaires du côté macédonien. Il y a deux ans, de nombreux réseaux avaient déjà été démantelés, alors que la source d'approvisionnement n'était pas aussi abondante qu'elle l'est aujourd'hui.

Cette inquiétude est partagée par les dirigeants du PPDA qui, comme Menduh Thaci, n'hésitent pas à affirmer que *« les choses pourraient prendre une mauvaise voie et des groupes terroristes pourraient faire leur apparition »*. Un scénario catastrophe que les diplomates veulent a priori exclure, ce qui exige toutefois, selon l'un d'eux, *« une prise de conscience rapide de la communauté internationale ; car plus nous attendrons pour aider à trouver un compromis entre les communautés de Macédoine, et plus la situation empirera »*.

Denis Hautin-Guiraut



Journalistes en Turquie : battus, emprisonnés, intimidés

Plusieurs rapports sévères sur la liberté d'expression

MALGRÉ l'apparente liberté de ton de la presse turque et sa diversité – 250 chaînes de télévision, 1 000 stations de radio, 36 titres nationaux et plus de 500 journaux régionaux –, chaque jour, des journalistes sont exposés à des poursuites judiciaires, des peines d'emprisonnement ou sont torturés, selon des rapports récemment émis par divers organismes. Ainsi, en janvier 1997, la Fédération internationale des ligues des droits de l'homme (FIDH) dénonçait *« une inflation de procédures ouvertes contre des journalistes, écrivains, éditeurs »* ces dernières années, ainsi que la *« sévérité »* des peines encourues ; un rapport rendu public jeudi 13 mars, lors d'une réunion de la commission des droits de l'homme de l'ONU à Genève, critique la *« violence disproportionnée »* dont sont victimes les gens de presse, tandis que Reporters sans frontières vient de dresser l'état des lieux des entraves à la liberté d'expression.

« Un journaliste assassiné, un blessé, cinq battus, treize en détention provisoire, deux sociétés éditrices fermées, onze bureaux de presse perquisitionnés et quatorze saisies de journaux », énumère, pour sa part, le Syndicat des journalistes de Turquie (TGS) – et ce pour le seul mois de septembre 1996. Le motif des sanctions imposées fait parfois sourire. Ainsi, le 27 août 1996, une radio locale d'Ankara, Radio-Mosaïc, se voit infliger vingt-quatre heures de suspension pour avoir appelé *« monsieur »* le chef du Parti des travailleurs du Kurdistan (PKK, marxiste-léniniste, entré en rébellion contre Ankara en 1984), Abdullah Ocalan.

D'autres cas sont plus graves, tel celui d'Isik Yurtçu, rédacteur en chef du journal pro-kurde *Ozgür Gündem* aujourd'hui interdit, qui purge une peine de quinze ans à la prison de Sakarya (ouest de la Turquie), ainsi que celui de l'écrivain et sociologue Ismaïl Besikçi, incarcéré depuis 1993, et qui cumule pour sa part plus de cent ans de prison (le système pénal turc ignore la confusion des peines). La notoriété internationale dont jouit l'écrivain Yashar Kémal ne l'a pas mis à l'abri d'une condamnation à dix-huit mois avec sursis pour un texte intitulé : *Ciel sombre sur la Turquie*. C'est après la confirmation de ce verdict par la Cour de cassation en octobre 1996 que l'écrivain a demandé l'asile politique à la Suède.

Vendredi 14 mars, pendant que le ministre des affaires étrangères, Tansu Ciller, saluait, lors d'une visite à Helsinki, *« les progrès accomplis par la Turquie en matière de droits de l'homme »*, la cour d'assises d'Istanbul condamnait le journaliste Ertugrul Kurkçu à dix mois de prison avec sursis pour avoir traduit (de l'anglais) un rapport de Human Rights Watch, organisation américaine de surveillance des droits de l'homme, *portant sur l'origine des armes utilisées dans le conflit du Sud-Est anatolien*. Détail insolite : le journaliste, reconnu coupable d'avoir *« insulté les forces de l'ordre »*, a été condamné pour des propos qui ne sont pas les siens, mais ceux d'un diplomate américain cité dans le rapport.

REPRÉSAILLES

« Incitation à la haine », *« propagande séparatiste »* ou *« atteinte à l'intégrité de l'Etat »* sont les motifs les plus fréquents. En fait, dès lors que des journalistes abordent *« le problème kurde, le conflit armé dans le Sud-Est, le rôle de l'armée, celui du PKK, de la police, des Loups gris* [extrême droite] *ou de la corruption de l'appareil d'Etat, sa collusion avec la mafia »*, ils s'exposent à des *« difficultés »*, quand ils ne font pas l'objet de *« représailles »*, selon la FIDH.

Certes, les journaux *« marqués politiquement »* (pro-kurdes, sympathisants du PKK ou de l'extrême gauche) sont les plus exposés. Les journaux détenus par de grands groupes, ceux des familles Bilgin (*Journal Sabah*) et Dogan (journaux *Milliyet*, *Hürriyet*) et Ihlas (*Turkiye*, *Zaman*) n'ont jamais vu leurs éditorialistes condamnés. *« Traitant de mêmes sujets, certains ne sont pas inquiétés, d'autres sont simplement entendus* (par la police), *d'autres encore sont renvoyés devant le tribunal ou, plus souvent, la Cour de sûreté de l'Etat (...) »*, notent les rapporteurs de la FIDH, pour qui l'exercice du métier de journaliste en Turquie s'apparente de plus en plus à un *« jeu de roulette russe »*.

Marie Jégo

La classe politique slovaque est divisée sur la question de l'adhésion à l'OTAN

Bill Clinton et Boris Eltsine débattent à Helsinki de l'élargissement de l'Alliance atlantique à l'Est

Les présidents Bill Clinton et Boris Eltsine étaient attendus, jeudi 20 mars, à Helsinki pour un sommet consacré à une nouvelle sécurité en Europe. Ils devaient dîner ensemble jeudi, et poursuivre leurs entretiens vendredi. Onze pays issus de l'ancien bloc communiste sont candidats à l'intégration dans l'OTAN. Parmi eux, la Slovaquie est le seul à organiser, les 23 et 24 mai prochain, un référendum sur l'entrée dans l'Alliance.

BRATISLAVA
de notre envoyé spécial

La Slovaquie sera-t-elle invitée à rejoindre l'OTAN ? Se prononcera-t-elle en faveur de l'adhésion à l'Alliance atlantique lors du référendum sur cette question prévu les 23 et 24 mai prochain ? A Bratislava, ces deux interrogations sont amplement débattues. Pour ce petit pays d'Europe centrale de 5,3 millions d'habitants, indépendant depuis le 1er janvier 1993, la question de l'intégration à l'OTAN tend à prendre la dimension d'un *examen sanctionnant sa transformation* vers la démocratie et l'économie de marché. La Slovaquie n'est pas citée dans la *« première vague »* des candidats à l'OTAN. Soucieuse de ménager ses relations avec la Russie, elle est aussi le seul pays d'Europe centrale et orientale à organiser une consultation populaire sur l'opportunité d'une adhésion à l'Alliance atlantique.

En annonçant, la semaine dernière, les dates du référendum, le président slovaque, Michal Kovac, a invité ses concitoyens à se rendre massivement aux urnes pour voter « oui ». *« Si la Slovaquie devait rester en dehors de la première vague de l'intégration*, a-t-il averti, *le pays prendrait un retard considérable dans sa modernisation et sa transformation par rapport à ses voisins. »*

Au gouvernement, l'engagement en faveur de l'OTAN est plus équivoque, même si le premier ministre, Vladimir Meciar, en visite officielle mercredi 19 et jeudi 20 mars à Paris, a tenu à réaffirmer la volonté de son pays de rejoindre au plus tôt le traité nord-atlantique. *« Quels que soient le résultat du référendum et la décision de Madrid, le gouvernement continuera de se préparer à l'adhésion »*, a-t-il déclaré. Les sondages, ajoute M. Meciar, permettent d'espérer une victoire du « oui ».

DÉBAT NATIONAL

Mais les deux alliés politiques de M. Meciar, le Parti national slovaque (SNS, ultranationaliste) et l'Association des ouvriers (ZRS, populiste), ne l'entendent pas de cette oreille. Ces deux formations, *qui disposent de quatre des seize* portefeuilles ministériels et de *vingt et un députés indispensables* pour permettre au Mouvement pour une Slovaquie démocratique (HZDS) de M. Meciar de gouverner, militent depuis longtemps pour la neutralité. Elles appellent à voter « non » aux trois questions du référendum, qui portent sur l'entrée à l'OTAN, le déploiement d'armes nucléaires et l'installation de bases militaires sur le territoire slovaque.

« Nous apparaissons comme des partenaires peu sérieux, qui ne sont pas dignes de confiance », estime un proche du président slovaque, qui critique l'ambivalence du gouvernement. *« D'ailleurs, la manière dont est menée la campagne officielle de sensibilisation à l'OTAN suscite des doutes sur les intentions de ses organisateurs »*, ajoute-t-il. Le gouvernement a lancé le mois dernier un débat national préalable sur l'adhésion du pays à l'Alliance, dans lequel les opposants à l'intégration sont confrontés aux partisans lors de discussions télévisées. *« La confusion pourrait avoir un effet dissuasif sur les électeurs encore hésitants »*, précise ce conseiller. *« Mais ce qui complique encore davantage notre position vis-à-vis de l'OTAN, ce sont nos manquements à la démocratie »*, ajoute-t-il.

En visite récemment à Bratislava, le secrétaire d'Etat adjoint américain pour les affaires européennes, John Kornblum, s'est livré à un sévère réquisitoire contre la politique du gouvernement slovaque. *« Les principes démocratiques que nous défendons ne sont pas pleinement respectés »* en Slovaquie, a-t-il déclaré lors d'un débat, où plusieurs responsables du HZDS l'avaient pris à partie. M. Kornblum, reconnaissant que *« la Slovaquie n'est plus dans le courant principal »* au cours des discussions entre partenaires occidentaux sur l'adhésion à l'OTAN, a expliqué les raisons de ce retard : Bratislava *« doit, à l'instar des autres pays post-communistes, faire face non seulement aux douleurs du passage à la démocratie, mais aussi à la définition de son identité nationale et étatique. Cela se traduit par des difficultés de tolérance envers ceux qui ne partagent pas l'opinion majoritaire, et par le refus de réaliser les recommandations de la communauté internationale »*, a expliqué M. Kornblum.

LE SOUTIEN DE LA FRANCE

Cette analyse est partagée par l'opposition slovaque, qui reproche à M. Meciar de pratiquer la *« terreur de la majorité »*, en refusant systématiquement le dialogue avec la minorité et ses contradicteurs.

Le premier ministre slovaque réfute ces accusations : *« Le reproche de déficit de démocratie* [formulé par Rita Sussmuth, la présidente du Bundestag allemand, en janvier 1997 à Bratislava] *n'est pas juste. Les libertés, les droits de l'homme et du citoyen, les droits des minorités sont garantis et respectés. »* Aussi M. Meciar espère-t-il obtenir un soutien français dans le débat sur l'élargissement de l'Alliance atlantique. Evoquant le soutien apporté par Paris à la candidature de la Roumanie, le dirigeant slovaque estime qu'il revient à la France de choisir *« un ou plusieurs filleuls »* en Europe centrale.

Martin Plichta

Bill Clinton en chaise roulante au sommet d'Helsinki

Le président Bill Clinton a quitté, dans la soirée du mercredi 19 mars, les Etats-Unis à destination d'Helsinki, où se tient, jeudi et vendredi, le sommet russo-américain.

Le chef de la Maison-Blanche, opéré du genou la semaine dernière après une mauvaise chute, est arrivé à la base aérienne Andrews dans une chaise roulante. Il a dû être hissé à bord de l'avion présidentiel à l'aide d'une plate-forme élévatrice.

Le sommet d'Helsinki sera essentiellement consacré aux projets d'extension de l'OTAN vers l'Europe de l'Est. L'élargissement de l'Alliance atlantique – très probablement d'abord à la Pologne, à la Hongrie et à la République tchèque – se fera, *« que Moscou le veuille ou non »*, a déclaré Madeleine Albright, le nouveau secrétaire d'Etat américain à Washington. En outre, Bill Clinton s'est déclaré *« encouragé »* par les récentes nominations à la tête de l'exécutif russe, signe que la Russie veut poursuivre ses réformes économiques.

Nicolas II et Lénine font la vie dure aux autorités russes

MOSCOU
de notre correspondant

Deux morts, en mauvais état de conservation, bouchent l'avenir d'une nouvelle Russie démocratique, républicaine et capitaliste, débarrassée *du totalitarisme soviétique et de* l'absolutisme tsariste. Depuis près de soixante-dix-neuf ans, Nicolas II, le dernier tsar de Russie, exécuté en 1918 avec sa famille par les Bolcheviques, attend une tombe décente. Ses restes ont été exhumés d'une fosse commune d'Ekaterinenbourg. Mais ils attendent toujours dans une boîte en carton à la morgue de cette ville de l'Oural.

Depuis 1924, soit près de soixante-treize ans, dont cinq après la disparition de l'Union soviétique, la *dépouille embaumée du fondateur* de la patrie des Soviets, Vladimir Illitch Oulianov, dit « Lénine », repose dans un mausolée, toujours ouvert au public (sauf lors du bain chimique annuel), sous les murs du Kremlin, sur la place Rouge.

Arguant qu'une nouvelle Russie doit arrêter de mépriser son dernier tsar et d'honorer son premier premier secrétaire, des voix proposent d'enterrer l'un et l'autre et les luttes passées avec eux. Mais la question de ces inhumations, *qui traîne depuis la proclamation* de la démocratie en Russie, provoque l'embarras des autorités et soulève des polémiques. D'autant que les deux ennemis risquent de reposer, sinon côte à côte, du moins dans la même ville, à Saint-Pétersbourg. L'un parce *que la ville est la capitale impériale ; l'autre* parce que le célèbre bolchevique aurait souhaité y être enterré.

Jusqu'à maintenant, on s'est contenté de demi-mesures qui ont déplu aux uns, sans satisfaire les autres : exhumation pour Nicolas II ; suppression de la garde d'honneur pour Lénine. Même si l'année 1997 a été proclamée par le Kremlin celle de la *« réconciliation nationale »*, les autorités sont gênées. A commencer par Boris Eltsine. C'est lui qui, lorsqu'il *était secrétaire du parti dans la région de* Sverdlosk, avait donné l'ordre de détruire la *dernière résidence de la famille impériale* russe. La question est politique. Certains, chez les communistes (première formation politique du pays), soupçonnent qu'en place de dignes inhumations, on tente d'enterrer Lénine et sa mémoire tout en ressuscitant, sinon le tsar, du moins le tsarisme.

L'affaire a été aggravée par la soudaine conversion d'une partie de la « nouvelle élite » russe à *un retour de l'héritier du tsar sur le* trône. Les analystes politiques à Moscou attribuent cette soudaine mutation idéologique à la forte probabilité d'une élection au Kremlin de l'opposant « antinomenklatura », le général Alexandre Lebed, en cas de disparition *prématurée de Boris Eltsine*.

La question de l'enterrement du tsar et de son éventuelle canonisation a été confiée à l'Eglise orthodoxe, qui l'a renvoyée en commission et à des jours idéologiques plus clairs. Reste Lénine. La question de son enterrement divise la population russe. Selon un récent sondage de la Fondation pour l'opinion publique, 48 % des Russes, les plus citadins et éduqués, sont « pour », tandis que 38 %, notamment les habitants des campagnes, préfèrent *que la momie reste dans son mausolée*. Silencieux sur la question du tsar, Boris Eltsine s'est récemment prononcé sur le cas de Lénine : *« Il faut l'enterrer, comme il l'avait souhaité, près de sa mère, à Saint-Pétersbourg. »* Prudent, le président russe a aussitôt ajouté : *« Peut-être pas immédiatement, mais d'ici la fin de l'année ou la fin du siècle. »* C'est à croire que les deux cadavres, qui encombrent les placards de la nouvelle Russie, bougent toujours.

Jean-Baptiste Naudet

Le nouveau chef du Bloc québécois tente de rassembler un parti déchiré

QUÉBEC
correspondance

Alors que les élections fédérales canadiennes devraient se tenir dans les prochaines semaines, le Bloc québécois (BQ) vient de se donner un nouveau chef en la personne de *Gilles Duceppe*, élu samedi 15 mars lors d'un congrès du parti à Montréal. A quarante-neuf ans, cet ancien permanent syndical devient le dirigeant d'une formation tout entière vouée à la souveraineté du Québec. Sa première tâche consistera à préserver l'unité du parti, coalition hétéroclite de députés où la gauche voisine avec la droite et où les « souverainistes » les plus enflammés côtoient les partisans d'un accommodement avec le Canada.

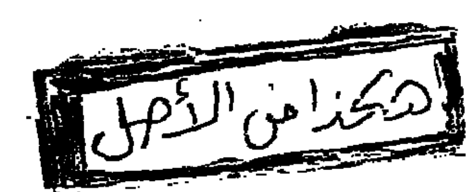
Les difficultés du Bloc québécois remontent aux lendemains des élections générales du 25 octobre 1993, lorsque le parti que venait de fonder Lucien Bouchard avait réussi le tour de force de faire élire 54 députés sur 295, devenant du même coup la plus importante formation de l'opposition à la Chambre des Communes. Bombardé chef officiel de l'opposition, Lucien Bouchard avait pris le chemin d'Ottawa, où il ne pensait rester que le temps de réaliser l'indépendance québécoise. Deux ans plus tard, après l'échec des indépendantistes au référendum du 30 octobre 1995, Lucien Bouchard était devenu premier ministre de la province du Québec.

Libérés de la sévère férule du fondateur, les députés du Bloc québécois restés à Ottawa ont alors commencé à s'entre-déchirer, poussant à la démission, quelques mois plus tard, Michel Gauthier, successeur de Lucien Bouchard à la tête du parti. Gilles Duceppe tente aujourd'hui de rassembler les troupes pour les lancer dans la campagne électorale qui s'annonce, sachant que son avenir dépend des résultats du scrutin : il lui faut faire au moins aussi bien que le fondateur du Bloc québécois en 1993, soit 49 % de suffrages.

Parti qui n'a d'autre programme que la souveraineté du Québec, le Bloc a bien du mal à assumer le rôle d'opposition officielle que lui confère son statut de second plus important groupe parlementaire. Ses députés sont ainsi réticents à faciliter les accords entre le pouvoir central et la Belle Province, craignant de fournir la preuve du bon fonctionnement de la fédération canadienne qu'ils récusent. Dans la crainte de nuire à la réforme hospitalière en cours au Québec, ils ont aussi évité de protester contre certaines mesures impopulaires, telle la fermeture du seul hôpital francophone en Ontario.

Plus que jamais, le Bloc se considère comme un mouvement de défense des intérêts des Québécois à Ottawa. *« Nous partirons dès que les résultats du référendum* [sur l'indépendance] *nous le permettront »*, a d'ailleurs déclaré le nouveau chef du parti lors de son discours de clôture du congrès.

Pascale Guéricolas



Les intégristes afghans ont libéré deux Français emprisonnés à Kaboul depuis près d'un mois

Les talibans persistent dans leur croisade pour « éradiquer le mal »

Deux Français, membres d'Action contre la faim (ACF), ont été relâchés, mercredi 19 mars, après avoir passé vingt-six jours dans une prison de Kaboul. Les deux hommes étaient accusés d'avoir participé à un déjeuner en compagnie de femmes afghanes. Expulsés au Pakistan, ils ont déclaré avoir été bien traités par les talibans. Paris a remercié l'Organisation de la conférence islamique (OCI) et *« des pays amis »* pour leur aide.

LA LIBÉRATION, après vingt-six jours de détention dans une prison de Kaboul, de deux Français membres d'Action contre la faim (ACF), vient de rappeler, en dépit de cette mesure de clémence, la rigueur extrême du régime mis en place par les talibans. Arrêtés le 22 février par les miliciens intégristes pour s'être trouvés dans un bâtiment où un déjeuner réunissait une cinquantaine d'Afghanes travaillant pour ACF et pour avoir écouté de la *« musique profane »*. Frédéric Michel et José Daniel Llorente ont été condamnés par la cour suprême, mercredi 19 mars, à un mois de détention avant d'être expulsés le jour même vers le Pakistan.

ANALYSE

Dans le monde des talibans, il n'y a – presque – plus que des interdits



Quatre de leurs collègues afghans, arrêtés avec eux, ont été condamnés à diverses peines de flagellation et à plusieurs semaines d'emprisonnement. Telle est la loi au pays de ces « étudiants en religion » qui ont créé une commission *« pour promouvoir le bien et éradiquer le mal »*...

A l'été 1994, quand les talibans ont surgi, sans coup férir, sur la scène politico-militaire afghane, personne – ou presque – ne savait très bien qui ils étaient, d'où ils venaient ni ce qu'ils représentaient. Taliban, pluriel de *taleb*, mot arabe signifiant « séminariste d'une école coranique » : si le terme était connu des islamisants, cette nouvelle faction de l'Afghanistan déchiré restait nimbée de mystère.

SURENCHÈRE RELIGIEUSE

Près de trois ans plus tard, ces « théologiens », qui se sont emparés de plus des deux tiers du pays et ont accumulé, ces derniers mois, les succès militaires, sont devenus les plus médiatisés, sinon les plus connus, des « fous de Dieu » de la planète. Dans cette époque de surenchère religieuse, les talibans se sont vu décerner la médaille d'or – toutes catégories confondues – de l'intégrisme triomphant, parce qu'ils ont réussi à faire reculer jusqu'aux frontières de l'absurde les commandements d'une loi coranique dont ils se sont autoproclamés les gardiens.

Dans le monde des talibans, il n'y a – presque – plus que des interdits. Seule leur interprétation du saint Livre est la bonne. Seule leur loi doit être suivie. Et le drapeau blanc de leur ordre, qui flotte sur Kaboul depuis la chute d'un précédent gouvernement islamiste, fait claquer l'unique message des « étudiants » : *« Il n'y a de dieu que Dieu, et Mahomet est son prophète »*. Ici commence et finit le projet politique des « séminaristes ».

UN CHEF MYSTÉRIEUX

Les talibans étaient pourtant déjà présents en Afghanistan durant les années de la guerre antisoviétique. Mais on ne les identifiait pas comme tels, car ils étaient noyés dans les troupes des différentes organisations du djihad, la guerre sainte. Issus des écoles coraniques situées dans les zones tribales du sud du pays, ces « étudiants » en armes et leurs *oulémas* (docteurs de la foi), auxquels le Pakistan voisin a fourni une logistique militaire déterminante dans leurs succès, ont réussi en trois ans à balayer leurs rivaux parmi les groupes de moudjahidine (combattants) concurrents.

Les « étudiants » n'étaient, au début, qu'une poignée de jeunes regroupés autour d'un chef aussi charismatique que mystérieux : Mohamed Omar Akhunzadah, trente-trois ans, enseignant dans une madrasa (école coranique) d'un village de la province de Kandahar, puis moudjahid durant la guerre contre les *Chouravis*, les Soviétiques. Omar, *amir ol momumin* (« commandeur des croyants »), est d'ailleurs un mollah borgne, dont les blessures rappellent son courage au combat contre l'armée rouge alors qu'il guerroyait avec d'autres talibans dans le Sud afghan.

Dans un entretien exceptionnel accordé à Bizhan Torabi, un expert international afghan, et qui vient d'être publié par la revue *Politique internationale*, Omar a récemment résumé sa « pensée », justifiant les interdits pesant sur les femmes et apportant un éclairage définitif sur les vues des talibans : *« De par sa nature même, la femme est un être faible et vulnérable à la tentation. Si on la laisse sortir de chez elle, hors la surveillance de son père, de son mari ou de son oncle, elle aura vite fait de se laisser entraîner sur la voie du péché par des hommes qui ne cherchent que leur plaisir et qui l'abandonneront aussitôt satisfaits. »*

« PURIFIER » L'ISLAM

Les Afghanes ne doivent en effet pas ressembler à ces *« femmes occidentales transformées en poupées peinturlurées et en objets sexuels »*. Car pour le mollah Omar, il ne fait pas de doute que *« le monde occidental, en tant que civilisation, est déjà engagé sur la voie du déclin et de la mort »*.

Ce discours n'a certes rien de très nouveau ni de très choquant pour de nombreux Afghans. On retrouve bien sûr la même volonté d'application de la charia chez l'ensemble des groupes islamistes contre lesquels les talibans se battent aujourd'hui. Mais les talibans, en tant que mouvement, possèdent cependant une indéniable singularité. Les groupes fondamentalistes afghans (ou autres), issus du mouvement des Frères musulmans égyptiens, ont cherché, idéologiquement, à combiner le retour à la lettre du Coran avec un réformisme qui n'ignore pas les acquis de la modernité occidentale. Les talibans sont, eux, les héritiers directs de l'école de Déobandi, cette ville du nord de l'Inde où fut créé, à la fin du XIX[e] siècle, un séminaire de mollahs sunnites orthodoxes soucieux de « purifier » l'islam de toute influence étrangère. Seule comptait pour eux la parole de Dieu transmise par le Coran.

DISCOURS FERMÉ

Transposées dans l'Afghanistan moderne, les différences d'attitude sont notables, même si tous les groupes islamiques s'accordent par ailleurs à vouloir imposer charia et voile aux femmes. Mais tandis que les fondamentalistes, comme l'ancien chef militaire de l'ex-gouvernement postcommuniste de Kaboul, Ahmed Shah Massoud, ou son vieux rival Gulbuddin Hekmatyar, étaient des réformistes issus des universités de la capitale, les intégristes talibans sont des religieux campagnards souvent méprisés par les citadins pour leur méconnaissance du persan, langue de culture, et surtout de leur étroite et univoque lecture du Coran.

D'où un discours fermé sur lui-même et qui n'autorise aucun manquement à la règle. D'où le souci maniaque du détail pour régler la vie de chaque individu. A Kaboul, il semble qu'il soit désormais interdit de ne pas interdire.

Bruno Philip

■ **Au moins 40 personnes ont été tuées et 150 blessées**, mercredi 19 mars, dans l'explosion d'une bombe au quartier général de la police, à Jalalabad, dans l'est de l'Afghanistan, a annoncé l'agence de presse islamique afghane (AIP). Des fonctionnaires de police et des détenus se trouvaient à l'intérieur du bâtiment au moment de l'explosion. – *(AFP.)*

Les seize commandements des talibans

AU LENDEMAIN de la prise de Kaboul, le 27 septembre 1996, le gouvernement provisoire des talibans a édicté un certain nombre de règles que les « étudiants en religion » s'étaient déjà employés à imposer dans les autres villes tombées sous leur contrôle. Depuis, le régime s'est encore durci et la commission *« pour promouvoir le bien et éradiquer le mal »* a officiellement énoncé les seize commandements des talibans pour leurs concitoyens. Voici les nouvelles règles, sans doute non limitatives, signées par le *maulawi* (docteur en théologie) Anayatullah Badagh :

– Il est interdit aux femmes de travailler (à l'exception du personnel médical) et de sortir dans la rue sans être couvertes des pieds à la tête du *tchadri* (le voile).

– Il est interdit aux conducteurs de véhicules de transporter des femmes non voilées de la tête aux pieds ou portant le simple *tchador* iranien. Toute infraction sera punie de prison pour le chauffeur. Le mari de la contrevenante sera également sanctionné.

– Il est interdit de posséder des cassettes vidéo et d'écouter de la musique.

– Il est interdit de se raser ou de se tailler la barbe. Les porteurs de mentons glabres ou peu poilus seront emprisonnés jusqu'à ce que la barbe leur pousse et atteigne la taille d'une main.

– Il est obligatoire d'aller prier à la mosquée cinq fois par jour. Quinze minutes avant l'heure prévue pour les prières, une corde doit être tendue dans la rue pour canaliser les fidèles.

–Il est interdit de posséder des pigeons ou des cailles. Les volatiles trouvés chez des particuliers auront la tête tranchée. Cette mesure est destinée à décourager les parieurs lors des jeux avec les oiseaux dont les Afghans sont friands.

– Il est interdit de consommer de la drogue. Vendeurs et consommateurs seront exécutés.

– Il est interdit aux enfants de jouer avec des cerfs-volants, ce jeu pouvant tenter des parieurs.

– Il est interdit de posséder des photos. Cette mesure est destinée à éradiquer l'idôlatrie. Les photos des contrevenants seront déchirées.

– Il est interdit de porter les cheveux longs ou mi-longs. Les coupables seront rasés sur le champ.

– Il est interdit, pour les changeurs d'argent, de dépasser les bénéfices permis, d'échanger des petites coupures contre les grosses, d'émettre des lettres de change, de prêter et d'emprunter.

– Il est interdit, pour les femmes, de laver le linge dans les rivières et « dans les déserts ». Les contrevenantes seront ramenées chez elle et leurs maris punis.

– Il est interdit de confectionner des habits féminins. Les tailleurs seront emprisonnés.

– Il est interdit de se livrer à la magie. Les livres des magiciens seront brûlés et leurs propriétaires emprisonnés jusqu'au repentir.

– Il est interdit de jouer du tambour, de chanter et de danser durant les mariages. Les coupables seront arrêtés.

Il faut ajouter à cela – ce que le plus récent des textes de commandement ne précise pas – les amputations pour les voleurs et les lapidations pour adultère.

La faillite du groupe Sammi provoque une crise financière en Corée du Sud

Les banques fragilisées par des créances douteuses

APRÈS Hanbo en janvier, un nouveau grand de la sidérurgie coréenne, Sammi a été déclaré en cessation de paiement mercredi 19 mars. Sammi est le 26[e] groupe coréen et le numéro trois mondial des aciers spéciaux. Ses dettes sont estimées à 2,2 milliards de dollars (12,5 milliards de francs) et celles de Hanbo étaient proches de 6 milliards de dollars.

Sammi est un groupe familial, fondé en 1954, qui a été dépassé au début des années 90 par son succès et s'est lancé dans des dépenses somptuaires, financées par endettement, telles que l'acquisition du plus grand immeuble de Corée ou celle d'une équipe de base-ball appellée les « Sammi superstars ». Le président et fils du fondateur, Kim Hyun-bai, a fini par reconnaître, mercredi, lors d'une conférence de presse télévisée, que *« la mise en règlement judiciaire était inévitable, car nos filiales étaient confrontées à de sérieux problèmes financiers depuis des années »*. Il a également annoncé qu'il quittait ses fonctions. En revanche, le vice-président, Suh Sang-rok, aurait quitté le pays pour les Etats-Unis dans la nuit de mercredi à jeudi.

La faillite de Sammi pourrait être suivie par celle d'un nombre important de sous-traitants industriels et fragilise encore un peu plus le système financier coréen. Le won est tombé à son plus bas niveau face au dollar depuis onze ans et les taux d'intérêt à long terme coréens sont à leur plus haut niveau depuis dix-huit mois. La séance du jeudi 20 mars à la Bourse de Séoul a été marquée par une nouvelle baisse de 0,5 %, qui l'a amenée à son plus bas niveau depuis deux mois, et par une vague de défiance envers les groupes bancaires. La Commercial Bank of Korea, un des créanciers de Sammi, a perdu 8 %. La Korea First Bank, une des principales banques du pays, qui aurait prêté plus de 1000 milliards de won (1,1 milliard de dollars) à Sammi, a baissé de 4 %. Pour éviter une panique, la Banque centrale de Corée a annoncé jeudi qu'elle allait apporter une aide à la Korea First Bank en lui achetant pour plus de 1 milliard de dollars d'obligations.

UNE GESTION TRÈS CONTESTÉE

Les banques coréennes, à l'image des établissements de crédit japonais, souffrent d'une accumulation de créances douteuses et d'une gestion très contestée où les relations politiques avec les dirigeants d'entreprises prenaient le pas sur le contrôle des risques. Un avocat coréen a d'ailleurs demandé une enquête sur la faillite de Sammi, affirmant que le groupe sidérurgique avait obtenu des crédits à la suite de pressions politiques. Un porte-parole de Sammi a démenti.

La Korea First Bank est par ailleurs directement impliquée dans le scandale lié à la faillite de Hanbo, devenue dans les médias coréens le « Hanbogate ». Son président, Shin Kwang-shik, a été arrêté pour avoir reçu 470 000 dollars de pots-de-vin du président de Hanbo. Son prédécesseur, Lee Chul-soo, avait été mis en prison en 1996 pour avoir touché 294 000 dollars de dessous de table d'une autre société en faillite. Quant au prédécesseur de M. Chul-soo, il avait lui-même été remercié par la banque, en 1993, après avoir été accusé de corruption. Jusqu'en 1993, la Korea First Bank était la plus profitable des cinq grandes banques commerciales coréennes.

E. L. (avec l'agence Bloomberg.)

Les syndicats contestent toujours la loi sur le travail malgré sa révision

TOKYO
de notre correspondant

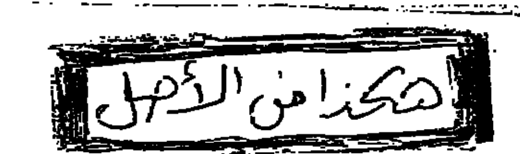
Une délégation de la Confédération coréenne des syndicats (KCTU) est arrivée, lundi 17 mars, au Japon avec, pour la première fois, un titre officiel : la KCTU, qui a mené plusieurs semaines de lutte, en décembre et en janvier, contre la nouvelle loi sur les rapports de travail et a contraint le gouvernement à faire marche arrière, est désormais légalement reconnue. L'une des dispositions de la nouvelle version de la loi, adoptée le 10 mars, lui confère en effet un statut légal au même titre que la Fédération des syndicats coréens qui était jusqu'alors la seule reconnue. Les délégués de la KCTU, qui doivent prendre des contacts avec leurs homologues japonais, ont souligné au cours d'une conférence de presse les insuffisances de la nouvelle loi. Partiellement satisfaite de la reconnaissance du principe du plurisyndicalisme sur le plan national (et en 2 000 au niveau de l'entreprise), la KCTU conteste toutefois plusieurs points.

Les dispositions facilitant les licenciements sont reportées à 1999 et ne pourront être évoquées qu'en cas de *« crise de la gestion »* sans toutefois que cette notion de « crise » soit définie (la restructuration de l'entreprise, l'introduction de nouvelles technologies, la fusion ou la chute de la rentabilité restent les cas où le licenciement est autorisé). Le principe de non-rémunération des heures de grève est maintenu : les syndicats peuvent encourir des pénalités s'ils entament de nouvelles grèves afin d'obtenir une telle compensation.

Les grévistes pourront être remplacés par du personnel de l'entreprise, mais non extérieur à celle-ci. Enfin, l'employeur conserve le droit d'organiser les heures de travail à sa guise dans le cadre des limites légales.

Ces demi-mesures, marquées par les compromis politiques symptomatiques de préoccupations d'une année électorale (l'élection présidentielle aura lieu en décembre) ne satisfont personne. Ni la KCTU, qui a annoncé de nouveaux mouvements de protestation, ni le patronat, qui n'obtient satisfaction que sur les questions du remplacement des grévistes et de la flexibilité des heures de travail. Le report de trois ans des mesures facilitant les licenciements irrite en revanche les milieux bancaires alors que s'impose une restructuration du système financier qui souffre d'un excès de personnel.

Philippe Pons



Cuba toujours prêt à accueillir les preneurs d'otages de Lima

LE VICE-MINISTRE JAPONAIS des affaires étrangères, Masahiko Komura, est arrivé, mercredi 19 mars, à Cuba pour s'entretenir avec Fidel Castro du sort des 72 otages retenus, depuis le 17 décembre 1996, par un commando du Mouvement révolutionnaire Tupac Amaru (MRTA), dans l'ambassade japonaise à Lima. Fidel Castro lui a confirmé les dispositions de Cuba d'accueillir, *sous conditions »*, les membres du commando. A Lima, Mgr Juan Luis Cipriani, proche du président péruvien Alberto Fujimori et membre de la commission des garants chargée de faciliter une issue pacifique à la crise, a appelé le gouvernement péruvien et le commando auteur de la prise d'otages à conclure un accord basé sur le *« pardon et la réconciliation »*, formule qui, pour la première fois, laisse entendre qu'un compromis serait possible. Le MRTA a plusieurs fois affirmé qu'il n'accepterait de libérer ses otages qu'en échange de la libération de quelque 440 militants de son mouvement emprisonnés. – *(AFP.)*

La viande bovine devra être étiquetée

BRUXELLES. Conformément aux souhaits exprimés par les organisations de consommateurs, l'étiquetage de la viande bovine devrait devenir la règle au sein de l'Union européenne (UE) à compter de l'an 2000. La nature des informations à fournir aux consommateurs, qui devraient comprendre la race, l'origine et le lieu d'élevage, fera l'objet de consultations entre les pouvoirs publics et les organisations professionnelles. Certaines dérogations sont prévues par le règlement que les ministres de l'agriculture des Quinze ont adopté, mercredi 19 mars, à Bruxelles : les pays hostiles à cette nouvelle contrainte, le Royaume-Uni et l'Italie, pourront ne pas l'imposer à l'intérieur de leurs frontières, sauf pour les exportations. Les pays qui voudront aller plus vite seront, en revanche, autorisés à exiger, dès juillet 1997, un étiquetage des viandes provenant d'animaux nés, engraissés et abattus sur le territoire national. La France a annoncé son intention de faire usage de cette faculté. – *(Corresp.)*

Heurts à Varsovie entre la police et des militants de Solidarité

VARSOVIE. Quelques centaines de militants de Solidarité ont occupé, mercredi matin 19 mars, trois ministères à Varsovie, pour protester contre la fermeture des chantiers navals de Gdansk, berceau de leur syndicat. L'occupation du ministère du Trésor s'est achevée par de violents heurts entre les syndicalistes et la police, faisant plusieurs blessés des deux côtés. Le premier ministre polonais, Wlodzimierz Cimoszewicz, a appelé mercredi soir les militants de Solidarité *« à se ressaisir »*, qualifiant l'occupation des trois ministères *« d'action illégale à caractère purement politique »*. Le Comité national de Solidarité devait se réunir jeudi matin pour décider de nouvelles formes de protestation pour les prochains jours. – *(AFP.)*

Trois anciens ambassadeurs de France lancent un « appel pour les Bulgares »

ASSURANT que *« la Bulgarie connaît une catastrophe économique et sociale sans précédent »*, dont *« les conséquences pour la population sont dramatiques »*, trois anciens ambassadeurs de France à Sofia, Bertrand de Lataillade (en poste de 1986 à 1990), Jean-Marie Le Breton (1983-86) et Jean-Marie Daillet (1993-95), ont lancé un appel pour une aide d'urgence à la Bulgarie. *« La situation sanitaire* [en Bulgarie] *a dépassé depuis longtemps le seuil critique »* affirme le texte de l'appel, *« le taux d'inflations dépasse 600 % »*. *« Les plus faibles sont les personnes agées (...) et surtout les enfants dans les foyers et les orphelinats qui manquent totalement de moyens, et où plusieurs dizaines sont morts de faim et de froid »* durant l'hiver. Plusieurs associations, dont « France-Bulgarie » et « Sylvie Vartan pour la Bulgarie », se sont jointes à cet appel.

DÉPÊCHES

■ **ÉTATS-UNIS : le président Bill Clinton a nommé à la tête de la CIA**, mercredi 19 mars, George Tenet, actuel directeur par intérim de l'Agence américaine de renseignements. Disposant d'une réputation flatteuse au Sénat, George Tenet, contrairement à Anthony Lake précédemment choisi par le président américain mais récusé par les parlementaires, devrait être confirmé facilement par le Congrès. – *(AFP.)*

■ **ISRAEL : alors que les travaux de construction** de la colonie de Har Homa, à Jérusalem-Est, se poursuivaient mercredi 19 mars, le premier ministre israélien Benyamin Nétanyahou a proposé d'accélérer les discussions sur le statut final des territoires. Les Palestiniens ont décliné l'offre en mettant en cause sa politique de colonisation. – *(AFP.)*

■ **JORDANIE : Abdel Salam Majali, ancien premier ministre**, a constitué, mercredi 19 mars, un nouveau gouvernement dans la perspective des prochaines élections législatives. M. Majali remplace Abdel Karim Kabariti qui a démissionné. – *(AFP.)*

■ **PAPOUASIE-NOUVELLE GUINÉE : la capitale de Papouasie-Nouvelle-Guinée**, Port-Moresby, a connu, jeudi 20 mars, une deuxième journée de désordre civil. Des centaines de personnes ont profité de l'instabilité créée par les manifestations de la veille pour piller les magasins alors qu'en fin de journée, des affrontements plus violents semblaient se multiplier entre police et manifestants. – *(Corresp.)*

Accord en Suède sur les négociations salariales

STOCKHOLM. Employeurs et syndicats de l'industrie suédoise ont signé un accord sur la façon dont seront menées les négociations salariales à partir de 1998. L'objectif est d'éviter les conflits et de parvenir à des augmentations raisonnables, à l'issue d'un processus de négociation centralisé et *a priori* plus simple et paisible qu'auparavant. Signé mardi 18 mars par douze organisations patronales et huit syndicats (métallurgie, bois, papier,...), l'accord concerne 800 000 employés, soit un cinquième du marché du travail suédois. Il prévoit la création d'un « comité de l'industrie », au sein duquel les partenaires se réuniront deux fois par an pour veiller à la pérennité de l'entente salariale et créer des conditions favorables au bon développement général de l'industrie. Une première proposition sera présentée de part et d'autre à trois mois de l'expiration de l'accord annuel venant à terme. Un médiateur extérieur pourra intervenir en cas de blocage et le « comité de l'industrie » suspendre un mot d'ordre de grève pour aplanir les différends. Reste à voir si ce dispositif se révèlera efficace à l'épreuve des faits. Les salaires dans l'industrie ont augmenté de 6 % l'an dernier, alors que les prix sont restés stables. – *(Corresp.)*

L'armée zaïroise affirme son légalisme en dépit des rumeurs de coup d'Etat

Le président Mobutu a quitté l'hôpital de Monaco et s'apprête à rentrer à Kinshasa

Au moment où la destitution par le Parlement zaïrois du premier ministre, Léon Kengo Wa Dondo, ouvre une crise politique à Kinshasa et alimente les rumeurs de coup d'Etat, le général Mahele a pris soin, mercredi 19 mars, d'affirmer le légalisme de l'armée, en ajoutant que celle-ci *« observait »* la situation. Le président Mobutu a quitté, mercredi soir, l'hôpital Princesse Grace de Monaco et, selon son fils, devrait rentrer au Zaïre vendredi.

KINSHASA
de notre envoyé spécial

L'armée zaïroise est légaliste. C'est en substance le message lancé opportunément par le chef d'état-major, le général Mahele Bokungu Lieko, mercredi 19 mars, devant des journalistes locaux et étrangers, au moment où beaucoup s'interrogent, à Kinshasa, sur l'éventualité d'un coup d'Etat après la destitution, mardi, du premier ministre Kengo wa Dondo par le Haut-Conseil de la République-Parlement de transition (HCR-PT). *« L'armée est apolitique*, a-t-il dit. *Nous sommes des observateurs. L'Etat n'est pas mort, alors, nous observons la situation. »*

Cette rencontre avec la presse internationale n'aurait pas dû avoir lieu, a expliqué le patron des Forces armées zaïroises (FAZ) qui avait tenu le matin même *« une causerie morale »* devant les représentants de toutes les unités de la garnison de Kinshasa. *« J'ai fait cette intervention en* lingala, *la langue de l'armée*, a-t-il dit, *alors, j'ai promis aux journalistes zaïrois de leur en donner une traduction en français cet après-midi. C'est pour ça que je suis là, mais je n'avais pas l'intention de répondre à des questions »*. Il a souligné le caractère fortuit de cette rencontre avec des journalistes étrangers.

UNE GUERRE « IMPOSÉE »

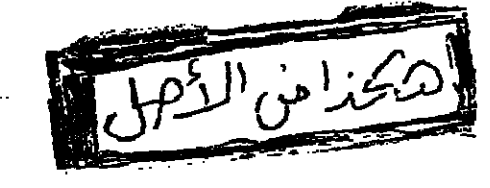
A en croire la lecture du document traduit par un aide de camp, le général Mahele a exigé des militaires qu'ils respectent *« la discipline, le maître-mot du soldat »*. Il leur a rappelé qu'ils devaient suivre scrupuleusement *« les lois et les règlements militaires »*, assurer *« la protection des personnes et des biens »*, accomplir *« adéquatement »* leur devoir sacré : *« la défense de l'intégrité du territoire national et des institutions de la République »*. Il leur a enjoint de se garder de tout *« comportement répréhensible, de nature à ternir l'image de marque des forces armées »*, précisant qu'il entendait par là *« le pillage, les extorsions, les tracasseries, les exactions et autres vexations humiliantes pour l'homme »*.

L'aide de camp a surmonté son émotion, contenant presque totalement la pointe de fierté qui frémissait sous son ton ferme et martial, lorsqu'il en est arrivé au passage où son patron, paraphrasant Jean-Baptiste répondant aux soldats soucieux de leur sort, a lancé : *« Vous, militaires, ne pillez point, n'extorquez point, contentez-vous de votre solde, et vous, gouvernement, occupez-vous des militaires. »* Le chef d'état-major a ainsi, selon le document, *« invité le gouvernement à prendre en charge les militaires »* et il a exigé que *« l'acquisition et la gestion de la logistique des FAZ relèvent désormais de l'armée. De la sorte*, a-t-il dit, *les soldats engagés dans une guerre qui leur est imposée la poursuivront, à moins qu'il y ait un ordre contraire. »*

Le prédécesseur du général Mahele, le général Eluki, avait été limogé le 20 novembre 1996, après avoir implicitement rejeté la responsabilité de la défaite militaire dans le Kivu sur le gouvernement de Léon Kengo Wa Dondo au cours d'une conférence de presse tenue à l'insu des autorités politiques. Plébiscité par les étudiants manifestant dans Kinshasa en octobre et novembre 1996, *apprécié de la population qui le considère comme un héros*, soutenu par certains pays occidentaux, le général Mahele a été nommé à la tête des FAZ par le maréchal Mobutu au lendemain de son retour au Zaïre le 17 décembre 1996.

Frédéric Fritscher

■ **Un porte-parole de la rébellion** a déclaré, mercredi, que celle-ci ne changerait pas sa stratégie de conquête totale du pays après la destitution du premier ministre. La rébellion veut un *« grand nettoyage »*, a-t-il précisé. D'autre part, un mini-sommet africain, récusé par la rébellion qui n'y était pas invitée, s'est terminé, mercredi, à Nairobi, sur un nouvel appel à un cessez-le-feu immédiat et à des négociations. – *(AFP.)*



EXTRÉMISME Les responsables de la majorité cherchent leur stratégie dans le double combat qu'ils doivent mener, en vue des élections législatives, contre le Front national et contre la gauche. Le sondage de la Sofres pour RTL et *Le Monde (nos éditions du 20 mars)*, montrant que l'électorat de droite est divisé face à l'extrême droite, complique la tâche des dirigeants RPR et UDF. ● POUR LE RPR, la conduite à suivre doit être, selon Patrick Stefanini, numéro trois du parti, de se démarquer clairement des positions *« inacceptables »* des dirigeants lepénistes, sans cesser de parler à leurs électeurs. ● AU FRONT NATIONAL, les principaux responsables, hors Jean-Marie Le Pen, tirent des conclusions différentes du sondage, mais Bruno Mégret et Bruno Gollnisch estiment l'un et l'autre que l'électorat RPR et les « déçus du chiraquisme » sont accessibles à leurs thèses.

La droite cherche sa voie entre le PS et le Front national

Conscients que leurs électeurs sont partagés sur la conduite à adopter face à l'extrême droite, les dirigeants de la majorité s'interrogent sur la meilleure manière d'éviter que cette fracture potentielle ne finisse par profiter à leurs adversaires

LA MAJORITÉ éprouve de sérieuses difficultés à mettre en œuvre sa stratégie, qui consiste à établir une symétrie entre le Parti socialiste et le Front national, ses deux adversaires pour les élections législatives de 1998. La polémique qui a suivi les propos de François Léotard, renvoyant dos à dos, le 15 mars, le « Front populaire » et le Front national, n'oppose pas seulement la droite et la gauche : elle trouble la majorité elle-même.

Contrairement à Alain Juppé, qui avait choisi, le 18 mars, de répliquer sur le seul ton de la polémique à Laurent Fabius l'interpellant sur *« l'insulte »* prononcée par M. Léotard, Patrick Stefanini, secrétaire général adjoint du RPR, nuance, dans un entretien au *Monde (lire ci-dessous)*, les parallèles tracés entre la gauche et l'extrême droite. Il analyse également la stratégie qui doit permettre à la majorité de combattre sur son aile gauche et sur son aile droite.

Alors qu'il présentait le projet du Parti républicain, M. Léotard est revenu, mercredi 19 mars, sur ses propos. *« Ce n'est pas un amalgame. Je n'ai jamais mis les gens sur le même plan. Je dis seulement qu'entre ces deux attitudes politiques, il y a une droite modérée, libérale, qui a l'intention de faire passer son message »*, a déclaré M. Léotard. Le président de l'UDF a refusé de revenir sur l'utilisation du terme de *« Front populaire »*. *« Cela fait quinze ans que je me bats contre le Front national. Je n'ai aucune leçon à recevoir,* a-t-il dit, [mais] *je n'ai aucune complaisance, non plus, vis-à-vis des solutions économiques et politiques qui sont proposées aujourd'hui par la gauche. »* Pour M. Léotard, *« il faut que chacun soit lui-même dans la bataille qui s'annonce »*, et il a dénoncé une situation dans laquelle on aurait, *« d'un côté, une extrême droite fascisante et, de l'autre côté, une gauche qui ne serait que (...) l'alternative à cette première hypothèse »*.

« ERREUR DE FORMULATION »

Les principaux responsables centristes ne partagent pas cette façon de traiter à égalité le PS et le Front national. Pierre Méhaignerie a déclaré, mercredi, qu'on ne peut placer *« sur la même ligne le PS et le Front national »*, et il a mis sur le compte d'*« une erreur de formulation »* la phrase de M. Léotard. L'ancien garde des sceaux a souligné, sur RTL, que *« le Front national n'a aucun projet politique et recherche des boucs-émissaires »*. *« Nous avons des différences fortes avec le PS, mais, sur certains points, nous pouvons nous entendre, et il entre dans le cadre de l'alternance démocratique »*, a-t-il dit.

A l'opposé, Alain Madelin (UDF-PR) a approuvé sans réserve, mercredi, le discours de M. Léotard. *« Il a eu raison de dire que le Front national et le Parti socialiste sont parfois des alliés objectifs »*, a déclaré sur France 2 le président d'Idées-Action. *« Nous avons deux adversaires devant nous, nous n'allons pas les combattre par des invectives, mais par des propositions »*, a ajouté M. Madelin. Autre défenseur de M. Léotard, Olivier Darrason, député (UDF-PR) des Bouches-du-Rhône, affirme *« approuver complètement »* les propos du maire de Fréjus et ne pas vouloir *« tomber dans le piège tendu par M. Fabius et qui consiste à dire : "Si vous n'êtes pas pour nous, vous êtes pour le Front national" »*.

Commentant le sondage de la Sofres pour RTL et *Le Monde* (*nos éditions du 20 mars*), qui indique que 51 % des sympathisants UDF souhaitent que le candidat de la majorité se retire pour éviter l'élection d'un candidat du Front national, Pascal Clément, secrétaire général du PR, ne cache pas le dilemme posé à la droite républicaine. *« Quand nous retirons notre candidat,* dit-il, *nous avons une position électoralement défendable, car nous ne voulons pas participer, même indirectement, à l'élection d'un candidat d'extrême droite. Mais c'est philosophiquement catastrophique, car cette attitude revient à donner un certificat de bien-penser à la gauche. »* M. Méhaignerie se déclare, au contraire, *« d'accord pour un front commun contre l'extrême droite dès lors qu'il se manifeste sous des formes pacifiques : cela réveille les gens »*. M. Darrason estime, d'ailleurs, que le recul de l'influence du Front national, mesuré par le sondage, *« provient essentiellement des électeurs de la majorité, convaincus par notre combat contre l'immigration clandestine »*.

Pour M. Méhaignerie, ce n'est pas la radicalisation des propositions de la majorité qui augmente le rejet de l'extrême droite, mais *« les réponses politiques apportées depuis plusieurs mois par la fermeté du discours de la majorité sur l'extrême droite qui font réfléchir les électeurs »*.

Fabien Roland-Lévy

Patrick Stefanini, secrétaire général adjoint du RPR

« Il ne faudrait pas que le syndrome de Vitrolles tétanise les esprits »


PATRICK STEFANINI

« En quoi vous distinguez-vous de ceux qui renvoient dos à dos le Parti socialiste et le Front national ?

– Nous avons, pour les prochaines élections législatives, deux adversaires. Le premier, c'est le Front national, avec lequel nous ne partageons aucune valeur. Les discours de haine ou les discours antisémites, que certains des dirigeants du Front national peuvent tenir, sont, pour nous, tout à fait inacceptables.

La seconde caractéristique du Front national, c'est qu'il n'est pas en position de gagner. Sa stratégie consiste seulement à essayer de nous faire perdre. L'autre adversaire, c'est le Parti socialiste. C'est un parti de gouvernement, qui partage avec nous certaines valeurs, notamment les valeurs républicaines ; mais il est aussi notre adversaire principal, à la fois parce qu'il a l'ambition de gouverner et parce que les solutions qu'il propose pour la France ne sont pas bonnes.

– Etes-vous conscient que l'électorat de droite n'a pas intégré cette ligne de double opposition vis-à-vis du Front national et du Parti socialiste ?

– Je n'en suis pas aussi sûr. Je suis frappé par l'une des questions du sondage Sofres que vous avez publié : que se passerait-il, aux élections législatives, dans les circonscriptions où les candidats de la majorité seraient devancés par la gauche et où il y aurait un risque d'élection du Front national ? Ces circonscriptions vont se compter sur les doigts d'une seule main ! Il est vrai qu'il y aura beaucoup plus de « triangulaires » en 1998 qu'en 1993, mais une « triangulaire » ne signifie nullement un risque d'élection d'un candidat du Front national. Il ne faudrait pas que le syndrome de Vitrolles tétanise les esprits. Le Front national sera le plus souvent en troisième position au premier tour. Dans ce cas, nous nous battrons jusqu'au bout, sur nos valeurs et sur nos convictions.

– C'est-à-dire que le retrait au second tour du candidat de la majorité à Vitrolles ne serait qu'un cas d'espèce ?

– A Vitrolles, à Toulon, dans les circonscriptions où le Front national a réussi à gagner des municipalités, souvent à cause de nos divisions, nous avons le devoir de sélectionner des candidats qui soient non seulement des candidats d'union, mais aussi des candidats performants, des candidats de terrain. Le sondage que vous avez publié montre bien qu'une bonne partie des électeurs du Front national ne partagent pas les obsessions idéologiques de certains dirigeants de ce parti. Bon nombre de ces électeurs sont simplement exaspérés par des problèmes de vie quotidienne, dans l'aggravation desquels les socialistes ont une vraie responsabilité.

– Etes-vous d'accord avec l'idée qu'il y a une certaine porosité entre les électeurs du RPR et ceux du Front national sur le thème des « valeurs traditionnelles » ?

– Non, je ne le crois pas. Encore une fois, ce qui nous distingue du Front national, c'est que ses dirigeants ont un certain nombre d'obsessions. Nous en avons eu la démonstration avec les propos répétés sur l'inégalité des races. Ce discours est tout à fait inacceptable. Je crois que notre électorat n'est pas exposé à une telle « porosité ».

– Il juge souvent les thèses du FN *« excessives »*, mais pas *« inacceptables »*...

– Le devoir des dirigeants de la majorité, – et je crois que nous en avons apporté la démonstration avec le projet de loi sur l'immigration –, est de conduire, en accord avec les valeurs de la République, une politique de fermeté qui réponde à une situation où certains de nos concitoyens, confrontés à des problèmes de vie quotidienne, peuvent se laisser aller à des réactions d'exaspération. Je suis convaincu que ce projet rend service à la fois à notre pays et à la majorité.

– Partagez-vous l'analyse selon laquelle nous assistons à une « lepénisation des esprits » ?

– Non. La distinction que le premier ministre a introduite entre l'immigration illégale et l'immigration régulière montre que nous sommes décidés à combattre ce que vous appelez la « lepénisation des esprits ». Nous ne confondons pas les deux types d'immigration. Notre double ambition est de maîtriser l'immigration régulière, parce que nous considérons que la situation économique et démographique ne permet pas d'ouvrir toutes grandes les portes de notre pays, et de combattre résolument l'immigration clandestine. C'est tout le sens des lois Pasqua, et les résultats sont là.

Trois ans après le vote de ces lois, nous avons marqué des points dans la maîtrise de l'immigration régulière, sans mettre en cause pour autant les principes qui gouvernent notre droit de l'immigration. »

Propos recueillis par Jean-Louis Saux

Ras-l'Front se félicite du « sursaut antifasciste »

APRÈS VITROLLES, avant Strasbourg : sept ans après sa création, Ras-l'Front tenait son premier grand meeting parisien, le 19 mars, à un moment jugé stratégique par l'organisation antiraciste. Devant un petit millier de personnes – un auditoire d'hommes de trente à quarante ans –, les « ghostbusters » de la lutte anti-Le Pen, comme ils se définissent eux-mêmes, se sont félicité de constater qu'*« un sursaut antifasciste est en train de naître »*, tout en appelant à s'opposer *« partout »*, *« frontalement »*, comme au Salon du livre, aux militants du Front national.

Entre la droite et l'extrême droite, les invités de Ras-l'Front ne font guère la différence. *« On est en droit de dire que Jean-Louis Debré est un agent du Front national »*, dit le professeur Léon Schwartzenberg, tandis que Madjiguène Cissé, porte-parole des sans-papiers, souhaite qu'on parle *« aussi »* de *« ce Front national qui est au pouvoir »*.

Chaque intervenant prend soin de rappeler ces *« dérapages »* de la gauche qui ont permis la *« lepénisation des esprits »* : le « silence » du candidat socialiste à l'élection présidentielle de 1995, qui *« n'a pas prononcé le mot d'abrogation, mais seulement d'aménagement des lois Pasqua »*, la *« misère du monde »* de Michel Rocard, les *« charters qui n'étaient pas seulement ceux de Pasqua »* ou les *« bonnes questions »* de Laurent Fabius.

« Entrez dans les partis politiques, parce qu'il y a des militants déboussolés, y compris dans ma propre famille », lance Françoise Gaspard, ex-maire (PS) de Dreux. Exceptionnellement, Ras-l'Front, toujours méfiant vis-à-vis des organisations politiques, avait invité des élus, choisis avec soin. Marie-Christine Blandin, présidente (Verts) du conseil régional du Nord-Pas-de-Calais, explique qu'*« il faut secouer la gauche, devenue une boussole affolée par de prétendus sondages »*.

« IL FAUT LEUR FAIRE FACE »

Patrick Braouezec, maire (communiste) de Saint-Denis, rappelle de son propre chef *« les bulldozers de Vitry »*. Catherine Trautmann, maire (PS) de Strasbourg, a envoyé un message appelant au *« combat »* et à la *« désobéissance aux compromissions »*. Maurice Kriegel-Valrimont est venu raconter la *« mémoire »*. *« Je sais de quoi je parle. Il faut leur faire face, y compris au bout des armes »*, lance l'ancien résistant communiste, exclu du PCF en 1961, sous une immense *standing ovation.*

L'heure est aux initiatives. L'écrivain Dan Franck indique qu'un texte circule chez les éditeurs pour refuser de participer en 1998 au Salon du livre si le Front national y est encore représenté. Ras-l'Front annonce pour le 1er mai, à Vitrolles, une manifestation syndicale unitaire. L'organisation lance enfin son pin's *« triangle rouge »* : ce sigle, porté par les prisonniers politiques dans les camps nazis, est à accrocher sur la poitrine : *« contre les légions d'horreur »*, explique le biologiste Jacques Testart.

Ariane Chemin

Les dirigeants lepénistes divergent sur les « déçus du chiraquisme »

LES CRITIQUES pleuvent du côté des représentants du Front national que nous avons pu joindre – Bruno Mégret, délégué général, Bruno Gollnisch, secrétaire général, et Franck Timmermans, secrétaire national aux fédérations – sur le sondage de la Sofres pour RTL et *Le Monde* (nos éditions du 20 mars). Il est vrai que celui-ci montre que jamais, depuis 1983, le sentiment que le parti de Jean-Marie Le Pen représente *« un danger pour la démocratie »* n'avait été aussi fort, et que 76 % des personnes interrogées se disent en désaccord avec les thèses défendues par le parti d'extrême droite.

« Tout va donc bien pour nos adversaires ! », ironise M. Gollnisch qui ajoute aussitôt : *« Malgré tout, nous ne nous portons pas si mal. »* *« On ne peut pas expliquer que l'audience régresse et s'indigner de la lepénisation des esprits »*, proteste M. Mégret, qui estime que les idées du Front national *« sont en train de devenir majoritaires »*. *« Beaucoup de Français ne sont pas encore conscients que leurs idées viennent du Front national. Nous devons faire sauter ce voile »*, explique le délégué général, soulignant que pour y parvenir, il ne faut pas hésiter à *« dire des choses qui déplaisent »*.

ACTIONS SUR LE TERRAIN

Le fait qu'une majorité d'électeurs potentiels du Front national désapprouve les critiques de M. Le Pen envers le président de la République, et la majorité RPR-UDF *« ne doit pas modifier la démarche du Front »*, estime M. Mégret. Jugeant important pour son parti de *« conforter les thèmes traditionnels »*, le numéro deux soutient qu'il est surtout nécessaire *« de créer de nouveaux motifs d'adhésion »*, qui passent, affirme-t-il, par des actions sur le terrain social, ainsi que par une percée sur le terrain économique. *« C'est assez encourageant de penser que 40 % de notre électorat potentiel approuve la création de syndicats, car ce n'était pas évident,* dit M. Mégret. *De même, le taux d'adhésion aux critiques contre les USA nous encourage dans notre politique contre le mondialisme. »*

« Notre objectif est de consolider notre électorat dans les milieux populaires, à gauche et à droite, car il existe encore un électorat populaire RPR, souligne le délégué général. *Or, on le voit bien, c'est au sein du RPR que nos idées progressent le plus. C'est aussi le parti au pouvoir et, donc, le plus exposé. »* A neuf jours du congrès de leur parti, chacun puise dans le sondage ce qui conforte ses options, tant sur l'électorat à convaincre que sur les thèmes que le Front national devrait développer dans les mois qui viennent. M. Gollnisch, l'homme en qui la mouvance catholique-traditionaliste place ses espoirs, qualifie d'*« intéressant »* le fait que, dans l'adhésion aux idées du Front national, la *« défense des valeurs traditionnelles, ainsi que la sécurité et la justice, viennent devant l'immigration »*.

Aussi, quand on lui demande d'énoncer les thèmes qui devraient être prioritaires, parle-t-il de *« valeurs traditionnelles, dénatalité, immigration, suppression des contraintes fiscales, restauration de la souveraineté de la France, donc l'affranchissement à Maastricht, le rétablissement de la sécurité »*. Le social ? *« Aucune mesure sociale n'est possible avant le retablissement de la situation économique »*, explique-t-il.

Homme d'appareil et de terrain, responsable de la fédération de Seine-Saint-Denis, M. Timmermans exprime encore une autre approche au sein du parti. *« Je ne suis pas d'accord avec ceux qui pensent que l'électorat potentiel le plus important pour le Front serait parmi les déçus du chiraquisme,* dit-il. *Pour les classes bourgeoises, il y aura toujours un Pasqua ou un Villiers. La bourgeoisie est légitimiste par intérêt. J'ai plus confiance dans la fidélisation d'un électorat venant de la gauche, en prise avec l'immigration, que dans celui de Chirac et de Juppé. Or, il y a un électorat populaire déçu de l'opposition de gauche actuelle. »*

Christiane Chombeau

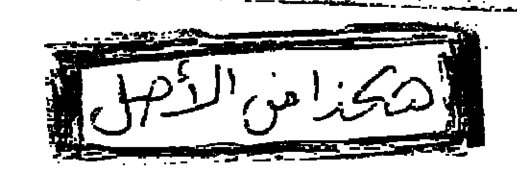
Lionel Jospin manifestera à Strasbourg

ROMPANT avec sa grande prudence lors de la contestation anti-Debré, Lionel Jospin a décidé de participer à la manifestation contre le Front national, aux côtés d'autres dirigeants de la gauche, le 29 mars à Strasbourg (*Le Monde* du 19 mars). Cet engagement interviendra une semaine après que le Parti socialiste aura arrêté sa stratégie contre le Front national au cours d'une réunion de son conseil national, le 22 mars. Alors que le sondage Sofres-RTL-*Le Monde* (*Le Monde* du 20 mars)montre que l'électorat socialiste est le moins perméable aux idées de l'extrême droite, certains responsables s'interrogent sur la réactivité militante du PS.

Favorable à la stratégie esquissée et à une *« bataille politique »* contre le Front national, le fabiusien Henri Weber juge que *« le problème majeur du PS, c'est son atrophie militante. Il faut aller au contact de l'électorat populaire. Or le corps militant a vieilli et il souffre d'une impotence relative. C'est un problème très sérieux »*. Plaidant, comme Gérard Le Gall et Jean-Christophe Cambadélis, pour un matériel de propagande *« très populaire et très accessible »*, le sénateur de Seine-Maritime souligne qu'il faut *« armer les militants et les sympathisants »*.

Le 18 mars, devant le bureau national, M. Weber s'est interrogé, comme Jack Lang, sur *« l'exceptionnalité française »* : pourquoi l'extrême droite se développe-t-elle en France, alors qu'il n'y a en Europe, hors l'Autriche, que *« des flambées »* ? La spécificité du rapport à l'Etat, le retour du *« refoulé »* sur les années 30, l'existence d'une immigration provenant en partie de pays avec lesquels *« nous avons été en guerre »*, l'attitude de la droite lui apparaissent comme autant de causes. Mais, ajoute M. Weber, *« la gauche ne peut pas s'exonérer car, au pouvoir, elle n'a pas été capable de maîtriser le développement de l'insécurité publique et sociale »*, perçues parmi les causes profondes de la montée de l'extrême droite.

Michel Noblecourt



Philippe Séguin refuse toute idée d'indépendance du parquet

Le président de l'Assemblée nationale ne défend pas le secret de l'instruction

Regrettant que le Parlement n'ait pas été associé à la première étape de la réflexion sur la réforme de la justice, lancée par le président de la République, Philippe Séguin a profité, jeudi 20 mars, à Versailles, des *« journées de la justice »* organisées par le ministère pour faire part de ses idées.

« L'INDÉPENDANCE est une vertu. Elle ne se donne pas, elle se mérite. » En citant cette phrase de Danton, lors d'un colloque, jeudi 20 mars à la mairie de Versailles (Yvelines) dans le cadre des *« journées nationales de la justice »*, Philippe Séguin a résumé sa position dans le débat lancé, le 21 janvier, par le président de la République sur la réforme de la justice. Pour le président de l'Assemblée nationale, la crise actuelle de cette institution tient tout à la fois à l'attitude de certains magistrats, à un *« affaiblissement de l'Etat »*, au *« ravage de l'ultralibéralisme »*, à la *« judiciarisation de la société française* [qui] *fait que tout ou presque, dans la vie collective, devient matière à procès »*, à la *« place »* prise par les juges parce que les *« politiques »* l'ont abandonnée, à *« un désordre du droit »* qui devient *« oppresseur »*.

La réforme doit donc, pour M. Séguin, s'appuyer sur quelques grands principes. Le premier est le refus de *« l'existence d'un pouvoir judiciaire mythique appelé à prendre rang, de plain-pied, aux côtés des pouvoirs exécutifs et législatifs »*. Pour le président de l'Assemblée nationale, cela va *« à l'encontre de tous nos principes démocratiques »*, de *« la tradition politique issue de la Révolution »*, *« seul le pouvoir élu* [possédant] *une légitimité »*. La conséquence en est, à ses yeux, évidente : les procureurs sont *« les "avocats de la République", les représentants de la société, et, comme tels ne peuvent être, bien évidemment, que soumis à la hiérarchie du pouvoir politique »*. Il reconnaît que la *« faculté de déclencher l'action publique est un pouvoir d'une très grande portée »*, mais il ajoute qu'il existe déjà des garanties évitant l'enterrement des affaires, et *« notamment en ce qui concerne les élus, des solutions techniques existent pour réformer le dispositif sans remettre en cause toute son économie »*. Pour lui, cela implique que magistrats du siège et magistrats du parquet soient régis par deux statuts différents afin de *« séparer clairement les carrières »* de ceux qui poursuivent et de ceux qui jugent, l'indépendance des seconds devant être seule *« réaffirmée »*.

« DÉONTOLOGIE CLAIRE »

Le président de l'Assemblée nationale, toutefois, n'exclut pas que le garde des sceaux ne soit plus membre du gouvernement *« pour éviter le risque d'interférences partisanes »*, mais personnellement responsable devant le Parlement. Comme autre solution, il envisage aussi un accroissement des pouvoirs du procureur général et du premier président de la Cour de cassation.

Second principe pour M. Séguin : la présomption d'innocence. Contrairement à beaucoup d'autres, il ne met pas en accusation la presse. Rappelant que c'est *« un domaine où on ne peut pas impunément légiférer »*, il estime que c'est à la presse elle-même *« de mettre en place une déontologie claire »*, en évoquant la possiblité d'une *« instance de contrôle »*. Il souligne, en effet : *« On ne peut envisager un retour au strict respect du secret de l'instruction. »* En revanche, il est favorable à un entretien d'un avocat avec toute personne mise en garde à vue dès le début de celle-ci, à la motivation des décisions de mise en examen, à la possibilté d'appel devant la chambre d'accusation de celle-ci, à l'instauration de la collégialité pour toute mise en détention.

M. Séguin estime ainsi que *« le problème auquel nous sommes confrontés est infiniment plus vaste qu'on ne veut bien le dire »*, la réforme de la justice ne pouvant être séparée *« d'une vision plus globale de la réforme de l'Etat »*. Mais, malgré son refus d'un *« pouvoir judiciaire »*, il reconnaît que *« toute intervention du politique dans l'organisation de la justice restera suspecte aussi longtemps que les politiques eux-mêmes ne seront pas au-dessus de tout soupçon »*. Pour autant, il se refuse à dresser les mêmes procès que bien d'autres dirigeants politiques : *« L'exploitation politique des "affaires", avant même qu'elles soient clarifiées et jugées, est une pratique fort ancienne. »* Cela ne l'empêche pas de reconnaître les progrès à accomplir dans la clarification des rapports entre l'argent et la politique.

Thierry Bréhier

Le projet du Parti républicain privilégie la diminution des dépenses publiques

Dans un document intitulé « Rendre du pouvoir aux Français », François Léotard et Alain Lamassoure proposent de réduire le nombre de fonctionnaires de trente mille par an

LE PRINCIPE est posé comme un préalable : *« Les propositions du Parti républicain ont un fil rouge qui les relie : la diminution des dépenses publiques. »* Après la réunion du comité d'orientation du Parti républicain et avant le séminaire des 22 et 23 mars du bureau politique de l'UDF, François Léotard et Alain Lamassoure, vice-président du PR, ont présenté, mercredi 19 mars, le contenu d'un projet, baptisé « Rendre du pouvoir aux Français », qui se veut résolument *« libéral, décentralisateur et européen »*.

« C'est une coïncidence si nous sommes amenés à nous exprimer après Lionel Jospin, mais ce n'est pas un hasard, a souligné M. Lamassoure. *Le débat de 1998 sera un débat fondamental entre les deux pôles socialiste et libéral. »* Au chapitre institutionnel, le PR propose, notamment, la réduction à cinq ans du mandat présidentiel, la limitation du cumul des fonctions exécutives, en particulier pour les membres du gouvernement, et l'extension du recours au référendum.

Les amis de l'ancien ministre de la défense s'opposent toujours aussi vivement au rendez-vous citoyen qui remplacera le service national : *« Nous ne comprenons pas pourquoi le rendez-vous citoyen devrait servir de session de rattrapage pour l'éducation nationale. Peut-on expliquer pourquoi il doit revenir à l'armée de se préoccuper du taux d'illettrisme ? »*

PLUS DE DÉCENTRALISATION

En matière de justice, le PR est favorable au maintien d'un lien hiérarchique entre le garde des sceaux et le Parquet, quitte à ce que les pouvoirs du Conseil supérieur de la magistrature soient renforcés. Il propose aussi que les avocats puissent être présents dès la première heure de la garde à vue, et demande l'instauration d'un véritable droit de réponse audiovisuel.

Le projet du Parti républicain fait une large place à la décentralisation, en précisant que, dans les domaines de la formation professionnelle, du logement, de l'environnement, de la culture, du tourisme et de l'aménagement du territoire, il existe *« des marges de décentralisation supplémentaires »*.

Sur le plan fiscal, à la différence des balladuriens, le PR ne réclame pas l'accélération du calendrier de la réduction d'impôts. Il préconise, en revanche, *« le retour en cinq ans à un taux moyen de TVA égal à 17 % »*. Il souhaite aussi *« un basculement progressif de 100 milliards des aides budgétaires à l'emploi au profit du financement de la baisse des charges »*. La réduction de la dépense publique, qui constitue, pour le PR, un *« problème culturel »*, passe surtout par une diminution des effectifs de la fonction publique, obtenue par le non-remplacement, dans la proportion de deux tiers un tiers, des départs en retraite. Cela se traduirait, au bas mot, par la suppression de trente mille fonctionnaires par an.

Ce projet d'inspiration libérale préconise, enfin, l'extension du chèque emploi service dans les entreprises.

Jean-Louis Saux

Les députés protègent la diffusion des grands événements sportifs

LE PROJET de loi sur l'audiovisuel est-il un texte taillé sur mesure pour de grands groupes privés, notamment Bouygues et la Lyonnaise des eaux, comme le dénonce l'opposition ? Consolide-t-il, au contraire, le pluralisme, comme l'affirment le gouvernement et sa majorité ? Mercredi 19 mars, au deuxième jour de discussion du texte à l'Assemblée nationale, Didier Mathus (PS, Saône-et-Loire) s'est ému d'une *« inquiétante spécificité française : la quasi-totalité des opérateurs de télévision sont des groupes dont la puissance repose d'abord sur d'autres secteurs – l'eau, le béton, l'armement – et dont l'essentiel de l'activité dépend de marchés publics »*.

Avant de déplorer le peu de cas accordé au service public, qui paierait ainsi son indépendance, M. Mathus a dénoncé les *« vieilles habitudes du gaullisme audiovisuel »* en se référant au *« musellement »* de la rédaction de France-Télévision et à *« la mise au pas de France-Inter »*. Cette analyse relève du *« procès d'intention »*, a tempêté Louis de Broissia (RPR, Côte-d'Or), avec les députés de la majorité.

Le débat était lancé. L'amendement « M6 », qui permet aux chaînes nationales de multiplier et d'allonger leurs programmes locaux ou « décrochages », a donné lieu à une nouvelle offensive de l'opposition sur l'avenir régional de France 3. La rédaction de cet amendement, finalement adopté, avait été fort délicate puisqu'un groupe de travail réunissant dix-huit sénateurs et députés avait dû s'y atteler. Ministre de la communication, Philippe Douste-Blazy s'est félicité de cette disposition, qui *« défend le pluralisme »* et encourage les partenariats avec la presse écrite régionale. Il a souligné que des garde-fous avaient été érigés pour interdire la publicité locale dans ces décrochages.

Tout comme le Parlement européen, qui compte préserver un libre accès aux principaux événements sportifs, les députés ont adopté un amendement interdisant la diffusion exclusive sur des chaînes cryptées de manifestations telles que Roland-Garros, le Tour de France, la finale de la Coupe de France de football ou le Tournoi des cinq nations. *« Il s'agit de protéger le patrimoine sportif français »*, a plaidé M. Kert, rapporteur de la commission des affaires culturelles. Cette mesure entend éviter qu'un opérateur comme le groupe BSkyB, de Rupert Murdoch, puisse s'approprier les droits de retransmission du rugby. En France, Canal Plus a négocié avec le Conseil supérieur de l'audiovisuel (CSA) une liste d'événements sportifs que la chaîne à péage s'engage à ne pas diffuser en exclusivité. M. Douste-Blazy souhaite que de tels engagements soient pris par les chaînes payantes qui verront le jour avec l'éclosion des bouquets numériques.

APPEL À BRUXELLES ?

En revanche, la majorité n'a pas voulu suivre Dominique Paillé (UDF, Deux-Sèvres) et Philippe Langenieux-Villard (RPR, Isère), qui entendaient supprimer la publicité sur Canal Plus. Elle n'a pas, non plus, emboîté le pas à Jean-Louis Masson (RPR, Moselle), qui voulait modifier la règle dite des *« trois tiers »*, aménageant le temps d'antenne entre le gouvernement, la majorité et l'opposition. M. Masson souhaitait accorder aux formations politiques non représentées au Parlement un temps d'antenne calculé en fonction du nombre de voix obtenues aux élections législatives. Cette disposition aurait conféré au Front national un droit à l'antenne.

Très attendue des lobbyistes, venus en force à l'Assemblée, l'épineuse question de l'exclusivité de la diffusion de France 2 et France 3 sur TPS, le bouquet numérique de TF 1 et M 6, devait être débattue jeudi. Cet accord d'exclusivité est contesté par Canal Plus. La chaîne cryptée, qui a reçu l'appui inattendu de Bertrand Cousin (RPR, Finistère), souhaite récupérer les chaînes publiques sur son propre bouquet et n'exclut pas de porter l'affaire devant la Commission de Bruxelles.

Caroline Monnot et Nicole Vulser

M. Juppé invite la jeunesse à la « combativité »

LE PREMIER MINISTRE a adressé *« un message de confiance »* aux jeunes, mercredi 19 mars, à Aulnay-sous-Bois, en Seine-Saint-Denis, en déclarant que, avec *« de l'énergie et de la volonté »*, il est possible de trouver un emploi au terme d'*« un parcours d'insertion »*. *« Notre système économique est capable de créer des emplois et, finalement, d'insérer les jeunes »*, a affirmé Alain Juppé tout au long d'un déplacement consacré à l'emploi des jeunes.

Un peu plus d'un mois après le sommet de Matignon et dix jours après l'intervention télévisée du chef de l'Etat, M. Juppé a ajouté qu'il s'agit de faire preuve non d'*« un optimisme béat »*, mais de *« combativité »*. Il a insisté sur la nécessité de développer la formation en alternance et l'apprentissage qui, à ses yeux, sont des moyens de donner des perspectives aux jeunes.

Le CNPF veut que les entreprises accueillent 400 000 jeunes en 1997

LE CNPF organisera vingt-deux rencontres régionales et trois cent soixante dans les bassins d'emplois, afin de faire progresser de 335 000, en 1996, à 400 000, cette année, le nombre des contrats de formation en alternance. Il s'agit, pour lui, de persuader les huit entreprises sur dix qui n'y recourent pas de se tourner vers un type de formation des jeunes alternant enseignement théorique et expérience en entreprise.

Bruno Lacroix, président de la commission formation du CNPF, a précisé, le 18 mars, devant deux cent cinquante animateurs réunis au Conseil économique et social à Paris, les objectifs de l'opération en 1997 : 225 000 contrats d'apprentissage (contre 190 000 en 1996), 125 000 contrats de qualification (contre 95 000), 10 000 contrats d'orientation (contre 2 000) et 50 000 contrats d'adaptation (contre 45 000). Les grandes entreprises seront invitées à y consacrer 2 % de leurs effectifs.

DÉPÊCHES

■ **PARIS : le système de distribution de l'eau aux usagers parisiens** fait l'objet d'un recours devant le tribunal administratif de Paris, déposé par les élus PS, qui contestent un avenant récent au contrat de concession au bénéfice de la Sagep. Bertrand Delanoë, président du groupe socialiste au Conseil de Paris, affirme que cet avenant *« met à la charge des usagers les coûts d'extension de réseaux (...) qui doivent normalement être assumés par les aménageurs »*.

■ **AUTOMOBILE : Philippe Mathot (UDF-PR, Ardennes) et Patrice Martin-Lalande** (RPR, Loir-et-Cher) ont été élus, mercredi 19 mars, respectivement président et rapporteur de la mission d'information de l'Assemblée nationale sur la situation et l'avenir de l'industrie automobile, qui devrait présenter ses conclusions le 26 juin.

■ **PRÉFETS :** Michel Besse, directeur du cabinet du ministre de l'intérieur, Jean-Louis Debré, devait être nommé par le conseil des ministres, jeudi 20 mars, préfet de la région Rhône-Alpes, en remplacement de Paul Bernard, devenu président de la société Scetauroute.

■ **MUNICIPALE : le conseil d'Etat a confirmé l'élection** de François Froment-Meurice (UDF-FD), conseiller d'Etat, au conseil municipal de Saint-Brice-sous-Forêt, dans le Val-d'Oise. Le tribunal administratif de Versailles avait invalidé cette élection et déclaré M. Froment-Meurice inéligible pour un an en raison d'un déficit de plusieurs milliers de francs dans son compte de campagne (*Le Monde* du 29 mars).

Le gouvernement affiche désormais sa fermeté face au mouvement des internes des hôpitaux

Trois syndicats de médecins libéraux appellent à la grève lundi 24 mars

La grève des internes et de certains chefs de clinique se poursuivait, jeudi 20 mars, dans une douzaine de CHU (Paris, Lyon, Marseille, Lille, Bordeaux...). Le ministre des affaires sociales a réaffirmé, mercredi, que *« la fermeté sera au rendez-vous »* face à ce conflit, et qu'il était exclu de *« foutre en l'air »* la réforme. Trois syndicats de praticiens libéraux appellent à la grève le lundi 24 mars.

LA GRÈVE des internes et de certains chefs de clinique-assistants se poursuivait, jeudi 20 mars, dans douze des vingt-six centres hospitaliers universitaires (CHU), comme à Paris, Lyon, Marseille, Lille, Bordeaux, Strasbourg, Montpellier et Grenoble. Ces futurs médecins libéraux, qui s'inquiètent de leurs conditions d'exercice en ville, réclament toujours une *« révision »* des nouvelles conventions régissant les relations entre les caisses d'assurance-maladie et les médecins, notamment la suppression des sanctions financières en cas de dépassement des objectifs de dépenses fixés chaque année par le gouvernement et des « filières de soins » censées renforcer la place des généralistes dans le système de soins.

Le ministre des affaires sociales s'est dit prêt à aborder *« les problèmes de la vie des internes et des chefs de clinique dans l'hôpital »*, jugeant nécessaire que, à l'avenir, ces futurs praticiens libéraux soient informés *« en temps réel »* de l'évolution des négociations conventionnelles. Mais Jacques Barrot a prévenu, mercredi, que *« la fermeté sera au rendez-vous »* sur les fondements mêmes de la refonte de l'assurance-maladie. *« Quant à foutre en l'air une réforme qui est essentielle pour l'avenir, ça, il ne faut pas compter sur moi ! »*, a-t-il lancé sur Radio France Bordeaux-Gironde.

M. Barrot a regretté que le mouvement *« se radicalise »* et que les internes cèdent *« aux slogans de la partie la plus conservatrice, pour ne pas dire la plus réactionnaire »* du corps médical. Il visait notamment les trois syndicats opposés à la réforme de la Sécurité sociale (CSMF, FMF, SML), qui ont décidé de mettre à profit le mouvement des internes pour réaffirmer leur hostilité au plan Juppé. Regroupés au sein d'un Collectif de défense de la médecine libérale, ils ont appelé, mercredi, *« tous les médecins libéraux à une première journée d'action sous forme d'une grève des soins »* pour le lundi 24 mars.

Dans le secteur libéral, seuls les généralistes du syndicat MG-France, qui fait l'objet d'une campagne de dénigrement systématique dans les CHU, désapprouvent ce mouvement. Son président, Richard Bouton, a demandé au gouvernement d'agréer très rapidement les deux conventions médicales afin d'en finir avec *« la chienlit »* qui gagne les hôpitaux. Il est de plus en plus évident que le mouvement ne concerne que les futurs médecins spécialistes, comme le montrent les hésitations des internes de médecine générale, qui se destinent, eux, à devenir des généralistes : ils restent en retrait du mouvement, nombre d'entre eux approuvant la convention signée récemment par MG-France.

La suite des événements est encore imprévisible. Les internes sont très mobilisés. Dans neuf CHU où la grève a cessé depuis quelques jours, des assemblées générales devaient se tenir, jeudi, pour décider d'une éventuelle reprise du mouvement, comme à Toulouse, Rouen, Rennes et Nice, a annoncé leur Intersyndicat.

LES ÉTUDIANTS SE MOBILISENT

Pour l'heure, seuls quelques rares CHU semblent échapper à la fièvre sociale, comme Nancy, Reims, Nantes, Brest et Clermont-Ferrand. L'intersyndicat a annoncé des manifestations d'internes, dimanche 23 mars, dans plusieurs villes de France.

Les étudiants commencent aussi à se mobiliser. C'est notamment le cas à l'Assistance publique-Hôpitaux de Paris (AP-HP), où des externes observent, depuis mercredi, une grève illimitée de leurs gardes et de leurs stages, assurent leurs associations. Les personnels non médicaux des hôpitaux publics vont-ils suivre un mouvement qui ne concerne que la médecine libérale ? C'est, en tout cas, le souhait de la CGT. Par la voix de son secrétaire général, Louis Viannet, elle a annoncé, mercredi, son intention de *« tout faire pour que grandisse et s'élargisse encore le mouvement en cours dans les hôpitaux »*. Sans succès, jusqu'à présent.

Jean-Michel Bezat

Un nouveau directeur pour l'assurance-maladie

Bertrand Fragonard a été nommé, jeudi 20 mars, par le conseil des ministres, directeur de la Caisse nationale d'assurance-maladie des travailleurs salariés (CNAMTS). Il remplace Gérard Rameix, devenu directeur adjoint du cabinet du premier ministre. Agé de cinquante-six ans, M. Fragonard, conseiller-maître à la Cour des comptes, a été directeur de la Caisse nationale des allocations familiales (1980-1987), commissaire au Plan (1987-1988), délégué interministériel au RMI (1988-1996) et le principal conseiller de Simone Veil au ministère des affaires sociales (1993-1995). Plusieurs noms avaient circulé pour occuper ce poste stratégique pour la bonne application de la réforme de la « Sécu », dont celui de Jean de Kervasdoué, qui était, au départ, le candidat de Jean-Marie Spaeth, président (CFDT) de la CNAMTS, et de Nicole Notat. Une partie du RPR s'est opposée à la nomination de cet ancien directeur des hôpitaux, de 1981 à 1986, sous des gouvernements de gauche.

Les eurosceptiques font entendre leurs voix au Sénat

LA FOI EUROPÉENNE chevillée au corps, Michel Barnier a assuré aux sénateurs, mercredi 19 mars, qu'il *« ne sentait pas d'hostilité ni de rejet par rapport à la monnaie unique lors de* [ses] *déplacements en province »*. Destinée à soutenir une fin de non-recevoir – *« il n'y aura pas d'autre référendum sur la monnaie unique »* –, cette belle preuve d'optimisme n'était pas dénuée d'un certain courage, la fermeture annoncée de l'usine Renault de Vilvorde et la crise albanaise ayant fait souffler au Palais du Luxembourg un vent d'euroscepticisme. Se bornant à confirmer le calendrier de l'euro, le ministre des affaires étrangères, Hervé de Charette, a été plus sur la défensive que son collègue des affaires européennes. Au point de rejeter sur les gouvernements socialistes la responsabilité des *« pêchés accumulés »* en matière de construction européenne.

Copieusement interpellé, sur sa gauche, par les membres du groupe communiste, républicain et citoyen (CRC), qui ont rappelé leur demande de référendum sur la monnaie unique, Jean-Pierre Masseret (PS, Moselle) s'est trouvé contraint de faire quasiment amende honorable devant le ministre : *« François Mitterrand, qui a fait son travail pour faire avancer la paix et la sécurité, a accepté des compromis, sur le plan social, plus bas que ceux auxquels il aurait voulu aboutir. »*

« UN ANGE PASSE, L'ORAGE GRONDE »

Dans un tel contexte, les eurosceptiques n'ont pas eu à forcer leur talent pour faire entendre leur voix. Paraphrasant Raymond Devos – *« Un doute plane, un ange passe »* – le chevénementiste Paul Loridant (Essonne) a complété l'expression de l'humoriste : *« L'orage gronde »*. Tout en passant en revue, à l'instar de Danielle Bidard (CRC, Seine-Saint-Denis), les inquiétudes exprimées sur la marche vers l'euro, le sénateur de l'Essonne a remercié Maurice Schumann (RPR, Nord) des *« mots qu'il avait prononcés »*. Des « mots » qui pesaient d'un tel poids dans la majorité que M. Barnier lui a répondu sans attendre la fin du débat.

D'emblée, M. Schumann, lui-même « gaulliste historique », s'est appuyé sur une déclaration commune rédigée, le 4 février, par *« dix-huit anciens collaborateurs directs du général de Gaulle : "L'instauration d'une monnaie unique (...) ne peut que mettre en cause l'indépendance de notre politique économique, financière et budgétaire, avec toutes les conséquences qui en découleraient sur le plan social". »* Evoquant la manifestation de Bruxelles du 16 février, M. Schumann a souligné *« qu'un nombre croissant de Français et d'Allemands se demandent si la pérennisation du chômage n'était pas le premier résultat de la mise en œuvre de l'euro »*.

« Nous allons partager la souveraineté monétaire pour ne pas subir la souveraineté des autres », a répliqué M. Barnier, en indiquant que le général de Gaulle avait *« toujours été visionnaire et pragmatique »*, mais que le monde avait *« changé »*. Le ministre a rappelé qu'il s'agissait là d'une *« ligne choisie par le peuple français et par Jacques Chirac »*. Oubliant les déclarations du candidat à l'élection présidentielle, qui avait promis un référendum sur l'Europe pendant sa campagne, M. Barnier a tenu à préciser que *« le président de la République fait scrupuleusement ce qu'il a dit »*.

Jean-Baptiste de Montvalon

« Grand oral » politique au congrès de la FNSEA

TOULOUSE
de notre envoyé spécial

S'il fallait une nouvelle preuve que l'agriculture relève autant, sinon plus, de la politique que de l'économie, elle a été apportée sans aucune ambiguïté, mercredi 19 mars, à Toulouse. La FNSEA (Fédération nationale des syndicats d'exploitants agricoles), qui y réunit du 18 au 20 mars son cinquante et unième congrès, avait invité à la tribune les responsables des quatre principaux partis politiques représentés à l'Assemblée nationale.

Cette « première » a donné l'occasion aux congressistes d'apprécier les orientations de la majorité et de l'opposition, dont les dirigeants, assis côte à côte, ont échangé poignées de main, confidences et sourires. Lionel Jospin pour le PS, Gilles de Robien pour l'UDF, Robert Hue (PCF) et Jean-François Mancel (RPR) ont disposé chacun de quinze minutes et ont été également applaudis.

Le premier secrétaire du Parti socialiste a insisté sur les liens entre *« la production d'aliments, l'environnement, l'emploi, l'aménagement du territoire et la sauvegarde de l'espace rural »*. *« Vous participez à la cohésion sociale et aux équilibres économique et écologique du pays »*, a-t-il lancé aux agriculteurs. Dénonçant *« les effets négatifs d'une politique de modernisation insuffisamment infléchie depuis les années 60 »*, M. Jospin a appelé les paysans à répondre *« aux attentes de la société moderne, qui représentent une chance pour notre agriculture en renouvelant les termes du contrat entre le pays et ses agriculteurs »*.

Remplaçant François Léotard, retenu à Paris, M. de Robien, président du groupe UDF de l'Assemblée nationale, a déclaré lui aussi que l'*« occupation de l'espace, l'ancrage territorial de l'agriculture et des industries alimentaires sont une donnée fondamentale »*.

AVANT LE PARLEMENT

Comme M. Jospin, pour qui les soutiens publics doivent essentiellement aller à l'agriculture, dont les productions et les méthodes prennent en compte la gestion de l'espace et la protection de l'emploi, le responsable UDF s'est prononcé pour un « découplage » entre les aides accordées aux produits et les subventions en faveur des hommes et des territoires.

Réservant ses flèches *« aux centrales d'achat, au secteur bancaire, aux grandes entreprises du complexe agroalimentaire qui pillent le travail agricole et s'accaparent la valeur ajoutée »*, M. Hue a déclaré que le scénario de deux cent mille grandes exploitations seulement *« conduirait à des impasses dramatiques : productivisme, chômage, fracture territoriale, désert social et humain, friches »*. Partisan d'une agriculture à taille humaine et du renforcement des coopératives, le secrétaire national du PCF rejette l'Europe de Maastricht et la monnaie unique, *« combinée aux objectifs du GATT* (Accord général sur les tarifs douaniers et le commerce), *qui n'ont d'autre visée que de servir la folle ambition des Etats-Unis de maîtriser l'arme alimentaire »*.

C'est à M. Mancel qu'il est revenu de clore cette sorte de « grand oral » politique. Tenté par la polémique, il a affirmé que la future loi d'orientation, de même que la reprise des conférences annuelles agricoles à Matignon, *« comblent un vide ouvert au début des années 80 et qui n'avait que trop duré »*. Le secrétaire général du RPR a déclaré que la loi *« donnera à l'agriculture les armes pour relever les défis du renouvellement des générations et de la compétition mondiale »*. Flattant autant Alain Juppé qui, en 1994 au Quai d'Orsay, *« avait pu éviter que les négociations du GATT ne tournent à la catastrophe »*, que le ministre UDF Philippe Vasseur, *« pour son action efficace et courageuse à Bruxelles »*, M. Mancel s'est félicité de la *« pugnacité retrouvée de la majorité et du gouvernement »*.

Les agriculteurs vont donc pouvoir, dans quelques semaines, juger les débats parlementaires et les votes des députés et sénateurs à l'aune des discours cadres prononcés par les dirigeants politiques à Toulouse.

François Grosrichard



JUSTICE Le juge Marie-Odile Bertella-Geffroy, chargée d'instruire l'affaire du sang contaminé, a mis en examen pour *« empoisonnement »*, en fin de semaine dernière, sept médecins spécialistes de l'hémophilie. Elle leur reproche d'avoir continué à prescrire aux hémophiles, jusqu'en septembre 1985, des dérivés sanguins non chauffés alors que la contamination de ces produits par le virus du sida était connue dès la fin de l'année 1984. ● LE JUGE BERTELLA-GEFFROY reproche en outre à certains de ces médecins d'avoir conduit un certain nombre de protocoles expérimentaux – destinés à vérifier l'efficacité et l'innocuité des produits chauffés – et prenant pour ce faire le risque d'administrer à des hémophiles des produits non chauffés, possiblement contaminés par le VIH. ● AU TOTAL, jusqu'à présent, vingt et une personnes ont été mises en examen dans ce dossier.

Sept spécialistes de l'hémophilie ont été mis en examen pour empoisonnement

Le juge Bertella-Geffroy ne cesse d'élargir le champ des responsabilités dans l'affaire du sang contaminé : après les responsables du Centre national de transfusion sanguine et les conseillers ministériels, elle a décidé de poursuivre les médecins prescripteurs

SEPT MÉDECINS *spécialistes de* l'hémophilie ont été mis en examen pour *« empoisonnement »* par le juge d'instruction Marie-Odile Bertella-Geffroy, en charge du dossier du sang contaminé. Le magistrat parisien leur a notifié cette mesure par lettres recommandées à la fin de la semaine dernière. Il s'agit des docteurs Claire Gazengel (hôpital Necker), Yvette Sultan (hôpital Cochin), Françoise Verroust (à l'époque médecin au Centre pour hémophiles de La-Queue-les-Yvelines), Yves Laurian (hôpital du Kremlin-Bicêtre), Daniel Vergoz (hôpital Saint-Antoine), et de Françoise Ferrer-le-Cœur et Marie-Françoise Torchet, respectivement assistantes des docteurs Vergoz et Gazengel à l'époque des faits. Ces médecins se voient reprocher d'avoir continué de prescrire aux hémophiles, jusqu'en septembre 1985, des dérivés sanguins non chauffés, alors que la contamination de ces produits par le virus du sida leur était connue dès la fin du mois de décembre 1984.

Ces mises en examen étaient attendues depuis plusieurs mois. Elles s'inscrivent dans une relecture de l'affaire du sang contaminé qu'effectue depuis maintenant plusieurs années le juge Bertella-Geffroy et qui consiste en l'exploration systématique de tous les facteurs ayant pu contribuer à la contamination des hémophiles et des transfusés dans les années 1984-86.

L'hémophilie est une maladie génétique se traduisant chez les sujets masculins par un défaut de production de certains facteurs plasmatiques de coagulation, les facteur VIII ou IX. Grâce au développement des techniques transfusionnelles, le traitement des malades commença à s'améliorer dès les années 70, lorsque furent utilisées des fractions plasmatiques constituées soit par des cryoprécipités simples (fournis par un seul donneur), soit par des cryoprécipités lyophilisés ou des concentrés de facteurs VIII ou IX. Ces derniers, très utilisés dans les pays industrialisés au début des années 80, étaient préparés industriellement à partir de lots résultant du mélange de plasmas de plusieurs centaines à plusieurs milliers de donneurs. D'où, du fait de cette technique dite de « poolage », un risque considérablement accru de contamination virale (aujourd'hui, les facteurs VIII et IX étant fabriqués par génie génétique, ce risque a totalement disparu).

Très vite, lorsque fut identifiée l'épidémie de sida aux Etats-Unis, l'alerte fut donnée. D'une certaine manière, l'affaire de la contamination des hémophiles remonte au 13 janvier 1983, date de la publication, dans *The New England Journal of Medicine*, d'un article du docteur Jane Deforges tirant la sonnette d'alarme et préconisant à titre préventif le remplacement des concentrés par le recours aux cryoprécipités simples. La suite de l'histoire est malheureusement connue : cette mise en garde ne fut pas entendue du corps médical. Certains médecins, comme le professeur Jean Bernard, lors de l'assemblée générale de l'Association française des hémophiles (AFH) en juin 1983, estimèrent qu'il n'y avait pas lieu de s'inquiéter outre mesure (*« Le danger du sida,* dira le célèbre hématologue, par ailleurs président du conseil d'administration du CNTS, *est plus petit actuellement que le danger de l'hépatite. »*) ; d'autres jugèrent que l'organisation même de la tranfusion sanguine en France (recours au bénévolat) était une garantie suffisante et qu'il n'y avait donc pas à changer la nature du traitement. Les hémophiles eux-mêmes ne souhaitaient pas un retour aux anciens traitements, beaucoup plus difficiles d'utilisation que les concentrés. C'est à cette époque que se produisit, dans l'ensemble des pays industrialisés – à l'exception notable de la Belgique –, la plus grande partie de la contamination des hémophiles. En mars 1984, une étude faisait déjà apparaître que 45 % des hémophiles français étaient contaminés.

À L'ÉPOQUE, ON AVAIT LE CHOIX ENTRE NE RIEN FAIRE OU SE TROMPER.

FESSIN

1 325 hémophiles et 2 600 transfusés auraient été contaminés par voie sanguine en France

L'autre volet de la contamination des hémophiles concerne la question du chauffage des produits anti-hémopholiques, ou, plus exactement, l'évaluation du retard dans la mise en œuvre de ces méthodes de chauffage et les cas de contamination qui lui sont directement imputables. Les deux procès au cours desquels les responsables du CNTS – les docteurs Michel Garretta et Jean-Pierre Allain – furent condamnés avaient déjà mis en lumière un certain nombre de dysfonctionnements et de fautes. L'examen des responsabilités des spécialistes de l'hémophilie met en évidence d'autres types d'erreurs.

On retrouve l'essentiel des activités de ces experts dans le compte-rendu de la commission consultative de la transfusion sanguine du 20 juin 1985. Le docteur Garretta indique que le ministère de la santé a donné, le 29 janvier 1985, son accord pour la création d'un *« Comité de l'hémophilie »* dont la mission est de *« suivre la production, l'importation et la répartition des produits, ainsi que de centraliser les informations sur leur consommation »*. Il a en outre la charge d'évaluer les méthodes de traitement. Ce comité comprend 20 personnes parmi lesquelles 10 *« experts cliniciens biologistes »* (dont les docteurs Gazengel, Sultan et Verroust). Sous une autre appellation, ce groupe d'experts existait depuis octobre 1983.

Quatre protocoles avaient été mis en œuvre afin de déterminer l'efficacité des produits chauffés. Deux de ces protocoles – l'un mis en œuvre en septembre 1984, l'autre en juillet 1984 – comparaient des produits non chauffés à des produits chauffés. Le deuxième, intitulé « Transfusion et déficit immunitaire acquis », avait pour objet de comparer un facteur VIII non chauffé à trois produits chauffés chez des malades hémophiles présentant des signes de déficit immunitaire. A l'époque, aucun responsable de la tranfusion sanguine, aucun dirigeant de l'AFH et, *a fortiori*, aucun médecin spécialiste de l'hémophilie ne trouva à redire à ce protocole qui, de fait, prenait le risque que soient administrés des produits non chauffés à des hémophiles. Les résultats de cette étude furent publiés lors du deuxième Congrès mondial sur le sida par le docteur Jean-Pierre Allain et les médecins de l'AIDS Hemophilia French Study Group.

Selon les statistiques du Fonds d'indemnisation des transfusés et hémophiles, 1 325 hémophiles et 2 600 transfusés auraient été contaminés par voie sanguine en France. L'ensemble de ces contaminations ne peut cependant être attribué pénalement aux personnes mises en examen. Le juge Bertella-Geffroy ne compte qu'une cinquantaine de parties civiles dans son dossier.

Franck Nouchi

Vingt-quatre mises en examen

Outre les sept médecins spécialistes de l'hémophilie mis en examen pour *« empoisonnement »*, le juge Bertella-Geffroy a déjà mis en examen dans ce dossier quatorze personnes : des dirigeants du Centre national de transfusion sanguine (CNTS) (les docteurs Michel Garretta, Jean-Pierre Allain, Bahman Habibi, ainsi que Gérard Jacquin) ; des conseillers ministériels (Claude Weisselberg, François Gros, Charles-Henri-Filippi; Louis Schweitzer et Patrick Baudry) ; des membres de la direction générale de la santé (Jacques Roux, Jean-Baptiste Brunet, Marie-Thérèse Pierre) ; l'ancien directeur du Laboratoire national de la santé, Robert Netter ; Jean Weber, ancien directeur de la firme Diagnostics Pasteur. En outre, dans le cadre de la procédure instruite par la Cour de justice de la République, trois anciens ministres – Laurent Fabius, Georgina Dufoix et Edmond Hervé – sont mis en examen pour *« complicité d'empoisonnement »*.

« Il est évident que nous avons commis là une erreur grave »

L'ÉTAT D'ESPRIT des médecins spécialistes de l'hémophilie durant cette période apparaît bien dans une lettre que le docteur Yvette Sultan, coordonnateur du centre d'accueil et de traitement des hémophiles de l'hôpital Cochin (Paris), avait adressée à Marie-Thérèse Pierre, de la direction générale de la santé, le 5 septembre 1988, et dont le contenu avait été révélé par *Le Monde* (daté 26 février 1992). Dans ce courrier, le docteur Sultan écrivait ceci :

« Je tiens à votre disposition de nombreux dossiers d'hémophiles qui ont été contaminés pendant la période de juillet à octobre 1985. Je tiens même à votre disposition des dossiers d'hémophiles qui ont été contaminés par des produits non chauffés après la date du 1er octobre 1985, délivrés par des banques du sang qui n'avaient pas pris la précaution de s'approvisionner en produits chauffés. »

« RECUL FATIDIQUE »

Le docteur Sultan ajoutait : *« Le recul au 1er octobre du décret sur l'utilisation obligatoire de produits chauffés aura été fatidique pour certains hémophiles. Nous entendons souvent parler de cette date par les hémophiles eux-mêmes, car il est évident que nous avons commis là une erreur grave. Nous savions, nous, médecins d'hémophiles, depuis au moins mars 1985, sinon avant, que les produits anti-hémophiliques lyophilisés non chauffés transportaient le virus HIV. »*

La lettre se concluait de la manière suivante : *« Je suis prête à discuter avec vous de ces problèmes de responsabilité et je pense même qu'il serait temps d'envisager sinon une réparation auprès des hémophiles, ce qui est actuellement hors de nos possibilités, au moins quelques réparations. »*

Dès le 22 novembre 1984, devant la commission consultative de la transfusion sanguine, le docteur Jean-Baptiste Brunet, de la direction générale de la santé, avait affirmé : *« Des études ont déjà été menées qui ont pu prouver une inactivation du virus* [du sida] *après un chauffage des dérivés sanguins. »* Dès lors, la justice aura à se demander pourquoi ces techniques n'ont pas été mises en place plus tôt ; pourquoi il a fallu attendre le 23 juillet 1985 pour qu'un arrêté précise que les produits anti-hémophiliques non chauffés ne seraient plus remboursés à partir du 1er octobre 1985 ; pourquoi il a fallu attendre le 20 octobre 1985 pour qu'une circulaire précise que les concentrés stables chauffés *« doivent se substituer, au 1er octobre 1985, aux produits stables équivalents qui n'ont pas bénéficié d'une inactivation virale par la chaleur »* ; comment, enfin, il est possible que des hémophiles aient pu être contaminés par des produits non chauffés après le 1er octobre 1985.

Le 11 mars 1992, dans les colonnes du *Monde*, le docteur Sultan avait justifié son attitude en expliquant d'une part qu'il lui était difficile, faute de traitement alternatif, de décider de ne plus traiter un malade, fût-ce par un produit que l'on savait pas tout à fait sûr, dans la mesure où cela l'aurait conduit à une mort certaine par hémorragie ; d'autre part, en rejetant la responsabilité sur le CNTS et son directeur, Michel Garretta, qui, affirmait-elle, ne tenait pas compte de l'avis des experts qui étaient censés le conseiller. Sa mise en examen, et celle de ses collègues, l'amènera-t-elle à revoir son système de défense ?

F. N.

Quelques dates-clés

● **22 novembre 1984 :** le docteur Brunet présente une communication au comité consultatif de la transfusion sanguine signalant l'apparition des premiers cas de sida chez les hémophiles et indiquant que des études ont pu prouver une inactivation du virus après chauffage des dérivés sanguins. Cette communication est souvent considérée comme le moment où l'administration fut informée de manière telle qu'elle se devait de prendre des décisions en conséquence.

● **20 juin 1985 :** devant la commission consultative de la transfusion sanguine présidée par le professeur Ducos, le docteur Garretta indique que le comité de l'hémophilie est *« prêt à accepter »* l'idée d'une *« phase intermédiaire courte »* pendant laquelle, *« en attendant que la montée en puissance des produits chauffés se fasse »*, il est possible de continuer d'utiliser des produits non chauffés *« éventuellement contaminés par le virus du sida »*.

● **13 juillet 1993 :** le premier dossier du sang contaminé, ouvert en 1988 pour *« tromperie »* et instruit par le juge Sabine Foulon, est refermé avec la condamnation par la cour d'appel de Paris du docteur Garretta à quatre ans de prison, du docteur Jean-Pierre Allain à deux ans de prison et du professeur Jacques Roux à trois ans de prison avec sursis.

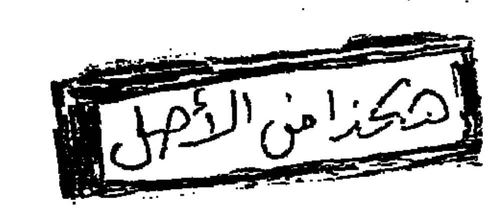
● **22 juin 1994 :** tandis que la chambre criminelle de la Cour de cassation rejette le pourvoi formé par le docteur Allain, son président, Christian Le Gunehec, estime qu'il n'est pas possible d'exclure le crime d'empoisonnement *« susceptible de poursuites séparées »*. Pour la première fois, un arrêt de rejet ne met pas fin à la procédure, laissant ainsi la porte ouverte à de nouvelles procédures.

Les dépositions des docteurs Gazengel et Sultan

LE 17 JUILLET 1992, le docteur Claire Gazengel, directeur du centre d'hémobiologie de l'hôpital Necker, avait témoigné au cours du procès du sang contaminé. *« Nous avons complètement sous-estimé le danger »*, affirma-t-elle (*Le Monde* daté 19-20 juillet 1992). *« Mon attitude intellectuelle était de réclamer des produits de très haute pureté. (...) Mais le Centre national de transfusion sanguine* [CNTS] *a toujours eu une politique d'autosuffisance. Nous n'avions pas accès aux produits chauffés hors des protocoles réservés aux hémophiles vierges* [encore jamais transfusés] », ajouta-t-elle, avant de conclure : *« J'ai connu l'époque où il n'existait pas de traitements. L'hémophilie est une maladie épouvantable. Nous nous sommes battus comme des forcenés pour que nos patients disposent de plus en plus de produits. Nous avons été des pionniers infatigables. Nous avons toujours su que les traitements étaient à risques, à très hauts risques. (...) Monsieur le président, le virus du sida fut un risque de plus. Nous ne l'avons pas évalué à sa juste mesure. Si nous avions su, nous aurions changé quelque chose... »*

Le 24 mai 1993, ce fut au tour du docteur Yvette Sultan de venir témoigner devant la treizième chambre de la cour d'appel. Dès mai 1983, expliqua-t-elle, elle avait demandé au CNTS de lui fournir des produits chauffés. Il lui fut répondu que les seules importations de ces produits étaient réservées à la réalisation de protocoles expérimentaux destinés à en vérifier l'efficacité. *« Il y avait un véritable danger à continuer à soigner les hémophiles avec les produits que nous utilisions,* déclara le docteur Sultan. *Nous savions que le sida était un virus. Nous savions qu'il était transmis par le sang. Nous savions aussi depuis le début de l'année qu'il était sensible à la chaleur. Le moindre risque pour les malades, c'était d'avoir des produits chauffés. C'est un raisonnement médical : c'est la théorie du moindre risque. »*

Refusant d'expliquer quelles bases scientifiques lui permettaient d'affirmer dès 1983 que le virus du sida était sensible à la chaleur, le docteur Sultan avait déclaré, très énervée : *« Dites donc ! Je ne suis pas en train de passer mon bac, ni mon agrégation ! »* Pourquoi n'avait-elle pas sonné l'alerte ? *« Parce que je suis un médecin qui s'occupe de ses malades. Je ne m'occupe ni de la radio, ni de la télévision, ni des journaux. Je suis un médecin, c'est tout ! »*



La prison ferme est réclamée contre les profanateurs de Carpentras

Le substitut du procureur de la République a demandé deux ans et dix-huit mois ferme. La peine maximale a été demandée pour Olivier Fimbry, l'ancien militaire, et Patrick Laonegro, considéré comme l'intellectuel du groupe

Le substitut du procureur de la République, Fabienne Roze, a requis devant le tribunal correctionnel de Marseille, jeudi matin 20 mars, deux années d'emprisonnement ferme contre Olivier Fimbry et Patrick Laonegro, et dix-huit mois contre Yannick Garnier et Bertrand Nouveau, les quatre anciens skinheads accusés d'être les auteurs de la profanation du cimetière de Carpentras, en mai 1990. La veille, plusieurs avocats des parties civiles avaient vivement mis en cause le Front national (FN), accusant Jean-Marie Le Pen d'être *« le responsable moral »* de la profanation du cimetière juif. L'avocat de la Licra a dénoncé la façon dont le parti d'extrême droite cherche à nier l'évidence en prétendant encore que les quatre accusés ont été *« manipulés »* par les renseignements généraux. Le défenseur de la ville de Carpentras s'en est également pris au FN, visant Mᵉ Guy Macary, tête de liste de ce parti aux élections municipales de Carpentras, et présent dans le prétoire en tant qu'avocat d'une partie civile.

MARSEILLE
de notre envoyé spécial

PROCÈS

Le substitut du procureur de la République, Fabienne Roze, a requis, *jeudi matin 20 mars*, devant le tribunal correctionnel de Marseille, des peines d'emprisonnement ferme de dix-huit mois à deux ans à l'encontre des quatre profanateurs du cimetière juif de Carpentras (Vaucluse), prévenus d'avoir exhumé le corps de Félix Germon et saccagé trente-quatre tombes, le 8 mai 1990.

La peine maximale prévue pour ce genre de délit – deux ans – a été demandée pour Olivier Fimbry, l'ancien militaire, et Patrick Laonegro, considéré comme l'intellectuel du groupe.

Les deux autres anciens skinheads, Bertrand Nouveau, et le « repenti » Yannick Garnier ont bénéficié d'une relative indulgence : dix-huit mois ont été requis à leur encontre. Le substitut a précisé que sans les aveux de Yannick Garnier, le 30 juillet 1996, *« il n'y aurait pas eu de procès »*.

Au cours de son réquisitoire, le substitut ne s'en est pas pris au Front national que plusieurs avocats des parties civiles avaient mis en cause la veille.

Sans les aveux de Yannick Garnier, « il n'y aurait pas eu de procès », précise le substitut

Comme c'était prévisible, le procès avait alors pris une tournure nettement politique. Certains avocats n'ont pas seulement plaidé *sur les faits. Ils ont* aussi accusé Jean-Marie Le Pen d'avoir exploité cette affaire et d'en être *« le responsable »* ou *« l'instigateur moral »*.

Mᵉ Patrick Quentin, l'un des défenseurs de la Ligue internationale contre le racisme et l'antisémitisme (Licra), a dénoncé la manière dont l'extrême droite, aujourd'hui encore, cherche à nier l'évidence en prétendant que les quatre hommes ont été *« manipulés »* par les services de police.

Mᵉ Quentin s'est indigné des articles publiés récemment dans *Présent* et *National Hebdo*, des organes de presse proches des idées du Front national. *« On nous ressort la manipulation alors que ces quatre là ont avoué ! »*, s'est écrié l'avocat. Ces *« quatre-là »*, justement, assis sur leurs bancs de bois, semblaient à cent lieues du débat sur un parti auquel ils n'appartenaient pas.

Au nom du Mouvement contre le racisme et pour l'amitié entre les peuples (MRAP), Mᵉ Alain Lhote est revenu sur la manifestation organisée par le Front national à Carpentras, le 11 novembre 1995 ; ce fameux jour où les militants « frontistes », estimant que l'extrême droite avait été injustement accusée, avaient exigé des *« excuses »*.

Mᵉ Lhote a qualifié d'*« indécence absolue »* cette manifestation, puis il a dit aux prévenus : *« Que vous le vouliez ou non, vous êtes les enfants de Le Pen, le boutiquier de l'immonde. »*

Le défenseur de la ville de Carpentras, Mᵉ Laurent Penard, s'en est également pris au FN, en la personne de Mᵉ Guy Macary, tête de liste de ce parti aux élections municipales de Carpentras et présent dans le prétoire en tant qu'avocat d'une partie civile. Mᵉ Penard s'est adressé au FN à travers son confrère : *« Vous êtes sur le banc des prévenus en même temps qu'eux, c'est vous qui, intellectuellement, les avez armés ! »*

Mᵉ Lhote, avocat du MRAP, s'adressant aux prévenus : « Que vous le vouliez ou non, vous êtes les enfants de Le Pen, le boutiquier de l'immonde »

Mᵉ Macary a riposté en soulignant une vérité du dossier : rien n'a permis d'établir un lien quelconque entre les profanateurs et le Front national. Aucun document du mouvement de M. Le Pen, pas même un tract, n'a été découvert chez eux. Mᵉ Macary a rappelé que son parti n'était donc *« pas dans ce procès, ni comme partie civile ni comme prévenu »*.

Enfin, il a insisté sur le fait qu'aux yeux des profanateurs, le FN était un parti *« trop démocratique, trop modéré »*...

En cette journée de plaidoiries, un seul avocat a vraiment recentré le débat sur la profanation. Mᵉ Jean-Marc Fedida, le défenseur de Magdeleine Germon, n'a pas cité une seule fois le Front national. Il s'en est tenu presque uniquement à la vie de sa cliente depuis l'exhumation du corps de son mari. Mᵉ Fedida a rappelé combien, dans une ville en proie à la rumeur et à la médisance, Mᵐᵉ Germon s'était souvent sentie *« seule »*.

Au moment des faits, elle n'avait pas bénéficié du soutien de la communauté juive. Par la suite, alors que l'enquête s'égarait, elle avait reçu des centaines des lettres de menaces et d'insultes.

Selon Mᵉ Fedida, la vieille dame est ainsi devenue, *« malgré elle, le symbole de quelque chose qui la dépassait »*. Elle souhaite aujourd'hui déménager *« parce qu'elle se sait indésirable à Carpentras »*.

Philippe Broussard

Devant les assises, Jean-Louis Turquin se heurte à son propre « jeu de rôle »

NICE
de notre envoyé spécial

Petite et fine, vêtue de noire, elle témoigne calmement, mercredi 19 mars, d'une voix fluette, dans la salle d'assises surchauffée. On fait silence. Michèle Turquin finit de répondre aux questions de l'avocat général Didier Durand. *« Quels sont, aujourd'hui, vos sentiments vis-à-vis de votre époux, madame ? – Je pense que c'est un assassin. »*

La femme en noir, dont on n'avait pas encore entendu la voix depuis que son mari, Jean-Louis, comparaît devant les jurés des Alpes-Maritimes pour l'assassinat de leur enfant Charles-Edouard, disparu dans la nuit du 20 au 21 mars 1991, se met à parler. Elle détaille le long cheminement qui l'a conduite, six semaines plus tard, le 6 mai, à recueillir, à son insu, les aveux de son époux, à l'instigation de la police (*Le Monde* du 20 mars). *« Petit à petit, mon mari m'a dit qu'il n'était pas étranger à la disparition de Charles-Edouard, qu'il l'avait caché pour me faire du mal. »* A l'époque des faits, Mᵐᵉ Turquin avait engagé une procédure de divorce.

L'épouse du vétérinaire a rappelé comment celui-ci, subordonnant ses informations à la reprise de la vie commune, avait tout d'abord dit que l'enfant, dont il avait appris, trois mois avant sa disparition, qu'il n'était vraisemblablement pas son père naturel, était retenu au Maroc, puis qu'il avait été confié à un réseau d'homosexuels contacté par Minitel. *« Il avait des phrases qui me choquaient,* a-t-elle raconté. *Il disait qu'il ne fallait plus penser à Charles-Edouard, que c'était un « bâtard juif ». Ses idées antisémites, ça devenait pesant. »* L'avocat général a demandé des précisions. *« Quand on était à l'école vétérinaire, il lisait* Mein Kampf. *Puis il a été membre du Front national. » « Je lisais aussi Karl Marx ! »*, s'est insurgé l'accusé.

« EN ÉTAT DE CHOC »

« Je continuais à lui poser des questions, mais (...) je n'aboutissais à rien, a poursuivi l'épouse. *Et puis, j'ai accepté des relations sexuelles. Après, il s'est mis à pleurer. Il m'a dit qu'il l'avait tué. J'ai essayé de ne pas réagir. Je lui ai dit que s'il me disait la vérité je reviendrai. Je ne voulais pas craquer. Il disait que c'était une catastrophe si c'était son enfant. Je me suis sentie en état de choc. Je suis allée voir les policiers. Ils m'ont dit que mes paroles n'étaient pas suffisantes. On a essayé de le refaire parler dans un restaurant, mais ça n'a pas marché. Alors, le 6 mai, j'ai acheté un dictaphone (...). »*

A l'opposé, Jean-Louis Turquin se lève. Il conteste, redit mot pour mot sa version des faits énoncée le matin même. *« A la disparition de mon enfant, ma femme souffrait. Elle voulait que je m'accuse. Elle me disait : « Dis-moi que c'est toi qui l'a tué ! » Alors je la sentais heureuse d'avoir sa vérité. »*

La voix nasillarde est comme mécanique. *« Je lui ai dit que j'avais tué. J'ai pleuré à grosses larmes et on a fait l'amour. Elle a soulevé sa jupe et m'a dit : « J'ai mis un porte-jarretelles noir et j'aurai dû en mettre un rouge ». Elle m'a aussi mis un petit mot sur le bureau : "Pense à la sépulture". »* Soudain, celui que les experts ont présenté comme un *« mari dominateur »* s'adresse à sa femme, mais curieusement sans la regarder : *« Je voulais te dire... Je n'ai rien fait du tout. Comment peux-tu dire des choses comme ça ? »* Michèle Turquin craque, s'effondre de côté, sur l'un de ses avocats.

Alors Mᵉˢ Christian Scolari et Jean-Louis Pelletier, ses conseils, ripostent et tentent de fausser la mécanique de l'accusé qui plaide, pour sa défense, ce pervers jeu de rôle. Mᵉ Pelletier relève que Jean-Louis Turquin a envoyé, un mois après la disparition de l'enfant, le 18 avril, une lettre adressée à *« Papa et Maman Turquin »*, dans laquelle il a imité l'écriture de son fils. Il a glissé dans l'enveloppe une cassette de valses de Vienne que l'enfant aimait bien, avec une photo de Charles-Edouard dessus. Le scellé circule parmi les jurés.

« C'est ma femme qui voulait que je lui envoie, dit l'accusé sans ciller. *J'avais prévenu les policiers que c'était un jeu de rôle. »* Mᵉ Pelletier s'engouffre alors prestement dans un raisonnement par l'absurde. *« Soit, admettons. Et, lorsque les policiers vous demandent de vous expliquer sur les aveux formulés à votre épouse le 6 mai, vous ne dites pas que c'est un jeu de rôle, là ! Vous niez les avoir prononcés...*

– C'était des conversations intimes, des conversations d'amour...

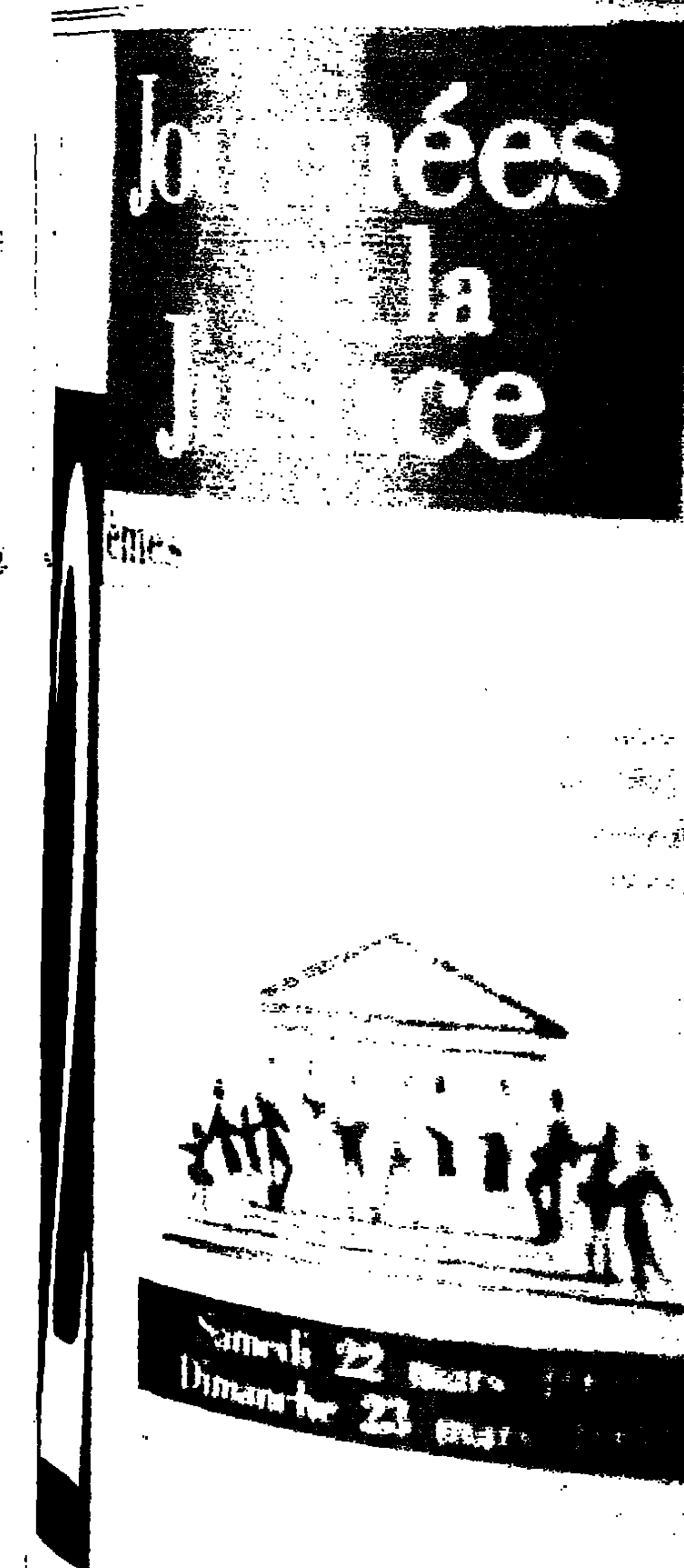
– Vous avez déclaré que vous aviez tué votre fils !

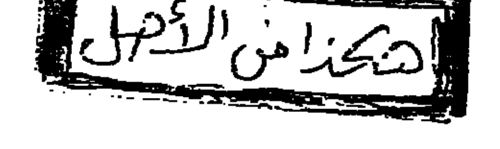
– Non. On ne peut pas dire... Je n'avais pas déclaré... J'avais répété ce que ma femme me disait.

– Mais alors, pourquoi avoir nié par trois fois que vous aviez effectivement prononcé ces paroles, avant qu'on ne vous présente la preuve de l'enregistrement ? Vous vouliez porter plainte pour dénonciation calomnieuse ! Pourquoi n'avoir pas dit alors que c'était un jeu de rôle ? »

L'accusé semble vaciller. *« J'avais envie de retrouver au plus vite mon épouse à la maison. J'avais déjà été placé en garde à vue. Je savais ce que c'était. Si j'avais parlé du jeu de rôle, on m'aurait encore gardé huit jours... »* Et l'avocat, l'interrompant : *« Et même peut-être des années. »*

Jean-Michel Dumay





Six mois d'emprisonnement ferme sont requis contre Pierre Suard

L'accusation demande au tribunal de faire jurisprudence

Dix-huit mois d'emprisonnement, dont six mois ferme, ont été requis, mercredi 19 mars, contre Pierre Suard, ancien PDG d'Alcatel Alsthom, accusé d'abus de biens sociaux pour des travaux de sécurité réalisés à son domicile. Le substitut a vivement dénoncé le « *système* » mis en place au sein du groupe.

« NOUS DEVONS rappeler qu'il est inacceptable qu'il y ait confusion entre le patrimoine de l'entreprise et celui du dirigeant (...). L'idée doit s'imposer qu'il n'y a pas et qu'il n'y aura jamais de fatalité à participer à un système de corruption économique. » En requérant, mercredi 19 mars, dix-huit mois d'emprisonnement dont douze avec sursis contre Pierre Suard, l'ancien PDG d'Alcatel Alsthom, le premier substitut Frédéric Campi a demandé au tribunal correctionnel d'Evry (Essonne) de prononcer une peine exemplaire, destinée à dissuader la délinquance économique. Prévenu « *d'abus de biens sociaux* », Pierre Suard comparaît depuis le 4 mars en compagnie d'une quarantaine de chefs d'entreprise et de cadres d'Alcatel, poursuivis pour avoir participé à une série d'escroqueries, corruptions et délits financiers au préjudice du groupe (*Le Monde* des 16 et 17 mars).

PROCÈS

Démontant les rouages de ce « *système* », le substitut a d'abord évoqué les cas d'Antonio Léal et de José Corral, anciens cadres de filiales d'Alcatel, soupçonnés d'avoir perçu, entre 1989 et 1993, plusieurs millions de francs de commissions occultes et avantages en nature, versés par des entrepreneurs contre l'octroi de marchés passés avec le groupe. Les chefs d'entreprise auraient ensuite surfacturé leurs travaux à Alcatel afin de récupérer le manque à gagner.

Le substitut a requis une peine de trois ans d'emprisonnement, dont deux avec sursis, contre Antonio Léal, et une peine de deux ans d'emprisonnement, dont un avec sursis, pour José Corral. Tous deux sont accusés d'avoir « *mis à sac la société, utilisant leur pouvoir à des fins purement personnelles* ».

Contre les chefs d'entreprise, qui « *ont participé au système en connaissance de cause* », Frédéric Campi a demandé des peines de quatre à huit mois d'emprisonnement avec sursis. Enfin, il a requis deux à huit mois de prison avec sursis pour les autres cadres impliqués.

« ILS ÉTAIENT DES EXEMPLES »

Mais c'est surtout aux deux dirigeants du groupe que l'essentiel du réquisitoire était destiné. Pour le substitut, les responsabilités de Pierre Guichet, ancien PDG d'Alcatel CIT, et de Pierre Suard sont engagées, car « *à l'époque ils étaient des exemples, et ils n'ont pu, en participant eux-mêmes à un système frauduleux, que générer d'autres systèmes frauduleux, au sein de l'entreprise* ».

Pour Pierre Guichet, soupçonné de ne pas avoir payé des travaux effectués à son domicile par des fournisseurs réguliers d'Alcatel, le substitut a dénoncé un « *état d'esprit, le principe communément admis que c'est à la société de prendre en charge ces prestations* ». Le substitut a cependant tenu compte de la relative modicité des sommes en cause – qui n'ont pas été évaluées par l'accusation – et a requis quatre à six mois d'emprisonnement avec sursis, à titre « *d'avertissement* ».

En revanche, le représentant du ministère public s'est montré beaucoup plus sévère à l'égard de Pierre Suard. L'ancien PDG est accusé d'avoir fait payer par Alcatel des travaux effectués dans ses domiciles de Boulogne et de Neuilly (Hauts-de-Seine). A elle seule, la sécurisation de ce dernier logement aurait coûté 4 millions de francs à différentes sociétés du groupe. Devant le tribunal, Pierre Suard avait fait valoir qu'il était de l'intérêt de l'entreprise de préserver la sécurité de son dirigeant. Frédéric Campi, pour sa part, estime « *que le coût de ces prestations est sans commune mesure avec l'enjeu* », et que « *la prise en charge de ces travaux constitue un abus de biens sociaux* ».

Estimant que le montant des sommes détournées par Pierre Suard justifie une sévérité accrue, le substitut a créé la surprise en requérant dix-huit mois d'emprisonnement dont douze avec sursis contre l'ancien dirigeant, accompagnés d'une amende de 2 millions de francs. Le magistrat estime en effet que la justice fait preuve d'« *une timidité répressive* » devant la délinquance financière. « *Aujourd'hui, il est essentiel de mettre en place un système qui permette de poursuivre ces infractions, et donc de rester dans le régime actuel de prescription de l'abus de biens sociaux* » qui débute au jour où les faits sont découverts. « *Si les juridictions répressives ne donnent pas aux abus de biens sociaux et aux détournements de fonds la gravité qui est la leur, nous aurons toujours une multiplication de ce type de faits* », a expliqué le magistrat. Frédéric Campi a demandé au tribunal « *d'appliquer, par là même, une jurisprudence de droit commun* ».

Cécile Prieur

A Issy-les-Moulineaux, un vaste squat embarrasse pouvoirs publics et EDF

Soixante familles d'origine africaine jugées indésirables sont installées dans un immeuble où l'électricité a été coupée. L'audience de référé a été repoussée au 23 mai.

EN MONTANT, le 4 février, sur le toit d'un des immeubles du 142, avenue de Verdun, à Issy-les-Moulineaux (Hauts-de-Seine), Frédéric Probel pensait simplement s'acquitter d'une des tâches les moins agréables de son travail d'agent d'EDF. La police avait été dépêchée sur les lieux. Les occupants de cet immeuble, avait-il entendu dire, étaient des squatteurs « *sans doute dangereux et qui avaient accumulé suffisamment d'impayés pour qu'on leur coupe l'électricité* ». C'est en pénétrant dans l'immeuble que Frédéric Probel s'est rendu compte que la réalité était un peu différente. Dans ces bâtiments du début du siècle, propriété de l'Office public départemental (OPDHLM) des Hauts-de-Seine, plus de soixante familles d'origine africaine s'étaient installées, pour certaines depuis l'automne 1996. Comment avaient-elles appris l'existence de ces immeubles promis à démolition ? Elles évoquent évasivement le « *téléphone africain* » et l'entraide communautaire. Dès leur arrivée, elles se sont lancées dans des travaux de restauration. A la mi-janvier, quelques-unes ont obtenu la remise en service des compteurs électriques.

Le 4 février, Frédéric Probel, syndiqué CGT, a donc avisé son supérieur qu'il refusait de couper. Un autre agent a achevé le travail le jour même, mais le refus de M. Probel a brusquement mis en lumière l'existence du squat et a réveillé les solidarités. Des menaces de sanction pour « *abandon de poste* » ont été adressées à l'agent indiscipliné et, depuis le 18 mars, un étage de l'agence EDF de Bagneux est occupé par des représentants des familles, des militants de Droit au logement (DAL) et des salariés CGT et FO d'EDF. Tous réclament le rétablissement de l'alimentation dans l'immeuble et l'abandon des sanctions contre l'employé.

Pour EDF, qui a fait de la lutte contre la pauvreté l'un de ses arguments de communication, cette mauvaise publicité tombe mal. Quant aux autres parties embarquées dans l'histoire, le maire d'Issy-les-Moulineaux et député (UDF) des Hauts-de-Seine, André Santini, l'OPDHLM et la préfecture, elles se renvoient ouvertement la responsabilité de ces familles tombées du ciel.

Hervé Bolze, directeur de cabinet de Patrick Balkany, toujours président de l'OPDHLM, entend « *utiliser les voies judiciaires et aucune autre* ». Si l'électricité a été coupée c'est bien à sa demande, dit-il, en application d'un arrêté d'insalubrité « *irrémédiable* », interdisant l'immeuble à l'habitation, pris le 29 janvier par le préfet des Hauts-de-Seine. L'arrêté fait notamment état d'une « *cote d'insalubrité élevée* » d'un « *risque d'intoxication par le plomb* » et d'une installation électrique « *non sécurisée* ».

AVALANCHE ADMINISTRATIVE

L'arrivée des squatters a effectivement déclenché une avalanche administrative. L'enquête sanitaire demandée par l'Office public départemental a débouché sur la décision du préfet, qui a elle-même motivé la décision de coupure de l'agence EDF. L'Office a assigné en référé les occupants de l'immeuble dès le 6 février et déposé, dans la foulée, une demande de permis de démolir qui n'a pas encore abouti. L'audience de référé a finalement été repoussée au 23 mai. « *En aucun cas, nous ne nous occuperons du relogement de ces personnes* », précise le collaborateur de Patrick Balkany à l'OPDHLM, qui affirme que « *beaucoup sont des étrangers en situation irrégulière* ». M. Santini affirme, de son côté, ne vouloir être « *ni otage ni acteur* ». Les squatters n'ont « *aucun lien avec la ville* », dit-il. Quinze ont déposé des demandes de logement à la mairie, mais les dossiers étant incomplets, « *aucun relogement ne peut être envisagé* ».

La direction de l'agence EDF de Bagneux se refuse à tout commentaire. La direction générale, pour sa part, précise dans un communiqué que « *l'interruption du courant répond exclusivement à une mesure de sécurité prise en application d'un arrêté d'insalubrité* ». « *Aucun tiers, administration ou propriétaire, ne peut exiger la résiliation d'un contrat d'abonnement en évoquant une absence de titre d'occupation* ». En revanche, à la demande du préfet ou du maire, la résiliation « *s'impose au distributeur* » si les installations ne sont pas conformes.

En attendant leur jugement d'expulsion, les soixante familles de l'avenue de Verdun devront donc se passer d'électricité. L'eau est également coupée, le courrier n'est plus distribué. Enfin, selon le maire d'Issy-les-Moulineaux, « *la mise en place d'un point d'eau à proximité de l'immeuble contribuerait à maintenir les squatters dans les lieux, en état de danger. Une telle mesure, que les voisins ne comprendraient pas,* précise t-il, *ne peut être envisagée* ».

Jérôme Fenoglio et Christine Garin

L'académie juge « inopportune » la venue de Mme Mitterrand dans une école toulonnaise

TOULON
de notre correspondant

« L'initiative prise par le directeur de l'école mixte de La Beaucaire de faire intervenir Mme Danielle Mitterrand et M. Fodé Sylla dans le cadre de la semaine d'éducation contre le racisme est inopportune. » La sentence aurait pu être celle de Jean-Marie Le Chevallier, maire Front national de Toulon qui, en novembre 1996, avait également jugé *« inopportune »* l'invitation de Marek Halter à la Fête du livre. Mais, cette fois, c'est Raoul Darras, inspecteur d'académie du Var, qui justifie ainsi la décision qu'il a prise et qu'il veut strictement administrative.

Le 12 mars, à la lecture de la presse locale, l'inspecteur découvre que la présidente de la fondation France Libertés est invitée, le 21 mars, à rencontrer les 215 élèves de cette école toulonnaise, classée en zone d'éducation prioritaire, pour parler de racisme. Il s'étonne auprès du directeur d'établissement de ne pas avoir été informé et lui oppose le *Bulletin officiel* du 6 mars, dans lequel il est effectivement précisé que ce type de rencontre ne peut se faire durant les heures scolaires et doit obtenir l'accord de l'inspecteur d'académie. Le directeur obtempère. Le responsable de la Fédération varoise des œuvres laïques trouve dans l'urgence une solution de repli : Mme Mitterrand et M. Sylla seront reçus, toujours durant les heures scolaires, dans une salle paroissiale du quartier mise à leur disposition.

« LIEU SACRÉ »

L'inspecteur d'académie n'avait-il pas la possibilité de trouver un arrangement pour que cette rencontre ait lieu dans l'école ? *« Nous sommes toujours sous le régime du plan Vigipirate »*, lance-t-il comme dernier argument. Argument souvent avancé ces derniers mois par la municipalité toulonnaise pour refuser des salles à des associations qui ne le lui sont pas assez proches. *« Toulon est dans une situation sensible »*, précise d'ailleurs M. Darras, qui nie avoir subi une quelconque pression de la part de la mairie.

Jean Moura, maire adjoint à l'éducation, s'est pourtant inquiété auprès des services académiques de la légalité de cette réception *« dirigée de toute évidence contre la mairie de Toulon »*. *« Tout ce qui est fait ici contre la xénophobie ou le racisme est fait contre la municipalité »*, dit l'élu. Aujourd'hui, M. Moura se *« félicite de la position de M. Darras »* face à *« ce genre de provocation au sein d'une école qui est un lieu sacré, à maintenir hors des questions politiques »*. Le maire adjoint se plaît à rappeler : *« Je suis un ancien principal de collège et je peux dire que je passe bien auprès de l'inspecteur d'académie. »* En novembre 1996, M. Moura avait pris l'initiative de demander à tous les principaux de collège le détail de leurs effectifs par classe et le nombre d'élèves toulonnais de plus de seize ans. Peu de principaux avaient répondu.

L'inspecteur d'académie voit dans la décision concernant Mme Mitterrand une *« manière de ménager les uns et les autres, en permettant un débat avec les enfants à l'extérieur de l'établissement, ce qui est important pour cette école inscrite dans le cadre d'une zone d'éducation prioritaire et du contrat de ville »*. Un contrat de ville d'ailleurs remis en cause par la mairie qui avait fait savoir, dès novembre 1995, qu'elle réduirait son engagement de moitié, *« ne voulant pas des associations qui font de la préférence étrangère ou qui ont dans leurs statuts la lutte contre le racisme »*. Les élus frontistes avaient même modifié une des phrases-clés justifiant les actions de ce contrat de ville : *« Organiser une action pédagogique auprès de tous les publics »* est devenu *« organiser une action pédagogique auprès de tous les publics français »*. La préfecture n'a pas cru bon de relever cette anomalie.

De son côté, mardi 18 mars, la Maison de l'étudiant, récemment passée sous le contrôle de la mairie, a accueilli une journée nationale contre le racisme *« afin de montrer notre intérêt à agir contre le racisme en général, et le racisme anti-français en particulier »*. Cette manifestation organisée par le Renouveau étudiant varois, *« une association pour défendre les étudiants français »*, a fait l'objet de larges distributions de tracts à l'université. Les services académiques ou rectoraux ne s'en sont pas alarmés.

José Lenzini

Les manifestations continuent contre la prochaine carte scolaire

LES PROTESTATIONS contre les suppressions de postes prévues par la carte scolaire à la rentrée 1997 se poursuivent depuis deux mois et vont s'amplifiant. Mercredi 19 mars, plus de 500 personnes ont manifesté à Roanne (Loire) pour dénoncer la diminution des moyens accordés au département, soit quarante postes supprimés, tandis que des parents d'élèves et des enseignants occupent l'inspection depuis le 13 mars ; à Tarbes (Hautes-Pyrénées), 700 personnes ont défilé dans les rues aux cris de *« Halte à la casse, touche pas à ma classe »* ; à Clermont-Ferrand (Puy-de-Dôme), parents d'élèves et enseignants ont installé une classe en plein air.
Pour sa part, Marcel Duhamel, directeur des écoles du ministère affirme que *« jamais, depuis Jules Ferry, il n'y a eu autant de maîtres par rapport au nombre d'élèves »*.

DÉPÊCHES

■ **DROGUES : 2,8 tonnes de cannabis ont été saisies sur un bateau venant du Maroc**, le 14 mars dans le port de Marseille (Bouches-du-Rhône), par les douaniers. La drogue était dissimulée à l'intérieur d'un camion citerne, contenant de l'huile d'olive marocaine, qui avait été embarqué sur le navire à Casablanca. Le camion, convoyé par deux ressortissants tchèques, devait se rendre en République tchèque.

■ **VIOLENCE : la voiture de Jean-Pierre Bosino, maire communiste de Montataire** (Oise), a été incendiée devant son domicile dans la nuit du lundi 17 au mardi 18 mars, alors qu'il venait de présider un rassemblement contre la violence. M. Bosino, *qui s'est déclaré « choqué mais pas terrorisé et toujours aussi déterminé »*, venait d'annoncer qu'il envisageait de priver du bénéfice de certains services municipaux les auteurs d'actes de vandalisme reconnus coupables par la justice.

■ **SÉCURITÉ ROUTIÈRE : 474 personnes ont été tuées dans des accidents de la route en janvier**, soit 24,3 % de moins qu'en janvier 1996. C'est la première fois que le nombre de morts sur les routes tombe sous la barre des 500 pour un mois. Sur les 12 derniers mois, le nombre des tués s'établit à 7 928, soit une amélioration sensible, la barre symbolique des 8 000 tués étant franchie pour la première fois.

CARNET

AU CARNET DU « MONDE »

Naissances

Brigitte et Bernard ETLICHER-GODELIER,
Cyril et Aline ETLICHER,
Isis et Julia RAMIREZ,
sont heureux de vous annoncer la naissance de leur fille et sœur

Béatrice Cerise Paola,

le vendredi 14 mars 1997.

42, avenue du Général-de-Gaulle,
94700 Maisons-Alfort.

– Amélie, Victor et Simon,
font part de la naissance de

Marie-Louise FONTAINE,

le 12 mars 1997, à Lisieux.

Nos abonnés et nos actionnaires, bénéficiant d'une réduction sur les insertions du « Carnet du Monde », sont priés de bien vouloir nous communiquer leur numéro de référence.

Décès

Jean-Paul DURAND,
lieutenant-colonel,
chevalier de la Légion d'honneur,

est décédé le 17 mars 1997.

Une messe sera célébrée le vendredi 21 mars, à 11 heures, à la chapelle de l'hôpital militaire du Val-de-Grâce.

Obsèques samedi 22 mars, à Brantôme (24). Messe à 10 heures, en l'église, inhumation au cimetière.

De la part de sa famille.

– M. Jean-Pierre Francillon,
M. et Mme Jacques Francillon,
M. et Mme Claude Francillon,
et leurs enfants,
ont la grande tristesse d'annoncer le décès, le 18 mars 1997, de

M. Camille FRANCILLON,
avocat honoraire,
ancien bâtonnier de la Haute-Savoie,
ancien conseiller municipal d'Annecy,
chevalier de l'ordre national du Mérite,

La cérémonie religieuse sera célébrée à Annecy, le samedi 22 mars, à 10 heures, en l'église Saint-Pierre.

– M. Georges Gusdorf,
Florent et Anne Gusdorf,
Audrey, François, Antoine et Laurence,
Nicolas et Monique Gusdorf,
Raphaël, Laurent et Véronique,
Anne-Lise et Jean-Pierre Volmer,
Lucie, Thomas et Sophie,
Pierre et Martine Gusdorf,
Vincent, Maxime et Aurore,
ont la grande tristesse de faire part du décès de

Mme Simone GUSDORF,
née *LE BRETON*,
professeur agrégé de lettres,
chevalier de l'ordre national du Mérite,

survenu le 16 mars 1997, dans sa quatre-vingt-quatrième année.

Les obsèques auront lieu le samedi 22 mars, au cimetière d'Arcachon, dans l'intimité de la famille.

Cet avis tient lieu de faire-part.

67000 Strasbourg.
33115 Pyla-sur-Mer.

– Mme Maurice de Libera,
son épouse,
M. et Mme Alain de Libera,
ses enfants,
Maximilien et Clémence,
ses petits-enfants,
Mme Rose Galan,
sa sœur,
Et toute la famille,
ont la douleur de faire part du décès de

M. Maurice de LIBERA,

survenu, le 14 mars 1997, à Levallois-Perret (Hauts-de-Seine), dans sa quatre-vingt-treizième année.

Les obsèques ont eu *lieu* le mercredi 19 mars, dans l'intimité familiale.

5, allée d'Orléans,
92200 Neuilly-sur-Seine.
18, rue Saulnier,
75009 Paris.

THÈSES
Tarif Étudiants
65 F la ligne H.T.

– Mme Yvonne Mamberti,
sa sœur,
Mme et le docteur Jacques Monfrais,
ses sœur et beau-frère,
Ses neveux et nièces,
Les familles Moatty, Mamberti, Monfrais, Pfanwadel, Kinler, Gourdon, Dameron, Carrau,

ont la douleur de faire part du décès de

Jeanne MOATTY,
« Pommier Fleuri ».
Enseignante honoraire,
ancienne commissaire
des Eclaireuses de France,
présidente du Club de l'âge d'or
de Paris-15e,

survenu, à Verneuil-sur-Avre, le 18 mars 1997.

« Je suis prêt, le fleuve a atteint la mer. »
Khalil Gibran.

Inhumation dans l'intimité familiale, à Verneuil.

Une réunion œcuménique est prévue au Foyer de Gravelle, ultérieurement.

– **Albert MERMOUD,**
éditeur,

s'est éteint à Lausanne, le 18 mars 1997.

14, avenue Florimont,
1006 Lausanne (Suisse).

– Le président de l'Institut Curie,
Le directeur de la section recherche,
Le directeur et le personnel de l'unité mixte de recherche 176 CNRS/IC,
ont la tristesse d'annoncer le décès de leur collègue et ami

Michel MOMENTEAU,
directeur de recherche au CNRS,

survenu le 17 mars 1997.

Les obsèques religieuses auront lieu le vendredi 21 mars, à 15 h 45, en l'église Saint-Etienne d'Issy-les-Moulineaux.

Ni fleurs ni couronnes.

Conformément à sa volonté, les personnes qui le souhaitent peuvent effectuer un don pour la recherche contre le cancer ou à l'ANCRE, association œuvrant dans le cadre de soins palliatifs à l'hôpital de la Cité universitaire.

– Golda Sauphar,
son épouse,

Antoinette Ashworth
et Raymond Sauphar,
ses enfants,
Ainsi que leurs conjoints,
Daniel et Maryse,

Catherine et Elizabeth Ashworth,
ainsi que leurs conjoints,
Henry et Marie-Agnès Sauphar,
ses petits-enfants,

François Piallat-Ashworth,
son arrière-petit-fils,

ont la douleur de faire part du décès de

Roger SAUPHAR,
chevalier de la Légion d'honneur,
médaille militaire,
croix de guerre 1939-1945,
médaille de la Résistance,
Medal of Freedom,
membre de l'Institut Charles-de-Gaulle,

survenu, le 11 mars 1997, dans sa quatre-vingt-huitième année.

Selon son vœu, les obsèques ont eu lieu dans la plus stricte intimité familiale.

45, bd Saint-Jacques,
75014 Paris.
3, rue Ballu,
75009 Paris.
4, rue Edmond-Rousse,
75014 Paris.

– La famille et les amis de

Charles SCHARR,
officier de l'ordre national
du Mérite,
avocat honoraire,

ont la douleur de faire part de son décès, le 19 mars 1997.

La cérémonie religieuse aura lieu en la *basilique Notre-Dame-de-Bonne-Garde* de Longpont-sur-Orge, le lundi 24 mars, à 10 heures.

Les condoléances seront reçues sur registre.

Cet avis tient lieu de faire-part.

4, rue Guy-Moquet,
91700 Sainte-Geneviève-des-Bois.

– Mme Huguette Serbource,
Catherine et Christine,
ses filles,
Lucas,
son petit-fils,
Et sa famille,
ont la douleur d'annoncer le décès de

Philippe SERBOURCE,

le 16 mars 1997, à l'âge de soixante-quatre ans.

les obsèques ont eu lieu dans l'intimité.

106, rue de la Folie-Méricourt,
75011 Paris.

– Les amis de Philippe,
Les fidèles de l'auberge « Chez Philippe »,
ont la tristesse de faire part du décès de

Philippe SERBOURCE,

homme de cœur.

Remerciements

– Yves, *Maryvone*
et Yann-Loïc Davidson,
profondément touchés des marques de sympathie que vous leur avez témoignées lors du décès de

Yvette
CARLU-DAVIDSON,

vous prient de croire à toute leur gratitude et vous adressent leurs sincères remerciements.

– *Sousse, Paris, Natanya.*

Les familles Cohen-Vidisco,
Levy, Zeitoun et Habib,
remercient tous ceux qui se sont associés à leur peine pour le décès de leur très chérie

Marie COHEN-VIDISCO,
née **Habib.**

Les prières du mois auront lieu à la synagogue du séminaire israélite, 9, rue Vauquelin, Paris-5e, lundi 24 mars 1997, à 19 h 30.

Anniversaires de décès

– « Je me souviens. »

Il y a un an,

Maurice METAYER

quittait les siens.

Il est toujours dans le cœur de sa famille, de ses amis, de ses collaborateurs.

– Le 20 mars 1989, disparaissait

France POUMIRAU.

Souvent, nous pensons à elle.

« Je suis auprès de vous...
Mais moi je marche
dans les vents du monde. »
Rainer Maria Rilke.

Séminaires

– Dans le cadre du séminaire « Actualité ou inactualité du judaïsme », l'Association des amis de *Passages* et la revue *Passages* organisent une soirée-débat sur le thème :

– « De la loi aux lois, anniversaire du Grand Sanhédrin ».
Le *mardi 25 mars 1997 – 20 heures*, dans les locaux de la revue *Passages*.
Autour d'Emile Malet et de la rédaction de Passages, avec Charles Melman, Philippe Lazar, le grand rabbin de France, *Joseph Sitruk, le recteur de la Mosquée de* Paris, Dalil Boubakeur, Gérard Leclerc, éditorialiste de la presse catholique, les *professeurs Danièle Lochak et Olivier* Revault d'Allonnes, Harry Carasso.

Réservation et inscriptions au :
Tél. : 01-45-86-30-02.
Fax : 01-44-23-98-24.
La revue *Passages* : 17, rue Simone-Weil, 75013 Paris. (Accès par le 79-83, avenue d'Ivry, 75013 Paris.)

Expositions

19-9-1941, UNE JOURNÉE EN ENFER – LE GHETTO DE VARSOVIE
jusqu'au 30 mars 1997
Du mercredi au dimanche, de 9 heures à 17 h 30. Centre d'histoire de la Résistance et de la déportation, Lyon-7e. 130 photographies prises illégalement, qui fixent à jamais les scènes bouleversantes du ghetto.

Communications diverses

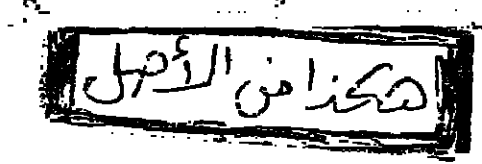
– Dimanche 23 mars 1997, à 20 h 30 : ***concert de musique classique*** **avec** Sarah Iancu au violoncelle et Michaël Iancu au violon.
P.A.F. au Centre communautaire de Paris, 5, rue de Rochechouart, 75009 Paris, métro Cadet. Réservations au 01-49-95-95-92.

– Mercredi 26 mars 1997, à 20 h 30 : Leçon biblique d'Elie Wiesel, prix Nobel de la paix, « La fille de Jephté ou les périls du pouvoir ».
Dans les salons CAP 15 (Les grands espaces Seine), 1-13, quai de Grenelle, Paris-15e, métro Bir-Hakeim.
P.A.F. : Centre communautaire de Paris. Réservations au 01-49-95-95-92.

CARNET DU MONDE
21 bis, rue Claude-Bernard
75242 Paris Cedex 05
Renseignements :
01-42-17-29-94
ou 29-96 ou 38-42
Télécopieur : **01-42-17-21-36**
Tarif de la ligne H.T.

Toutes rubriques	105 F
Abonnés et actionnaires	95 F
Thèse étudiants	65 F

Les lignes en capitales grasses sont facturées sur la base de deux lignes. Les lignes en blanc sont obligatoires et facturées. Minimum 10 lignes.



CONCOURS Bernard Pons, ministre de l'équipement et des transports, ainsi que Corinne Lepage, ministre de l'environnement, ont assisté, mercredi 19 mars, à la remise du palmarès national des villes et villages fleuris décerné par le Comité national pour le fleurissement de la France. Cette compétition annuelle, à laquelle participent un tiers des communes françaises, incite les élus à agir sur l'ensemble du cadre de vie de leurs administrés. ■ MOUTIERS-EN-BEAUCE, village de 207 habitants, veille à son fleurissement, aussi bien que Vénissieux, qui tente ainsi d'améliorer son image de cité « difficile ». ■ LES COLLECTIVITÉS LOCALES ont dépensé, en 1996, 16 milliards de francs pour l'environnement, dont 1 milliard pour le seul fleurissement. ■ LE CADRE DE VIE fait désormais partie des éléments développés par les municipalités pour attirer les entreprises.

L'embellissement des villes devient un enjeu économique

Le traditionnel concours des villages fleuris permet de mesurer la qualité de l'environnement et du cadre de vie des 10 000 communes qui y participent. Les collectivités locales y sont de plus en plus attentives

MOUTIERS-EN-BEAUCE
de notre envoyé spécial

Bourgade de 207 habitants et de 2 200 hectares, Moutiers-en-Beauce, à une trentaine de kilomètres de Chartres, se love autour de son église. Pas de commerce, pas de boulangerie, pas de buvette-épicerie-tabac – ces drugstore du rural – qui sont un peu les centres de vie des communes de la France profonde. Un hameau presque, mais tapi plus qu'assoupi au cœur des riches terres à blé beauceronnes, qui peut s'enorgueillir d'être le village le plus fleuri de la région Centre : label « quatre fleurs » depuis 1992 ; en 1995, le Grand Prix national de fleurissement. Les Moustériens ne sont pas peu fiers se cette distinction, à commencer par le maire Jean Billard (div.) et le garde champêtre Lionel Pichard : rue des Trois-Fleurs, rue des Troènes, rue de la Garenne-Fleurie... Le ton est donné si, par mégarde, l'on a raté les plaques à l'entrée du village qui annoncent le palmarès.

« Tout a commencé en 1960, explique le maire, *à l'initiative de Paul Connay, conseiller municipal qui a eu l'idée de fleurir le devant de sa maison, puis toute la rue. Petit à petit, l'idée plaisante a gagné, par émulation, les voisins, puis la municipalité. Depuis on ne s'est pas arrêté. Mais il aura fallu trente-cinq ans de travail suivi, de ténacité, pour arriver, avec peu de moyens, à ce top niveau où nous entendons, bien sûr, nous maintenir. »*

Moutiers est le premier village d'Eure-et-Loir à obtenir le label « deux fleurs » en 1961. Il attendra dix ans pour gagner celui des « trois fleurs ». *« En 1986,* raconte M. Billard, *grand chambardement : les choses sont prises en main par Lionel, le nouveau garde champêtre, avec qui, depuis mon élection au poste de maire, je travaille en parfaite collaboration. En ce qui concerne le fleurissement, il a les pleins pouvoirs. »* Apparemment, Lionel Pichard, dit Nono, la cinquantaine, ancien chef d'atelier en menuiserie métallique, qui s'occupe aussi du ramassage scolaire, est de taille à les assumer, lui qui s'est formé sur le tas dit passer ses loisirs à bouquiner des brochures d'horticulture et a reçu le prix du meilleur *jardinier de France et, en* 1996, la médaille d'argent du département.

GOUTTE-À-GOUTTE

Il veille maniaquement à la propreté du village, bine, sarcle, désherbe, répand les engrais, taille, imagine les compositions florales. Les photos exposées à la mairie en témoignent : en été, le bourg croule sous les fleurs, savamment disposées en bouquets, sur de minuscules parterres, le long des façades des maisons. *« Notre fleurissement est linéaire, avec des plantations de pleine terre. »* L'arrosage, fastidieux, a été amélioré en 1989, par le goutte-à-goutte. *« Nous avons posé 2,5 kilomètres de tuyaux, enfouis sous terre, qui nous font faire une énorme économie de temps, d'eau et d'argent »*, dit-il encore avec un brin de satisfaction. La commune a peu de moyens, mais consacre 15 000 francs annuels à son fleurissement, aidé en cela pour moitié par le comité des fêtes. Chaque habitant donne ce qu'il peut, environ 150 francs par an. Lionel Pichard s'occupe de tout, donne un coup de main pour conseiller et entretenir les jardins privatifs des « anciens ».

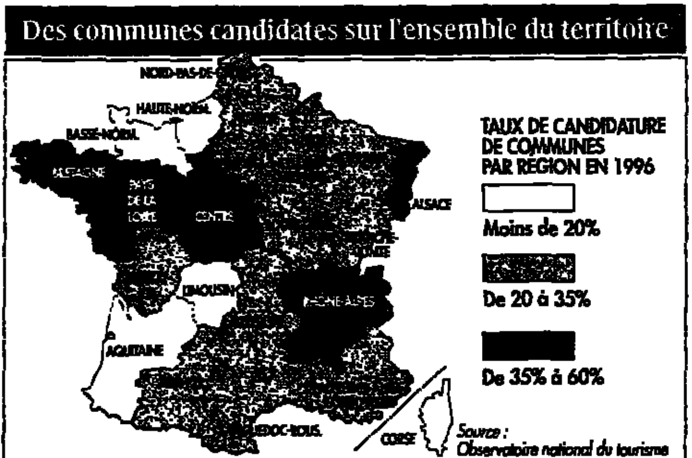
Roses, géraniums, tulipes, impatiens, œillets, etc. Sans oublier les haies d'ifs et de troènes qui courent, superbement taillés, le long des murs. Ils font la gloire du village, qui, en saison, reçoit des centaines d'admirateurs. M. Pichard est fier de l'embellissement en arceaux de la mare communale, réalisée l'année dernière et des somptueux ifs qui font comme une minuscule allée royale à la petite église. *« On se cramponne ; on n'a pas l'intention de perdre les « quatre fleurs » obtenues »*, assurent, complices, maire et garde champêtre.

L'engouement de Moutiers-en-Beauce rejoint celui des milliers de communes qui ont postulé aux prix divers de fleurissement depuis la création en 1959, du Comité national. Jacques Mougey, son président délégué insiste sur l'aspect social du fleurissement : *« Il est aberrant de fleurir uniquement les accès et le centre. Il faut fleurir tous les quartiers. Certains maires sont conscients que le fleurissement fait partie des équipements sociaux de première nécessité, qui n'impliquent pas une augmentation des budgets. »* M. Maugey entend donner une nouvelle impulsion au Comité, lui faire perdre son côté *« petites fleurettes ringard » : « Il s'agit de mieux fleurir plutôt que de fleurir plus et, surtout, en tenant compte du critère d'environnement, de faire comprendre qu'il n'y a pas de politique de fleurissement sans mise en valeur de la ville. »*

Le concours des villes et villages fleuris touche près d'une commune sur trois. En 1996, 10 567 communes y ont participé. Les maires sont incités par le comité à valoriser le cadre de vie quotidien de leurs administrés, notamment dns les quartiers en difficulté. 100 communes sont titulaires du label « quatre fleurs ». 60 d'entre elles ont le Grand Prix national, et 9 départements ont reçu le trophée du département fleuri. Sur les 16 milliards de francs dépensés l'année dernière par les communes pour leurs espaces verts, 1 milliard a été consacré au fleurissement proprement dit.

Ali Habib

Des communes candidates sur l'ensemble du territoire



Source : Observatoire national du tourisme

Le palmarès 1996 des villes et villages fleuris

Communes promues grand prix national : Forest-l'Abbaye (Somme), Le Rheu (Ille-et-Vilaine), Martigues (Bouches-du-Rhône), Rougegoutte (Territoire-de-Belfort) et Rueil-Malmaison (Hauts-de-Seine).

Trophée du département fleuri : Bas-Rhin et Côtes-d'Armor.

Les pelouses contre le chômage

ANALYSE

Demain, la qualité vaudra autant que la quantité, et la forme que le fond

Il y a trente ans, quand la croissance affichait des taux à deux chiffres, la force d'une ville se mesurait en termes d'usines nouvelles avides de main-d'oeuvre, de zones d'activités couvrant des centaines d'hectares ou de ports *accessibles aux pétroliers géants.* C'était l'âge d'or de la Datar, qui arbitrait entre les projets prestigieux et massifs qu'elle avait dans ses cartons : 1 000 emplois pour La Rochelle, une usine d'automobiles pour remédier aux pertes d'emplois du bassin charbonnier *du Nord, des terrains en* veux-tu, en-voilà dans les plaines alluviales des estuaires de la Seine, de la Loire, de la Gironde ou à Fos !

Ensuite vint l'ère des technopoles, des centres de recherche et des universités. La métropole qui n'avait pas ses experts en haute *technologie, ses terminaux* d'ordinateurs, ses sociétés de service planétaires, son quartier d'affaires avec tours en verre, ses batteries de laboratoires, serait vite mise hors course. Grenoble et Strasbourg se disputèrent le synchrotron, Nantes et Rennes se livrèrent à une rude bataille universitaire. Plus on mettait de haut diplômés sur le marché, plus le succès et la réputation, *localement, semblaient assurés.*

Nouvelles techniques, nouveaux besoins : on est passé aujourd'hui *au temps des échanges. Qui n'a* pas construit son aéroport international, sa gare de TGV, son complexe autoroutier et multimodal reste de seconde zone. Il faut pouvoir afficher sa place de carrefour, de plate-forme d'éclatement et de redistribution. La géographie triomphe. La *région* Champagne-Ardenne attend son salut de la plate-forme aéroportuaire de fret de Vatry. Le destin de la technopole du plateau de l'Arbois, au nord de Marseille, est lié à la présence d'une future gare du TGV Sud-Est.

Demain, de plus en plus, la qualité vaudra autant que la quantité, et la forme autant que le fond. L'expansion d'une cité dépendra toujours des emplois qu'elle sera capable d'offrir à ses habitants, mais aussi du pouvoir d'en attirer d'autres dans ses murs. Si elle est agréable à vivre, coquette, soignée, soucieuse de son environnement et de son habitat, vivante par l'action de ses élus et de ses associations, une ville n'aura autant d'atouts et de force de rayonnement que si elle est capable de parler puissance financière, rentrées de taxe professionnelle, chiffres d'affaires commerciaux ou bancaires.

Des *pelouses bien peignées* ne remplaceront jamais une feuille de paie, et des jardiniers consciencieux ne peuvent évidemment pas, à eux seuls, être les armes absolues contre le chômage. Mais les territoires (petits ou grands, urbains ou ruraux) bien faits – *comme* les têtes bien faites – n'ont jamais été un handicap.

François Grosrichard

Un marché, un budget et des emplois

LES FRANÇAIS sèment, plantent, tutoient bulbes, arbres et arbustes, jouent du sécateur et du râteau pour 30 milliards de francs par an. Ce « marché vert », sensiblement équivalent à celui du sport, progresse chaque année de 3,7 %, selon une étude du cabinet spécialisé France Jardin.

Parce qu'il y a une réelle demande émanant des habitants électeurs, les collectivité locales ne sont pas en reste. Les villes consacrent une part croissante de leur budget à leurs parcs et jardins. Ainsi Chartres (Eure-et-Loir) ne saurait attirer 1,5 million de visiteurs chaque année par sa seule cathédrale sans un environnement attractif. Son maire, *Georges Lemoine (PS), l'a bien compris qui* consacre 3 % du budget global de la ville – soit 11 millions de francs – aux espaces verts. Originalité : les soixante agents communaux sont intégrés dans un service dont les jardiniers produisent et plantent 300 000 fleurs chaque année.

Orléans (Loiret), elle, *consacre* près de 6 % de son budget à ses espaces verts et à son fleurissement. *« Nous n'achetons aucune plante, tout est produit sur place »*, précise-t-on à la mairie qui emploie 154 agents à ces tâches sur les 2 200 de la ville.

Prestige oblige mais aussi demande forte des habitants, le budget de la ville de Paris s'élève à *1,144 milliard de francs* – un budget à peu près constant d'une année sur l'autre – pour la gestion d'un patrimoine de 3 000 hectares.

L'école d'horticulture Du Breuil, dans le bois de Vincennes, le centre horticole d'Auteuil et un établissement de production de 44 hectares situé sur les communes de Rungis et de Fresnes (Val-de- Marne) contribuent à l'effort du service des parcs, jardins et espaces verts de la capitale. Depuis 1977, Paris s'est enrichi de 150 jardins, soit 140 hectares de verdure.

Du personnel ouvrier aux professeurs de l'école Du Breuil en passant par le personnel technique et administratif, Paris emploie 2 832 personnes dans ce secteur. *Un chiffre révélateur des* « emplois verts » ainsi créés par les collectivités en France, quels que soient leurs moyens financiers, en fonction de considérations singulières. Ainsi, à titre d'exemple – le phénomène est visible ailleurs dans la Loire ou dans le Nord-Pas-de-Calais – la ville de Longwy (Meurthe-et-Moselle) a-t-elle mobilisé une nombreuse main-d'œuvre pour planter quelque 300 000 arbres sur les anciennes friches de la sidérurgie. But : casser une image négative, rendre le site accueillant aux futurs investisseurs, séduire le personnel d'encadrement.

Jean Menanteau

Les « trois fleurs » de Vénissieux

LYON
de notre correspondant régional

Les jonquilles brillent comme des soleils sur l'avenue Maurice-Thorez. C'est aussi le printemps aux Minguettes, et les plantations colorent les rues et les places. Vénissieux affiche, depuis 1989, « trois fleurs » au palmarès des villes fleuries. Comme pour les *toques ou les étoiles des restaurateurs,* c'est une consécration et un clin d'œil parfumé d'une commune de banlieue trop souvent associée aux chroniques du mal de vivre.

Vénissieux a aussi décroché, en 1996, aux Floralies de Mâcon, le premier prix des villes de plus de soixante mille habitants. Derrière ces récompenses, il y a quatre-vingt-cinq employés *municipaux* et près de 20 millions de francs de budget annuel. Vénissieux, c'est 1 500 hectares, dont 600 d'espaces verts. La municipalité entretient 170 hectares de parcs, de squares, d'abords, d'arbres et de plantations. *« C'est un travail permanent, il faut veiller sans cesse sur ce patrimoine »*, explique François Roux, ingénieur horticole *responsable* du service espaces verts de la commune.

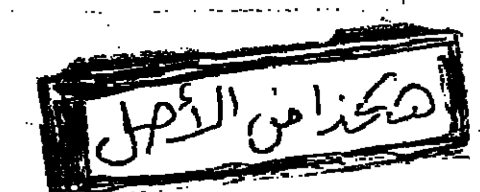
Avec François Roux comme guide, la visite de Vénissieux, du vieux bourg jusqu'au plateau de la ZUP, est semée de fleurs, de végétaux, d'arbustes. Dans le parc des Minguettes, il montre les premières espèces d'arbres rares du futur arboretum. Les cèdres plantés au moment de la construction des Minguettes *ont maintenant* fière allure. M. Roux surveille aussi, de près, ce qu'il appelle *« les délaissés »*, ces espaces en attente d'urbanisation et que son service *« végétalise », « pour cacher la tristesse d'un mur »*.

LA CRAINTE D'ÉCONOMIES

« Nous cherchons avant tout à diversifier le paysage », souligne-t-il. Ce choix est aussi le fruit d'une contrainte, la nécessité de réaliser des économies, notamment sur l'arrosage : l'eau représente un cinquième du budget de fonctionnement annuel du service.

Selon un récent sondage réalisé par la municipalité, les Vénissians se sont déclarés, à 87 %, satisfaits de l'environnement et de la *qualité de la vie. « Nos efforts sont très bien ressentis par la population,* estime Michel Perret, l'adjoint *chargé de ce secteur. Il est essentiel pour les habitants des logements sociaux qui ne disposent pas toujours de balcon de pouvoir profiter de plantations aux pieds des tours. »* Mais il craint que la commune, confrontée comme toutes les villes, à de sérieuses difficultés de ressources, ne taille dans le budget espaces verts : *« Certains élus me disent que, finalement, « deux fleurs » suffiraient à Vénissieux. Pourtant, « trois fleurs », c'est important pour l'image de la cité. »* C'est en juin que le jury des Villes fleuries viendra apprécier sur place.

Bruno Caussé



Les nouvelles victoires de Toulon

LA FRANCE DU FRONT

Fin d'une enquête en quatre épisodes sur une résistible ascension

DANS son appartement de la cité des Œillets, Faïma se balade en robe de chambre et se moque d'une de ses copines qui n'arrive pas à faire ses courses avec 500 francs par semaine. *« Tu te rends compte 500 francs !* raconte-t-elle à une voisine. *Je lui ai dit qu'elle savait pas se débrouiller. Moi, j'ai trois enfants, je m'en sors avec moins. Elle doit acheter des surgelés. »*

Elle sourit, et il lui manque une dent devant. Elle crie, en levant les bras : *« Moi, je suis la fierté de la France, faut pas salir mon pays. »* Aux Œillets, à Toulon, on a entassé les Arabes et les gitans. *« C'est pas Le Pen, ni Le Chevallier, l'actuel maire de Toulon, qui nous ont mis ici en attendant qu'on se mange entre nous. »* Mais elle sait qu'il y a maintenant danger. Parfois, les *« minots »*, les tout-petits, prennent plaisir à narguer les militants de gauche ou les éducateurs qui font des incursions dans la cité. Ils leur crient *« Front national ! Front national ! »*, eux, les petits Français enfants d'immigrés. En même temps, ça leur fait du bien aux béni-oui-oui, se dit Faïma. *« Entre le diable et les anges du diable, je préfère le diable, on sait à qui on a à faire. Les autres sont des faux-culs. Ça fait des années qu'ils font semblant d'être avec nous. Le mensonge, c'est quotidien chez eux, à la fin ils ne s'en rendent même plus compte. Ils ont toujours préféré qu'on tende la main plutôt qu'on se lève.»* Elle dit que plus personne ne pourra les arrêter, elle et ses copines. *« Le peuple s'est réveillé ! »*, plaisante-t-elle.

Un jour, Faïma et ses voisines *« analphabètes »* se sont décidées. *« Les hommes politiques nous donnent des miettes, on est dans la merde et on ne veut même pas qu'on la ramasse nous-même. Moi, j'ai peur pour mes minots »*, dit-elle. Les militants de quartier se contentent d'avoir *« autorité sur nous les illettrées, de nous faire baisser les bras. En attendant, ce ne sont pas eux qui ont les gamins qui trainent en bas de la cité, le dos au mur en train de fumer. »* Faïma et ses voisines n'ont rien demandé. Rédiger les statuts de l'association leur a pris trois mois. *« On ne savait rien, on avait l'impression d'accoucher. Après, on était fières, on a fait le tour de Toulon, avec nos papiers. On disait : regardez, on a notre association ! »* L'association s'appelle « SOS HLM».

Dans la cité, qu'ils soient gitans ou Maghrébins, certains habitants n'ont pas échappé à la tradition de s'inféoder au nouveau pouvoir en place à la mairie. *« Du temps de l'ancienne mairie, c'était déjà comme ça. Certains ont des emplois communaux, ils se sentent obligés de prendre leur carte pour garder leur place »*, explique une voisine de Faïma. Faïma pense qu'on n'a *« pas le droit de se vendre pour un bout de pain »*, alors elle les engueule. *« Faut pas oublier ce qu'ils ont fait dans les années 40 ! »*, leur dit-elle.

« Il y a des familles qui ont vu le FN gagner les élections. Pour elles, c'était naturel de prendre sa carte FN pour l'appartement. Quand vous ne savez même pas que vous avez le droit de garder votre logement en HLM quand le maire change, que c'est un vrai droit, qu'est-ce que vous faites ? » Faïma dit : *« Moi, personne ne m'a réveillée. Ma conscience est née toute seule et maintenant, je découvre qu'on a plein de droits. »* Et elle éclate de rire : *« C'est incroyable, tous les droits qu'on a ! »* Elle appelle les ministères, va dans les administrations, fait le siège des huissiers à la préfecture. Elle répète la même chose : *« On a des droits, pourquoi vous ne nous les dites pas ? »* Un huissier lui aurait répondu un jour, assez amusé : *« Parce que ça ferait longtemps qu'on aurait mis la clé sous la porte. »*

A la mairie, Jean-Marie Le Chevallier reçoit dans son bureau en sirotant une bière. Sur le mur, une peinture représente le port de Toulon avant la guerre, avec ses façades provençales et colorées. *« C'était comme Saint-Tropez avant le bombardement des Alliés »*, regrette le Breton exilé. C'est vrai qu'il y a des adhésions FN dans les cités et chez les communaux. *« On dit qu'il y aurait 700 adhérents sur nos 3 400 agents »*, croit savoir le maire. Quant aux Toulonnais d'origine immigrée, le maire s'arrondit : *« Moi, j'aime les gens, je souhaite que les gens soient heureux. On vient tous de quelque part. Ce qui est angoissant, c'est le nombre. »* Les Français d'origine immigrée, Jean-Marie Le Chevallier les appelle *« les bi-nationaux»* : *« Je cherche à leur faire savoir ce que nous sommes. On nous présente comme des affreux alors que notre discours n'est pas dirigé contre eux, mais contre les politiques d'immigration depuis 1974. »*

En même temps, ces « immigrés » il faut bien les *« inciter à respecter nos usages et les assimiler. C'est évidemment bien difficile »*. Le maire explique que, quand vous avez *« les effets conjugués du déracinement, de la misère, de la difficulté ou d'un refus de s'assimiler »*, n'importe quelle exacerbation par des éléments extérieurs est possible. *« La révolution iranienne s'est faite depuis la banlieue parisienne. Alors maintenant, avec les paraboles... »*.

> « Nous, les commerçants, si on n'avait pas les Arabes, qui sont restés dans le centre, on mettrait la clé sous la porte »

« A force d'avoir tiré sur le centre-ville, ils ont réussi à le tuer », résume un patron de café-PMU du cours Lafayette, la grande rue historique. Les mots de la campagne électorale du Front national avaient incendié ces quartiers. On y avait dénoncé pêle-mêle le marché – quotidien – car on y voyait un « souk », une grande insécurité, une *« invasion »* d'immigrés. La mairie a réussi à chasser plusieurs vendeurs africains. Mais les cours de l'immobilier ont chuté, le Palais des congrès a un « problème d'image » pour ne pas dire de faillite.

« Il y a encore deux ans, les gens de tous les quartiers venaient dans le centre, raconte le cafetier. *Ils ont réussi à contaminer les esprits. Les Toulonnais ont sans doute peur. Nous, les commerçants, si on n'avait pas les Arabes qui sont restés dans le centre, on mettrait la clé sous la porte. »* Le patron de bar estime la chute de son chiffre d'affaires à 10 % en un an. Le Front national a gagné. La ville s'est partagée. Il reste les immigrés dans le centre. Ce qui confirme les convictions de Victor, propriétaire d'une boutique de bricolage et *« électeur actif »* du Front national : *« Dans trois ans, ils vont tenir tout le quartier. C'est la preuve que le Front avait raison. »* Victor pense qu'avec *« tous les enfants qu'ils font »*, ils seront majoritaires en France en 2010. *« C'est mathématique, le pays sera comme aux Etats-Unis. Il y aura des villes françaises et d'autres musulmanes. Si ça se trouve, nous, on sera à Cannes et eux, resteront à Toulon. »*

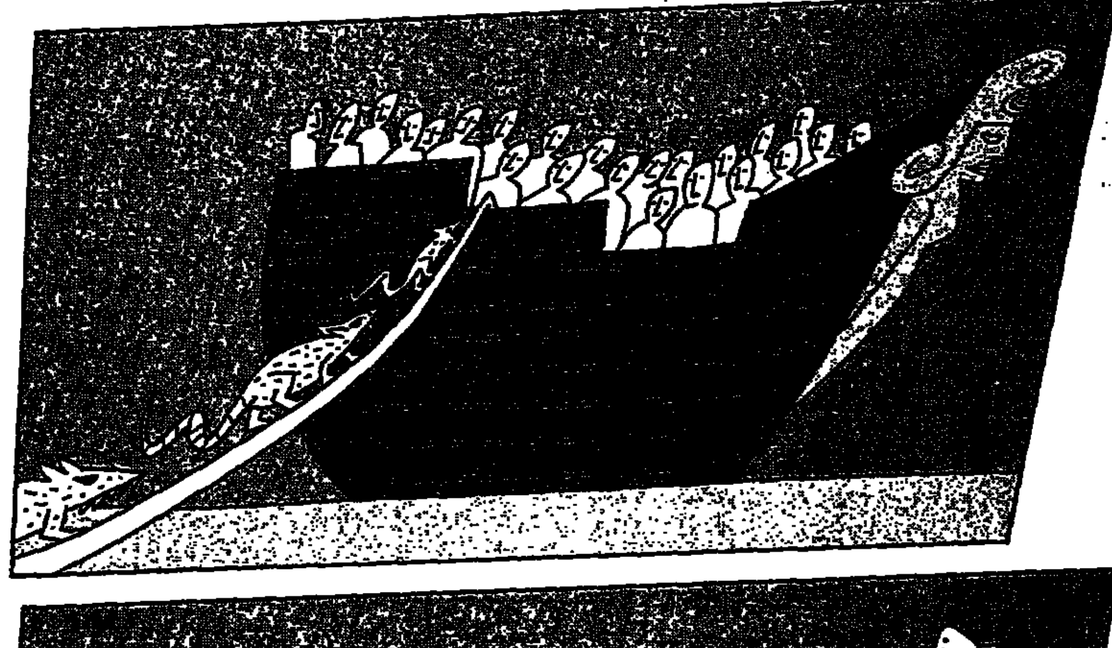
SUR le plan de la gestion municipale, il a fallu s'habituer à voir l'Association des amis des chats encouragée financièrement et la Fédération des œuvres laïques ou Aides mis à l'index. Un tarif réduit pour les chômeurs et RMistes a été institué, les maisons de quartier et le travail de proximité ont été développés. La grande affaire de la mairie est de convaincre aujourd'hui qu'elle peut, sur un simple coup de fil, remplacer une dalle d'égout, nettoyer des gravats ou réparer un éclairage public.

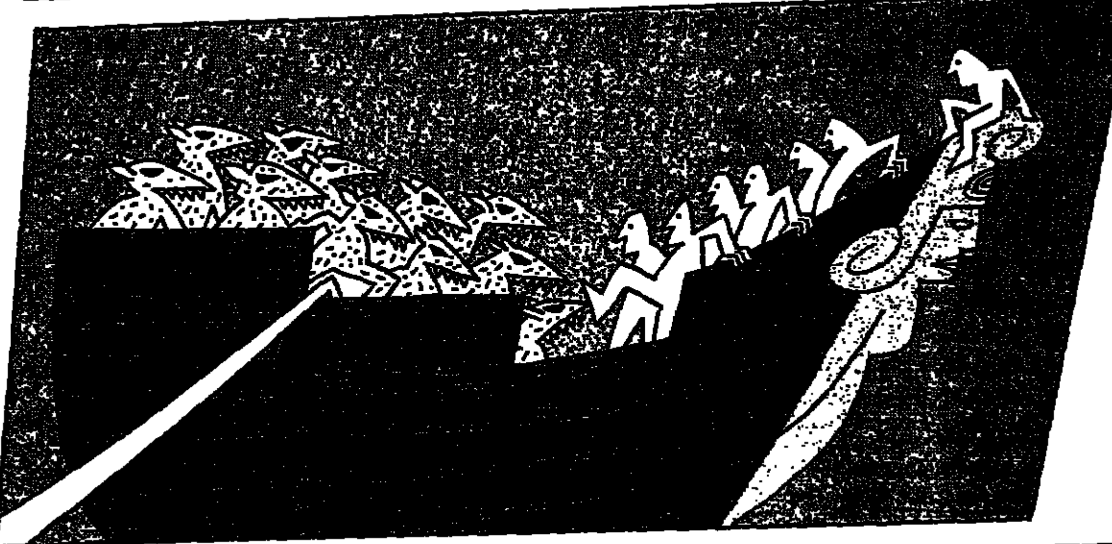
A son arrivée au pouvoir, l'équipe du FN semble n'avoir fait aucune distinction ethnique pour attribuer deux cents logements qui étaient vacants, si l'on en croit les associations. De même, lorsque la structure d'animation de la ville a été remplacée par la *« Jeunesse Toulonaise »*, dirigée par la femme du maire, Cendrine Le Chevallier, conseillère municipale, le personnel socio-culturel n'a pas été aussi malmené qu'on pouvait s'y attendre. Des animateurs de quartier maghrébins ont été maintenus, ce qui posait des dilemmes chez ces derniers. *« Fallait-il continuer à travailler dans l'intérêt des quartiers ? »*, se sont interrogés certains. D'autres se sont déculpabilisés en disant : *« Oui, je travaille pour le Front national et je vous emmerde. »*

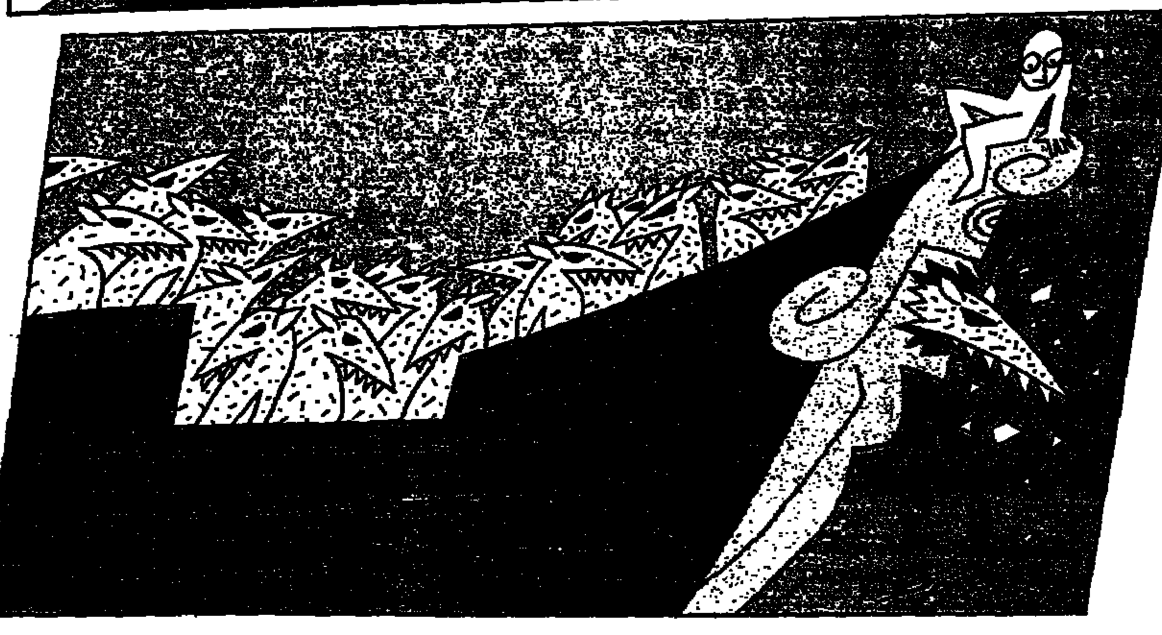
Aujourd'hui, il est de moins en moins facile de distinguer la vie publique de la vie politique. Le siège du FN est adjacent à la mairie, le Renouveau étudiant, organisation du FN, emprunte le sigle de la ville. Les comités d'intérêt local, officiellement des lieux de rencontre des habitants des quartiers, semblent *« travaillés »* par des militants. Difficile aussi de séparer la vie de famille de la vie municipale puisque les épouses du maire et d'un adjoint sont, elles aussi, élues. Plusieurs enfants d'élus sont entrés dans les cabinets d'autres élus. L'équipe au pouvoir demeure cependant très réactive à son opinion locale. Une hausse brutale des tarifs de cantine mal ressentie et la municipalité recule. *« Il faut reconnaître qu'on est un peu désemparé. La ville était tellement en faillite que, petit à petit, ils sont en train de la faire refonctionner, tout le monde trouve ça déjà extraordinaire »*, reconnaissent leurs adversaires. L'enjeu semble ailleurs. Il y a une autre prise de pouvoir du Front national : elle est dans la rue.

Brigitte, âgée de 18 ans, écoute un de ses copains lui raconter qu'il ne faut pas avoir peur : *« Attends, on est encore en démocratie. Dépose plainte. »* Elle a fait comme de nombreux jeunes aujourd'hui à la sortie du lycée. *« J'ai décollé une affiche toute fraîche du FN – Y a des périodes où ils collent tous les deux jours –. J'ai entendu une voiture arriver sur le trottoir derrière moi, un mec m'a bousculée et a frappé mon copain en disant :* "Toulon, c'est Toulon, c'est une ville FN. Des fascistes, si voulez en voir, vous allez en voir". »

Au début du mois, dans les mêmes circonstances à la sortie d'un autre lycée, trois jeunes ont reçu à la figure un produit contenant de l'ammoniaque. Sur la plage du Mourillon à Toulon, on a ajouté sur la pancarte « Plage interdite aux chiens même tenus en laisse » le mot *« Arabes »*. Il est courant d'entendre certains fustiger des hommes ou des femmes maghrébins qui se retrouvent et discutent sur le marché : *« Regardez-les, ils prennent toute la place. »* Un tabou a été levé depuis la victoire aux municipales. *« Dans les bus, à la caisse d'un supermarché, on entend des choses hallucinantes. Les gens en sont arrivés à dire :* "Il faudrait les tuer" », confirment de nombreux Toulonnais. Samira, elle, attendait son tour dans un fast-food, ses enfants sont venus la rejoindre quand une femme derrière elle s'exclame excédée : *« Ben, quand y a de la gène, y a pas de plaisir. »* Samira lui précise que ce sont ses enfants quand la femme lui jette quatre mots et un regard : *« Espèce de sale juive »*. *« J'étais complètement interloquée. Je lui réponds :* "D'abord je suis Arabe mais moi, j'ai des amis juifs et vous vous êtes une facho". *Les gens derrière disaient :* "Bon, nous on a faim, avancez, on n'en a rien à foutre". *La fille du fast-food me suppliait d'arrêter, sinon elle allait avoir des ennuis avec son patron. »*





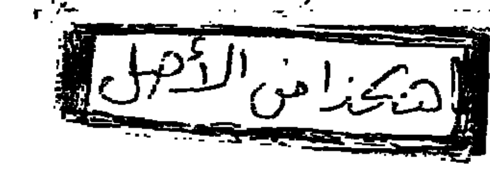


VICTOR, le commerçant, électeur du FN, pense que *« si on n'a pas les ratonades qu'on a connues il y a vingt ans, c'est que le Front national est bien représenté. Les gens, aujourd'hui, ils peuvent s'exprimer autrement que par la violence »*. Samira ne sait plus comment faire maintenant avec les enfants : *« Quand je reçois une injure raciste, si je me tais, je leur donne l'image d'une femme qui baisse les bras. Si je réagis, je donne le spectacle de quelqu'un qui se dispute tout le temps. »*

Dans son appartement-bureau de « SOS HLM », Faïma s'apprête à organiser son *« challenge contre la drogue »*. Elle a déjà maté un petit meneur du quartier : *« J'en ai fait un meneur du bien : bénévole à l'association – et tous ses copains se foutaient de sa gueule –, maintenant il est en formation pour être animateur. »* Elle a noué des contacts avec les mères des quartiers nord de Marseille qui luttent elles aussi contre la toxicomanie. Elle fait l'écrivain public, monte des dossiers de formation, ne veut pas de subvention car elle n'a pas *« envie d'être une marionnette »*.

Depuis peu, des professeurs de lycée lui rendent visite. Les femmes, engagées dans le mouvement de résistance contre le Front national, réalisaient qu'au-delà de Châteauvallon, il fallait *« être désormais sur le terrain social »*. Elles envisagent de recruter des collègues pour donner des cours d'instruction civique, de répondre aux demandes de Faïma. Celle-ci trouve que ce serait bien *« un truc sur le Parlement. Expliquer ce que c'est qu'ce bordel, avec les législatives l'année prochaine »*. Elle fait une dernière recommandation : *« N'oubliez pas les filles, trouvez-nous des gens qui sachent nous parler à nous, les illettrées ! »*

Dominique Le Guilledoux
Dessin de Serguei



Sept règles pour aider à la diffusion des idées racistes en France

par Jacques Rancière

LA diffusion des idées racistes en France semble être aujourd'hui une priorité nationale. Les racistes s'y emploient, ce qui est la moindre des choses. Mais l'effort des propagandistes d'une idée a des limites, en un temps où l'on se méfie des idées, et il a souvent besoin, pour les dépasser, du concours de ses adversaires. Là est l'aspect remarquable de la situation française : hommes politiques, journalistes et experts en tout genre ont su trouver ces dernières années des manières assez efficaces de faire servir leur antiracisme à une propagation plus intense des idées racistes. Aussi bien toutes les règles énoncées ici sont-elles déjà employées. Mais elles le sont souvent d'une manière empirique et anarchique, sans claire conscience de leur portée. Il a donc paru souhaitable, afin d'assurer leur efficacité maximale, de les présenter à leurs utilisateurs potentiels sous une *forme explicite et systématique*.

Règle 1. – Relevez quotidiennement les propos des racistes et donnez-leur le maximum de publicité. Commentez-les abondamment, interrogez incessamment à leur propos grands de ce monde et hommes de la rue. Supposons par exemple qu'un leader raciste, s'adressant à ses troupes, laisse échapper qu'il y a chez nous beaucoup de chanteurs qui ont le teint basané et beaucoup de noms à consonance étrangère dans l'équipe de France de football. Vous pourriez considérer que cette information n'est vraiment pas un scoop et qu'il est banal, au surplus, qu'un raciste, parlant à des racistes, leur tienne des propos racistes. Cette attitude aurait une double conséquence fâcheuse : premièrement, vous omettriez ainsi de manifester votre vigilance de tous les instants face à la diffusion des idées racistes ; deuxièmement, ces idées elles-mêmes se diffuseraient moins. *Or l'important* est qu'on en parle toujours, qu'elles fixent le cadre permanent de ce qu'on voit et de ce qu'on entend. Une idéologie, ce n'est pas d'abord des thèses, mais des évidences sensibles. Il n'est pas nécessaire que nous approuvions les idées des racistes.

Il suffit que nous voyions sans cesse ce qu'ils nous font voir, que nous parlions sans cesse de ce dont ils nous parlent, qu'en refusant leurs « idées » nous acceptions le donné qu'elles nous imposent.

Règle 2. – N'omettez jamais d'accompagner chacune de ces divulgations de votre indignation la plus vive. *Cette règle est très importante* à bien comprendre. Il s'agit d'assurer un triple effet : premièrement, les idées racistes doivent être banalisées par leur diffusion incessante ; *deuxièmement, elles doivent être* constamment dénoncées pour conserver en même temps leur pouvoir de scandale et d'attraction ; troisièmement, cette dénonciation doit elle-même apparaître comme une diabolisation, qui reproche aux racistes de dire ce qui est pourtant une banale évidence. Reprenons notre exemple : vous pourriez considérer comme anodin le besoin où est M. Le Pen de faire remarquer ce que tout le monde voit à l'oeil nu, que le gardien de l'équipe de France a la peau bien noire. Vous manqueriez ainsi l'effet essentiel : prouver qu'on fait aux racistes un crime de dire une chose que tout le monde voit à l'œil nu.

Les racistes ne vous en demandent pas plus : reconnaître que leur problème est bien un problème et « le » problème. Mais tout cela ne fait pas un problème « immigrés » pour la simple raison qu'« immigré » est une notion floue qui recouvre des catégories hétérogènes

Règle 3. – Répétez en toutes circonstances : il y a un problème des immigrés qu'il faut régler si on veut enrayer le racisme. Les racistes ne vous en demandent pas plus : reconnaître que leur problème est *bien un problème et « le » problème*. Des problèmes avec des gens qui ont en commun d'avoir la peau colorée et de venir des anciennes colonies françaises, il y en a en effet beaucoup. Mais tout cela ne fait pas un problème immigrés, pour la simple raison qu'« immigré » est une notion *floue* qui recouvre des catégories hétérogènes, dont beaucoup de Français, nés en France de parents français. Demander qu'on règle par des mesures juridiques et politiques le « problème des immigrés » est demander une chose parfaitement impossible. Mais, *en le faisant, premièrement*, on donne consistance à la figure indéfinissable de l'indésirable, deuxièmement, on démontre qu'on est incapable de rien faire contre cet indésirable et que les racistes seuls proposent des solutions.

Règle 4. – Insistez bien sur l'idée *que le racisme a lui-même une base* objective, qu'il est l'effet de la crise et du chômage et qu'on ne peut le supprimer qu'en les supprimant. Vous lui donnez ainsi une légitimité scientifique. Et comme le chômage est maintenant une exigence structurelle de la bonne marche de nos économies, *la* conclusion s'en tire tout naturellement : si on ne peut supprimer la cause *« profonde »* du racisme, la seule chose à faire est de lui supprimer sa cause occasionnelle en renvoyant les immigrés chez eux par des lois racistes sereines et objectives. Si un esprit superficiel vous objecte que divers pays ayant des taux de chômage *voisins n'ont pas de débordements* racistes comme chez nous, invitez-le à chercher ce qui peut bien différencier ces pays du nôtre. La réponse va de soi : c'est qu'ils n'ont pas comme nous trop d'immigrés.

Règle 5. – Ajoutez que le racisme est le fait des couches sociales fragilisées par la modernisation économique, des attardés du progrès, des *« petits Blancs »*, etc. Cette règle complète la précédente. Elle a l'avantage supplémentaire de montrer que les antiracistes ont, pour stigmatiser les *« arriérés »* du racisme, les mêmes réflexes que ceux-*ci à l'égard des « races inférieures »* et de conforter ainsi ces *« arriérés »* dans leur double mépris pour les races inférieures et pour les antiracistes des beaux quartiers qui prétendent leur faire la leçon.

Règle 6. – Appelez au consensus de tous les hommes politiques *responsables contre les propos* racistes. Invitez sans trêve les hommes du pouvoir à s'en démarquer absolument. Il importe en effet que ces politiciens reçoivent le brevet d'antiracisme qui leur permettra d'appliquer avec fermeté et d'améliorer, si besoin est, les lois racistes destinées, bien sûr, à enrayer le racisme. Il importe aussi que l'extrême droite raciste apparaisse comme la seule force conséquente et qui ose dire tout haut ce que les autres pensent tout bas ou proposer franchement ce qu'ils font honteusement. Il importe enfin qu'elle apparaisse être, pour cela seul, victime de la conjuration de tous les *gens en place*.

Règle 7. – Demandez des nouvelles lois antiracistes qui permettent de sanctionner l'intention même d'exciter au racisme, un mode de scrutin qui empêche l'extrême droite d'avoir des sièges au Parlement et toutes mesures du même ordre. D'abord, *des lois répressives* peuvent toujours resservir. Ensuite, vous prouverez que votre légalité républicaine se plie à toutes les commodités des circonstances. Enfin, vous consacrerez les racistes dans leur rôle de martyrs de la vérité, réprimés pour délit d'opinion par des gens qui font les lois à leur convenance.

Il s'agit, en bref, d'aider la diffusion du racisme de trois manières : en divulguant au maximum sa vision du monde, en lui donnant la palme du martyre, en montrant que seul un racisme propre peut nous *préserver du racisme sale. On s'emploie* déjà, avec des succès appréciables, à cette triple tâche. Mais, avec de la méthode, on peut toujours faire mieux.

Jacques Rancière *est professeur de philosophie à l'université Paris-VIII.*

Les dangers de la parité intégrale

par Emmanuel Désveaux

IMPOSER la parité hommes-femmes en politique ? L'idée n'est pas nécessairement mauvaise. Elle semble seulement poser de redoutables problèmes.

A quel niveau cette parité doit-elle être instaurée ? Avant les élections, au niveau du recrutement des candidats par les partis, chacun d'entre eux se trouvant dans l'obligation de soumettre un nombre égal d'hommes et *de femmes (ou de femmes et* d'hommes pour ne froisser aucune sensibilité) au suffrage des citoyens ? Dans ce cas, le système électoral devra être régi par la proportionnelle intégrale dont on connaît par ailleurs les effets extrêmement délétères sur l'exercice même de la démocratie.

Ou bien l'électeur devra-t-il choisir deux candidats, un de chaque sexe ? Ainsi, par exemple en ce qui concerne l'Assemblée nationale, on diviserait le nombre des circonscriptions par deux et chacune d'entre elles serait représentée par un couple de députés ? Ce cas de figure, pour artificiel qu'il puisse paraître à première vue, a le mérite de mettre à nu *les multiples apories de la parité en* politique. On sait en effet que les femmes sont plus nombreuses que les hommes parmi les populations générale et, plus encore, électorale. L'exigence de stricte parité ne peut donc être satisfaite de façon cohérente. Après tout, dans un souci de juste représentation, ne devrait-on pas avoir obligatoirement un peu plus de députés féminins que masculins ?

Pourquoi – objection plus fondamentale – les citoyens, qui en tant qu'électeurs sont des entités asexuées (serait-ce depuis 1945 seulement), devraient-il voter pour des délégués qui le seraient ? Pourquoi – et comment – enfin, contraindre un électeur appartenant à un sexe de voter pour un candidat du sexe opposé, si le premier, entrant dans la logique de la représentation sexuée, alors faite sienne par l'Etat, décide que, tout compte fait, il ne saurait légitimement se considérer représenté par le second ? Il n'y aura alors pas d'autres solutions que de constituer des listes électorales distinctes. *Les individus ne voteraient que pour* les candidats de leur propre sexe... conformément à une logique de séparation politique (au sens étymologique) des sexes.

D'un point de vue pratique, cette ultime option aura en toute logique des répercussions sur l'exécutif, soit un redoublement généralisé du personnel politique. Nous aurons donc deux premiers ministres ou deux présidents de la République, l'un masculin, l'autre féminin. Lequel s'intéressera le plus aux relations extérieures, lequel aux déficits de la sécurité sociale ? On imagine les *scènes de ménage au sommet*. Par un curieux renversement, tandis que le couple tend à s'effacer en tant qu'instance référentielle absolue de la vie privée, il serait rétabli en pleine gloire *au coeur de notre vie publique...*

Plus graves sont les conséquences d'une telle inconséquence d'un point de vue ontologique, puisqu'elles saperaient l'unité de l'espèce, fondement de la citoyenneté. Nous sommes parvenus (à peu de choses près) à une non-reconnaissance « *sociétiale* » de la différenciation sexuelle dans pratiquement tous les domaines, à l'exclusion de l'usage des toilettes dans les lieux publics. Mais cette limite est significative : nous *sommes parvenus à refléter cette* réalité selon laquelle la différence des sexes est uniquement une différence de nature. Reste toutefois que c'est cette différence qui permet la reproduction de la totalité sociale, composée jusqu'à nouvel ordre de deux sexes. Bien sûr, lorsque, grâce aux progrès combinés de la médecine et de la conscience, les sexes pourront se reproduire chacun de leur côté, alors il sera effectivement temps d'instaurer par les textes une démocratie paritaire... L'humanité aura progressé grandement par rapport à l'androgynie originelle que décrit Platon dans *Le Banquet* : elle se sera scindée en deux sous-espèces distinctes. Mais en attendant ce meilleur des mondes, encourageons plutôt les trop rares femmes tentées par l'aventure politique à s'y engager pleinement. Nul doute qu'il faille faire preuve d'imagination en ce domaine. Des quotas provisoires me paraissent une solution acceptable, pour autant que l'on s'assure justement de leur caractère éphémère. En attendant, citoyen de base, je suis disposé à voter aussi bien pour une femme que pour un homme si je suis convaincu qu'elle sera la personne la plus apte, une fois élue, à défendre mes options politiques et ce que je pense être la *meilleure conciliation de mes intérêts* personnels avec ceux de mes concitoyens et... de mes concitoyennes.

Emmanuel Désveaux *est maître de conférences à l'Ecole des hautes études en sciences sociales (EHESS).*

La journée des dupes

par Alain Minc

VICTOIRE des quotas : en laissant, inconsciemment ou non, le monopole de la discussion aux seules femmes, nous avons avalisé l'idée que l'enjeu était le leur, qu'elles *seules étaient habilitées à discuter* des conditions de leur propre citoyenneté. Nous, les hommes, si prompts à entrer dans le débat public, nous sommes bien silencieux. Notre retenue n'est ni une manifestation de galanterie ni une forme de respect à l'égard d'une « majorité opprimée » : elle porte, à sa manière, des relents de discrimination.

Qu'on permette donc à un homme, au nom du droit à l'égalité des femmes, de contester l'idée même des quotas ! Le diagnostic est limpide : dans une société ou, cahin-caha, les femmes trouvent progressivement la place qui leur revient, le monde politique, qui devrait anticiper sur l'évolution sociale, apparaît comme un continent pétrifié. Au lieu de préfigurer dans son fonctionnement ce que la société pourrait devenir, il en constitue *la composante la plus archaïque* et la plus misogyne. Situation évidemment indigne !

Puisque nul ne peut, dans ces conditions, tabler sur une dynamique naturelle, forcer le destin est un impératif. De là, nous le savons, l'idée qui s'est progressivement *imposée* à rebours de la tradition historique française, d'instaurer constitutionnellement des quotas en faveur des femmes. Quant au codicille, suggéré par le premier ministre, de les établir, pour une période provisoire de dix ans, c'est une pure concession de forme aux tenants de la tradition républicaine : le précédent aura été créé, le provisoire sera devenu définitif. Cette amodiation est d'ailleurs un aveu : elle témoigne de la conscience que tout observateur a d'ouvrir la boîte de Pandore. A un moment où la cohésion nationale aurait été plus forte, l'identité du pays plus sûre d'elle-même, peut-être cette entorse à notre modèle aurait-elle pu s'envisager avec de moindres riques. Mais, avec, pour toile de fond, le communautarisme qui rôde, les aspirations à des droits particuliers qui s'affirment, l'affaiblissement du contrat social, comment sérieusement envisager que les *quotas demeureront durablement* l'apanage des seules femmes ? Au nom de quels principes refuser à d'autres ce qui sera devenu une règle constitutionnelle ? Grâce à quels garde-fous ?

Si cette voie, si détestable soit-elle, était la seule praticable, peut-être faudrait-il passer outre à nos réticences. Mais chacun sait qu'il en existe une autre, susceptible d'améliorer, de surcroît, le *fonctionnement même* de notre système politique : une réglementation drastique du cumul des mandats, ou, pour être plus exact, des fonctions.

Avec, pour toile de fond, le communautarisme qui rôde, comment sérieusement envisager que les quotas demeureront durablement l'apanage des seules femmes ?

Dans une société où les femmes ont enfin le vent en poupe, elles seraient évidemment les premières à bénéficier de l'appel d'air *que connaîtrait la classe* politique et à s'engouffrer dans l'espace qui leur serait ouvert. Cette démarche-là a pour elle la force de l'évidence.

Pourquoi ne parvient-elle pas à s'imposer ? La classe politique n'aurait-elle pas vu, dans les quotas, le moyen de faire la part du feu et de repousser aux calendes grecques une réforme, le non-cumul des fonctions, qui la bouleverserait et l'obligerait à un *aggiornamento* redouté ?

Ainsi, sans le vouloir, les militants des quotas deviennent les victimes d'un jeu de rôles qui permet aux appareils politiques, sous couvert de progressisme, de protéger leur pré carré.

Dans un monde complexe qui fait, de plus en plus souvent, des effets pervers le principal instrument du changement, les quotas constituent malheureusement un cas d'école. Ils représentent, à l'échelle d'un pays entier, la pire « journée des dupes ». Est-il en*core temps d'éviter l'irréparable ?*

Alain Minc *est président d'AM Conseil.*

Citoyens, masculin pluriel

par Suzanne Citron

DANS le débat sur les quotas féminins sont invoqués, pour les cautionner ou pour les contester, les textes fondateurs de la citoyenneté française depuis 1789. L'universalité est revendiquée comme marque spécifique de l'identité française. *De l'une à l'autre des quinze* Constitutions de la France, des formules clés ont en effet été transmises.

Celle de l'unité et de l'indivisibilité vient en premier. Appliquée en 1791 au royaume, à la souveraineté, à la royauté, la notion est transférée à la République en 1792. L'indivisibilité, reprise du vocabulaire de la Révolution, reste mentionnée dans les Constitutions de la IVe et de la Ve Républiques. (*« La France est une République indivisible, laïque, démocratique et sociale »*). La rhétorique de l'unité et de l'indivisibilité, transmise jusqu'à nous, est donc un produit de la culture politique des révolutionnaires, formés dans le moule idéologique de la monarchie absolue.

Un deuxième postulat, explicite pour les monarques, *implicite* pour les citoyens, accompagne celui de l'indivisibilité : le souverain est masculin. La Constitution de 1791 précisait que la royauté (*« indivisible »*) est *« déléguée héréditairement à la race régnante de mâle en mâle, par ordre de progéniture, à l'exclusion perpétuelle des femmes et de leur descendance »*. La formule fut reprise à l'identique dans le sénatus-consulte organique de l'an XII. Un demi-siècle après, le sénatus-consulte du 7 novembre 1852 confirmait : *« La dignité impériale est héréditaire dans la descendance directe et légitime de Louis-Napoléon Bonaparte, de mâle en mâle, par ordre de progéniture, et à l'exclusion perpétuelle des femmes et de leur descendance. »*

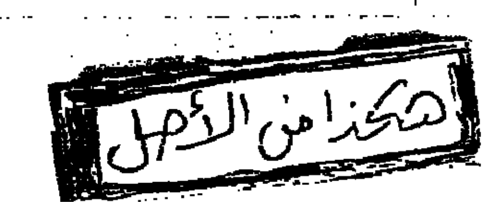
L'exclusivité masculine de la citoyenneté n'est, elle, jamais affirmée comme telle, mais elle est sous-jacente aux textes. Dans la langue française le pluriel masculin peut inclure le *féminin* et le mot « homme » désigne soit le mâle soit l'humanité mixte. Mais en 1791, derrière les citoyens au pluriel il n'y a, en fait, que du masculin. On lit à propos de *« l'état de citoyen » : « Ceux qui, nés hors du Royaume de parents étrangers, résident en France, deviennent citoyens français après cinq ans de domicile continu dans le Royaume, s'ils y ont, en outre, acquis des immeubles ou épousé* une Française *(je souligne) ou formé un établissement d'agriculture ou de commerce... »* Les femmes sont appelées « citoyennes », certaines n'échapperont pas à la guillotine, mais constitutionnellement elles ne s'inscrivent que dans une énumération d'objets.

Il faudra attendre que les femmes aient enfin accédé à l'électorat en 1944 pour que l'existence des sexes soit reconnue dans la Constitution (1946). Dans les débats actuels, le machisme de la conception révolutionnaire de la citoyenneté apparaît comme une idée reçue. Mais cette réalité a été longtemps complètement masquée. Ce n'est que très récemment qu'on a précisé que le suffrage dit universel était en fait un universel « masculin ». Il suffit d'ouvrir un manuel d'histoire antérieur à ces dernières années pour le constater. De même, les explications sur la distinction, en 1791, entre citoyens actifs et passifs ne prenaient *pas en compte* l'exclusion des femmes de l'activité politique : les anciens manuels ne mentionnaient que les 3 millions de pauvres et de domestiques (sous-entendus : mâles).

Tout cela montre les pesanteurs et le long conditionnement de l'esprit « républicain » imprégné des « textes fondateurs ». En 1848, seuls votent les hommes, mais il est pourtant écrit que *« La souveraineté réside dans l'universalité des citoyens »* (article premier de la Constitution). Peut-on révérer ces textes comme s'ils étaient porteurs des prises de conscience ultérieures et lointaines ? La rhétorique originelle d'une République une et indivisible fondée sur l'universalité d'une citoyenneté « masculine » n'a-t-elle pas, au contraire, été l'un des freins historiques, l'un des facteurs du retard français pour la participation des femmes au pouvoir ?

Serait-ce sacrilège de mettre en question ce socle et de cesser de considérer comme « fondateurs » des principes dont l'obsolescence historique est flagrante, tant dans la notion d'indivisibilité que dans la confusion entre l'universel et le masculin ?

Suzanne Citron *est historienne.*



Le Monde
21 bis, RUE CLAUDE-BERNARD - 75242 PARIS CEDEX 05
Tél. : 01-42-17-20-00. Télécopieur : 01-42-17-21-21. Telex : 206 806 F
Internet : http ://www.lemonde.fr

ÉDITORIAL

Les couleurs de Paris

LE hasard a voulu que les défilés des collections de prêt-à-porter de l'hiver 1997-1998 coïncident avec la publication des résultats de la société française LVMH, emblématique de l'industrie du luxe. Cette conjonction dissipe le doute qui entourait depuis quelques mois la capacité de la France à tenir son rang en la matière. Relevant le défi de Milan et de New York, Paris reste la capitale de la mode et du luxe.

Cinquante ans après le choc du new-look administré par Christian Dior à une Amérique étourdie par les sacrifices de la guerre, la presse anglo-saxonne a donc signalé avec éclat le retour de la France à ce premier rang que les empires commerciaux avaient menacé de lui ravir. *« C'est chic, c'est French »*, *« Romance is back »*, se sont extasiés respectivement *Newsweek* du 17 mars et *Time* du 24 mars. Après la haute couture en janvier, les présentations de prêt-à-porter, du 9 au 19 mars, ont plus que jamais attiré cette clientèle internationale où Japonais et Coréens, nouveaux riches de la planète, se remarquent de plus en plus.

Comment faire sensation, règle numéro un dans ce monde de l'artifice et du spectacle, hautement soutenu par un savoir-faire, mais aussi par des capitaux qui misent sur le succès du show *sans oublier la réalité chiffrée* des commandes ? A l'heure de la mondialisation et de la délocalisation, Paris a choisi de donner la vedette à des Britanniques. Agé de trente-six ans, John Galliano, après dix ans de carrière londonienne, a présenté sa dix-huitième collection personnelle et, surtout, la première qu'il signait pour Dior. Tandis qu'un Ecossais âgé de vingt-sept ans, Alexander Mc Queen, prenait sa succession chez Givenchy. Deux personnalités fortes, lyrique pour l'un, brutale pour l'autre, choisies par Bernard Arnault. Au vu des carnets de commande, le patron du groupe LVMH (Louis Vuitton-Moët Hennessy) qui contrôle les deux noms, les deux marques et les chaînes de produits qu'elles déclinent, ne peut qu'être satisfait : avec eux, il a incontestablement trouvé une mise en scène spectaculaire afin de relancer ses marques sur les marchés américains et extrême-orientaux où elles étaient menacées.

Vive l'étrange, certes, mais aussi et surtout : vive l'étranger ! A travers le luxe et la mode, la France s'ouvre à l'air du grand large, à rebours des sourdes tentations de repli qui la tenaillent. Paris a su retenir les plus remarquables des créateurs japonais, Yojhi Yamamoto ou Issey Miyaké et attirer les jeunes de l'école anversoise, Ann Demeulemeester et Dries Van Noten. Ce beau charivari qui accompagne la reprise des affaires n'est pas du goût de tous. Ainsi d'Yves Saint Laurent, prince de l'élégance dont nul ne songe à contester la maîtrise, lançant une amère mise en garde contre le *« cirque »* des défilés.

Contre ces esprits chagrins – les mêmes peut-être qui s'en prennent à l'art contemporain –, on préférera le risque et l'invention, le mélange et la couleur.

Le Monde est édité par la SA LE MONDE
Président du directoire, directeur de la publication : Jean-Marie Colombani
Directoire : Jean-Marie Colombani ; Dominique Alduy, directeur général ; Noël-Jean Bergeroux, directeur général adjoint

Directeur de la rédaction : Edwy Plenel
Directeurs adjoints de la rédaction : Jean-Yves Lhomeau, Robert Solé
Rédacteurs en chef : Jean-Paul Besset, Bruno de Camas, Pierre Georges, Laurent Greilsamer, Erik Izraelewicz, Michel Kajman, Bertrand Le Gendre
Directeur artistique : Dominique Roynette
Rédacteur en chef technique : Eric Azan
Secrétaire général de la rédaction : Alain Fourment

Médiateur : Thomas Ferenczi

Directeur exécutif : Eric Pialloux ; *directeur délégué :* Anne Chaussebourg
Conseiller de la direction : Alain Rollat ; directeur des relations internationales : Daniel Vernet

Conseil de surveillance : Alain Minc, *président* ; Gérard Courtois, *vice-président*

Anciens directeurs : Hubert Beuve-Méry (1944-1969), Jacques Fauvet (1969-1982), André Laurens (1982-1985), André Fontaine (1985-1991), Jacques Lesourne (1991-1994)

Le Monde est édité par la SA Le Monde
Durée de la société : cent ans à compter du 10 décembre 1994.
Capital social : 935 000 F. *Actionnaires : Société civile « Les rédacteurs du Monde »*, Association Hubert Beuve-Méry, Société anonyme des lecteurs du *Monde*, Le Monde Entreprises, Le Monde Investisseurs, *Le Monde Presse*, Iéna Presse, *Le Monde Prévoyance*

La « vache folle », un an après

À LONDRES, le 20 mars 1996, Stephen Dorrel, secrétaire d'Etat britannique à la santé, prend solennellement la parole devant la Chambre des communes et annonce l'irréparable : contrairement à toutes les assurances données depuis près de dix ans par les autorités du Royaume-Uni, l'agent responsable de la maladie de la « vache folle » a, selon toute vraisemblance, atteint l'espèce humaine. M. Dorrel mesurait-il alors l'ampleur des événements qu'il venait de déclencher ? Dans les mois qui suivirent, plusieurs membres du gouvernement britannique devaient, vraie ou fausse naïveté, confier ne pas avoir compris pourquoi les déclarations de M. Dorrel avaient eu un tel écho à travers le monde. Un an plus tard cet écho n'est pas éteint, et tout indique qu'on l'entendra longtemps encore.

L'annonce de l'émergence, en Grande-Bretagne, d'une nouvelle forme de maladie de Creutzfeldt-Jakob, due à la contamination par voie alimentaire par l'agent de l'encéphalite spongiforme bovine (ESB, ou maladie de la « vache folle »), devait brutalement rappeler au monde l'existence de cette épidémie animale que Londres avait jusqu'alors fort mal contrôlée, se refusant, notamment, à prendre des mesures drastiques qui, à l'évidence, s'imposaient, et se désintéressant avec superbe des conséquences sanitaires internationales qu'aurait immanquablement la poursuite des exportations de farines que les autorités britanniques savaient contaminantes.

Un an plus tard quels principaux enseignements peut-on tirer de cette affaire médicale, scientifique, économique, agricole et diplomatique ? Le recul et les nombreuses enquêtes conduites ces derniers mois pour préciser la chronologie des faits et des décisions imposent aujourd'hui de faire une analyse extrêmement critique de la gestion, britannique tout d'abord, européenne ensuite, de cette épidémie.

La mission d'enquête du Parlement européen ne s'y est d'ailleurs pas trompée, qui a rédigé sur ce thème un rapport accablant pour Londres et très critique vis-à-vis de la Commission de Bruxelles. Le plus remarquable – et sans aucun doute le plus difficile à comprendre – réside dans le décalage entre la découverte de l'origine du mal et les mesures prises pour en limiter la portée, en réduire la progression. Alors que les premiers cas d'ESB furent diagnostiqués en novembre 1986, l'hypothèse de la contamination bovine par les farines d'origine animale incorporées dans les rations alimentaires des bovins fut, au vu des données épidémiologiques, tenue pour la plus probable dès le mois de décembre 1987.

Il fallut pourtant alors attendre une année pour que le ministère britannique interdise ces farines, que l'on savait insuffisamment décontaminées à la suite d'une modification dans le processus industriel de leur fabrication. Mais, plutôt que de revenir à de bonnes pratiques industrielles, les autorités britanniques laissèrent se poursuivre une production dangereuse du point de vue sanitaire. Pis, faute d'avoir su organiser un contrôle effectif de l'usage de ces farines, ces dernières furent utilisées jusqu'à une période très récente, de manière frauduleuse.

PROFOND TRAUMATISME

Plus généralement, la relecture de toutes les mesures prises depuis 1988 montre que, faute d'avoir fait jouer en temps utile le principe de précaution, Londres a toujours été en retard d'une étape et, en définitive, est aujourd'hui obligé d'abattre et de détruire une fraction importante du cheptel bovin tout en ayant à souffrir d'un embargo qui ne sera pas levé par l'Union européenne avant plusieurs mois ou plusieurs années. Le bilan pouvait-il être plus catastrophique ?

Après une première crise, qui, en 1990, avait vu la France, l'Allemagne et l'Italie décréter des interdictions d'importation des viandes britanniques, le gouvernement britannique, fort des données médicales inquiétantes qu'il possédait en réalité depuis quelque temps déjà, déclencha donc, le 20 mars 1996, un vent de panique, une crise qui provoqua la modification des comportements alimentaires de millions de personnes et un profond séisme dans les milieux de l'élevage et de la filière bovine.

Londres a ainsi fait payer à l'Union européenne le profond désintérêt de cette dernière pour les questions de santé publique, animale et humaine. Le profond traumatisme de la crise de la « vache folle » a brutalement mis en lumière les béances d'un système qui, sur le fond, organise la libre circulation des personnes, des animaux et des marchandises dans l'espace de l'Union sans prévoir les dispositions sanitaires qu'imposent de tels mouvements. Sur le plan de la médecine et de la recherche fondamentale, deux faits majeurs doivent être retenus. Le premier réside dans l'identification d'un nouveau variant de la maladie de Creutzfeldt-Jakob, dont 16 cas ont été identifiés au Royaume-Uni et un en France. Le second est le développement notable des connaissances sur la variabilité moléculaire du prion et sur les composantes des barrières qui existent ou non entre les espèces quant à la transmission de cette structure.

Les incertitudes sont grandes. Les oppositions théoriques qui animent certaines équipes concurrentes ne doivent pas masquer l'essentiel. La crise de la « vache folle » aura été un puissant facteur qui aura aidé au progrès des connaissances dans le chapitre ignoré ou trop longtemps sous-estimé des mystérieuses encéphalopathies spongiformes transmissibles et des étonnants agents infectieux non conventionnels qui les provoquent. Tout indique que c'est ici une nouvelle branche dans la science du vivant qui est en train de se développer.

Jean-Yves Nau

Le petit épargnant *par Philippe Bertrand*



IL Y A 50 ANS, DANS *Le Monde*

Culture générale

LA CULTURE générale passe un mauvais moment. De bons esprits lui reprochent d'avoir formé, après les chefs civils et militaires qui viennent de conduire la France à la défaite, ceux qui s'avèrent incapables de la relever. Je suis bien loin de les contredire, mais lorsqu'ils proposent, pour nous débarrasser de cette culture générale, d'éliminer les études classiques de l'enseignement secondaire et de les réserver à l'enseignement supérieur, je pense qu'ils se méprennent sur la cause du mal, et qu'au lieu de le guérir ils vont l'aggraver.

La culture générale est chose excellente, pourvu qu'on l'acquière à l'âge convenable, c'est-à-dire précisément au cours de ses études secondaires, qui, tandis que l'on n'a encore rien à dire, enseignent fort bien à s'exprimer. S'il est vrai que la culture générale de type classique, tout inséparable qu'elle soit d'une idée de la France à laquelle on a droit de tenir, est devenue chez nous un fléau, ce n'est aucunement parce qu'elle domine l'enseignement secondaire, où elle est parfaitement à sa place, mais parce qu'elle a envahi l'enseignement supérieur, où elle ne l'est pas du tout.

Un homme n'en a jamais fini d'acquérir une culture générale, mais il doit arriver un moment où l'enseignement l'a mis à même de continuer seul à se cultiver selon son goût. Ce moment arrive avec le baccalauréat, le rôle propre de l'enseignement supérieur, qui commence ensuite, étant d'enseigner des techniques spéciales, c'est-à-dire, avec des faits connus, l'art d'en découvrir d'autres et de les interpréter.

Etienne Gilson
(21 mars 1947.)

Helmut Kohl choisit Bismarck contre Thatcher

Suite de la première page

La courbe démographique allemande est telle que le système de retraites sera bientôt impossible à financer. Les coûts devront bien être supportés par quelqu'un : les salariés, les employeurs ou l'Etat ? On est ici au cœur du débat social allemand, inséparable du débat sur la compétitivité économique du pays.

Pour cesser de faire porter le financement des retraites sur le « facteur travail », et aboutir ainsi à une augmentation vertigineuse des cotisations, les solutions les plus diverses sont discutées. Notamment au sein de la CDU, qui consacrait un congrès exceptionnel à ce dossier, mercredi 19 mars à Bonn, dont l'enjeu a été ainsi résumé par l'un des orateurs : *« Il s'agit de s'assurer que nos enfants puissent financer les retraites de nos petits-enfants. »* A une immense majorité, les délégués de ce congrès ont voté pour le maintien du système de retraite par répartition, défendu par Norbert Blüm, le ministre du travail et des affaires sociales. Rejetée, la proposition du ministre-président de Saxe, Kurt Biedenkopf : celle-ci prévoyait d'introduire une retraite de base pour tous, financée par l'impôt, et d'ouvrir ainsi la voie à toutes les formes de retraites privées complémentaires.

Avec le « modèle Blüm », l'Allemagne choisit de réformer Bismarck tout en restant dans la logique de la répartition, qui s'appuie sur la solidarité entre les générations. Pour permettre la survie du système, la CDU a donc décidé d'abaisser progressivement le montant des retraites (jusqu'à 64 % du salaire net, au lieu de 70 % aujourd'hui), et d'assurer une prise en charge par l'Etat – et donc par l'impôt – des dépenses qui outrepassent les capacités financières de l'assurance-retraite.

Combien de temps le système par répartition survivra-t-il ? Bien des économistes estiment que des réformes encore plus douloureuses sont indispensables à court terme. Le système par répartition conduit à une impasse, soulignent nombre d'observateurs proches du parti libéral, qui veut renforcer systématiquement le principe de la responsabilité individuelle tout en accompagnant cette réforme des retraites d'une loi généreuse sur l'immigration, elle-même conçue pour compenser le recul démographique du pays. Mais l'Allemagne est profondément conservatrice. Elle ne manifeste aucune affinité pour un modèle néolibéral « à l'anglo-saxonne ».

On le voit bien à propos d'un autre dossier fondamental, celui de l'assurance-maladie. Là aussi, on assiste à de nombreuses tentatives pour sortir d'un système institué à la fin du siècle dernier. Un système dont tout le monde déplore la tendance à encourager les dépenses, au prix d'un relèvement permanent des cotisations qui pèse naturellement sur l'emploi.

Comment faire pour renforcer le principe de la responsabilité individuelle ? Les idées en vogue sont d'inspiration libérale : tous les experts affirment que la solution idéale passe par un modèle inspiré de l'assurance automobile. Chacun serait obligé de se couvrir contre les grands risques de la vie et pourrait, en sus, choisir une assurance individuelle. La concurrence entre les médecins serait renforcée grâce à un système où les caisses auraient la liberté de négocier les prix avec chacun d'entre eux. Mais ces idées n'ont aucune chance de s'imposer dans l'état actuel des choses.

EXCEPTION

Le ministre de la santé, Horst Seehofer, a proposé une autre formule : les futures hausses de cotisations seraient exclusivement supportées par les salariés, et plus par les employeurs (au nom de la lutte contre l'augmentation des coûts du travail). Devant le tollé suscité par cette idée, le ministre a dû faire marche arrière. On en revient à une solution classique : l'augmentation du ticket modérateur sur tous les médicaments et la hausse du forfait hospitalier, accompagnées de « cadeaux » à l'industrie pharmaceutique et aux médecins (comme la suppression de l'enveloppe budgétaire conçue pour limiter les dépenses médicales). Ici aussi, en définitive, Bismarck l'emporte une fois de plus sur Mme Thatcher.

La seule réforme allemande d'inspiration véritablement « anglo-saxonne » concerne la fiscalité. De toutes les réformes structurelles en cours, c'est sans doute la plus ambitieuse. Si les projets du ministre Theo Waigel finissent par être appliqués à l'issue d'un long processus parlementaire, l'Allemagne aura abandonné, avant la fin du siècle, un système fiscal extrêmement lourd. Au total, l'allégement de la fiscalité devrait porter sur 30 milliards de marks (autour de 100 milliards de francs). L'impôt sur le revenu sera simplifié, baissera et encouragera la consommation. Quant aux entreprises, elles estiment particulièrement encourageants les projets qui concernent l'avenir de l'impôt sur les sociétés – dont le niveau devrait passer de 45 % à 35 % pour les bénéfices réinvestis, et de 30 % à 25 % pour les bénéfices distribués.

Il est trop tôt pour prédire le résultat des négociations en cours entre le gouvernement et l'opposition social-démocrate. Mais, d'ores et déjà, l'Allemagne a choisi d'adopter en ce domaine – et en ce seul domaine – une voie assez proche des leçons de Mme Thatcher, voire de Ronald Reagan.

Lucas Delattre

LUXE Bernard Arnault, le PDG du groupe LVMH (Louis Vuitton-Moët Hennessy), a annoncé, jeudi 20 mars, des résultats nets en baisse de 8 % à 3,68 milliards de francs. Le parfum et le cognac ont vu leur marge se dégrader. ● L'ACQUISITION du géant américain de la distribution des produits de luxe, la chaîne Duty Free Shoppers (DFS), ne se fera pas, pour le moment, à 100 %, LVMH n'ayant pas trouvé de terrain d'entente avec le dernier minoritaire. ● LVMH économise ainsi 9 milliards de francs, sur un montant total de près de 23 milliards, à l'heure où le groupe affronte un contexte concurrentiel renforcé. ● DANS LA MODE, M. Arnault se félicite d'avoir choisi les jeunes créateurs britanniques John Galliano et Alexander McQueen pour relancer les maisons Dior et Givenchy, et l'américain Marc Jacobs pour rénover et élargir les gammes de produits Vuitton.

Le cognac et les parfums pèsent sur les résultats de LVMH

Bernard Arnault, PDG du groupe français numéro un mondial de son secteur, annonce des bénéfices de 3,6 milliards de francs et explique, dans un entretien au « Monde », pourquoi il renonce à prendre le contrôle total du géant américain du « duty free » DFS

« LVMH a annoncé, mercredi 19 mars, qu'il ne rachèterait pas la participation minoritaire de Robert Miller *dans le géant* américain du *Duty free* DFS, dont *vous avez pris le contrôle* en octobre 1996. L'acquisition de 100 % *vous a-t-elle* finalement paru trop chère ?

– *L'acquisition de DFS* est un mouvement stratégique très important, dans la distribution de nos produits et dans la zone la plus porteuse du monde, l'Asie, où DFS est très puissant. Cette opération va accroître notre chiffre d'affaires de 50 % et notre résultat opérationnel de près de 30 % dès cette année. Après le rachat de 61,25 %, le conseil d'administration de LVMH a *décidé*, *mercredi* 19 mars, d'en rester là pour le moment. *Les négociations* avec M. Miller ne sont pas rompues, elles sont suspendues. Je n'exclus pas que nous rachetions sa participation dans l'avenir, mais cela ne se fera pas immédiatement. Devant les multiples difficultés rencontrées dans les négociations avec M. Miller, nous avons estimé qu'il n'était pas nécessaire d'investir 9 milliards de francs de plus *pour rentabiliser au mieux cet in*vestissement. LVMH a maintenant la majorité de DFS. Ayant fait le tour du groupe, nous sommes très satisfait de ses équipes de management. Et nous pensons donc que le mode de gestion décentralisé de cette entreprise ne nous pose aucun problème pour la mise en œuvre de synergies, notamment avec Louis Vuitton. Je peux vous annoncer la création prochaine de boutiques Vuitton dans certains magasins DFS.

– Où en êtes-vous de votre rachat pour 1 milliard de francs du grand cru de sauternes Château-Yquem ?

– Nous possédons 55 % de la société civile, propriétaire du stock et du vignoble de Château-Yquem. Nous avons signé un accord pour acquérir la majorité de la société d'exploitation du vignoble, gérée par Monsieur Alexandre de Lur-Saluces. Il s'agit d'un investisse*ment à long terme très intéressant.* Même si nous le payons cher aujourd'hui, et puisque nous conserverons sa politique de qualité, il vaudra encore plus dans vingt ans. Par sa simple présence, Château-Yquem valorise le groupe LVMH et donne une aura supplémentaire à nos marques, notamment dans le champagne.

» J'étais tout à fait d'accord pour que Monsieur Alexandre de Lur-Saluces en demeure le gérant. A *aucun moment*, nous n'avons menacé sa position de dirigeant. J'ai donc du *mal* à *comprendre* pourquoi il n'a jamais voulu me recevoir. *Monsieur de Lur-Saluces* a fait courir des bruits sur le peu de *soin que nous apporterions* à ses produits, ce qui est non seulement inexact mais totalement contraire à nos intentions, et d'ailleurs démenti par tout le travail de qualité que nous avons fait dans le champagne, en particulier avec Dom Pérignon.


BERNARD ARNAULT

– Pourquoi avez-vous vendu un tiers de votre participation de 21 % dans Guinness, début *janvier, pour 5 milliards de* francs ?

– *Il* nous est apparu judicieux d'alléger notre position à un moment où le cours de la livre était assez élevé et où la conjoncture économique et politique en Grande-Bretagne est assez incertaine. Nous n'avons pas l'intention de nous séparer du reste de nos actions. Nous demeurons le premier actionnaire de Guinness, et en tant que tel, les performances réalisées *par l'équipe de direction* nous semblent tout à fait satisfai*santes dans le contexte difficile* du marché mondial des spiritueux.

– *Justement, LVMH* souffre dans le cognac

– L'avenir du cognac est lié à son développement international, puisque les Français en consomment peu. Au Japon, qui était le marché le plus rentable, les ventes ont baissé de moitié en quatre ans, depuis l'éclatement de la bulle *financière*. Nous réalisons, en revanche, une bonne perfor*mance aux Etats-Unis*. Globalement, la situation est stabilisée. Mais la baisse du yen n'a pas été compensée par la hausse du dollar et de la livre.

– La situation du parfum reste préoccupante : les résultats de cette branche ont chuté de 50 % en 1996.

– Le nouveau président de Christian Dior, Patrick Choël, a mis en place une politique extrêmement rigoureuse, visant à tarir les approvisionnements des réseaux parallèles qui concurrencent, à prix bradés, notre réseau sélectif. L'essentiel du ménage est fait, on devrait assister à une amélioration de la rentabilité des parfums en 1997. Les lancements réalisés en 1996 sont des succès : « Champs-Elysées » pour Dior, « Jungle » pour Kenzo et en particulier « Organza » de Givenchy, qui est d'ores et déjà le numéro un en France.

– La nomination de créateurs britanniques chez Dior et Givenchy, John Galliano et Alexander McQueen, n'est pas passée inaperçue. Etes-vous satisfait de votre choix ?

– *Ce choix est fondé sur le talent* de ces hommes, pas sur leur nationalité. Ils sont les meilleurs créateurs du moment. John Galliano est celui qui a le plus d'affinités créatrices avec Dior, il fait entrer la modernité dans l'esprit de la marque. Ça *dérange* ? *Mais* Christian Dior dérangeait aussi en son temps. *Les* ventes de haute couture de Dior ont déjà augmenté d'un bon tiers. Les clientes se bousculent dans les boutiques pour acheter la collection de prêt-à-porter de l'hiver prochain, qui ne sera disponible qu'en septembre. Je n'avais jamais connu cela depuis que je dirige Dior.

– Le handicap majeur de LVMH n'est-il pas d'avoir des marques prestigieuses mais anciennes, qui touchent une clientèle plus âgée, alors que vos concurrents américains et italiens *sont plus* en phase avec le public jeune d'Asie et des Amériques ?

– A partir du moment où l'on met sous l'ombrelle de ces marques des produits créatifs, leur potentiel de développement est tout à fait considérable. Cela ne veut pas dire que le groupe LVMH ne peut pas *s'intéresser* à des marques d'autres nationalités. Nous avons *d'ailleurs* acheté une marque espagnole, Loewe. Mais le moteur des toutes ces affaires reste la créativité. C'est pourquoi j'insiste tellement sur le rôle primordial du créateur. Sa cohabitation avec des professionnels du marketing est la clé du succès de nos métiers.

» Chez Vuitton, nous avons engagé le styliste américain Marc Jacobs comme directeur artistique pour créer des extensions de gamme, un nombre limité de produits de grande qualité, par *exemple des chaussures, des vête*ments, des foulards, qui seront mis *en place progressivement*, avec l'ouverture de nouvelles boutiques, plus grandes, à Paris, Londres, New York, Tokyo. Marc Jacobs travaille aussi sur de nouvelles lignes de sacs. La marque Vuitton reste de loin la plus forte au monde, *elle* va continuer son expansion. On nous dit souvent *qu'aujourd'hui* ce sont les Italiens qui se développent le plus, c'est vrai, mais je vous ferai observer que Vuitton a une taille trois fois plus grosse que le plus gros de ses concurrents italiens. Quant à la qualité de nos produits, elle ne souffre pas la comparaison.

– Comptez-vous investir encore dans la presse ?

– Il est hors de question que LVMH réinvestisse de manière importante dans ce secteur. Nous sommes toutefois satisfait du travail fait par la nouvelle équipe de direction de Desfossés International (*La Tribune* et *Investir*). Cette *société fera des bénéfices en* 1997. »

Propos recueillis par Pascal Galinier et Arnaud Leparmentier

Louis Vuitton et le champagne tirent les résultats du groupe

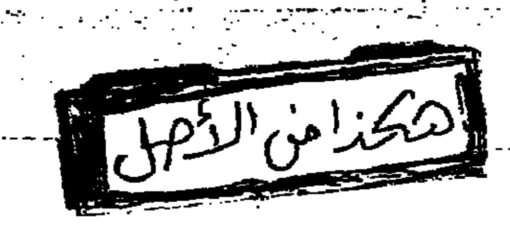
MÊME S'IL S'IMPLIQUE davantage aujourd'hui dans la gestion quotidienne de ses prestigieuses marques, Bernard Arnault, le PDG de LVMH (Louis Vuitton-Moët Hennessy) reste un financier avisé. Mercredi 19 mars, à la veille de la publication de ses résultats annuels, *le premier groupe* mondial de produits de luxe a annoncé sa *décision* de *renoncer* à prendre le contrôle à 100 % de l'américain Duty Free Shoppers (DFS), premier distributeur mondial de ce type de produits. Le *PDG* veut économiser quelque 9 milliards de francs (sur un montant total de 23 milliards pour la totalité de DFS), soit le montant estimé de la participation *minoritaire* (38,75 %) du financier américain Robert Miller que LVMH renonce à acheter.

Une économie qui ne sera pas superflue, alors que LVMH a dévoilé, le 20 mars, des résultats en baisse pour 1996. Le bénéfice net (*part du groupe*) est revenu à 3,68 milliards de francs, après avoir *dépassé les 4 milliards en 1995. Un* recul dû pour l'essentiel à des *« éléments inhabituels »*, soit une moins-value de 615 millions de francs sur la cession, pour 5 milliards, de 7 % de titres Guinness réalisée en *jan*vier 1997. Le résultat opérationnel du groupe est également en recul de 3,6 %, à 7,02 milliards.

Outre l'acquisition de DFS, le fait marquant de l'année écoulée est la dégradation de la rentabilité des spiritueux (cognac), dont le résultat opérationnel a reculé de 7 %, et *surtout les parfums*, dont les bénéfices se sont littéralement effondrés, *en baisse de* 53 %, à 592 millions de francs. En revanche, la branche champagne et vins, en crise récemment, a retrouvé le chemin de la croissance (+ 5 % en volume) et des profits (+ 17 %).

Enfin, la locomotive du groupe demeure Louis Vuitton. Le chiffre d'affaires du maroquinier a dépassé en 1996 *celui des parfums* et cosmétiques, à 9 milliards de francs. Sa rentabilité est de 43 %, avec 3,9 milliards de résultat opérationnel.

P. Ga.



Le gouvernement veut réformer le code des marchés publics

L'objectif est de simplifier les appels d'offres et d'éliminer les propositions « anormalement basses »

ANNONCÉ par Jacques Chirac *en décembre comme* l'une des grandes réformes économiques, le projet de loi sur le code des marchés publics devait être présenté au conseil des ministres, jeudi 20 mars, par Yves Galland, ministre délégué aux finances et au *commerce extérieur*. Après plus d'un an et demi de discussions avec toutes les professions concernées, le texte est toujours aussi brûlant politiquement et économiquement.

L'enjeu est d'importance. A l'exception des délégations de services publics, qui ont été exclues du projet, il s'agit de modifier les règles des marchés passés par les collectivités locales et territoriales et les établissements publics portant sur toutes les fournitures, prestations de services et travaux. Au total, ces commandes publiques représentent un montant annuel de 700 milliards de francs, soit 10 % environ du PNB.

Conscient de l'importance des tels intérêts, le ministre délégué *aux finances s'est plus attaché* à simplifier le texte actuel confus, opaque, et qui a donné lieu à de multiples détournements, qu'à vraiment redéfinir les rapports *économiques des marchés publics*. Le projet de loi se veut généraliste. De nombreux points, parfois essentiels, seront précisés dans des décrets qui ne sont pas encore connus.

Le code des marchés publics devrait s'appliquer *désormais* pour tout service ou travaux d'un montant de 1,3 million de francs contre 700 000 auparavant. Pour les marchés compris entre 300 000 francs *et 1,3 million une nouvelle procédure* négociée est envisagée. Les communes pourront passer un *marché de gré à gré, mais elles devront* soumettre leur choix à une commission des marchés.

A la notion de *« moins-disant »*, qui était la règle de sélection dans l'attribution des marchés publics, Yves Galland veut substituer celle de *« meilleur achat »*. *Pour parvenir* à ce changement, le projet de *loi stipule* que les acheteurs publics devront à l'avenir définir précisément leurs besoins et surtout leurs choix. Une douzaine de critères environ, qui seront définis ultérieurement *par décret*, leur seront proposés, et chaque acheteur public devra fixer ses priorités : le prix ne devant plus être le seul élément de choix.

MOYENNE ARITHMÉTIQUE

Dans le même esprit, le projet de loi entend traquer les *« offres anormalement basses »*. Si une entreprise propose un service à un prix très inférieur à ses concurrents, et si sa proposition est retenue, les collectivités locales, selon le texte, devront exiger auprès de la société une justification par écrit de leur prix. A l'issue de cette interrogation, les communes seront *« fondées à éliminer »* l'offre, *si elle parait « anormalement basse »*.

Le projet de loi ne précise pas comment devront être détectées ces propositions trop basses. Les communes devront-elles faire une simple moyenne arithmétique, sans regarder les *détails*, comme le souhaite la Fédération du bâtiment ? Comment seront traitées les entreprises qui ont consenti d'importants investissements ou fait de gros efforts sur leurs frais généraux ? Le projet fait en tout cas courir un risque juridique important pour les acheteurs publics. S'ils retiennent une offre *« jugée anormalement basse »*, ils pourraient, à l'issue des travaux, se voir demander des comptes par les entreprises éliminées.

L'instabilité pour les donneurs d'ordres publics est d'autant plus grande que le projet de loi semble instaurer un étroit face-à-face entre les acheteurs publics et les entreprises. Aucune mention n'est faite dans le projet de loi aux instances de conseil des collectivités, *comme les architectes ou certains* services de l'Etat (DDE, direction de la concurrence).

Malgré la demande des élus, les acheteurs publics, selon le projet *de loi, ne pourront pas non plus* examiner les conditions économiques dans lesquelles sont passés les contrats avec les sous-traitants, ce qui les prive d'un véritable pouvoir de contrôle sur la façon dont sont conduit leus marchés publics. *Les vides et les* silences du projet risquent de déboucher sur une bataille parlementaire et toutes les parties rédigent, déjà, des amendements.

M. O.

Marchés publics et travail clandestin

Une offre *« anormalement basse »* présume-t-elle d'un recours au travail illégal ? Certains parlementaires avaient répondu par l'affirmative lors de l'adoption du texte sur le travail clandestin. Le gouvernement *les avait alors* renvoyés à la discussion à venir sur le projet de loi réformant les marchés publics. Or ce projet est muet sur la question.

Par ailleurs, la loi renforçant la lutte contre le travail illégal fait obligation à tout candidat à un marché public d'attester qu'il n'a pas fait l'objet de condamnation pour cette raison dans les cinq dernières années. *Les* députés avaient souhaité faire obligation aux collectivités locales de prévoir dans leurs contrats une clause de vérification sur le terrain. Cette disposition a été annulée au Sénat.

COMMENTAIRE

LA LOI DES PLUS GRANDS

D'une loi à l'autre, Yves Galland enracine de nouveaux *concepts* dans la vie économique. S'inspirant de la loi sur le grand commerce, *le ministre délégué* aux finances et au commerce extérieur a repris pour la réforme du code des marchés publics la notion *« d'offres anormalement basses »*. Ce *principe économique* très flou risque d'avoir les mêmes effets que dans la grande distribution : renforcer les plus grands.

Très actifs tout au long de l'élaboration du texte, les grands groupes de BTP n'ont cessé de revendiquer *cette mesure* en mettant en avant les pertes du secteur. Aucun d'entre *eux* n'a gagné de l'argent en 1996. Passant sous silence les autres causes de la crise du BTP, tous accusent les commandes publiques d'être à l'origine de leur *mauvaise* rentabilité : le secteur public leur imposant, au nom de la politique du *« moins-disant »*, de construire à perte.

En excluant les « offres anormalement basses », le BTP devrait retrouver, selon eux, un équilibre économique. Le ministre s'est rallié à cet argument. Mais retour à l'équilibre pour qui ?

La loi, si prolixe sur les appels *d'offres des marchés publics*, est beaucoup moins explicite sur leur réalisation. Les déviances sont pourtant légions. Tous les grands chantiers publics, dont le Grand Stade ou Eole, ont fait l'objet d'avenants dépassant parfois plusieurs *centaines de millions*. Rien n'est prévu dans la loi pour sanctionner ce dérapage systématique des grands du secteur. En outre, rien n'est dit non plus sur leur politique à l'égard des sous-traitants PME à qui ils imposent *des prix inférieurs de 30 à 40 %* par rapport à la normale. Bien curieusement, le projet ne semble pas juger que ces tarifs-là sont *« anormalement bas »*.

Martine Orange

L'Etat entend retirer de 30 à 50 milliards de francs de l'introduction en Bourse de France Télécom

La vente démarrera le 6 mai. La première cotation aura lieu le 9 juin

Le montant de la vente des actions de France Télécom a été revu à la hausse. La part exacte du capital qui sera vendue n'est pas encore connue mais dépassera 20 %. Cette privatisation partielle doit notamment permettre à l'entreprise de conforter sa politique d'alliances. France Télécom négocierait une entrée dans le capital d'une filiale du britannique Cable & Wireless.

LE PROCESSUS de mise en *Bourse d'une partie du capital* de France Télécom démarrera le 6 mai, avec l'ouverture de la période de réservation des actions. Le 9 juin, les titres du quatrième exploitant téléphonique mondial (151,3 milliards de francs *de chiffre d'affaires en 1996, en* hausse de 2,3 %), feront officiellement leur entrée sur les places financières de Paris et de New York.

L'Etat français, confronté à la nécessité de recapitaliser un certain nombre d'entreprises publiques, souhaite tirer pleinement profit de cette opération. *« L'état des marchés et l'intérêt porté à France Télécom, ont conduit l'Etat à envisager de donner à cette opération une dimension plus grande que ce qui avait été imaginé avec une mise sur le marché d'un montant de 30 à 50 milliards de francs »*, a indiqué, mercredi 19 mars, Michel Bon, le président de France Télécom, à l'occasion de la présentation du bilan 1996 de l'opérateur.

*Le chiffre jusqu'à présent offi*ciellement cité par le gouvernement était de *« 25 milliards au moins »*. Si les 30 à 50 milliards étaient atteints, il s'agirait de *« la plus grosse opération de privatisation jamais réalisée en France, dépassant le précédent record détenu par Elf »*, selon M. Bon.

ALLIANCES EN VUE

La valeur exacte de France Télécom n'étant toujours pas établie, M. Bon s'est refusé à indiquer *quelle part du capital* de France Télécom sera réellement vendue. Certains parlent de 40 %. La seule certitude est que la loi contraint l'Etat à conserver la majorité du capital (50 % plus une action).

Le prix de vente des actions ne *sera connu* que le 26 mai au soir. La vente elle-même aura lieu entre *le 27 mai et le 3 juin. M. Bon* souhaite convaincre le grand public d'acheter des titres. « Deux millions d'actionnaires individuels, ce serait formidable » note-t-il, *tout en se refusant* à en faire un objectif.

Cette mise en Bourse est présentée comme nécessaire pour donner à l'entreprise suffisamment d'agilité financière pour faire face à l'ouverture totale à la concurrence, le 1er janvier 1998. Elle n'exclut cependant pas les adaptations à *la* fois en matière d'organisation, d'évolution des compétences, auxquelles l'opérateur doit continuer à procéder.

Disposer d'un capital doit aussi *permettre à l'opérateur de renfor*cer ses alliances à l'international en payant, non plus en liquide comme il l'a fait pour acquérir 10 % de l'américain Sprint par exemple (10 milliards de francs), mais par échanges d'actions. Des participations croisées d'environ 10 % avec l'allié allemand Deutsche *Telekom sont*, par *exemple*, envisagées d'ici un an.

Le développement international sera d'ailleurs une nécessité de plus en plus forte. L'opérateur a déjà engagé un certain nombre d'actions, au premier rang desquelles *l'alliance* avec Deutsche telekom et Sprint. Il négocie toujours son entrée au capital de la société italienne Infostrada, créée par Olivetti. Selon une information du *Financial Times* du 20 mars citant Michel Bon, – mais que dément France Télécom – *des discussions seraient également* en cours avec le britannique Cable & Wireless afin d'entrer dans l'une de ses filiales, Cable & Wireless communication, née en 1996 par fusion de l'opérateur téléphonique Mercury avec trois opérateurs de télévision câblée.

Philippe le Cœur

Le téléphone fixe en baisse

Alors qu'il ne fait encore face à aucun concurrent dans le téléphone fixe, France Télécom a accusé en 1996 une baisse de 0,2 % à 102,26 milliards de francs de ses ventes dans ce domaine qui représente plus des deux tiers de son activité. *Une première historique*. Qui ne le restera pas. En 1997, le recul sera *« plus fort »*, prévient Michel Bon, qui justifie ces reculs par les baisses de tarifs. Celles réalisées en 1996 n'ont pas provoqué une hausse de la consommation (mesurée en minutes, elle a progressé de 4,7 %) telle qu'elle annule cet effet baisse de prix. « En *1997, la croissance des volumes ne sera pas suffisante pour compenser les baisses de tarifs* », reconnait M. Bon, dont le pari de voir *« la concurrence accélérer la croissance du marché »* et France Télécom *« en profiter plus qu'aucun autre »* ne s'annonce pas si simple.

Le passé d'entreprise publique a été soldé

LE 1er JANVIER, France Télécom a abandonné son *statut d'exploitant de droit public pour devenir une* société anonyme. Son bilan et ses résultats à fin 1996 illustrent ce changement. *« Il fallait présenter un bilan sans surprise aux investisseurs et, pour nous, arriver début 1998 sans handicap lié à notre passé »*, a expliqué, mercredi 19 mars, Pierre Dauvillaire, le directeur de la branche ressources.

Les fonds propres, qui étaient de 136,3 milliards de francs fin 1995, ont chuté à 81,2 milliards sous l'effet de trois éléments : la soulte de 37,5 milliards que l'opérateur versera en 1997 à l'Etat en échange de la reprise par celui-ci du paiement des retraites des agents fonctionnaires ; *les provisions de* 24,7 milliards (dont 16,5 milliards prélevés sur les fonds propres) destinées à couvrir les départs en préretraites à cinquante-cinq ans qui s'étaleront jusqu'en 2006 ; enfin, le transfert à l'Etat pour 1,1 milliard des actifs liés à l'enseignement supérieur dans les télécommunications.

Le résultat financier supporte quant à lui d'autres *charges non récurrentes. Si le bénéfice net a chuté à* 2,1 milliards de francs en 1996, contre 9,2 milliards en 1995 et 9,9 milliards en 1994, c'est sous l'effet de dépréciations d'actifs immobiliers et opérationnels (les équipements) : 34,6 milliards de francs bruts, la perte exceptionnelle nette en résultant étant de 26,8 milliards.

Ce chiffre n'a été que partiellement compensé par un bénéfice exceptionnel de 14,4 milliards, généré par la reprise des provisions que l'entreprise, jusqu'en 1996, passaient afin d'anticiper le paiement des retraites. Au total, les éléments exceptionnels *ont pesé négativement de 12,4 milliards sur le béné*fice net. Recalculé pro forma, celui-ci aurait été, sans cet impact, de 14,5 milliards en 1996, contre 14 milliards en 1995. Pour 1997, Michel Bon, le président de France Télécom, prévoit un résultat net *« qui devrait se stabiliser au niveau de 1996 hors éléments exceptionnels »*.

M. Kohl s'inquiète du rapprochement entre Krupp et Thyssen

COLOGNE
correspondance

Une semaine de répit pour le sidérurgiste Thyssen. Contre toute attente, des pourparlers entre Dieter Vogel et Gerhard Cromme, les présidents du directoire respectifs de Thyssen et Krupp, devraient débuter, jeudi 20 mars, afin de fusionner leurs activités dans l'acier au sein d'une société commune (*Le Monde* du 20 mars). Les deux hommes se sont mis d'accord sur le principe des négociations en toute discrétion, dans la nuit de mardi à mercredi, grâce à la médiation du ministre-président de Rhénanie-du-Nord-Westphalie, Johannes Rau. Pour l'instant, Krupp-Hoesch suspend *donc son projet de prise de contrôle* de son rival mais lancera son OPA hostile si aucun accord n'est trouvé dans les huit jours.

L'émotion suscitée par l'initiative de Krupp dans un pays où les prises de contrôle inamicales sont rares, les *pressions politiques et les protesta*tions des salariés inquiets pour leur emploi expliquent ce revirement soudain. Le chancelier Kohl en personne a fait part de ses *« gros soucis »* et demande aux deux groupes, dans le quotidien populaire *Bild*, de trouver *« une solution dans l'intérêt des salariés et du climat économique »*.

L'ouverture des pourparlers constitue pour Thyssen une des seules parades lui permettant de rester autonome. Le capital du premier sidérurgiste allemand est très dispersé, et il ne semble pas avoir les *moyens financiers ni les partenaires* susceptibles de contrer une éventuelle OPA. L'offre de Krupp auprès des actionnaires (435 DM par titre) et le soutien de la Deutsche Bank, de la Dresdner Bank et de Goldmann Sachs laissaient peu de chances à Thyssen, selon les observateurs, même si la Commerzbank s'est mise de son coté.

Les pourparlers qui commencent ne porteront que sur l'acier et non sur les autres activités des deux groupes comme le commerce, les services et les biens d'équipement. L'idée de rapprocher ces deux porte-flambeaux de l'industrie allemande *n'est pas nouvelle. Elle permettrait*, selon un communiqué commun, de *« résoudre les difficultés rencontrées dans le secteur de l'acier »*, tout en prenant la première place en Europe.

Alors que les salariés de Thyssen *reprenaient le travail* après l'avoir suspendu ces derniers jours, ceux de Krupp ont poursuivi, mercredi, à Dortmund, les débrayages pour protester contre d'éventuels suppressions d'emplois. La fusion à l'amiable devrait, en effet, sacrifier *quelque milliers de postes, surtout* dans les sites de Krupp qui sont moins performants que ceux de son frère ennemi.

Philippe Ricard

Les pertes du Crédit lyonnais à la charge du CDR seront de 100 milliards de francs

Le PDG du consortium prône une vente rapide des actifs

Les pertes finales de la structure de cantonnement des actifs du Crédit lyonnais semblent maintenant bien identifiées. Michel Rouger, le président de cette structure (le Consortium de réalisation-CDR) veut accélérer le programme de cessions avant les élections législatives. Le député (UDF-FD, Marne) Charles de Courson, membre de la commission des finances, s'interroge sur l'opportunité de faire gérer le CDR par des tiers.

Auditionné mercredi 19 mars, par la commission des finances de l'Assemblée nationale, Michel Rouger, le président du Consortium de réalisation (CDR), la structure de cantonnement du Crédit lyonnais, a avancé le chiffre de 100 milliards de pertes. Elles seraient générées par la liquidation de l'énorme portefeuille de 186 milliards de francs d'actifs et de créances venant du Lyonnais, où se trouvent, pêle-mêle, des participations majoritaires ou minoritaires, des créances et de l'immobilier sortis, en 1994, du bilan de la banque et qu'il a, depuis deux ans, pour mission de vendre.

La veille, également auditionné par la même commission des finances, Jean Peyrelevade, le PDG du Crédit lyonnais, avait fait la même évaluation. Ce n'est pas pour autant que Charles de Courson (député UDF-FD, Marne) avait eu la main lourde en avançant, le 14 mars, le chiffre de 130 milliards de francs. Ils ne parlaient simplement pas de la même chose.

Le député, qui parle en connaissance de cause puisqu'il représente le Parlement au conseil de l'établissement public qui contrôle et finance le CDR, l'EPFR, évalue, lui aussi, le montant des pertes du CDR à 100 milliards de francs. Il y ajoute simplement une estimation des intérêts à payer par l'EPFR pour financer les actifs regroupés dans le CDR. Deux éléments peuvent faire varier ce coût : le taux d'intérêt auquel l'emprunt est contracté et la durée du portage. C'est pourquoi 80 % du programme de cessions imposé par l'Etat à M. Rouger doivent être réalisés d'ici 1999. En deux ans, M. Rouger a déjà cédé 40 % des actifs, dont le studio hollywoodien Metro Goldwyn Mayer.

Mais M. Rouger travaille aujourd'hui sur une autre approche de la gestion du CDR et, partant, sur un autre calendrier : la privatisation du CDR d'ici la mi-1998. Dès avril, il va tenter d'en convaincre les pouvoirs publics. Il devrait trouver un allié en la personne de Charles de Courson qui, pour sa part, se demande également s'il ne faudrait pas *« céder par blocs ou faire gérer le CDR par des tiers »*.

Pour faire avancer cette idée, le patron du CDR s'appuie sur deux éléments : le montant des pertes potentielles du CDR, qui *« sont maintenant à peu près stabilisées »*, et l'organisation interne du CDR. Celle-ci s'articule autour de quatre filiales, CDR Participations, CDR Entreprises, CDR Créances et CDR Immobilier, et a été mise en place *« dans ce but »*, confie Michel Rouger. *« Nous pouvons donc vendre, c'est-à-dire privatiser, des blocs de 5 à 7 milliards de francs de participations. L'idéal serait qu'on puisse être débarrassé de tout cela avant les élections législatives de 1998 »*, explique M. Rouger, qui affirme qu'il ne restera pas à la tête du CDR au-delà de son 70e anniversaire, en décembre 1998. *« J'ai toujours pensé, et je l'ai dit dès juillet 1995, qu'il fallait privatiser le Lyonnais et le CDR. L'Etat est un piètre actionnaire et il est encore moins bon syndic de faillite »*, rappelle M. Rouger.

DÉTOURNEMENTS

Pour M. Rouger, ce changement de perspective ne devra ni *« permettre aux vautours qui pensent que la France est à vendre de ramasser les bonnes affaires »* ni *« conduire à l'arrêt des poursuites pénales déjà engagées »*. Celles-ci portent sur des détournements, qui concernent des dossiers qui pèsent 5 milliards de francs dans les comptes du CDR, selon les chiffres confirmés par M. Rouger. Ces dossiers, issus des banques IBSA, Colbert, Altus et SDBO, portent selon M. de Courson pour 2,7 milliards sur des affaires immobilières, 1,5 milliard sur des affaires industrielles et commerciales, dont celles concernant Bernard Tapie, et un petit milliard sur diverses affaires bancaires. M. de Courson a déclaré que le président du CDR *« a cité les noms des quatre principaux pôles de pertes : les dirigeants de la filiale hollandaise CLBN, en particulier M. Georges Vigon, qui était directeur au siège Europe jusqu'en 1991 ; la SDBO, en particulier trois noms, le président Michel Gallot, et ses deux directeurs généraux dont Pierre Despessailles ; les dirigeants du groupe IBSA, dont M. Jean-Maxime Lévêque et ceux du groupe Colbert, dont le président, Bernard Thiolon, était directeur général du Lyonnais »*. Il s'agit, pour la plupart, de plaintes contre X... Deux plaintes ont été déposées par le CDR contre les cabinets KPMG et Ernst and Young, commissaires aux comptes d'ex-filiales du Crédit lyonnais. Par ailleurs, sur instruction de Jean Arthuis, le ministre de l'économie, des procédures sont engagées depuis août contre les anciens dirigeants du Crédit lyonnais *« pour défaut de contrôle des filiales »*.

Sophie Fay et Babette Stern

Les comptes de la structure de défaisance

● En 1995, le Consortium de réalisation (CDR) a reçu 186 milliards de francs d'actifs sortis du bilan du Crédit lyonnais à leur valeur au 1er janvier 1994. Compte tenu des cessions réalisées, ce montant a été ramené à 113 milliards à la fin 1996. Quelque 36 milliards de pertes ont d'ores et déjà été constatées.

● Les créances irrecouvrables et les moins-values potentielles sont estimées à 85,6 milliards, soit 46 % du total. Ces pertes proviennent de quatre grands pôles : l'immobilier (35 milliards sur 50 milliards d'actifs), la filiale néerlandaise du Crédit lyonnais (15 milliards, dont 10 milliards sur MGM), les créances issues des filiales bancaires fermées (25 milliards) et les participations industrielles (un peu plus de 10 milliards).

● Les frais d'exploitation (frais généraux, de conseil, d'avocats...) du CDR jusqu'à son extinction (en 2014) sont évalués à 5 milliards (dont 300 millions pour 1996).

● Le CDR a donné des garanties hors bilan au Crédit lyonnais, dont 11,4 milliards seront perdus.

● Au total, les pertes du CDR devraient atteindre 102 milliards, ramenées à 97 milliards compte tenu de l'existence de 5 milliards de provisions.

● S'y ajoutent les coûts de portage supportés par l'EPFR, l'établissement public qui finance le CDR, évalués à une trentaine de milliards de francs. Cela porte l'addition totale à 130 milliards, sans prendre en compte les 20 milliards de pertes du Crédit lyonnais de 1993 à 1995.

Michel Rouger s'inquiète des 12 milliards d'engagements sur le groupe Pinault

LE RISQUE que porte aujourd'hui le Consortium de réalisation (CDR) sur le groupe de l'industriel François Pinault s'élève à 12 milliards de francs, soit près de 12 % du bilan actuel du CDR. *« Est-ce raisonnable de garder un tel risque sur une personne physique ? »*, s'interroge Michel Rouger, le président du CDR. Outre une participation de 24,5 % dans le capital d'Artémis, holding de tête de Pinault-Printemps-Redoute, qui figure pour 2 milliards de francs dans les comptes du CDR, le Consortium détient des obligations remboursables en actions émises par la Financière Pinault (une autre holding qui coiffe Artémis) pour un montant d'environ 1,5 milliard de francs. Au total, les engagements en capital du CDR s'élèvent donc en valeur nette comptable à 3,5 milliards de francs. Ce ne sont toutefois pas tant ces investissements qui inquiètent aujourd'hui le CDR que la ligne de crédit de 8,5 milliards de francs à échéance 2002-2004 consentie à Artémis dès la fin 1992 pour lui permettre de racheter le portefeuille de junk bonds d'Altus Finance, et au passage permettre au Crédit lyonnais d'afficher dans ses comptes une solide plus-value.

En cas de retournement de l'activité et des marchés aux Etats-Unis, ce crédit, gagé sur le portefeuille d'actifs américains d'Artémis et consenti à un taux intéressant pour le CDR, représenterait un risque réel, jugé insupportable. *« Ce ne sont pas les dividendes de PPR qui financent aujourd'hui les intérêts, mais les cessions »*, explique un proche du dossier. Il est apparu impératif pour le CDR d'alléger ce risque et de céder l'ensemble des engagements en capital sur le groupe Pinault d'ici au 31 mai, tout en se débarrassant en parallèle de sa ligne de crédit. *« Si la proportion crédit/capital était inverse, nous n'aurions pas la même attitude »*, reconnaît-on au CDR.

Craignant de ne pas trouver de repreneur d'ici au 31 mai, la date d'échéance du mandat confié à Goldman Sachs, le CDR a négocié un mode de sortie avec François Pinault. Celui-ci reprendrait les 3,5 milliards de francs d'engagements en capital du CDR en lui versant un à-valoir de 1,5 milliard de francs accompagné d'une clause de retour à meilleure fortune. Ce montant a été sensiblement amélioré, puisque, dans un premier temps, le groupe Pinault ne proposait que 1 milliard. Rien ne dit toutefois que la clause de contrepartie liée à la cession des actifs américains permette de compenser la moins-value... D'où le risque de moins-value de 1 à 1,5 milliard de francs évoqué par le député Patrick Devedjian. Il ne sera guère facile par ailleurs pour le groupe Pinault de trouver un autre bailleur de fonds pour les 8 milliards de crédit en jeu.

S. F.

Le PDG d'Air France met sa démission en balance

ALORS QUE LES PILOTES d'Air France ont déposé un préavis de grève *du 23 au 26 mars*, reconductible fin avril, *le président de la compagnie* aérienne, Christian Blanc, les a avertis, lors d'un conseil d'administration *tenu le 19 mars, qu'il comptait « en tirer toutes les conséquences lors du prochain conseil d'administration du 27 mars »*. Les pilotes refusent l'introduction d'une double échelle de salaires afin de recruter à un niveau de tarif moins élevé 450 pilotes d'ici trois ans.

Le Syndicat national des pilotes de ligne (SNPL), principale organisation de navigants, qui appelle à une assemblée générale le 21 mars, a interprété cette déclaration comme une menace de démission. Pour Christian Blanc, la grève illustrerait *« un refus de la stratégie d'alliance et de développement aujourd'hui engagée »*. Ce serait également *« une rupture du contrat moral qui le lie aux salariés d'Air France depuis le référendum de 1994 »*, par lequel il avait fait passer son projet industriel de redressement.

DÉPÊCHES

■ **EIFFAGE : le troisième groupe français de BTP** a perdu, en 1996, près d'un milliard de francs. Le groupe prévoit le retour au bénéfice pour 1997, a souligné, mercredi 19 mars, le président d'Eiffage, Jean-François Roverato.

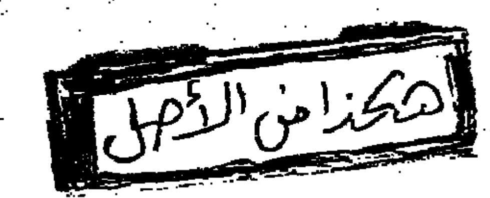
■ **ESSO : la filiale française du groupe pétrolier américain Exxon** a dégagé un bénéfice net de 504 millions de francs en 1996, contre une perte de 28 millions en 1995, indiquait mercredi 19 mars la compagnie. Après une amélioration au premier semestre, la situation s'est ensuite légèrement dégradée.

■ **MÉTRIX : la société d'instruments de mesure** (315 personnes) a été placée, mardi 18 mars, en redressement judiciaire pour six mois. Elle a affiché en 1996 des pertes de 26 millions de francs.

■ **STET : le gouvernement italien a indiqué**, mercredi 19 mars, que le noyau dur d'actionnaires stables de la holding de télécommunications, une fois qu'elle aura été privatisée, devrait porter sur 10 % du capital.

■ **SCHERING : le groupe pharmaceutique allemand** prévoit une hausse de son bénéfice net de 10 % à 15 % en 1997, a indiqué, mercredi 19 mars, son directeur financier, Klaus Pohle. En 1996, Schering a dégagé un bénéfice net consolidé en hausse de 46 %, à 362 millions de marks, (1,2 milliard de francs).

■ **OPA : la réforme des offres publiques d'achat** (OPA) devrait se traduire, selon Jean Arthuis, le ministre des finances, par un allongement des périodes pendant lesquelles l'offre est proposée aux actionnaires : de 20 à 25 jours en cas d'OPA amicale, et de 20 à 35 jours en cas d'OPA hostile.



■ L'OR a ouvert en hausse, jeudi 20 mars, sur le marché international de Hongkong. L'once s'échangeait à 351,80-352,20 dollars, contre 348,80-349,20 dollars, la veille, en clôture.

■ LES COURS du pétrole brut sont restés stables mercredi sur le marché à terme new-yorkais. Le baril a perdu 2 cents, à 22,04 dollars. Mardi, il avait gagné 1,14 dollar.

■ LA BOURSE DU BRÉSIL a enregistré depuis le début de l'année la plus forte rentabilité des marchés latino-américains. Elle a gagné 26 %, suivie par la Colombie (22,8 %) et le Chili (14,9 %).

■ LE LONDON Metal Exchange (LME) publiera quotidiennement et non plus deux fois par semaine, à partir du 7 avril, le niveau des stocks officiels de métaux.

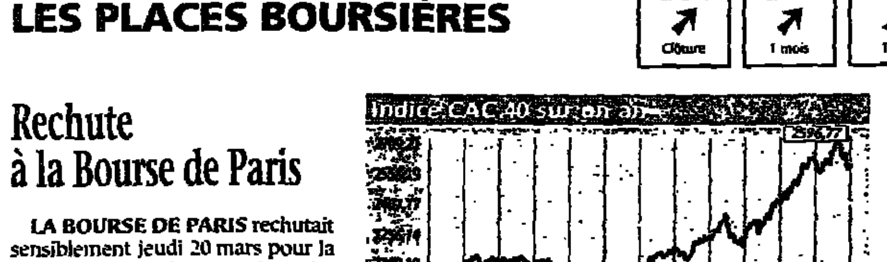
■ LE PRIX DU CUIVRE a de nouveau reculé, mercredi, sur le LME, alors que les opérateurs craignent une baisse de la demande. Le prix de référence a cédé 29 dollars, à 2 314 dollars la tonne.

LES PLACES BOURSIÈRES

CAC 40 ↗ Clôture | CAC 40 ↗ 1 mois | CAC 40 ↗ 1 an | MIDCAC ↗ 1 mois

NEW YORK ↗ DOW JONES | LONDRES ↗ FT 100 | MILAN → MIB 30 | FRANCFORT ↗ DAX 30

Rechute à la Bourse de Paris



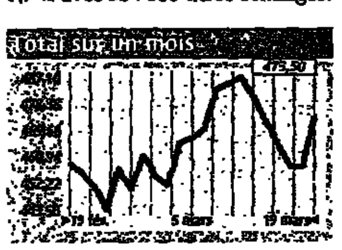
LA BOURSE DE PARIS rechutait sensiblement jeudi 20 mars pour la dernière séance du terme boursier qui, si le mouvement de baisse s'accentuait dans la journée, devrait se solder par un léger déficit. En repli de 0,94 % à l'ouverture, l'indice CAC 40 affichait une heure un quart plus tard une perte de 1,14 %. Aux alentours de 12 h 15, les valeurs françaises affichaient en moyenne un repli de 0,95 % à 2 572,18 points. Le marché était actif avec un chiffre d'affaires de 3,1 milliards de francs sur le marché à règlement mensuel dont 2,5 milliards de francs sur les valeurs de l'indice CAC 40.

Le marché français réagit également aux résultats des entreprises françaises pour 1996 et à leurs perspectives pour 1997. Après une série de bons résultats, les derniers publiés s'avèrent plus contrastés. Le groupe LVMH par exemple, dont les bénéfices progressaient régulièrement ces dernières années, voit ses résultats reculer en 1996. Eiffage accuse une perte de près d'un milliard de francs en 1996 et Essilor a vu ses bénéfices progresser de 4 % seulement l'an dernier.

En conséquence, les analystes sur graphiques se montrent plus réservés sur le comportement du marché à court terme. Certains estiment que le niveau des 2 550 points est un important seuil qui, si il est enfoncé, pour conduire le CAC 40 sous les 2 500 points.

Total, valeur du jour

LA RÉUNION d'analystes organisée, mercredi 19 mars, par Total a eu un effet direct sur le cours du titre du groupe pétrolier. L'action a gagné 3,50 % à 473,50 francs avec des échanges portant sur 365 000 titres. Les boursiers ont été sensibles à l'annonce du versement d'un dividende 1996 plus élevé que prévu. Ce dernier sera augmenté de 21 % à 10,50 francs. Depuis le début de l'année, Total affiche une progression de 12,2 % alors que sur la même période, Elf Aquitaine a déjà gagné 18,8 %. Au cours de la séance de mercredi, Elf Aquitaine n'a progressé que de 0,7 % avec 554 000 titres échangés.



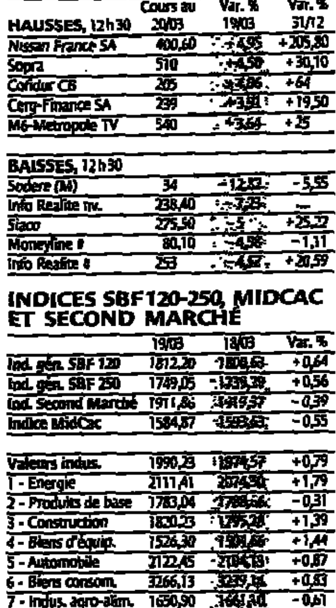
PRINCIPAUX ÉCARTS AU RÈGLEMENT MENSUEL

HAUSSES, 12h30	Cours au 20/03	Var. % 19/03	Var. % 31/12
LVMH Moet Hen.	1355	+3,43	−6,48
Lapeyre	374	+3,17	+25,50
Euro Disney	9,85	+3,14	−4,36
Christian Dior	832	+2,84	−0,59
Metrologie Inter.	20,20	+2,53	+28,25
Castorama Dub.(Li)	873	+1,98	−2,23
Casino Guichard	256	+1,78	+5,96
Schneider SA	293	+1,73	+22,13
Guyenne Gascogne	1899	+1,55	−8,03
Europe 1	1179	+1,55	+7,18
BAISSES, 12h30			
Imetal	884	−4,22	+15,40
Renault	132,70	−3,84	+19,01
Legon	201,50	−3,49	+17,76
Pathe	1421	−3,26	+13,68
Salomon (Ly)	419,10	−3,21	−5,82
S.I.T.A	1082	−3,13	−1,63
Pernod-Ricard	319	−3,09	+11,14
Lafarge	378,90	−2,84	+21,71
Casino Guich.ADP	203,10	−2,82	+6,89
B.N.P.	243	−2,80	+21,01

VALEURS LES PLUS ACTIVES

SÉANCE, 12h30	20/03 Titres échangés	Capitalisation en F
LVMH Moet Hen.	516004	683478815
Carrefour	132585	451618461
Alcatel Alsthom	467147	313371477
Christian Dior	191843	156128491
Air Liquide	173875	149109040
Axa	254357	92529901,30
Elf Aquitaine	151716	82923402
Danone	91211	79168856
Paribas	167278	64834562,10
Total	137536	64208119,60

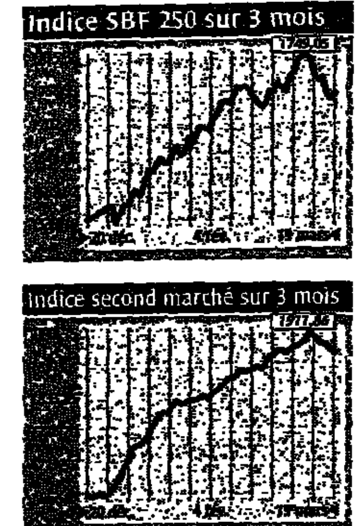
PRINCIPAUX ÉCARTS AU SECOND MARCHÉ

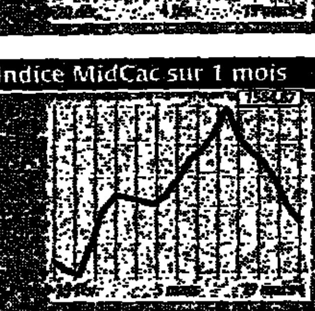


HAUSSES, 12h30	Cours au 20/03	Var. % 19/03	Var. % 31/12
Nissan France SA	400,60	+4,95	+205,80
Sopra	510	+4,50	+30,10
Cofidur CB	205	+4,86	+64
Cerg-Finance SA	239	+3,91	+19,50
M6-Metropole TV	540	+3,64	+25
BAISSES, 12h30			
Sodere (M)	34	−12,82	−5,55
Info Realite nv.	238,40	−7,23	—
Siaco	275,50	−5	+25,22
Moneyline #	80,10	−4,58	−1,11
Info Realite #	253	−4,52	+20,59

INDICES SBF120-250, MIDCAC ET SECOND MARCHÉ

	19/03	18/03	Var. %
Ind. gén. SBF 120	1812,20	1808,63	+0,64
Ind. gén. SBF 250	1749,05	[illegible]	+0,56
Ind. Second Marché	1911,86	1919,37	−0,39
Indice MidCac	1584,87	1593,63	−0,55
Valeurs indus.	1990,23	1974,57	+0,79
1 - Energie	2111,41	2074,30	+1,79
2 - Produits de base	1783,04	1788,66	−0,31
3 - Construction	1830,23	1795,28	+1,39
4 - Biens d'équip.	1526,30	1504,66	+1,44
5 - Automobile	2122,45	2104,18	+0,87
6 - Biens consom.	3266,13	3239,14	+0,83
7 - Indus. agro-alim.	1650,90	1661,00	−0,61
Services	1952,55	1942,36	+0,53
8 - Distribution	3693,94	3668,39	+0,69
9 - Autres services	1277,35	1272,39	+0,39
Sociétés financières	1290,99	1290,09	+0,07
10 - Immobilier	831,28	835,24	−0,47
11 - Services financ.	1267,51	1265,02	+0,20
12 - Sociétés invest.	1707,65	1709,75	−0,12





Wall Street réduit ses pertes en clôture

LES MARCHÉS FINANCIERS japonais étaient fermé, jeudi 20 mars, pour la fête de l'Equinoxe de printemps. En revanche, pas de répit la veille à Wall Street, où les valeurs américaines ont réussi à limiter leurs pertes en clôture, après avoir nettement reculé, dans le sillage du marché obligataire. L'indice Dow Jones a perdu 18,88 points (−0,27 %), à 6 877,68 points. Les coupe-circuit, qui limitent les transactions informatisées lorsque la variation atteint les 50 points, ont été mis en œuvre depuis la mi-journée jusqu'à une demi-heure environ de la clôture. Les prises de positions avant l'expiration trimestrielle, vendredi, d'options et de contrats à terme sur des actions et des indices boursiers (« journée des Trois sorcières ») ont également contribué au déclin. Les principales victimes des liquidations ont été les titres de la haute technologie, qui ont déjà perdu la moitié des gains enregistrés en 1996 (20 %).

En Europe, la Bourse de Londres a terminé en baisse de 24,6 points, soit 0,56 %, à 4 332,2 points. En revanche, la Bourse de Francfort a fini la séance officielle sur une hausse de 0,75 %, à 3 315,93 points.

INDICES MONDIAUX

	Cours au 19/03	Cours au 18/03	Var. en %
Paris CAC 40	2581,48	2573,95	+0,29
New-York/DJ indus.	6897,70	6896,56	+0,02
Tokyo/Nikkei	18493,70	18445,20	+0,26
Londres/FT100	4335,10	4356,80	−0,50
Francfort/Dax 30	3315,93	3291,19	+0,75
Frankfort/Commer.	1138,94	1147,33	−0,74
Bruxelles/Bel 20	2560,93	2560,93	—
Bruxelles/Général	2127,26	2138,66	−0,54
Milan/MIB 30	1047	1047	....
Amsterdam/Gé. Cbs	493,60	499,40	−1,18
Madrid/Ibex 35	475,15	473,15	+0,42
Stockholm/Affarsal	2119,89	2119,89	—
Londres FT30	2861,80	2868,10	−0,22
Hong Kong/Hang S.	12651,40	12748,90	−0,77
Singapour/Strait t	2120,56	2124,29	−0,18

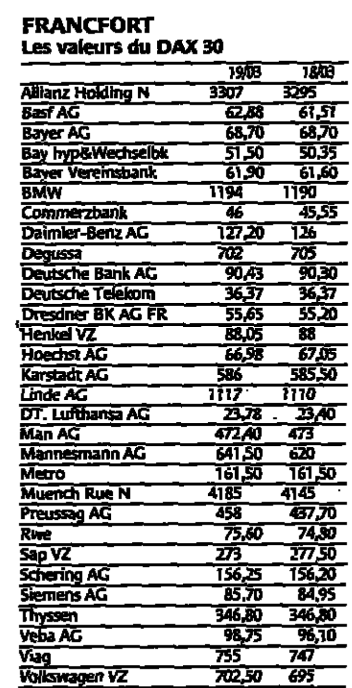
NEW YORK
Les valeurs du Dow-Jones

	19/03	18/03
Alcoa	73,75	73,87
Allied Signal	72,75	73,12
American Express	63,87	63,50
AT & T	34,87	35,25
Bethlehem	8,50	8,50
Boeing Co	103,87	103,75
Caterpillar Inc.	80,62	80,12
Chevron Corp.	67,62	66,87
Coca-Cola Co	59,62	60,50
Disney Corp.	75	75,50
Du Pont Nemours&Co	109,62	111
Eastman Kodak Co	87,12	87,87
Exxon Corp.	101,37	101,25
Gen. Motors Corp.H	56,37	56,75
Gen. Electric Co	103,37	103
Goodyear T & Rubbe	54,37	54,37
IBM	138,12	139,37
Intl Paper	42,50	43,25
J.P. Morgan Co	105,87	105,12
Mc Donalds Corp.	47,25	47
Merck & Co.Inc.	91,50	90,37
Minnesota Mng.&Mfg	88,50	89,37
Philip Moris	121,87	125,25
Procter & Gamble C	121,62	124,25
Sears Roebuck & Co	53,75	54,25
Texaco	101,50	100,87
Union Carb.	47,87	48,12
Utd Technol	76,12	73,75
Westingh. Electric	18,50	18,50
Woolworth	23,12	22,62

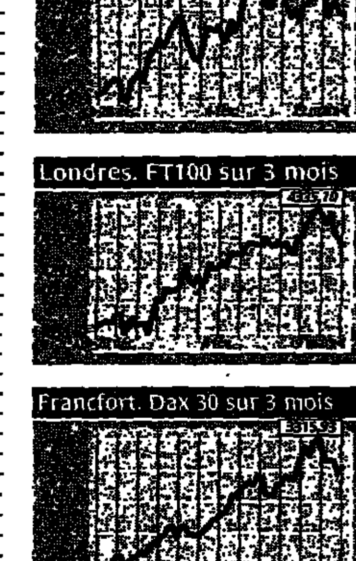
LONDRES
Sélection de valeurs du FT 100

	19/03	18/03
Allied Lyons	4,60	4,62
Barclays Bank	10,86	10,93
B.A.T. industries	5,11	5,17
British Aerospace	13,33	13,33
British Airways	6,49	6,53
British Petroleum	7,04	7,09
British Telecom	4,61	4,41
B.T.R.	2,66	2,69
Cadbury Schweppes	5,33	5,35
Eurotunnel	0,76	0,75
Forte	....	....
Glaxo Wellcome	10,91	11,01
Granada Group Plc	9,25	9,36
Grand Metropolitan	4,92	4,90
Guinness	4,83	4,80
Hanson Plc	0,87	0,87
Great Ic	6,43	6,41
H.S.B.C.	14,62	14,83
Impérial Chemical	7,17	7,13
Legal & Gen. Grp	4,10	4,14
Marks and Spencer	4,72	4,65
National Westminst	7,06	7,12
Peninsular Orienta	6,58	6,60
Reuters	6,23	6,29
Saatchi and Saatch	1,22	1,18
Shell Transport	10,81	10,89
Tate and Lyle	4,32	4,32
Univeler Ltd	16,13	16,17
Zeneca	17,76	17,84

FRANCFORT
Les valeurs du DAX 30



	19/03	18/03
Allianz Holding N	3307	3295
Basf AG	62,88	61,51
Bayer AG	68,70	68,70
Bay hyp&Wechselbk	51,50	50,35
Bayer Vereinsbank	61,90	61,60
BMW	1194	1190
Commerzbank	46	45,55
Daimler-Benz AG	127,20	126
Degussa	702	705
Deutsche Bank AG	90,43	90,30
Deutsche Telekom	36,37	36,37
Dresdner BK AG FR	55,65	55,20
Henkel VZ	88,05	88
Hoechst AG	66,98	67,05
Karstadt AG	586	585,50
Linde AG	1117	1110
DT. Lufthansa AG	23,78	23,40
Man AG	472,40	473
Mannesmann AG	641,50	620
Metro	161,50	161,50
Muench Rue N	4185	4145
Preussag AG	458	437,70
Rwe	75,60	74,80
Sap VZ	273	277,50
Schering AG	156,25	156,20
Siemens AG	85,70	84,95
Thyssen	346,80	346,80
Veba AG	98,75	96,10
Viag	755	747
Volkswagen VZ	702,50	695



LES TAUX

PARIS → Jour le jour | PARIS ↗ OAT 10 ans | NEW YORK → Jour le jour | NEW YORK ↗ Bonds 10 ans | FRANCFORT → Jour le jour | FRANCFORT ↗ Bunds 10 ans

Accès de faiblesse du Matif

LE CONTRAT notionnel du Matif, qui sert à mesurer la performance des emprunts d'Etat français, a ouvert en nette baisse, jeudi 20 mars. L'échéance juin du contrat abandonnait dès les premières transactions 58 centièmes, à 127,32.

La veille, le Matif avait marqué une pause – à l'image des autres marchés européens –, ne perdant que 2 centièmes, à 127,90. Malmenés en début de semaine en raison des craintes d'un report de l'euro, les marchés européens se sont calmés, mais les opérateurs restent sur la réserve tant que subsistent les incertitudes sur la capacité des pays européens, et en particulier l'Allemagne, à respecter les critères de Maastricht en 1997.

La Banque de France a maintenu le taux au jour le jour, à 3,19 %, et les analystes estiment généralement que la Bundesbank devrait maintenir jeudi ses taux directeurs.

Notionnel 10 %, première échéance, 1 an
127,90
19 mars
1er oct.
19 mars

LES TAUX DE RÉFÉRENCE

TAUX 19/03	Taux jour le jour	Taux 10 ans	Taux 30 ans	Indice des prix
France	3,12	5,61	6,47	1,70
Allemagne	3,05	5,73	6,52	1,40
Grande-Bretagne	—	7,28	—	2,50
Italie	6,95	7,67	8,54	2,70
Japon	—	2,35	—	0,20
Etats-Unis	—	6,69	6,96	2,90

MARCHÉ OBLIGATAIRE DE PARIS

TAUX DE RENDEMENT	Taux au 19/03	Taux au 18/03	indice (base 100 fin 96)
Fonds d'Etat 3 à 5 ans	4,24	4,26	99,15
Fonds d'Etat 5 à 7 ans	4,98	4,96	100,25
Fonds d'Etat 7 à 10 ans	5,37	5,34	101,38
Fonds d'Etat 10 à 15 ans	5,68	5,65	102,76
Fonds d'Etat 20 à 30 ans	6,25	6,24	104,36
Obligations françaises	5,65	5,63	101,58
Fonds d'Etat à TME	−1,91	−1,87	98,87
Fonds d'Etat à TRE	−2,15	−2,18	99,02
Obligat. franç. à TME	−1,97	−2,02	99,28
Obligat. franç. à TRE	+0,08	+0,05	99,78

LE MARCHÉ MONÉTAIRE (taux de base bancaire 6,30 %)

	Achat 19/03	Vente 19/03	Achat 18/03	Vente 18/03
Jour le jour	3,1875	....	3,1875	....
1 mois	3,24	3,39	3,21	3,31
3 mois	3,28	3,38	3,27	3,37
6 mois	3,35	3,45	3,34	3,44
1 an	3,31	3,56	3,47	3,60
PIBOR FRANCS				
Pibor Francs 1 mois	3,3164	—	3,3145	—
Pibor Francs 3 mois	3,3789	—	3,3789	—
Pibor Francs 6 mois	3,4551	—	3,4390	—
Pibor Francs 9 mois	3,5332	—	3,5215	—
Pibor Francs 12 mois	3,5859	—	3,5898	—
PIBOR ECU				
Pibor Ecu 3 mois	4,2813	—	4,2708	—
Pibor Ecu 6 mois	4,3177	—	4,3177	—
Pibor Ecu 12 mois	4,3958	—	4,3802	—

MATIF

Echéances 19/03	volume	dernier prix	plus haut	plus bas	premier prix
NOTIONNEL 10 %					
Juin 97	—	127,90	128,16	127,74	127,86
Sept. 97	—	126,32	126,40	126,30	126,30
Dec. 97	—	96	96	96	96
PIBOR 3 MOIS					
Juin 97	—	96,52	96,53	96,50	96,50
Sept. 97	—	96,40	96,42	96,38	96,39
Dec. 97	—	96,29	96,31	96,27	96,28
Mars 98	—	96,13	96,15	96,12	96,14
ECU LONG TERME					
Juin 97	—	93,18	93,30	93	93

CONTRATS À TERME SUR INDICE CAC 40

Échéances 19/03	volume	dernier prix	plus haut	plus bas	premier prix
Mars 97	—	2600	2608	2582	2586
Avril 97	—	2601,50	2607	2586	2588,50
Mai 97	—	2575,50	2575,50	2575,50	2575,50
Juin 97	—	2571	2571,50	2552	2554,50

LES MONNAIES

US/F ↘ 5,6795 | US/DM ↗ 1,6811 | US/¥ ↗ 122,7700 | DM/F ↗ 3,3757 | £/F ↗ 9,0735

Léger repli du dollar

LE DOLLAR cédait du terrain, jeudi 20 mars, au cours des premiers échanges interbancaires. Le billet vert s'échangeait à 5,6747 francs et 1,6821 deutschemark. La veille, la devise américaine avait gagné quelques fractions après l'annonce de chiffres d'inflation aux Etats-Unis qui ont renforcé les anticipations d'un prochain resserrement monétaire, tandis que les devises européennes se sont stabilisées après les secousses de la veille, sur des marchés restant nerveux et qui doutent du calendrier de l'euro. En fin de journée, à Paris, le dollar s'était traité à 5,6792 francs et 1,6830 deutchemark.

Selon les analystes, la progression plus forte que prévu de l'indice des prix à la consommation en février aux Etats-Unis (de 0,3 %, contre des prévisions de 0,2 %) a conforté l'anticipation d'un tour de vis de la Fed lors de la prochaine réunion de son comité monétaire, le 25 mars.

MARCHÉ DES CHANGES À PARIS

DEVISES	cours BDF 19/03	% 18/03	Achat	Vente
Allemagne (100 dm)	337,5700	+0,02	325	349
Ecu	6,5370	+0,14	—	[illegible]
Etats-Unis (1 usd)	5,6795	−0,06	5,4000	[illegible]
Belgique (100 F)	16,3590	+0,02	15,8200	16,9200
Pays-Bas (100 fl)	299,7600	—	—	—
Italie (1000 lir.)	3,3630	+0,28	3,1300	3,6300
Danemark (100 krd)	88,4300	+0,09	82,2500	92,2500
Irlande (1 iep)	8,9065	+0,51	8,4800	9,3200
Gde-Bretagne (1 L)	9,0735	+0,61	8,6400	9,4900
Grece (100 drach.)	2,1400	+0,12	1,8500	2,3500
Suède (100 krs)	74,0800	+0,96	68	78
Suisse (100 F)	392,8000	+0,18	379	403
Norvège (100 k)	83,8600	+1,19	78	87
Autriche (100 sch)	47,9650	+0,01	46,4500	49,5500
Espagne (100 pes.)	3,9775	+0,14	3,7000	4,3000
Portugal (100 esc.	3,3550	+0,15	2,9500	3,6500
Canada 1 dollar ca	4,1261	−0,32	3,8300	4,4300
Japon (100 yens)	4,6160	−0,44	4,4100	4,7600
Finlande (mark)	112,2700	+0,36	106	117

PARITÉS DU DOLLAR

PARITES DU DOLLAR	20/03	19/03	Var. %
FRANCFORT : USD/DM	1,6811	1,6732	+0,44
TOKYO : USD/Yens	122,7700	122,4980	+0,23

MARCHÉ INTERBANCAIRE DES DEVISES

DEVISES comptant:	demande	offre	demande 1 mois	offre 1 mois
Dollar Etats-Unis	5,7575	5,7585	5,7145	[illegible]
Yen (100)	4,6525	4,6480	4,7662	[illegible]
Deutschemark	3,3733	3,3728	3,3748	[illegible]
Franc Suisse	3,9249	3,9229	3,9295	[illegible]
Lire ital. (1000)	3,3896	3,3860	3,3836	3,3826
Livre sterling	9,1717	9,1643	9,1472	[illegible]
Peseta (100)	3,9762	3,9723	3,3619	[illegible]
Franc Belge (100)	16,350	16,342	16,360	[illegible]

TAUX D'INTÉRÊT DES EURODEVISES

DEVISES	1 mois	3 mois	6 mois
Eurofranc	3,27	3,31	3,37
Eurodollar	5,39	5,51	5,68
Eurolivre	5,93	6,20	6,37
Eurodeutschemark	3,20	3,28	3,20

L'OR

	cours 19/03	cours 18/03
Or fin (k. barre)	63100	63300
Or fin (en lingot)	63850	64000
Once d'Or Londres	346,30	—
Pièce française(20f)	372	369
Pièce suisse (20f)	368	367
Pièce Union lat(20f)	368	368
Pièce 20 dollars us	2335	2335
Pièce 10 dollars us	1350	1350
Pièce 50 pesos mex.	2380	2375

LE PÉTROLE

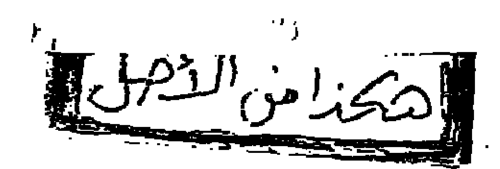
En dollars	cours 20/03	cours 19/03
Brent (Londres)	20,28	20,33
WTI (New York)	20,90	22,10
Light Sweet Crude	21,90	22

LES MATIÈRES PREMIÈRES

INDICES	20/03	19/03
Dow-Jones comptant	150,40	—
Dow-Jones à terme	154,15	153,98
CRB	244,34	244,75

MÉTAUX (Londres)	dollars/tonne	
Cuivre comptant	2373,50	2356
Cuivre à 3 mois	2327,50	2327,50
Aluminium comptant	1609,50	1608,50
Aluminium à 3 mois	1633	1647,50
Plomb comptant	704,50	686,50
Plomb à 3 mois	704,50	692,50
Etain comptant	5967,50	6015
Etain à 3 mois	6015	6065
Zinc comptant	1284,75	1263,25
Zinc à 3 mois	1288	1300
Nickel comptant	7775	7865
Nickel à 3 mois	7895	8005

MÉTAUX (New-York)	$/once	
Argent à terme	517,30	[illegible]
Platine à terme	378,20	382,60
Palladium	144	147,80
GRAINES, DENREES (Chicago)	**$/boisseau**	
Blé (Chicago)	377	388
Maïs (Chicago)	306	302,50
Grain. soja (Chicago)	827,50	823,75
Tourt. soja (Chicago)	272,80	[illegible]
GRAINES, DENREES (Londres)	**£/tonne**	
P. de terre (Londres)	57,10	[illegible]
Orge (Londres)	93	[illegible]
SOFTS	**$/tonne**	
Cacao (New-York)	1459	1481
Café (Londres)	1690	[illegible]
Sucre blanc (Paris)	306	308,50
OLEAGINEUX, AGRUMES	**cents/tonne**	
Coton (New-York)	74,20	[illegible]
Jus d'orange (New-York)	85,60	[illegible]



RÈGLEMENT MENSUEL

JEUDI 20 MARS
Liquidation : 20 mars
Taux de report : 3,13
Cours relevés à 12 h 30

CAC 40 ↘ PARIS
-0,97 %
CAC 40 : 2571,46

VALEURS FRANÇAISES	Cours précéd.	Derniers cours	% +-	Compensation (1)
B.N.P. (T.P)	1000	993	- 0,70	1005
Cr.Lyonnais(T.P.)	880	880	—	880
Renault (T.P.)	1670	1655	- 0,89	1655
Rhone Poulenc(T.P)	2130	2090	- 1,87	2100
Saint Gobain(T.P.)	1340	1330	- 0,74	1330
Thomson S.A (T.P)	1020	1010	- 0,98	1010
Accor	816	805	- 1,34	810
AGF-Ass.Gen.France	200	198,50	- 0,75	200
Air Liquide	860	856	- 0,46	865
Alcatel Alsthom	686	670	- 2,33	670
Axa	364,60	363,80	- 0,21	365
Axime	672	668	- 0,59	665
Bail Investis.	852	850	- 0,23	855
Bancaire (Cie)	724	722	- 0,27	720
Bazar Hot. Ville	590	581	- 1,52	580
Bertrand Faure	276,40	274,50	- 0,68	275
BIC	908	885	- 2,53	930
BIS	490	497	+ 1,42	490
B.N.P.	250	243	- 2,80	245
Bollore Techno.	695	693	- 0,28	695
Bongrain	2165	2168	+ 0,13	2170
Bouygues	569	567	- 0,35	570
Bouygues Offs.	151	150	- 0,66	151
Canal +	1067	1056	- 1,03	1080
Cap Gemini	338	333,70	- 1,27	335
Carbone Lorraine	1326	1311	- 1,13	1350
Carrefour	3436	3392	- 1,28	3420
Casino Guichard	251,50	256	+ 1,78	250
Casino Guich.ADP	209	203,10	- 2,82	205
Castorama Dub.(Li)	856	873	+ 1,98	860
C.C.F.	259,50	258,50	- 0,38	260
CCMX(ex.CCMC) Ly	54,50	—	—	54,50
Cegid (Ly)	785	772	- 1,65	725
Cerus Europ.Reun	137,90	137,80	- 0,07	138
Cetelem	685	684	- 0,14	690
CGIP	1615	1606	- 0,55	1630
Chargeurs Intl	340	336	- 1,17	340
Christian Dior	809	832	+ 2,84	815
Ciments Fr.Priv.B	220	219	- 0,45	220
Cipe France Ly #	700	704	+ 0,57	695
Clarins	776	767	- 1,15	775
CLF-Dexia France	568	562	- 1,05	580
Club Mediterranee	427	427	—	425
Coflexip	332,50	331,50	- 0,30	330
Colas	829	825	- 0,48	830
Comptoir Entrep.	12,15	12,15	—	12
Comptoirs Mod.	2835	2780	- 1,94	2790
CPR	492	487,20	- 0,97	480
Cred.Fon.France	69,50	69,10	- 0,57	69
Credit Lyonnais CI	193,50	190	- 1,80	190
Credit National	352	343,50	- 2,41	350
CS Signaux(CSEE)	300	299,70	- 0,10	300
Damart	4400	4390	- 0,22	4390
Danone	875	867	- 0,91	865
Dassault-Aviation	1430	1404	- 1,81	1410
Dassault Electro	700	691	- 1,28	705
Dassault Systemes	349	344,90	- 1,17	345
De Dietrich	270	269,50	- 0,18	270
Degremont	463	461,50	- 0,32	460
Dev.R.N-P.Cal Li #	51,05	50,25	- 1,56	50
DMC (Dollfus Mi)	147	145,90	- 0,74	145
Dynaction	133	133,20	+ 0,15	134
Eaux (Cie des)	752	753	+ 0,13	745
Eiffage	341,90	340	- 0,55	335
Elf Aquitaine	559	547	- 2,14	545
Eramet	277,10	276	- 0,39	275
Eridania Beghin	910	894	- 1,75	900
Essilor Intl	1518	1513	- 0,32	1500
Essilor Intl ADP	1390	1379	- 0,79	1370
Esso	585	581	- 0,68	610
Eurafrance	2610	2570	- 1,53	2550
Euro Disney	9,55	9,85	+ 3,14	9,50
Europe 1	1161	1179	+ 1,55	1190
Eurotunnel	6,75	6,75	—	6,50
Filipacchi Medias	1490	1482	- 0,53	1480
Fimalac SA	548	541	- 1,27	540
Finextel	105	105,10	+ 0,09	105
Fives-Lille	535	536	+ 0,18	540
Fromageries Bel	4388	4300	- 2	4350
Galeries Lafayette	2100	2100	—	2110
GAN	142,40	140	- 1,68	142
Gascogne (B)	504	495,10	- 1,76	505
Gaumont #	400	394	- 1,50	400
Gaz et Eaux	2520	2523	+ 0,11	2520
Geophysique	570	570	—	520
G.F.C.	535	535	—	535
Groupe Andre S.A.	469	470	+ 0,21	470
Gr.Zannier (Ly) #	162,10	161	- 0,67	162
GTM-Entrepose	305,50	304	- 0,49	305
Guilbert	1101	1095	- 0,54	1090
Guyenne Gascogne	1870	1899	+ 1,55	1880
Havas	404,30	401,70	- 0,64	405
Havas Advertising	652	650	- 0,30	655
Imetal	923	884	- 4,22	915
Immeubl.France	380,90	379,80	- 0,28	380
Infogrames Enter.#	790	778	- 1,51	790
Ingenico	105	104,10	- 0,85	105
Interbail	245	244	- 0,40	245
Intertechnique	1226	1229	- 0,24	1240
Jean Lefebvre	306,50	305,20	- 0,42	305
Klepierre	835	825	- 1,19	835
Labinal	1339	1332	- 0,52	1340
Lafarge	390	378,90	- 2,84	380
Lagardere	172,40	171,20	- 0,69	172
Lapeyre	362,50	374	+ 3,17	365
Lebon	208,80	201,50	- 3,49	205
Legrand	1010	1005	- 0,49	1000
Legrand ADP	708	702	- 0,84	710
Legris Indust.	263,50	258	- 2,08	255
Locindus	856	842	- 1,63	858
L'Oreal	1951	1921	- 1,53	1930
LVMH Moet Hen.	1310	1355	+ 3,43	1310
Lyonnaise Eaux	570	563	- 1,22	560
Marine Wendel	602	608	—	615
Metaleurop	74,90	73	- 2,53	73
Metrologie Inter.	19,70	20,20	+ 2,53	20
Michelin	330	329,20	- 0,24	325
Moulinex	127,20	125	- 1,72	126
Nord-Est	145	144	- 0,68	144
Nordon (Ny)	446	447	+ 0,22	445
NRJ #	783	780	- 0,35	780
OLIPAR	85,50	86,50	+ 1,16	86
Paribas	391,50	387,30	- 1,07	390
Pathe	1469	1421	- 3,26	1460
Pechiney	232,50	230	- 1,07	230
Pernod-Ricard	329	319	- 3,03	313
Peugeot	648	630	- 2,77	645
Pinault-Print.Red.	2170	2160	- 0,46	2160
Plastic-Omn.(Ly)	495	498	+ 0,60	495
Primagaz	605	596	- 1,48	605
Promodes	1881	1880	- 0,05	1873
Publicis	595	595	—	570
Remy Cointreau	152	150	- 1,31	150
Renault	138	132,70	- 3,84	133
Rexel	1630	1644	+ 0,85	1620
Rhone Poulenc A	184,50	184,40	- 0,05	185
Rochette (La)	28,75	28,60	- 0,52	29
Rue Imperiale(Ly)	5980	6010	+ 0,50	6000
Sade (Ny)	198,60	198	- 0,30	199
Sagem SA	3185	3180	- 0,15	3180
Saint-Gobain	841	833	- 0,95	838
Saint-Louis	1370	1355	- 1,09	1360
Salomon (Ly)	433	419,10	- 3,21	430
Salvepar (Ny)	469,90	470,10	+ 0,04	475
Sanofi	526	520	- 1,14	520
Sat	1822	1830	+ 0,43	1840
Saupiquet (Ns)	721	716	- 0,69	720
Schneider SA	288	293	+ 1,73	285
SCOR	223	219	- 1,79	223
S.E.B.	956	951	- 0,52	955
Sefimeg	447,60	446	- 0,35	445
SEITA	212	211,60	- 0,18	210
Selectibanque	77,40	77,40	—	78
SFIM	1157	1169	+ 1,03	1160
SGE	118,20	119,50	+ 1,09	120
Sidel	425,30	426,90	+ 0,37	425
Silic CA	880	870	- 1,13	850
Simco	541	542	+ 0,18	540
S.I.T.A.	1117	1082	- 3,13	1110
Skis Rossignol	143	140,30	- 1,88	142
Sligos	760	740	- 2,63	750
Societe Generale	637	634	- 0,47	635
Sodexho Alliance	2810	2803	- 0,24	2810
Sommer-Allibert	170	168,30	- 1	168
Sophia	240,90	239,10	- 0,74	240
Spir Communication	527	528	+ 0,18	520
Strafor Facom	455,90	453	- 0,63	455
Suez	275	269,50	- 2	270
Synthelabo	580	570	- 1,72	575
Technip	612	601	- 1,79	610
Thomson-CSF	184,50	183	- 0,81	183
Total	473,50	465,30	- 1,73	470
U.A.P.(Compagnie)	144,10	143,60	- 0,34	143
UFB Locabail	545	540	- 0,91	540
UIC	32,10	—	—	32,10
UIF	472	470	- 0,42	470
UIS	199,10	199,60	+ 0,25	199
Unibail	573	571	- 0,34	570
Union Assur.Fonc.	721	710	- 1,52	725
Usinor Sacilor	91,90	89,50	- 2,61	90
Valeo	374,80	366	- 2,34	370
Vallourec	334,60	336,90	+ 0,68	330
Via Banque	223	220,70	- 1,03	220
Worms & Cie	353	353,90	+ 0,25	350
Zodiac ex.dt divid	1449	1465	+ 1,10	1450
Elf Gabon	1830	1810	- 1,09	1830

VALEURS ÉTRANGÈRES	Cours précéd.	Derniers cours	% +-	Compensation (1)
ABN Amro Hol.#	388	381,70	- 1,62	385
Adecco S.A.	1798	1745	- 2,94	1820
Adidas AG #	609	601	- 1,31	610
American Express	358,50	359,10	+ 0,16	360
Anglo American #	344,50	343,20	- 0,37	345
Angold #	400	412	+ 3	410
Arjo Wiggins App.	17,60	17,90	+ 1,70	17,50
A.T.T. #	198,10	198,10	—	199
Banco Santander #	389,80	382,70	- 1,82	380
Barrick Gold #	150	149,10	- 0,60	149
B.A.S.F. #	211,80	205,10	- 3,16	210
Bayer #	230,40	226,90	- 1,51	225
Cordiant PLC	10,75	10,90	+ 1,39	11
Crown Cork ord.#	302,10	308,10	+ 1,98	310
Crown Cork PF CV#	281,20	285	+ 1,35	285
Daimler Benz #	424,50	422	- 0,58	425
De Beers #	201,80	201	- 0,39	200
Deutsche Bank #	304,50	297,30	- 2,36	300
Dresdner Bank #	185	180,50	- 2,43	184
Driefontein #	55,40	55,70	+ 0,54	56
Du Pont Nemours #	627	620	- 1,11	628
Eastman Kodak #	495,70	491,30	- 0,92	490
East Rand #	2,70	2,65	- 1,85	2,65
Echo Bay Mines #	39,45	40,45	+ 2,53	42
Electrolux #	348,80	345	- 1,08	345
Ericsson #	189,90	187,60	- 1,21	188
Ford Motor #	180,40	180	- 0,22	180
Freegold #	43,70	43,65	- 0,11	44
Gencor Limited #	25,10	25,20	+ 0,39	25
General Elect. #	584	583	- 0,17	590
General Motors #	320,50	320	- 0,15	320
Cie Belgique #	449	451	+ 0,44	450
Grd Metropolitan	44,85	45	+ 0,33	45
Guinness Plc #	43,20	44,10	+ 2,08	44
Hanson PLC reg	26,60	26,85	+ 0,93	27
Harmony Gold #	49,20	49,10	- 0,20	49
Hitachi #	49,05	49,20	+ 0,30	49
Hoechst #	223,30	219	- 1,92	220
I.B.M #	779	780	+ 0,12	780
I.C.I #	72	77,90	+ 8,19	78
Ito Yokado #	249,30	246,50	- 1,12	250
Matsushita #	85,50	85	- 0,58	85
Mc Donald's #	266,90	266,60	- 0,11	265
Merck and Co #	524	517	- 1,33	520
Mitsubishi Corp.#	49,70	50,45	+ 1,50	50
Mobil Corporat.#	736	747	+ 1,49	745
Morgan J.P. #	596	601	+ 0,83	600
Nestle SA Nom. #	6210	6180	- 0,48	6205
Nipp. MeatPacker #	60,90	62	+ 1,80	61
Nokia A	347,20	336,50	- 3,08	340
Norsk Hydro #	283	281,50	- 0,53	280
Petrofina #	1925	1908	- 0,88	1930
Philip Morris #	716	680	- 5,02	690
Philips N.V #	252,90	252,20	- 0,27	250
Placer Dome Inc #	111	111,30	+ 0,27	112
Procter Gamble #	697	694	- 0,43	695
Quilmes	314,50	310,50	- 1,27	310
Randfontein #	25,65	25,40	- 0,97	25
Rhone Poul.Rorer #	422,50	421,90	- 0,14	425
Royal Dutch #	1000	994	- 0,60	995
R T Z #	89,50	88	- 1,67	88
Sega Enterprises	148,20	149	+ 0,53	150
Saint-Helena #	31,50	33,60	+ 6,66	33
Schlumberger #	624	623	- 0,16	625
SGS Thomson Micro.	399	393	- 1,50	395
Shell Transport #	97,50	97,30	- 0,20	97
Siemens #	288,50	285,20	- 1,14	285
Sony Corp. #	406	403,50	- 0,61	406
Sumitomo Bank #	72,90	74,70	+ 2,46	73
T.D.K #	371	372,30	+ 0,35	370
Telefonica #	134	133,50	- 0,37	135
Toshiba #	31,85	31,70	- 0,47	32
Unilever #	1066	1058	- 0,75	1060
United Technol. #	423	433,90	+ 2,57	430
Vaal Reefs #	375	372,50	- 0,66	370
Volkswagen A.G #	3030	3000	- 0,99	3050
Volvo (act.B) #	140	141	+ 0,71	141
Western Deep #	176	179	+ 1,70	176
Yamanouchi #	113,30	115	+ 1,50	114
Zambia Copper	12,70	12,60	- 0,78	13

ABRÉVIATIONS
B = Bordeaux; Li = Lille; Ly = Lyon; M = Marseille; Ny = Nancy; Ns = Nantes.
SYMBOLES
1 ou 2 = catégories de cotation - sans indication catégorie 3; ■ coupon détaché; ● droit détaché.
DERNIÈRE COLONNE (1) :
Lundi daté mardi : % variation 31/12
Mardi daté mercredi : montant du coupon
Mercredi daté jeudi : paiement dernier coupon
Jeudi daté vendredi : compensation
Vendredi daté samedi : nominal

COMPTANT

Une sélection Cours relevés à 12 h 30
JEUDI 20 MARS

OBLIGATIONS	% du nom.	% du coupon
BFCE 9% 91-02	—	[illegible]
CEPME 8,5% 88-97CA	101,26	[illegible]
CEPME 9% 89-99 CA#	110,81	[illegible]
CEPME 9% 92-06 TSR	—	[illegible]
CFD 9,7% 90-03 CB	122,15	[illegible]
CFD 8,6% 92-05 CB	118,66	[illegible]
CFF 10% 88-98 CA#	108,60	[illegible]
CFF 9% 88-97 CA#	102,62	[illegible]
CFF 10,25%90-01 CB#	117,85	[illegible]
CLF 8,9% 88-00 CA#	112,80	[illegible]
CLF 9%88-93/98 CA#	104,39	[illegible]
CNA 9% 4/92-07	121,75	[illegible]
CRH 8,6% 92/94-03	116,40	[illegible]
CRH 8,5% 10/87-88#	108,32	[illegible]
EDF 8,6% 88-89 CA#	111,26	[illegible]
EDF 8,6% 92-04 #	117,45	[illegible]
Emp.Etat 6%93-97 #	100,80	[illegible]
Finansder 9%91-06#	122	[illegible]
Finansd.8,6%92-02#	114,75	1,343
Floral9,75% 90-99#	112,02	8,518
OAT 8,5% 87-97CA#	101,25	6,358
OAT 88-98 TME CA#	101,35	0,787
OAT 9/85-98 TRA	—	2,220
OAT 9,50%88-98 CA#	107,02	7,305
OAT TMB 87/99 CA#	99,91	4,623
OAT 8,125% 89-99 #	108,45	8,767
OAT 8,50%90/00 CA#	111,67	8,430
OAT 85/00 TRA CA#	106,70	3,458
OAT 10%5/85-00 CA#	116,47	8,274
OAT 89-01 TME CA#	104,61	0,787
OAT 8,5% 87-02 CA#	116,65	2,795
OAT 8,50% 89-19 #	123,05	3,516
OAT 8,50%92-23 CA#	123,30	[illegible]
SNCF 8,8% 87-94CA	108	[illegible]
Lyon.Eaux 6,5%90CV	931	[illegible]

ACTIONS FRANÇAISES	Cours précéd.	Derniers cours
Arbel	71	72
Baccarat (Ny)	540	540
Bains C.Monaco	570	570
Bque Transatlantl ♦	136,50	136,50
B.N.P.Intercont.	605	602
Bidermann Intl ♦	110	110
B T P (la cie) ♦	7,60	7,60
Centenaire Blanzy	464	462,80
Champex (Ny)	27,50	28
CIC Un.Euro.CIP	350	350
C.I.T.R.A.M. (B) ♦	1896	1896
Concorde-Ass Risq	916	926
Continental Ass.Ly	430	430
Darblay ♦	435	435
Didot Bottin	851	850
Eaux Bassin Vichy ♦	3652	3652
Ecia	950	945
Ent.Mag. Paris ♦	1850	1850
Fichet Bauche	81	83
Fidel	39,10	42,05
Finalens	380	379
F.I.P.P. ♦	316,40	316,40
Fonciere (Cie) ♦	577	577
Fonc. Lyonnaise #	718	715
Foncina #	485	485
Francarep	286	288
France I.A.R.D ♦	1006	1006
France S.A.	1190	1190
From. Paul-Renard ♦	2050	2050
Gevelot	1105	1080
G.T.I (Transport)	271	267
Immobail	103	102
Immobanque	678	670
Locamion (Ly) ♦	558	558
Lucia ♦	58	58
Monoprix ♦	232,80	232,80
Metal Deploye	425	430
Mors #	10,40	10,35
Navigation (Nle)	87,50	86
Optorg	305	302
Paluel-Marmont	271	271,20
Exa.Clairefont(Ny) ♦	1051	1051
Parfinance ♦	305	305
Paris Orleans	290	292
Piper Heidsieck ♦	1720	1720
Promodes (CI)	1446	1439
PSB Industries Ly	420	420
Rougier #	369	365
Saga	66,85	68
Salins du Midi	614	614
S.I.P.H.	210	215
Sofal ♦	39	39
Sofragi ♦	4750	4780
Taittinger	2289	2262
Tour Eiffel	280	285
Vicat	500	495
Caves Roquefort ♦	1750	1750
Elyo ♦	322	322
Finaxa	310	309
Gaillard (M) ♦	1580	1580
Givaudan-Lavirotte ♦	1095	1095
Grd Bazar Lyon(Ly) ♦	168	168
Gd Moul.Strasbourg	1545	1721
Hotel Lutetia ♦	250	250
Hotels Deauville ♦	549	549
Immeubl.Lyon(Ly)#	569	568
L.Bouillet (Ly) ♦	300	300
Lloyd Continental	9980	8050
Lordex (Ny) ♦	18	18
Machines Bull	56,20	55
Mag.Lyo.Gerl.(Ly)# ♦	228	228
Matussiere Forest	68,20	68,90
Moncey Financiere	2989	2990
M.R.M. (Ly) ♦	195	195
Navigation Mixte	970	975
Part-Dieu(Fin)(Ly) ♦	124	124
Pechiney CIP	250,50	252
Pechiney Intl	107,50	104,50
Poliet	500	500
Sabeton (Ly)	765	765
Samse (Ly)	854	853

ACTIONS ÉTRANGÈRES	Cours précéd.	Derniers cours
Bayer.Vereins Bank	208	205
Commerzbank AG	150	150
Fiat Ord	17,25	17,50
Gevaert	405,50	405,50
Gold Fields South	130	130
Kubota Corp.	26	26
Montedison act.ep.	10,05	10,05
Olympus Optical	43,55	43,55
Robeco	474,10	475
Rodamco N.V.	178,40	177
Rolinco	484,90	485
Sema Group Plc	134,50	133
Solvay SA	3400	3400

ABRÉVIATIONS
B = Bordeaux; Li = Lille; Ly = Lyon; M = Marseille; Ny = Nancy; Ns = Nantes.
SYMBOLES
1 ou 2 = catégories de cotation - sans indication catégorie 3; ■ coupon détaché; ● droit détaché; o = offert; d = demandé; ↑ offre réduite; ↓ demande réduite; # contrat d'animation.

SECOND MARCHÉ

Une sélection Cours relevés à 12 h 30
JEUDI 20 MARS

VALEURS	Cours précéd.	Derniers cours
Acial (Ns) #	46	46,85
AFE # ♦	470	480
Aigle #	220	220
Albert S.A (Ns) ♦	109	[illegible]
Altran Techno. #	2060	2048
Montaignes P.Gest.	2025	1990
Assystem #	420	422,80
Bque Picardie (Li) ♦	675	675
Bque Tarneaud(B)#	304,90	300
Bque Vernes	146,90	144
Beneteau #	775	778
B I M P	82	82
Bolron (Ly) #	664	660
Boisset (Ly)#	440	438,50
But S.A.	318	318,20
Cardif SA	787	[illegible]
C.E.E #	180	180
Cermex (Ly) ♦	370,30	370,30
CFPI #	316	317
Change Bourse (M)	290	289
Christ.Dalloz #	2242	2183
CNIM CA#	236	234
Codetour	339,90	340
Comp.Euro.Tele-CET	450	442
Conflandey S.A.	301	301
C.A.Haute Normand.	326	326
C.A. Paris IDF	886	871
C.A.Ille & Vilaine	341,50	341,50
C.A.Morbihan (Ns)	310,90	310,90
C.A.du Nord (Li)	525	525
C.A. Oise CCI	300,10	300,10
Creeks	70	70
Devanlay	599	608
Devernois (Ly)	518	508
Ducros Serv.Rapide	70,10	70,10
Adecco Trav.Tem.Ly ♦	460	460
Europ.Extinc.(Ly)#	453,90	450
Expand S.a	487	485
Factorem	695	700
Faiveley #	310	311
Finacor	73	74,20
Fininfo	738	730
Fructivie	669	669
Gautier France #	244	258
Gel 2000	63	63
GFI Industries #	1025	1010
Girodet (Ly) # ♦	35	35
GLM S.A.	291,30	291,30
Grandoptic.Photo #	890	893
Gpe Guillin # Ly	223	230
Kindy #	161,40	158
Guerbet	273	280
Hermes Internat.1#	1600	1555
Hurel Dubois	610	605
ICBT Groupe #	230	231
I.C.C.	119,10	120
ICOM Informatique	430	428
Idianova	69	69
Int. Computer #	97,50	97,45
IPBM	65	64,10
M6-Metropole TV	521	540
Manitou #	786	783
Manutan	475	455
Marie Brizard #	1050	1060
Maxi-Livres/Profr.	149,10	149
Mecelec (Ly)	72	70,50
MGI Coutier	297,90	297,50
Monneret Jouet Ly#	101,40	101,40
Naf-Naf #	70	70
NSC Schlum. Ny	650	658
Onet #	1125	1130
Paul Predault #	210	208
P.C.W. ♦	19	19
Petit Boy #	96,60	94,15
Phyto-Lierac #	370	368
Pochet	852	870
Poujoulat Ets (Ns) ♦	230	230
Radiall #	695	690
Robertet #	1110	1105
Rouleau-Guichard	348	350
Securidev #	100	102
Smoby (Ly)#	605	581
Sofco (Ly) ♦	53,70	53,70
Sofibus ♦	367	367
Sogepag # ♦	171	171
Sogeparc (Fin)	838	832
Sopra	488	610
Steph.Kelian #	143	140
Sylea	547	550
Teisseire-France	197,50	197,50
TF1-1	557	556
Thermador Hold(Ly)	298	298
Trouvay Cauvin #	125	124,80
Unilog	726	726
Union Fin.France	698	698
Viel et Cie #	149,90	148,10
Vilmorin et Cie #	476,50	475
Virbac	598	598

NOUVEAU MARCHÉ

Une sélection. Cours relevés à 12 h 30
JEUDI 20 MARS

VALEURS	Cours précéd.	Derniers cours
Appligene Oncor	56	56
Belvedere	502	497
BVRP	173,10	175
Coil	240	238
Electronique D2	900	896
FDM Pharma n.	238	235
Genset	285	280
Guyanor action B	26	26
High Co.	176	176
Infonie	160	160
Joliez-Regol	84,90	84,90
Mille Amis	106,70	106,70
Naturex	98	98
Olitec	1395	1380
Picogiga	288	290
Proxidis	34	34
R21 Santé	305	310
Stelax	4,80	4,70

HORS-COTE

Une sélection. Cours relevés à 12 h 30
JEUDI 20 MARS

VALEURS	Cours précéd.	Derniers cours
Eridania-Béghin CI ♦	830	850
Credit Gén.Ind. ♦	8,25	8,25
Générale Occidentale ♦	90	131,60
Mumm ♦	1340	1340
Sté lecteurs du Monde ♦	135	135

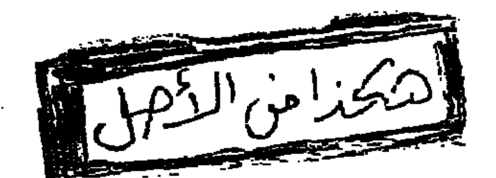
ABRÉVIATIONS
B = Bordeaux; Li = Lille; Ly = Lyon; M = Marseille; Ny = Nancy; Ns = Nantes.
SYMBOLES
1 ou 2 = catégories de cotation - sans indication catégorie 3; ♦ cours précédent; ■ coupon détaché; ● droit détaché; o = offert; d = demandé; ↑ offre réduite; ↓ demande réduite; # contrat d'animation.

SICAV et FCP

Une sélection
Cours de clôture le 19 mars

VALEURS	Émission Frais incl.	Rachat net
ACIPI		
Agipi Ambition (Axa)	133,07	[illegible]
BANQUES POPULAIRES		
Valorg ♦	2408,80	[illegible]
BNP		
Antigone Trésorerie	876701	876701
Natio Court Terme	14081	14081
Natio Court Terme2	382375	382375
Natio Epargne	2270,16	[illegible]
Natio Ep. Capital C/D	16698,56	[illegible]
Natio Ep. Croissance	2750,32	[illegible]
Natio Ep. Obligations	231,56	[illegible]
Natio Epargne Retraite	157,22	[illegible]
Natio Epargne Trésor	11104,20	[illegible]
Natio Epargne Valeur	644,19	[illegible]
Natio Immobilier	1378,75	1351,72
Natio Inter	2039,78	[illegible]
Natio Monétaire C/D	5439,24	[illegible]
Natio Opportunités	193,72	[illegible]
Natio Patrimoine	1637,78	[illegible]
Natio Perspectives	1502,34	[illegible]
Natio Placements C/D	78129,18	[illegible]
Natio Revenus	1112,12	[illegible]
Natio Sécurité	11364,28	[illegible]
Natio Valeurs	1280,93	[illegible]
BRED BANQUE POPULAIRE		
Moneden	91568,94	91568,94
Oblig. tres caté.	256,33	252,54
CDC-GESTION (Groupe Caisse des dépôts)		
Livret Bourse Inv. D ♦	792,06	768,98
Le Livret Portefeuille D ♦	1035,64	1005,48
SICAV MULTI-PROMOTEURS		
Nord Sud Dévelop. C/D ♦	2459,25	2454,34
Patrimoine Retraite C	308,69	302,64
Sicav Associations C ♦	2406,45	2406,45
CDC TRÉSOR		
Fonsicav C	19477,91	19477,91
Mutual. dépôts Sicav C	19064,34	[illegible]
CAISSE D'EPARGNE		
Ecur. Actions Futur D	258,77	[illegible]
Ecur. Capicourt C	231,89	231,89
Ecur. Capitalisation C	246,26	246,26
Ecur. Distrimonétaire D	10492,17	[illegible]
Ecur. Expansion C	81952,65	81952,65
Ecur. Géovaleurs C	3335,23	[illegible]
Ecur. Investis. D	210,27	[illegible]
Ecur. Monépremière	11228,54	[illegible]
Ecur. Monétaire C	12947,84	12947,84
Ecur. Monétaire D	12331,17	[illegible]
Ecur. Trésorerie C	318,17	318,17
Ecur. Trimestriel D	1998,16	[illegible]
Eparcourt-Sicav D	199,58	[illegible]
Géoptim C	12352,92	[illegible]
Géoptim D	12021,81	[illegible]
Horizon C	2075,66	[illegible]
Prévoyance Ecur. D	107,38	107,38
Fonds communs de placements		
Ecur. Capipremière C	11840,21	11840,21
Ecur. Sécuripremière C	11854,24	11842,40
Ecur. Sensipremière C	12789,55	12789,55
CRÉDIT AGRICOLE — CNCA		
Amplia ◇	118690,44	118690,44
Atout Amérique	164,34	160,33
Atout Asie	100,71	98,25
Atout Futur C	743,73	725,59
Atout Futur D	700,13	683,05
Coexis	1927,29	1891,35
Dieze	2091,09	2052,10
Elicash ◇	941672,16	941672,16
Epargne-Unie	195,88	191,10
Eurodyn	2287,89	2232,09
Indicia ♦	1599,05	1599,76
Moné.JC ◇	11866,58	11866,58
Moné.JD ◇	11489,34	11489,34
Oblifutur C	535,09	525,11
Oblifutur D	535,09	525,11
Oraction	1913,98	1867,30
Revenu-Vert	1218,60	1195,88
Sévéa ♦	117,18	114,32
Synthésis	17535,75	17191,91
Uni Association ◇	119,95	119,95
Uni Foncier	1451,39	1415,99
Uni France	804	784,39
Uni Garantie C	1847,11	1812,67
Uni Garantie D	1412,74	1386,40
Uni Régions	1826,84	1782,28
Univar C ◇	307,41	307,41
Univar D ◇	301,57	301,57
Univers Actions	219,76	214,40
Univers-Obligations	234,83	230,45
CIC BANQUES		
Francic	695,03	674,79
Francic Pierre	137,75	133,74
Francic Régions	1942,59	1886,01
CIC PARIS		
Associc	1112,53	1112,53
Cicamonde	1508,04	1464,12
Converticic	387,21	381,49
Ecocic	1609,71	1562,83
Mensuelcic	10272,26	10170,56
Oblicic Mondial	3670,77	3616,52
Oblicic Régions	1206,34	1188,51
Rentacic	166,69	164,23
CRÉDIT LYONNAIS		
Eurco Solidarité	1352,91	1339,51
Lion 20000 C	17050,52	17050,52
Lion 20000 D	16356,01	16356,01
Lion Association	10937,60	10937,60
Lion Court Terme C	26194,61	26194,61
Lion Court Terme D	23751,62	23751,62
Lion Plus	1530,12	1500,12
Lion Trésor	2520,87	2495,91
Oblilion	2012,58	1992,65
Sicav 5000	688,91	675,40
Slivafrance	1157,01	1134,32
Slivam	544,78	534,10
Slivarente	248,19	243,32
Slivinter	680,64	667,29
Trilion	5292,36	5224,44
CRÉDIT MUTUEL		
Avenir Alizés	2265,26	2228,84
Créd.Mut.Mid.Act.Fr.	159,57	155,30
Créd.Mut.Ep.Cour.T.	909,99	909,99
Créd.Mut.Ep.Ind.C	127,77	124,35
Créd.Mut.Ep.J	22782,56	22782,56
Créd.Mut.Ep.Long.T.	256,33	249,47
Créd.Mut.Ep.Monde ♦	1481,85	1442,19
Créd.Mut.Ep.Oblig.	1840,07	1803,99
Créd.Mut.Ep.Quatre	1101,61	1080,01
LCF E. DE ROTHSCHILD BANQUE		
Asie 2000	827,15	791,53
Saint-Honoré Capital	19335,36	18772,19
St-Honoré March. Emer.	836,67	800,64
St-Honoré Pacifique	697	666,99
LEGAL & GENERAL BANK		
Sécuritaux	1821,52	1821,52
Stratégie Actions	1025,43	985,99
Stratégie Rendement	1913,29	1853,82
LA POSTE		
Amplitude Monde C	929,16	906,58
Amplitude Monde D	905,17	883,09
Amplitude Europe C/D	140,06	136,64
Elanciel D	164,60	160,59
Emergence Poste D	134,05	130,78
Géobilys C	640,72	631,25
Géobilys D	611,52	602,48
Intensys C	116,95	116,77
Intensys D	111,98	111,81
Latitude C	147,46	147,46
Latitude D	138,73	138,73
Oblitys D	621,21	612,03
Plénitude D	192,87	188,37
Poste Gestion C	44211	44211
Revenus Trimestr. D	[illegible]	[illegible]
Solstice D	2352,45	[illegible]
Thésora C	968,33	[illegible]
Thésora D	802,32	[illegible]
SOCIÉTÉ GÉNÉRALE ASSET MANAGEMENT		
Actimonétaire C	37728,68	37726,68
Actimonétaire D	30721,52	30721,52
Cadence 1 D	1078,56	1067,88
Cadence 2 D	1069,68	1059,09
Cadence 3 D	1056,34	1045,88
Capimonétaire C	407,62	407,21
Capimonétaire D	378,73	378,35
Sogeoblig C	9046,38	8956,81
Interoblig C	7062,86	6992,95
Intersélection France D	674,89	661,66
S.G. France opport. C	1992,35	1953,28
S.G. France opport. D	1901,94	1864,65
Sogenfrance C	1740,10	1705,98
Sogenfrance D	1590,54	1559,35
Sogépargne D	308,25	305,20
Soginter C	2120,36	2078,78
Fonds communs de placements		
Favor D	1479,05	1450,05
Sogeliance D	1713,12	1696,16
Sogenfrance Tempo D	182,86	179,27

SYMBOLES
◇ cours du jour; ♦ cours précédent.



AUJOURD'HUI

LE MONDE / VENDREDI 21 MARS 1997

PATINAGE *La jeune Américaine* **Tara Lipinski, quatorze ans, championne des Etats-Unis, est l'une des favorites pour remporter le titre mondial de patinage artistique, les** *21 et 22 mars*, **à Lausanne. ● QUINZIÈME aux derniers championnats du monde, à Edmonton (Canada), cette athlète qui a séduit l'Amérique avec son format de poche (1,45 m pour 35 kilos) et ses manières de jeune femme a fait de gros progrès sous les yeux de son entraîneur Richard Callaghan et de sa mère, Patricia. ● LA TENANTE du titre, Michelle Kwan, qui aura elle dix-sept ans dans quatre mois, a été battue par Tara Lipinski lors des championnats des Etats-Unis. ● Les Allemands Mandy Woetzel et Ingo Steuer ont remporté à Lausanne leur premier titre de champions du monde en couple, les Français Sarah** *Abitbol* **et Stéphane Bernadis se classant septièmes.**

A Lausanne, les petites fées de la glace jouent les grandes dames

Tara Lipinski, princesse miniature du patinage artistique, concourra, vendredi 21 et samedi 22 mars, pour le titre mondial. A seulement quatorze ans. Sa rivale, Michelle Kwan, n'en a pas encore dix-sept

LAUSANNE
de notre envoyée spéciale

Elle s'élance pour exécuter un saut, puis file dare-dare se réfugier *le long de la rambarde à por*tée de la voix rassurante de son entraîneur, Richard Callaghan. Tara Lipinski sait ses chances réelles. A la mi-février, elle a été sacrée plus jeune championne des Etats-Unis, devant la championne du monde en titre, Michelle Kwan, *seize ans et* quelques mois. Toute la saison, elle s'est appliquée à gagner l'estime des juges. En remportant la finale de la série des champions, début mars, à Hamilton (Canada), après s'être classée deuxième du Skate Canada, troisième *du Trophée Lalique à Paris* et deuxième de la Coupe des nations en Allemagne, elle est devenue une prétendante légitime au titre mondial.

L'an passé, au mondial d'Edmonton (Canada), où elle avait décroché une prometteuse quinzième place, on la confondait avec les minuscules ramasseuses de fleurs qui déblaient la glace après le passage des compétiteurs. Aujourd'hui, son corps inachevé d'enfant prépubère singe à merveille les allures de ses rivales, plus âgées. Elle a appris à feindre la morgue de mise lors des échauffements. Elle est devenue une *virtuose* de l'« intox » chère aux patineurs. De ses programmes riches en éléments, elle a travaillé la vitesse d'exécution. Naturellement fiable sur les sauts, elle s'applique à avoir l'air *« d'une jeune fille sophistiquée »* en évoluant, dans un clin d'œil aux juges, sur la bande originale de *Little Women* (un remake des *Quatre filles du docteur March*) pour le programme technique, *Raison et Sentiments* et *Beaucoup de bruit pour rien* pour le programme libre.

TEMPSPORT

Tara Lipinski.

Alors que Michelle Kwan doute et tente d'apprivoiser un corps en pleine mutation (environ 1,60 m pour 50 kg), Tara Lipinski vit ses années d'insouciance. *« Les références à sa petite taille la chagrinent un peu,* confie son coach. *Elle espère secrètement atteindre 1,50 m »*. Mais ses radiographies de croissance sont peu encourageantes. Tara Lipinski jouit donc de la confiance et d'une forme d'inconscience idéales pour succéder à Kwan.

Elle incarne aussi ce dont l'Amérique raffole. Originaire de Sugar Land – le « pays du sucre » – au Texas, elle allie le physique troublant des petites reines de beauté aux qualités athlétiques d'une Jennifer Capriati et à l'esprit d'une Shirley Temple. Elle semble avoir emprunté le maquillage et les accessoires à chignon de sa mère lorsqu'elle délivre, à grands renforts d'effets d'ongles soigneusement manucurés, le discours préfabriqué des bébés-stars.

Ses parents, Patricia et Jack, qui avouent ne rien connaître au patinage, n'en finissent pas de s'étonner d'avoir engendré une telle merveille. Ils apprennent sur le tas, s'adaptent au rythme effréné dicté par leur dynamique rejeton depuis sa naissance. Il y eut d'abord l'ours en peluche offert par un centre commercial et qu'elle voulut à quatre ans : fallait-il s'inscrire pour l'obtenir à un cours de patin à roulettes ? Qu'à cela ne tienne. A cinq ans, elle faisait la loi dans une équipe de hockey de garçons de trois ans ses aînés. A six ans, elle n'avait pas chaussé des patins d'artistique depuis une demi-heure qu'elle chaloupait comme une professionnelle sur la musique d'ambiance.

A onze ans, puisque Tara maîtrisait tous les sauts triples, sa maman a opté pour l'enseignement à domicile et l'a suivie à l'université du Delaware, un centre d'entraînement principa*lement dévolu à la formation des* couples et des danseurs sur glace. Très vite, la petite a eu besoin *« d'une glace de meilleure qualité et d'une attention particulière »*.

ADOLESCENTE TRÈS NORMALE

Sa mère l'a emmenée, fin 1995, dans la banlieue de Detroit (Michigan), où Richard Callaghan, coach du champion du monde 1996 Todd Eldredge, a pris la direction des opérations : entraînement de 9 heures à 12 h 30, une pause d'une heure pour déjeuner, puis les cours à la maison de 15 heures à 19 heures. Chauffeur, cuisinière et superviseur, Pat Lipinski attend sa fille en bord de piste, résignée. *« Tara a toujours pris toutes les décisions la concernant,* dit-elle, *et ce qu'elle veut, c'est patiner. Nous ne pouvons qu'être là pour l'aider à se réaliser. Elle est notre seule enfant. »*

Richard Callaghan ne s'alarme pas de cette dévotion : *« Pat et Jack sont soucieux de voir Tara réussir parce que c'est elle-même qui le désire. »* Depuis deux ans, les parents de Tara ont cédé du terrain à Mike Burgh. Mi-agent, mi-organisateur de shows de gymnastique ou de patinage conçus pour la télévision. Il assure à Tara, contre sa participation épisodique, un dédommagement des lourds investissements consentis par ses parents. Plus de 50 000 dollars (environ 280 000 francs) certaines années entre voyages, double loyer, matériel, leçons particulières et précepteurs. *« Mike était le seul des nombreux agents nous courtisant que Tara aimait bien,* disent ses parents. *Avec lui et grâce à ses résultats en compétition, elle gagne de l'argent sans avoir à sacrifier son entraînement. »* Et Tara fait un tabac. Un héritier de la famille Romanov installé à Los Angeles n'a eu de cesse de la rencontrer après l'avoir vue à la télé. Lors d'un show à Santa Monica (Californie), il est venu lui offrir un des fameux œufs Fabergé.

Tara Lipinski est irrésistible. Pourquoi, d'ailleurs, contrarier cette élève de troisième qui ravit ses trois précepteurs et promet de devenir avocate *« comme papa »*. *« La situation n'est pas parfaite,* reconnaît Jack Lipinski, employé par une compagnie pétrolière et séparé de "ses femmes" par le patinage, *mais nous nous appelons tous les jours, nous nous voyons au minimum deux fois par mois. »* Au Texas, on a vendu le cheval de Tara. Elle n'a plus de temps pour les mini-rodéos, mais les cinq chiens gardent la maison où vit toujours Jack. *« Pour qu'on ait un chez nous. »* Chaque année pour les vacances, la gamine traîne ses parents dix jours à Disneyworld. *« Elle connaît tous les personnages, elle est même devenue amie avec Blanche Neige,* soupire sa mère. *Mais elle grandit. »* Selon Richard Callaghan, qui a vu d'autres petits génies, Tara n'est tout de même pas précoce dans tous les domaines. *« Elle est douée, mais c'est aussi une adolescente très normale qui jacasse au téléphone, adore traîner avec ses copines de la patinoire au centre commercial et écouter à tue-tête une musique détestable ! »*

Patricia Jolly

Premier titre pour le couple Woetzel et Steuer

Les Allemands Mandy Woetzel et Ingo Steuer ont obtenu leur premier titre de champions du monde en couple, mercredi 19 mars. Déjà en tête du programme court la veille, ils ont interprété un programme libre mieux « payé » que celui des tenants du titre, Marina Eltsova et Andrei Bushkov, malgré deux chutes de Woetzel. Les Russes ont été relégués à la deuxième place sur une chute de Bushkov dans la rambarde sur le triple boucle piqué. Le même saut a perturbé leurs compatriotes Oksana ***Kasakova et Artur Dmitriev dans le programme technique comme dans*** **le programme libre. Pourtant considérés comme favoris, avec la paire allemande, ils doivent leur troisième place à l'incroyable malchance et aux trous de concentration du troisième couple russe engagé : Elena Berezhnaya et Anton Sikharulidze, victimes de deux chutes chacun, ont été relégués à la neuvième place, alors qu'ils pointaient en troisième position après le programme technique. Les Français Sarah Abitbol et Stéphane Bernadis se sont classés septièmes.**

■ **FOOTBALL : Jürgen Klinsmann va quitter le Bayern.** Le capitaine de l'équipe d'Allemagne a annoncé, *mardi 18* mars, son désir de quitter le club bavarois. Arrivé à Munich le 1er juillet 1995 en provenance de Tottenham, l'ancien joueur monégasque est sous *contrat avec le Bayern jusqu'*au 30 juin 1998, mais une clause spéciale lui permet de quitter le club avant cette date. *« Lorsque l'on quitte le Bayern, ce n'est pas pour un autre club de la Bundesliga, mais pour l'étranger »*, a précisé Klinsmann.

■ ***À l'issue* d'un conseil d'administration tenu mardi 18 mars au siège de Canal Plus,** Michel Denisot, président délégué du Paris-Saint-Germain, a indiqué que *le club parisien allait disposer* de 80 millions de francs supplémentaires pour son recrutement. Quant à Jean-François Domergue, le directeur général du PSG, qui avait reçu une proposition du Racing-Club de Strasbourg, il voit ses pouvoirs accrus avec la responsa*bilité de la gestion adminis*trative, commerciale et sportive du club.

■ **CYCLISME : l'Italien Roberto Petito a remporté la Tirreno-Adriatico,** dont la septième et dernière étape, Grottamare-San Benedetto (159 km), disputée mercredi *19 mars, a été gagnée au* sprint par son compatriote Mario Traversoni devant Corrado Minali. – (*AFP*.)

■ **PATINAGE : Scott Hamilton souffre d'un cancer des testicules,** a révélé, mercredi 19 mars, l'entourage du quadruple champion du monde, médaillé d'or aux Jeux olympiques de 1984 à Sarajevo. Agé de trente-huit ans, Scott Hamilton se déclare confiant dans ses chances de guérison.

Dortmund stoppe net l'aventure d'Auxerre

AUXERRE
de notre envoyé spécial

Chaque club a sa bête noire. Celle d'Auxerre est noir et jaune. Le Borussia Dortmund vient de *briser* les rêves de *grandeur* d'une petite ville de l'Yonne pour la deuxième fois en quatre ans. Après les avoir privés d'une finale de Coupe de l'UEFA en 1993, les Allemands ont coupé aux Bourguignons l'accès aux demi-finales de la Ligue des champions. Leur victoire (1-0) au stade Abbé-Deschamps, mercredi 19 mars, a sonné le glas pour le champion de France.

Noir et jaune : le Westfalensta*dion l'était tout entier, il y a quinze* jours, lors du match aller, remporté par Dortmund (3-1). Il n'était pas un spectateur qui ne revêtait le maillot de son club fétiche. Cet engouement bicolore était beau à voir. Accessoirement, il rapporte 80 millions de francs par saison au *club en marchandisage. Cela avait* fait réfléchir Guy Roux. Depuis une semaine, l'entraîneur menait campagne pour que le stade Abbé-Deschamps se pare de bleu et blanc. Les deux camionnettes de la Boutique du supporteur furent largement sollicitées avant le début *de la rencontre. Mais les specta*teurs avaient préféré se revêtir avec des accessoires sortis du placard, répondant à la dominante du jour. Certains se présentèrent même au guichet recouverts de sacs-poubelle ! Plus économe que Guy Roux, il n'y a guère que le supporteur auxerrois...

Pingre, mais pas voleur. L'entraîneur l'a fait savoir aux millions de téléspectateurs de manière démonstrative. En plein courroux, « *le* » Guy s'en est allé lui-même exiger de ses ouailles qu'ils restituent le ballon, retenu dans une tribune. D'un pas trottinant, il a échappé à la surveillance du délé*gué de la rencontre. Justice et bal*lon ne tardèrent pas à être rendus...

« Le jour où les gens ne rendront pas le ballon à Auxerre, je ne serai plus entraîneur de ce club », affirma par la suite l'auteur de ce geste rempli, sinon de noblesse, du moins de la plus franche honnêteté. Mais, dans la minute qui suivit, l'homme se lança dans une violente diatribe sur les accointances germanophones de l'arbitre autri*chien et des joueurs de Dortmund*, n'étant pas loin de se dire victime d'un anschluss moral.

« CET AUTRE MONDE »

Bref, Auxerre est éliminé. La Ligue des champions, *« cet autre monde »*, comme la décrit Jean-*Claude Hamel, le président du* club, continuera sans demi-portion. L'Ajax Amsterdam, le Borussia Dortmund, Manchester United et la Juventus Turin : les ogres n'ont plus qu'à se manger entre eux. Le cinquantième match en Coupe d'Europe de Guy Roux ne *lui aura pas porté chance. Il est* bien un peu ennuyeux d'être le premier champion de France depuis 1992 à ne pas atteindre les demi-finales de la plus prestigieuse des compétitions continentales. Mais cela n'empêchera pas l'Yonne de couler. Dès dimanche, Auxerre retrouvera le championnat et tentera de décrocher une onzième qualification européenne.

Un ancien Auxerrois jouera pourtant les demi-finales. On souhaite *bien du plaisir* à Eric Cantona. Gott Im Himmel, Dieu du ciel, le Borussia Dortmund est une fière équipe ! Elle prétend remporter la Ligue des champions, vingt et un ans *après le dernier succès* d'un club allemand, le Bayern Munich. Elle en a les moyens. Mercredi, Auxerre a tourné une bonne heure autour de cette montagne sans y trouver de failles, à l'exception de deux coups de tête de Franck Silvestre dans la première demi-heure. Après le but chanceux, sur un tir détourné de Lars Ricken (61e), les Bourguignons ont renoncé à chercher plus longtemps, abandonnant littéralement la par*tie. À Manchester de reprendre les* investigations, en avril.

La plus belle scène de cette soirée sera finalement survenue après la rencontre. Une centaine de supporteurs auxerrois en bleu et blanc traversèrent la pelouse pour venir applaudir leurs 1 300 hôtes alle*mands. La tribune jaune* et noir répondit par des « Allez Auxerre ! » en français dans le texte. A la sortie, chacun échangea des poignées de main, des remerciements, visiblement ému de cet inhabituel élan d'amitié.

Benoît Hopquin

■ **Un match nul à Porto (0-0) a suffi à Manchester United pour** rejoindre en demi-finales de la Ligue des champions, le Borussia Dortmund. L'autre demi-finale, disputée les 9 et 23 avril, opposera la Juventus Turin, *vainqueur* de Rosenborg (2-0), à l'Ajax Amsterdam, qui s'est qualifié aux dépens de l'Atletico Madrid à la fin de la prolongation (3-2).

Bataille grenobloise autour du match France-Italie de rugby

À MOINS de trois jours du coup d'envoi du match de rugby France-*Italie qui doit avoir lieu*, samedi 22 mars, sur la pelouse du stade Lesdiguières à Grenoble, une tout autre dispute, révélatrice, en dépit des assurances de chacun, de la *persistance* d'un climat particulier à la ville, s'est jouée hors terrain entre la municipalité, conduite par le maire socialiste Michel Destot et le conseil général de l'Isère, dirigé par Michel Hannoun (RPR), en charge de l'intérim d'Alain Carignon.

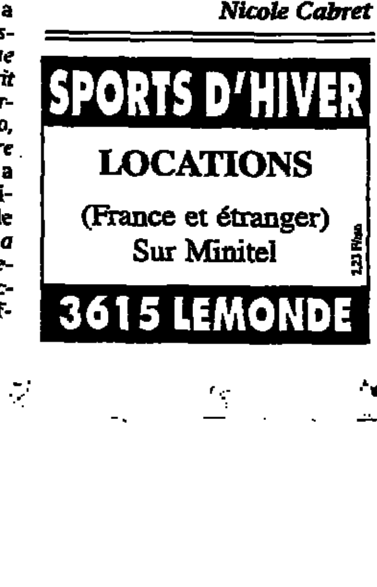
Répondant à *une* offre présentée par la société France-Rugby Promotion, chargée de la commercialisation des événements sportifs de la Fédération française de rugby (FFR), le département s'est en effet rendu acquéreur d'un espace publicitaire au centre de la pelouse, qu'aujourd'hui la ville lui conteste, au motif qu'elle *« n'a pas été associée à ce choix »*.

Dans une lettre adressée le 17 mars à la Fédération, l'adjoint chargé des sports, Yves Brouzet, a ainsi demandé qu'*« aucune inscription, ou logo, relevant d'une collectivité territoriale ne soit inscrit sur le terrain ou affiché sur le pourtour »*. *« S'il doit y avoir un logo, c'est celui de Grenoble, propriétaire du terrain »*, a justifié l'élu, qui a en revanche démenti que la municipalité ait jamais eu l'intention de faire interdire le match. *« Il y a une vraie tradition du rugby à Grenoble et nous nous réjouissons d'accueillir cette rencontre »*, a-t-il affirmé.

Le conseil général, mis en cause, a de son *côté* réagi et publié un *communiqué dans* lequel il précise avoir *« passé un contrat en bonne et due forme »* et n'avoir pas *« l'intention aujourd'hui de* [le] *remettre en cause »*. Visiblement embarrassée *par une querelle dont elle se* serait bien passée, la Fédération a pour sa part botté en touche. *« Apparemment, toutes les collectivités territoriales concernées ont bien été contactées »*, a confirmé un de ses représentants, précisant que la Fédération allait s'efforcer de *« calmer le jeu »*.

Pas totalement neutre puisque présidé par le professeur Max Micoud, conseiller municipal d'opposition (div. droite) de Grenoble, le Comité des Alpes de rugby, organisateur de la rencontre a, lui aussi, passé le ballon. *« Nous nous sentons aujourd'hui pris en otage par une querelle politique qui ne sera profitable, ni au rugby ni à Grenoble »*, a regretté un de ses dirigeants.

Nicole Cabret





Mode à Paris, l'underground sur le podium

Prêt-à-porter pour l'hiver 1997-1998. Quand forces de l'ombre et couleurs du métissage s'affrontent... Reflets d'une époque de toutes les fractures

APRÈS LONDRES ET MILAN, avant New York, les défilés parisiens du prêt-à-porter pour l'hiver 1997-1998, organisés du 10 au 19 mars, s'achèvent, laissant derrière eux une odeur de tabac froid dans un matin blême. Entre messes noires et rêve d'ailleurs, *no future* et cosmopolitisme, le scénario à facettes d'une saison placée sous le signe des extrêmes. *Vingt* ans après le *God Save the Queen* des *Sex Pistols*, on a vu le noir se répandre sur les podiums, révélant *zones* d'ombre, exorcismes, mutilations et déchirures, dans des Métropolis saisies par la peur. Entre les sudisettes de nylon néo-trashy, les remakes réalistes des *Damnés* de Visconti, et les scènes de chasse dans un bordel berlinois, les fantômes s'interpellent.

La déchéance devient un effet de style, la prostitution et la drogue, des classiques, dans des *parodies* douteuses des photos de Nan Goldin. Jean Colonna avec son défilé *Lune dans le caniveau*, à Pigalle, est la référence obligée. Les nouveaux spectres prônés par les stylistes-photos expriment une fascination pour les cheveux blonds en pétard, le regard dégoulinant de rimmel, la silhouette osseuse, le torse nu sous une grande veste d'homme : *« C'est très choc, très cut, très sharp... »*, expliquait Sonia Rykiel en coulisses à Marie-Christiane Marek, animatrice de « Paris-Mode » sur la chaîne câblée Paris-Première : *« J'avais envie de ce côté* Mars Attacks, *tu vois, mais sans l'overdose... »*

Le noir, cette saison, a servi de ligne de rupture entre deux mondes. Toutes les couleurs du noir sont au rendez-vous. Il y a le noir qui crisse, et le noir qui pleure. Le noir têtu dans ses *bottes pointues (Costume National)* et le noir silencieux qui avance à pas d'ombre, avec Ann Demeuleemester. Ou encore Helmut Lang renouvelant d'une manière moderne et poétique, la robe noire, portée comme un tee-shirt voilé de tulle, comme une esquisse au fusain sur une page blanche.

ENVIE DE LIBERTÉ

Des petites tribus se forment, avec leur chef de file. Ecarlate et noir, le monde fantastique de Martine Sitbon, aux robes-filaments de velours *dévoré*, *trouve* un écho chez la néo-romantique *et marseillaise Fred Sathal* : surgies d'un château hanté, ou d'une grotte rongée par la mousse, ses princesses aux manteaux-ailes de papillon, ongles crochus et pailletés, libèrent les fantômes de Barbey d'Aurevilly.

A l'Elysée-Montmartre, le Belge Dirk Van Saene fait défiler un cortège de pensionnaires en deuil, sarraus gris, visages de porcelaine *voilés d'un casque d'escrime* en résille sur lesquels on lit des broderies comme des tags : *Black angel* (Ange noir), *Prettiest* (la plus jolie), ou *Tears of Love* (larmes d'amour). C'est l'image qu'emporteront avec eux, les Coréens et les Japonais – très nombreux dans le public – venus chercher ici les frissons de l'underground européen. Comme l'explique la Japonaise Keiko Hirayama, directrice d'un magazine de mode édité par Shiseido, *« au Japon, les marques italiennes ou américaines sont plus populaires aujourd'hui que les couturiers français. Leurs images servent de modèles d'identification. Mais après Londres, c'est à Paris qu'on vient rechercher l'avant-garde ».*

Epoque de toutes les fractures traduites dans les couleurs, le choix des mannequins, ou des musiques – techno et batcave contre chants du monde ou blues. Les vêtements habillent des attitudes, une manière de s'exposer ou de se durcir, d'aller vers les autres ou de se caparaçonner. L'habit n'aura jamais fait autant le moine. Epaulée, réveillonnante dans ses robes dorées façon *« soir de victoire à Vitrolles »*, ou coincée dans ses tailleurs, l'image de la bourgeoisie française retrouve en arrogance ce qu'elle perd en audience internationale. Ce n'est certainement pas avec la couture pour dames décolorées à bergers allemands, et autres para-Marlene (Stéphane Rolland) que Paris reconquiert une allure.



PHOTOS RAPHO POUR « LE MONDE »

Le monde fantastique de Martine Sitbon.



Les feux d'artifice de Christian Lacroix.

Au moment où les Américains applaudissent Paris comme capitale de la haute couture (*« Romance is back »*, écrit l'hebdomadaire *Time* du 24 mars, *« C'est chic, c'est French »*, constate *Newsweek du 17 mars), des télescopages d'in*fluences venues d'ailleurs rendent à Paris son souffle. En marge des frou-frous Belle Epoque et de la mode cancrelat, loin des petites culottes de Londres et des bruits de bottes de Milan, des couturiers et des créateurs manifestent leur envie de liberté, d'ouverture, exactement comme à la fin des années 70. Brisant ainsi le carcan d'un système de la mode qui se réduirait à des images muettes, des femmes au regard cendreux, et aux bouches effacées.

TELS DES MANIFESTES

Deux visions, auxquelles les années 80 servent de repères, s'affrontent : *no future* contre métissage, clones de rédactrices de mode contre corps en mouvement. Dans ce contexte, certaines collections s'imposent comme des manifestes : avec ses *« reines de tous les continents »*, Jean-Paul Gaultier aura suscité une émotion très rare. Le monde de Xuly Bet remue, secoué de rythmes et de désirs.

Dans un feu d'artifice de couleurs, roses posés comme des touches de fards, pépites d'or tissées, satins arlequins, lamés mosaïques, Christian Lacroix donne à ses *« citadines migrantes un peu tribales »* l'étoffe des héroïnes du monde. La joie de l'accumulation se fond dans une allure, silhouette d'égérie qui mène la danse.

Loin des visages hagards, la parure redevient le symbole d'une fin de siècle planétaire : merveilleuses en boubou et manteau militaire d'Isabel Marant, africaines tibétaines de l'Anversois Dries Van Noten, chinoises coréennes de Lee Young Hee. Paris s'aère encore dans ce nouveau *« street couture »* griffé Bertrand Maréchal, aisance que cherche à définir Albert Elbaz, nouveau styliste de Guy Laroche. Certains éliminent, simplifient. D'autres se protègent.

Les noirs fluides de Yohji Yamamoto, comme des épis d'ombre sous le vent, s'encombrent parfois de constructions trop académiques sur un corps improbable. Martin Margiela, lui, n'organise pas un défilé, mais trois, laissant sortir d'un car de tourisme quelques filles en tailleur *« inachevé »*, aux épaulettes piquées d'épingles. La pression est intense. Et comme l'explique un couturier retrouvant après les fureurs du show, le calme du showroom : *« Le problème, c'est que nous n'avons plus le temps de rêver... »*

Laurence Benaïm

Photographies de Françoise Huguier

Ann Demeulemeester, princesse du noir

BAPTISÉE « DÉESSE ROCK » (« Rock Goddess ») par le quotidien américain *Women's Wear Daily*, Ann Demeulemeester est sans doute l'une des stylistes européennes les mieux reconnues aux Etats-Unis. Née à Kortrijk (Courtrai [Belgique]) en 1959, cette ancienne élève de l'Académie royale des Beaux-Arts d'Anvers fête en 1997 les dix ans de sa griffe, diffusée dans cent soixante points de vente à travers le *monde*.

Styliste, chef d'entreprise à la tête d'une société de vingt personnes, elle vit et travaille en autarcie à Anvers et présente deux fois par an à Paris, depuis 1992, ses collections. *« J'ai besoin du vide pour pouvoir construire,* dit Ann Demeulemeester. *J'aime être dans une île plutôt qu'au milieu de tout. C'est dans la solitude que je trouve la force. »* Elle reprend, là où les couturiers japonais l'ont laissé, le travail sur l'espace entre le corps et le vêtement, avec ses silhouettes moitié sculptées, moitié abstraites. Un dos devient un devant, un drapé se fond dans une robe, simulant une légère torsion ; une épaule glisse, le flou et le tailleur se croisent dans l'ombre.

LE MOUVEMENT COUPÉ

De cette nonchalance faite de hasards provoqués et d'asymétries, la collection*neuse de roses sauvages qu'elle est a fait un* style, aux couleurs du blanc et du noir, un art de vivre, une musique apprise auprès de ses idoles, Lou Reed et Patti Smith.

Comme des mouches dans un aquarium immaculé, les acheteurs se précipitent, cette saison, sur ses pardessus d'ombre, ses tee-shirts à pinces cicatrices ou ses tuniques impalpables de tulle de soie frangées de perles de verre noir, à l'image d'une silhouette à la fois *« plus près du corps, et plus aérée ». « Je ne veux pas être distraite par la couleur,* dit la créatrice. *Le noir, c'est une forme, c'est un tombé, une recherche qui fait partie de ma vie. Il y a des noirs rock and roll et des noirs poétiques, agressifs, masculins, chics, vulgaires. Avec lui, tout est possible, il exige, on ne peut pas se permettre de faire des erreurs. »*

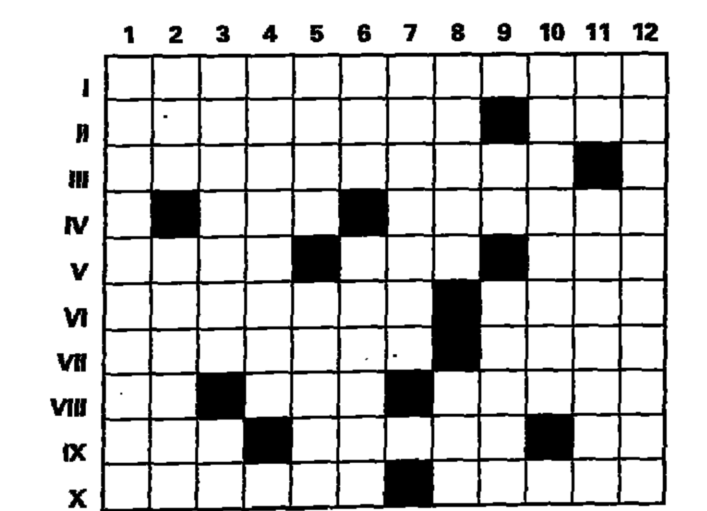
« Je commence par le dessin, dit encore Ann Demeulemeester. *Je le donne aux modélistes qui travaillent avec moi. Je les laisse recommencer jusqu'à ce qu'on trouve la traduction parfaite du croquis. On étudie, on avance. Depuis le début, je cherche à couper le mouvement dans un vêtement. Faire qu'il se confonde avec un geste. La fin de l'histoire, c'est avoir envie de porter les vêtements et de se sentir belle dedans. Mon luxe, c'est de faire ce que je veux. »*

L. B.

MOTS CROISÉS

PROBLÈME N° 97052

SOS Jeux de mots : 3615 LEMONDE, tapez SOS (2,23 F/min).



HORIZONTALEMENT

I. Des ouvertures avec de drôles de regards. – II. Sur les pas de sainte Angèle. Renforce le cor en appel. – III. Rendra puisque mal pris. – IV. Un classement pour ceux qui sont bien en court. Fit une tête ondulée. – V. Tout feu tout flamme. Doublé ou triplé dans la bavette. Un peu de *gaspillage*. – VI. Elle en a par-dessus la tête. Des bains chez Degas. – VII. Sans aucune imagination et heureusement sans suite. Mis dans un ensemble. – VIII. Nobel nippon. Précieuse essence indienne. Fleurs cueillies à l'envers. – IX. Vieille rogne. Poitrines familières. Voyelles. – X. Courts et gros chez les animaux. Toujours bon pour le service.

VERTICALEMENT

1. Pour une bonne tension de la chaîne. – 2. Découpage historique. S'attaquera au fruit. – 3. Comme une lionne sortant de l'écu. Lettres de l'église. – 4. Se battent pour gagner. – 5. Pour mettre le bateau à l'eau et prendre un bain. De nature agréable. – 6. Petite pièce au Moyen Age. Les parties qu'il faut gagner absolument – 7. Sorti à l'arraché. – 8. Fera la grande ouverture. Possessif. – 9. Un début de roulement. L'art de couper les mots. – 10. Pour tirer les fils du lin. – 11. Cité d'Abraham. *Libération*, mais pas *Le Monde* ni *Le Figaro*. – 12. En douceur mais pas toujours en ligne droite.

Philippe Dupuis

SOLUTION DU N° 97051

HORIZONTALEMENT

I. Agriculteurs. – II. Ruilé. Métrée. – III. Rivets. Li. CD. – IV. INA. Oculaire. – V. Edition. Grün. – VI. Retenu. Béret. – VII. Er. Létal. Isa. – VIII. Ou. Slang. – IX. Ad hoc. Ei. UNR. – X. Nue-propriété.

VERTICALEMENT

1. Arrière-ban. – 2. Guinder. Dû. – 3. Rivait. Ohé. – 4. Ile. Teluop. (poulet). – 5. Cétoine. Cr. – 6. Scouts. – 7. Lm. Un. Alep. – 8. Tell. Blair. – 9. Etiage. – 10. Ur. Irrigue. – 11. Recrues. Nt. – 12. Sédentaire.

L'ART EN QUESTION

N° 9

En collaboration avec Réunion des Musées Nationaux

La mode au musée

LE 24 JANVIER, le Musée de la mode et du textile s'installe dans la partie ouest de l'aile de Rohan, rue de Rivoli, à Paris. Attribuée sous le Second Empire au ministère d'Etat, aux bureaux de la Maison de l'empereur, et plus tard au ministère des finances, l'aile de Rohan constitue un précieux témoignage de l'architecture du Louvre. *Tout ce qui* concerne l'habillement, la mode, a *aujourd'hui son musée où seront* exposées des sélections faites au *sein des collections. Celles-ci* comprennent près de 60 000 costumes, des accessoires, des textiles et des documents d'archives.

Quel ministre a offert au Musée de la mode et du textile le costume qu'il portait lors d'une séance à l'Assemblée nationale ?

■ Raymond Barre
■ Jacques Chaban-Delmas
■ Jack Lang

Réponse dans *Le Monde* du 28 mars.

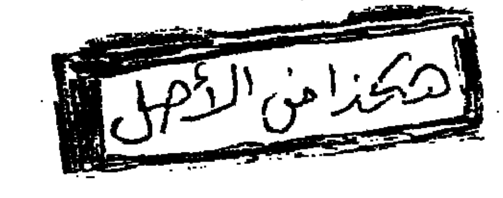


JOËL LAITER

Costume d'apparat masculin, en velours de soie vert foncé brodé, 1800-1818.

Solution du jeu n° 8 (*Le Monde* du 14 mars). Les vitraux de la Sainte-Chapelle (1243-1248), située dans l'enceinte de l'actuel Palais de justice de Paris, sont contemporains de la tête de Jayavarman VII réalisée par un sculpteur khmer.

Le Monde est édité par la SA Le Monde. La reproduction de tout article est interdite sans l'accord de l'administration.
Commission paritaire des journaux et publications n° 57 437
ISSN 0395-2037



Imprimerie du Monde
12, rue M. Gunsbourg
94852 Ivry cedex

Le Monde PUBLICITÉ
Président-directeur général : Dominique Alduy
Directeur général : Gérard Morax
133, avenue des Champs-Elysées
75409 Paris cedex 08
Tél : 01 44 43 76 00 Fax : 01 44 43 77 30

PRINTED IN FRANCE

Le fast-food est atteint par la crise de la restauration

En 1996, pour la première fois, McDonald's et ses concurrents n'ont pas progressé. La crise de la « vache folle » a pesé lourd, mais certains s'interrogent aussi sur l'apparition d'un phénomène de lassitude chez les consommateurs

En 1996, l'activité de McDonald's et de Quick, les principales chaînes de fast-food en France, n'a progressé que grâce à la création de nouveaux restaurants. En raisonnant à nombre d'établissements constant, apparaît une baisse de l'ordre de 5 % en un an. Les effets de la crise de la « vache folle » n'expliquent pas tout. L'environnement économique et social n'est guère favorable, et peut-être faut-il aussi compter avec un phénomène de lassitude. A l'instar des autres secteurs de la restauration, les fast-foods multiplient les références aux valeurs-refuges, fondées sur l'authenticité. McDonald's lance, le 21 mars, un hamburger *« au goût français »*, avec une sauce au poivre et à la moutarde ancienne, et Quick devrait suivre, dès le 24 mars, avec *« un nouveau hamburger au bœuf, sur toast »*. Deux études menées viennent rappeler que l'engouement actuel en faveur du *« terroir »* peut revêtir un caractère artificiel. Le plus souvent, les consommateurs se révèlent incapables de distinguer l'industriel de l'artisanal.

LE HAMBURGER a sans doute mangé son pain blanc. Pour la première fois de l'histoire de ce secteur qui n'avait connu que des années de forte croissance, 1996 marque un recul. A périmètre comparable – c'est-à-dire en ne prenant pas en compte les restaurants ouverts au cours de l'année –, la baisse d'activité de la chaîne belge Quick (270 établissements) atteint environ 5 %. Leader incontesté du hamburger (7 milliards de francs et 500 établissements en France), McDonald's fait état d'une baisse du même ordre. Là encore, seules les implantations nouvelles ont permis d'accroître les ventes.

Bien sûr, la crise de la vache folle a pesé lourd, même si l'organisation propre aux grandes chaînes de restauration rapide (l'existence de filières garantissant la « traçabilité » de la viande bovine) leur a permis de limiter les dégâts. Cependant, les responsables de la profession admettent que d'autres facteurs sont intervenus. De toute évidence, le fast-food est atteint à son tour par la crise qui touche depuis deux ans l'ensemble de la restauration. *« Les gens sortent moins, et la qualité grandissante des produits surgelés à consommer à domicile commence à exercer une certaine concurrence »*, assure-t-on chez McDonald's. Chez Quick, on insiste également sur *« les difficultés économiques, notamment le chômage des moins de vingt-cinq ans, qui représentent la moitié de notre clientèle »*.

« UNE AUTRE ATTENTE »

Directeur de Coach Omnium, cabinet spécialisé dans l'hôtellerie et la restauration, Mark Watkins va plus loin. *« Un phénomène de lassitude commence à affecter le fast-food*, analyse-t-il. *Pour y faire face, les chaînes multiplient les nouveautés, mais il va aussi leur falloir renouveler l'animation, car les enfants y viennent surtout pour l'ambiance. Ces derniers temps, l'espérance de vie d'un concept de restaurant s'est raccourcie.*

» *« Le hamburger a vingt ans, et il n'étonne plus personne*, renchérit le consultant Bernard Boutboul (Gira-Sic). *Les sandwicheries ont réalisé de gros progrès et lui font de l'ombre. Une autre attente se dessine »*, affirme-t-il tout en reconnaissant que les chaînes font preuve d'un réel dynamisme.

« Ce n'est pas parce que l'environnement est difficile que notre concept de restaurant est en déclin, rétorque Pierre Woreczek, directeur du marketing de McDonald's. *Nous ne provoquons plus autant de curiosité, mais nous conservons de solides arguments : propreté des locaux, qualité et régularité des produits, sens de l'accueil mais aussi capacité de s'adapter à l'évolution des goûts. Nous disposons de vraies réserves de croissance. »*

VENTS DÉFAVORABLES

En fait, les géants du fast-food (65 000 emplois et plus de 10 milliards de chiffre d'affaires en France) ont déjà réagi face aux vents défavorables qui se lèvent. McDonald's France – qui n'envisage pas de casser les prix comme aux Etats-Unis – s'est lancé, avec le Mc Morning, à la conquête du marché du petit déjeuner.

Le groupe américain montre aussi qu'il sait se plier à la culture alimentaire locale lorsqu'il le juge nécessaire. Le 21 mars, le Mc Deluxe, hamburger *« au goût français »*, fera son apparition. Une initiative à laquelle Quick répondra, dès le 24 mars, avec *« un nouveau hamburger au bœuf, sur toast »*.

Toujours en quête de proximité avec un consommateur dont on sait qu'il apprécie d'être rassuré par l'évocation d'une tradition plus ou moins idéalisée, l'industrie du fast-food multiplie les références aux valeurs-refuges, à l'image d'un nombre grandissant de restaurants et de chaînes hôtelières. Avec le Mc Deluxe, McDonald's rend hommage aux préférences des adultes français pour le salé et les légumes frais. Une façon de sacrifier à la mode du retour au naturel.

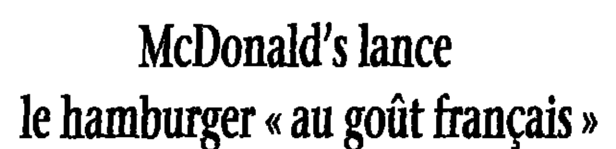
Pour sa part, Kentucky Fried Chicken, chaîne de fast-food industriel, axe son discours sur la recette du poulet aux épices inventée il y a fort longtemps par son créateur. Commercialement prometteuse, cette sensibilité n'est pas pour autant une recette-miracle. Quick, qui s'est imposé derrière McDonald's en multipliant les innovations, reconnaît que son hamburger à la sauce béarnaise s'est soldé par un cuisant échec...

NOUVEAUX TERRITOIRES

Les années d'expansion à tout va du fast-food sont révolues. La croissance se poursuivra, mais à un rythme moins effréné. McDonald's et Quick, qui ont ouvert respectivement une centaine et quarante-cinq nouveaux restaurants l'an passé, prévoient d'en ouvrir beaucoup moins en 1997, mais il leur reste encore de nouveaux territoires à conquérir, surtout dans les villes moyennes.

Actuellement, il se vend un hamburger pour sept sandwiches, et la France compte un fast-food pour 75 000 habitants. Elle pourrait en compter un pour 40 000 habitants au début du siècle prochain.

Jean-Michel Normand



McDonald's lance le hamburger « au goût français »

L'HOMMAGE est symbolique, mais il faut l'apprécier à sa juste valeur. A partir de vendredi 21 mars, McDonald's propose un hamburger *« au goût français »*. Premier sandwich gratifié d'une dénomination *« explicitement compréhensive dans la langue française »*, le Mc Deluxe sera servi avec une nouvelle sauce à base de moutarde à l'ancienne et de poivre. *« Légèrement relevé »*, cet assaisonnement rompt avec la traditionnelle saveur sucrée-salée qui caractérise, avec force ketchup, la signature des hamburgers classiques. Le Mc Deluxe est composé d'un steak haché de 113 grammes, d'une rondelle de tomate au calibre revu à la hausse, d'une tranche de cheddar, d'oignons frais et, pour la première fois, d'une feuille de salade entière et non plus coupée en petits morceaux.

Ces marques d'estime adressées à quelques standards de la cuisine française ne sont évidemment pas gratuites. Pour McDonald's, il s'agit de proposer à sa clientèle *« un goût différent »* avec ce produit spécifique à notre pays qui, précise le groupe, est destiné à s'inscrire de façon permanente dans la gamme des produits proposés dans ses plus de 500 restaurants.

MÉTISSAGE GASTRONOMIQUE

Le résultat escompté est d'élargir la gamme afin d'inciter les inconditionnels à revenir plus souvent et, surtout, attirer l'attention de ceux qui ne trouvaient pas chez « McDo » les saveurs qu'ils apprécient en général. *« Les préférences gustatives évoluent*, remarque un dirigeant du groupe américain. *Les gens souhaitent un goût plus rond et, en même temps, plus marqué. Ils recherchent aussi davantage de légumes, pour plus de fraîcheur et de qualité. A travers la recherche d'une saveur plus proche des produits, s'exprime une demande de rassurance. D'une certaine manière, ce phénomène nous rattrape. »*

Le Mc Deluxe sera vendu un peu moins de 20 francs, ce qui le situe dans la même tranche de prix que les autres hamburgers de bonne taille. Ce lancement d'un hamburger délibérément salé illustre la nécessité de couvrir les différentes sensibilités alimentaires. S'il marque aussi la force des réticences culturelles qu'expriment les papilles françaises à l'égard du mélange sucré-salé, il constitue aussi une forme de métissage gastronomique plutôt sympathique et, en tout cas, parfaitement en phase avec les tendances alimentaires actuelles.

DIVERSIFICATION

D'après les études menées auprès de 1 500 clients, le Mc Deluxe (appellation déjà connue à l'étranger mais pour des produits différents) est particulièrement apprécié des plus de 35 ans, des femmes et des consommateurs n'habitant pas en région parisienne. Il semble également convenir aux 12-14 ans qui, contrairement à certaines idées reçues, ne sont pas forcément prêts à mettre le ketchup à toutes les sauces...

En proposant ce produit, McDonald's poursuit sa stratégie de diversification – déjà expérimentée avec la création de hamburgers au poulet, au poisson, l'introduction de salades composées et, fin 1996, de la formule de petit déjeuner Mc Morning – tout en la recentrant. Tout en commercialisant le Mc Deluxe, la chaîne américaine entend remettre de l'ordre dans son menu. En dix-huit mois, pas moins de sept hamburgers *« saisonniers »* (Mc Timber, Mc Wanted, etc.), qui ne constituaient pas toujours de véritables nouveautés, ont vu le jour. Désormais, l'accent est mis sur une meilleure lisibilité de la carte.

J.-M. N.

DR

Le Mc Deluxe : délibérément salé

Le « terroir », concept à géométrie variable

LES PRÉFÉRENCES alimentaires sont affaire de papilles gustatives. Mais elles sont aussi intimement liées à certains conditionnements culturels. Pour mieux mettre au jour les dimensions subjectives de nos choix nutritifs, Françoise Siret et Sylvie Issanchou se sont livrées à deux *expériences révélatrices*...

Respectivement chercheur au laboratoire d'évaluation sensorielle au Centre technique de la salaisonnerie et au laboratoire de recherche sur les arômes de l'INRA, les deux scientifiques ont réuni cent vingt-cinq consommateurs originaires de la région parisienne et de Dijon. Au programme, deux séances de dégustation. Au menu, huit pâtés de campagne : quatre spécialités réalisées à partir d'une recette « traditionnelle », les autres d'origine « non traditionnelle ».

DÉGUSTATION EN AVEUGLE

Lors de la première séance, il a été demandé aux consommateurs de noter l'aspect et le goût des produits qui leur étaient présentés mais sans que leur origine, industrielle ou non, ne soit évoquée. Une semaine plus tard, les mêmes pâtés leur ont été présentés avec, cette fois, une étiquette précisant de quel type de fabrication il s'agissait.

Lors de la première séance, la dégustation en aveugle a vu *« les pâtés non traditionnels obtenir des notes significativement plus élevées que les pâtés traditionnels »*.

En revanche, après information sur la technique de réalisation du produit, l'ordre des préférence s'est trouvé bouleversé. Visiblement, la seule présence d'une étiquette évoquant une fabrication artisanale a fait bondir la note (de 22 % en moyenne) alors que, pour les autres pâtés, l'indice de satisfaction n'a pas varié.

Conclusion : *« Une information relative à une fabrication traditionnelle joue un rôle positif important, tant sur l'attente que sur l'appréciation après dégustation, et une information relative à une recette non traditionnelle joue un rôle négatif, mais uniquement sur l'attente. »*

Une deuxième expérience a été tentée auprès de cent cinq Parisiens et Dijonnais auxquels il a été demandé de goûter douze jambons cuits différents. Parmi ceux-là, six avaient été fabriqués à partir d'une technologie industrielle classique. Toutefois, leur appellation évoquait une tradition artisanale immémoriale. L'autre moitié était composée de produits fabriqués par des artisans selon une technologie datant des années 70.

Première observation : les consommateurs, auxquels l'emballage des produits n'a pas été présenté, ont largement plébiscité les jambons non traditionnels. Deuxième observation : *« Un grand nombre de jambons non traditionnels ont été notés comme traditionnels »* et cela quel que soit l'âge ou l'origine géographique des personnes interrogées.

RASSURER LES CONSOMMATEURS

« La tradition au sens du technologue est bien différente de la tradition au sens du consommateur », concluent non sans flegme les deux auteurs de l'étude, qui souhaiteraient que des recherches soient menées sur d'autres produits et avec d'autres échantillons afin de confirmer ce constat. *« Un produit présenté comme traditionnel permet surtout de rassurer les consommateurs, incapables à quelques très rares exceptions d'identifier une fabrication artisanale »*, note Françoise Siret, qui constate que *« cette notion reste largement du domaine de l'immatériel »*. Dès lors, on comprend que, désormais, les industriels de l'agroalimentaire ne jurent plus que par le « terroir ».

J.-M. N.

VENTES

Peintures de l'entre-deux-guerres

TOUT LE MONDE le sait : la peinture moderne renaîtra forcément de ses cendres. En attendant, c'est le moment d'acheter des œuvres dont les prix n'ont cessé de baisser pendant plus de six ans. A Drouot, un ensemble de plus de deux cents tableaux modernes, qui sera vendu le 24 mars, propose notamment de nombreuses toiles des années 20-30, dont les estimations moyennes vont de 5 000 à 35 000 F.

Entre les deux guerres, le malaise qui pèse sur l'Europe est ressenti par tous les artistes, et les peintres vont l'exprimer d'une manière particulière. Apparu vers 1906, le cubisme a déjà préparé le terrain, en imposant une traduction géométrique des formes figuratives, qui se prolonge tout naturellement dans l'abstraction.

Serge Charchoune (1888-1975) élabore son œuvre de manière progressive, comme le montre une suite de quatorze toiles, datées en 1928 et 1936 et estimées entre 10 000 et 18 000 F. Elles illustrent en même temps unité et diversité.

Douze œuvres de Marcelle Cahn (1895-1981) sont typiques de l'esthétique puriste, un mouvement qui prône des formes synthétisées entre le cubisme et l'abstraction. *Instruments de musique* (1926), dans l'esprit de Fernand Léger, est annoncé à 60 000-80 000 F, *Le Bougeoir* (1923), de 25 000 à 30 000 F, *Verre de vin et Cartes à jouer* (1922 », de 12 000 à 15 000 F.

Pierre Tal-Coat (1905-1985) est un des peintres français dont la cote se consolide peu à peu. Bien que sa période la plus appréciée concerne l'après-guerre, où il se lance dans l'abstraction pure, les créations des années 30 ne sont pas dédaignées. On trouvera ici *La Discorde* (vers 1939) dont on attend 30 000-40 000 F et *Deux têtes* (1934), 30 000 à 35 000 F.

André Lhotte (1885-1962) jouit d'une demande internationale pour sa période cubiste, la plus recherchée. Un paysage d'esprit cubiste, mais un peu tardif, figurant des *Maisons au toit rouge* dans des collines, est estimé à 60 000 F et un *Nu* postcubiste (1929), de 70 000 à 80 000 F.

Louis Marcoussis (1883-1941), d'abord impressionniste, se rallie ensuite au cubisme. On trouve ici *Les Abeilles ou le Jardin aux abeilles*, une composition abstraite de 1940 où des figures géométriques, mélangées à des éléments figuratifs, dégagent une fantaisie pleine de mouvement et de couleur (140 000-160 000 F).

Dans un genre différent, pas du tout abstrait, Alfred Courmes (1898-1993) tourne en dérision son époque et l'art lui-même. *Le Bain à Ostende ou la Naissance de Vénus*, parodie de Botticelli, est proposé à 25 000-30 000 F. Plusieurs dessins voient leur prix varier de 1 200 à 6 000 F.

Catherine Bedel

★ **Richelieu-Drouot. Lundi 24 mars. Exposition sur place, le samedi 22 mars, de 11 heures à 18 heures. Etude Loudmer, 7, rue Rossini, 75009 Paris, tél. : 01-44-79-50-50.**

Calendrier

● ANTIQUITÉS

Gex (Ain), parc expo, du vendredi 21 au dimanche 23 mars, de 9 à 20 heures, 70 exposants, 35 F.

Tours (Indre-et-Loire), palais des congrès, du vendredi 21 au lundi 24 mars, vendredi de 10 à 23 heures, samedi-dimanche de 10 à 20 heures, lundi de 10 à 18 heures, 50 exposants, 35 F.

Châlons (Marne), parc expo, du vendredi 21 au dimanche 23 mars, vendredi de 12 à 21 heures, samedi de 10 à 20 heures, dimanche de 10 à 19 heures, 50 exposants, 20 F.

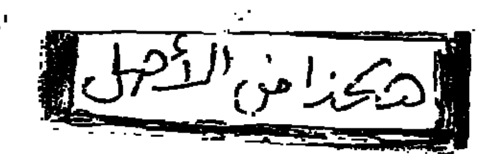
Chaville (Hauts-de-Seine), gymnase Lagrange, du vendredi 21 au dimanche 23 mars, de 10 à 20 heures (vendredi de 16 à 20 heures), 50 exposants, 10 F.

● BROCANTES

Bordeaux-Lac (Gironde), parc expo, du vendredi 21 au dimanche 23 mars, 120 exposants.

Alençon (Orne), parc expo, du vendredi 21 au dimanche 23 mars, 150 exposants.

Agen (Lot-et-Garonne), sous les Cornières, samedi 22 mars, 30 exposants.



Les taxis vont servir d'indicateurs de la fluidité du trafic pour les automobilistes

En donnant leur position toutes les 20 à 60 secondes grâce à un capteur GPS, les voitures permettent d'évaluer l'état de la circulation et d'alerter les véhicules équipés du système Skipper

« UN CLIN D'ŒIL... » Bruno Robert, chef de projet RDS chez Europe Grolier, qualifie ainsi le système Skipper, commercialisé depuis quelques jours, pour informer en temps réel les automobilistes de Paris et de l'Ile-de-France sur les encombrements de circulation. De fait, le principe utilisé jette une ombre sur les centaines de millions de francs investis pour équiper les chaussées du boulevard périphérique parisien et des autoroutes urbaines de boucles magnétiques et de panneaux lumineux qui affichent les temps de parcours et signalent les bouchons.

Europe Grolier, filiale commune du Groupe Europe Communication et de Grolier Interactive, utilise une méthode qui semble plus astucieuse. Elle transforme les taxis en capteurs de la densité de trafic en les équipant d'un émetteur qui transmet toutes les 20 à 60 secondes leur position déterminée par le capteur GPS (Global positionning system) dont ils sont également dotés. En calculant la vitesse de parcours entre deux points, il est facile d'en déduire l'état du trafic. *« Nous considérons qu'il y a embouteillage lorsque le temps de parcours obtenu est quatre fois supérieur à celui que nous avons mesuré à 2 heures du matin »*, précise Bruno Robert.

A partir de cette information, Skipper émet une alarme en direction des automobiles qui sont équipées du système. Dans ces dernières, une carte luminescente logée derrière le pare-soleil du conducteur ou du passager affiche 300 points critiques. Chaque point lumineux désigne un embouteillage. Fixe, il indique un fort ralentissement ; clignotant, un accident ou une fermeture à la circulation. D'un coup d'œil, le conducteur peut donc identifier les zones encombrées et modifier son trajet en conséquence. Les informations sont actualisées toutes les 20 à 60 secondes. L'automobiliste peut donc profiter d'un arrêt à un feu rouge pour vérifier régulièrement que la circulation sur le parcours choisi reste fluide.

Chez Europe Grolier, quatre PC Compaq équipés de microprocesseurs Pentium, de 64 mégaoctets de mémoire vive, sont branchés en réseau pour traiter les 2 000 positions reçues toutes les minutes. Après analyse, ces données permettent d'identifier l'état des 300 points névralgiques. Le résultat est diffusé par radio (codage RDS, radio data system) et reçu par la carte électronique du Skipper. Et les lampes s'allument sur la carte lumineuse dans le pare-soleil spécialement conçu par Rockwell. La fabrication de la carte électronique a été confiée à une PME française, Desi. Commercialisé depuis quelques semaines au prix de 2 900 francs, le système est adaptable sur n'importe quelle voiture en une heure.

DE NOMBREUSES SYNERGIES

« Nous avons développé notre propre source d'information », explique Bruno Robert. Au sein du groupe Lagardère, de nombreuses synergies existent avec la cartographie d'Hachette (les Guides bleus), la transmission par radio d'Europe 1 et d'Europe Grolier, l'électronique de Matra... Il manquait les capteurs d'état du trafic. *« Nous nous sommes rapprochés de la compagnie Taxis bleus et nous négocions avec Alpha Taxis »*, indique Bruno Robert. Les taxis offrent une solution élégante dont les chauffeurs eux-mêmes sont les premiers clients. Près de deux cents d'entre eux sont déjà équipés de Skipper. La seconde astuce consiste à vendre le système abonnement compris, ce qui simplifie notablement son utilisation. *« Nous avons préféré augmenter un peu le prix de vente pour offrir un abonnement à vie »*, précise Bruno Robert.

Mais Skipper ne se bornera pas à aider les automobilistes à esquiver les bouchons. Sa seconde version, qui sortira dans le courant de l'année, devrait indiquer des temps de parcours. Certains constructeurs automobiles pourraient l'installer sur des séries limitées. Grolier Europe, parti après tout le monde, grille la politesse à des projets plus ambitieux comme celui du système Carin de Philips, commercialisé à plus de 25 000 francs sur les Safrane de Renault (*Le Monde* du 25 janvier 1996). Son succès pourrait stimuler la diffusion de systèmes d'aide à la circulation plus simples que les équipements sophistiqués de guidage.

Michel Alberganti

MÉTÉOROLOGIE

Plus de soleil à l'ouest

La grève à Météo-France nous met dans l'impossibilité de publier les prévisions habituelles. Nous prions nos lecteurs de bien vouloir nous en excuser.

LES HAUTES PRESSIONS se renforcent par l'ouest du pays. Vendredi, sur le Nord-Est, le temps sera instable, avec une amélioration en fin de journée. Ce sera le retour des gelées matinales, surtout sur l'est du pays.

Bretagne, Pays de Loire, Basse-Normandie. – Après dissipation de brouillards, la journée sera bien ensoleillée. Les températures avoisineront 12 à 15 degrés.

Nord-Picardie, Ile-de-France, Centre, Haute-Normandie, Ardennes. – La matinée sera bien ensoleillée, puis l'après-midi les nuages et les éclaircies alterneront. Sur les Ardennes, les nuages seront plus nombreux. Le thermomètre marquera 11 à 13 degrés

Champagne, Lorraine, Alsace, Bourgogne, Franche-Comté. – Les nuages resteront abondants toute la journée, avec quelques averses. Des chutes de neige se produiront sur les Vosges et le Jura, au-dessus de 400 mètres. Il gèlera par endroit au lever du jour. L'après-midi, il fera de 8 à 11 degrés.

Poitou-Charentes, Aquitaine, Midi-Pyrénées. – Le soleil brillera toute la journée sur l'ensemble des régions. Des nuages élevés voileront le ciel sur le Sud-Ouest en cours d'après-midi. Les températures seront proches de 15 à 18 degrés l'après-midi.

Limousin, Auvergne, Rhône-Alpes. – Sur le Limousin, le soleil brillera toute la journée. Ailleurs, les nuages et les éclaircies alterneront. Il fera de 12 à 14 degrés l'après-midi.

Languedoc-Roussillon, Provence-Alpes-Côte d'Azur, Corse. – Le soleil sera présent sur l'ensemble des régions une bonne partie de la journée. Des nuages se développeront l'après-midi sur les Alpes du Sud, et en Corse. Il fera de 15 à 20 degrés l'après-midi.

LE CARNET DU VOYAGEUR

■ **FRANCE.** Pour inciter les Italiens à fréquenter l'aéroport de Nice, des compagnies de bus et d'hélicoptères font la navette vers San Remo et, prochainement, Savone et Gênes, permettant ainsi de gagner Paris sans transiter par Milan ou Gênes.

■ **PAYS-BAS.** L'aéroport de Schiphol a été élu, en 1996, « meilleur aéroport européen » par les lecteurs des magazines *Business Travel World* et *Business Traveller*, totalisant ainsi, depuis 1980, un palmarès de 62 premiers prix décernés par des organes de voyages.

■ **GRANDE-BRETAGNE.** British Airways a mis en place sur ses vols domestiques, après sept mois d'expérimentation, une billetterie électronique pour les passagers qui voyagent avec un simple bagage à main. Le voyageur s'enregistre lui-même, grâce à une carte de crédit, et choisit sa place.

La comète Hale-Bopp illumine le ciel de printemps

4 200 ans après son précédent passage, la « nouvelle comète du siècle » et sa double queue de poussières et de gaz visite à nouveau la Terre

PIC DU MIDI DE BIGORRE
de notre envoyé spécial

« Je l'ai ! » Il est 18 h 17. Le soleil vient de se coucher sur les sommets. Une tache claire apparaît dans la pénombre qui envahit le ciel au-dessus de la station de planétologie des Pyrénées, accrochée au pic du Midi de Bigorre. Sous la coupole du télescope de 1 mètre, perché sur un escabeau, l'œil rivé au « chercheur », cette petite lunette qui permet de pointer les étoiles, François Colas repère enfin la comète Hale-Bopp.

Astronome au Bureau des longitudes (BDL), il guette son apparition chaque soir au nord-ouest, et à l'aube au nord-est. Avec Pierre Laques, retraité du CNRS depuis six mois venu lui prêter main forte, il a pour mission de prendre le plus grand nombre d'images possible de cette nouvelle *« comète du siècle »*, comme ils la qualifient ironiquement. *« Les astronomes ont tendance à exagérer les mérites des comètes »*, reconnaissent-ils volontiers, sans pouvoir s'empêcher de s'extasier devant les franges et la double queue de celle qui nous visite actuellement.

Soudain, Hale-Bopp disparaît. Cachée par... l'immense antenne de télédiffusion qui domine le pic. *« Nous rêvons tous de la faire sauter »*, fulmine François Colas, privé d'images pendant un quart d'heure. D'autant que cette *« éclipse »* risque de perturber le système de guidage du télescope.



La comète Hale-Bopp sera au plus près de la Terre le 22 mars et visible jusqu'en mai. Mais c'est le 1er avril qu'elle devrait être la plus brillante. Elle est déjà observable à l'œil nu depuis la Terre, juste après le coucher du Soleil en direction du nord-ouest, et une heure avant l'aube au nord-est. Sa luminosité (magnitude) permet de l'observer en ville. Mais il est préférable de s'éloigner de ces centres de "pollution lumineuse". Le 24 mars, on pourra faire coup double, puisqu'une éclipse de Lune est attendue en France à 5 h 39. La revue Ciel et espace *conseille aux photographes soucieux de saisir Hale-Bopp de faire des poses de 10 minutes avec une pellicule de 400 ISO et de 40 secondes avec un film de 1.000 ISO.*

Ce « Cassegrain », installé au pic en 1963 à la demande de la NASA pour cartographier la Lune, en prévision des missions Apollo, *« n'a rien d'un télescope "Internet" »*, explique François Colas. Pas question en effet de le piloter *depuis Paris en tapotant sur un* clavier d'ordinateur. Son pointage doit être assuré à la main, et il faut toujours vérifier qu'aucun câble n'entrave son déplacement.

Cette rusticité ne diminue en rien son pouvoir de résolution, d'une seconde d'arc, et grâce à l'atmosphère limpide de la chaîne pyrénéenne, à 2 872 mètres d'altitude, il offre des images de très bonne qualité. En les analysant attentivement, les astronomes du pic ont été les premiers à déterminer la période de rotation de Hale-Bopp, qui *tourne sur elle-même en onze* heures environ. Cette mesure n'aurait pas été possible avec des télescopes plus puissants, car plus « courtisés » et donc moins disponibles pour des observations prolongées.

Certains jours, François Colas a scruté le ciel pendant quinze heures. *« Lorsque la comète s'invite, il faut s'adapter, réagir rapidement »*, note Pierre Laques. Si Hale-Bopp a été repérée dès juillet 1995, certaines comètes font des irruptions beaucoup plus fugitives. Hyakutake, découverte le 30 janvier 1996, est repartie presque aussitôt et ne reviendra que dans 63 000 ans. *« C'est cette fugacité qui fait toute la saveur de ces observations : la comète n'est pas un objet de laboratoire, elle est unique. »*

Ce côté « explorateur » passionne également François Colas. *« Pour comprendre comment ça marche, il faut remonter aux observations faites par les Chinois il y a trois mille ans, ou aux notations des jésuites. Il y a une culture, une histoire des comètes, et l'on sait que nos données seront elles aussi utilisées dans plusieurs siècles. »*

La nuit est à peine entamée que la comète sort du champ de vision du « 1 mètre ». Les deux astronomes activent alors le télescope de 55 centimètres à grand champ, installé sous une coupole voisine. Ce petit instrument offre une image plus large de Hale-Bopp et permet d'étudier sa double queue.

Lorsque la comète disparait sous l'horizon, vers 21 heures, les chercheurs braquent leurs télescopes vers une supernova, une étoile explosive, proche de la galaxie du Sombrero, qui, comme son nom l'indique, ressemble à un couvre-chef.

En effectuant ce travail, ils tombent sur un point lumineux qui n'est répertorié sur aucune de leurs cartes. Serait-ce une nouvelle comète, à laquelle ils pourraient donner leur nom, rêve de tout astronome ? Après vérification, il ne s'agit que d'un reflet trompeur.

5 heures du matin, Hale-Bopp pointe à nouveau à l'horizon. Le mitraillage reprend. Tous les quarts d'heure, François Colas change les filtres qui permettent de sélectionner telle ou telle longueur d'onde. A 6 heures, l'assoupissement menace ; les *« mercenaires de l'astronomie »*, comme ils se nomment eux-mêmes, sont fatigués. Encore une volée d'images. Deux cents ont été récoltées dans la nuit. La coupole se referme. Doucement.

Hale-Bopp a disparu dans le jour naissant. Les choucas commencent leurs vols planés autour du sommet. Les astronomes, oiseaux de nuit, vont se coucher en attendant la nouvelle aube de la comète, à la fin du jour.

Hervé Morin

Une boule de glace poussiéreuse qui vient du fin fond du système solaire

DÉCOUVERTE *indépendamment* par deux astronomes américains, Alan Hale et Tom Bopp, dans la nuit du 22 au 23 juillet 1995, la comète C/1995 01 n'était à ce moment qu'un point minuscule distant de 1 milliard de kilomètres du Soleil. Pourtant, elle a aussitôt passionné les astronomes, qui se sont rapidement aperçus qu'ils tenaient là une comète « remarquable ». Hale-Bopp est en effet très massive : 45 km de diamètre contre 4 km pour la comète Hyakutake qui, elle, a frôlé, en février 1996, la Terre à seulement 16 millions de kilomètres.

Hale-Bopp, qui croise dans le vide à quelque 200 000 km/h, ne s'approchera qu'à 200 millions de kilomètres de notre planète. Si bien que, malgré sa brillance relative de dix fois plus importante que celles de Halley (1986) et Hyakutake, elle n'atteindra pas la magnitude de la comète West (1975) qui mérite sans doute plus, avec Ikeya-Seki (1965) et Skjellerup-Maristany (1927), le qualificatif galvaudé de « comète du siècle ».

Contrairement à certaines comètes « nouvelles », qui ne font qu'un passage dans nos parages, Hale-Bopp est périodique. Les calculs ont montré qu'elle était déjà passée près de la Terre, il y a plus de quatre mille ans, en 2213 avant Jésus-Christ.

Sa course sera cependant modifiée par la masse formidable de Jupiter, qui avait déjà cassé et attiré Shoemaker-Levy 9 en 1993, dont les fragments s'étaient abîmés sur la planète géante. Hale-Bopp échappera à ce sort funeste et reviendra en principe dans 2 380 ans.

EXPULSÉE

Sa trajectoire, très allongée et atypique, intrigue. Son orbite est en effet perpendiculaire au plan de l'écliptique dans lequel tournent les planètes du système solaire et suggère que Hale-Bopp a été expulsée du nuage de Oort, cet hypothétique réservoir sphérique, situé à 50 000 fois la distance Terre-Soleil, qui contiendrait 1 000 milliards de comètes !

Hale-Bopp aurait pu être projetée vers l'intérieur du système solaire à l'occasion du passage d'une étoile « proche » dans les parages. Elle aurait pu aussi provenir de la ceinture de Kuiper, autre source de comètes et vaste ensemble de planétoïdes qui gravitent au voisinage de Neptune, à la périphérie du système solaire. Mais les objets qui en sont issus présentent généralement une période plus courte, et une trajectoire très différente, plus proche de l'écliptique.

La composition de Hale-Bopp, analysée grâce à l'étude des franges de lumière visible, des rayonnements infrarouges et des ondes radio émises par les composés arrachés à son noyau, confirme qu'elle est bien une boule de glace poussiéreuse. *« Toutes les molécules – une vingtaine – qui avaient été détectées dans les précédentes comètes sont présentes dans Hale-Bopp »*, indique Dominique Bockelée-Morvan, de l'Observatoire de Meudon. Mais de nouveaux composés ont été découverts, tels que le cyanoacéthylène (HC_3N), l'acide isocyanique (HNCO) et le monoxyde de soufre (SO).

Les comètes, outre une masse d'eau importante – Hale-Bopp en éjecte 300 tonnes par seconde –, comportent des molécules *« prébiotiques »*, sorte de précurseurs de la vie. De là à conclure qu'elles ont « ensemencé » la Terre, il y a un pas que les astronomes hésitent encore à franchir.

En revanche, ils sont de plus en plus persuadés qu'elles ont été le témoin de la naissance de notre système solaire et qu'elles portent encore la trace de ses éléments originels. Pour s'en assurer, il faudrait pouvoir analyser ses composés *in situ*. C'est l'objectif un peu fou de la mission européenne Rosetta, qui prévoit de poser en douceur deux sondes sur la comète P/Wirtanen, en mai... 2012.

H. M.

★ **A lire :** *Les Comètes*, **de Jacques Crovisier et Thérèse Encrenaz, Croisée des sciences, Belin CNRS éditions, 143 p., 145 F.**

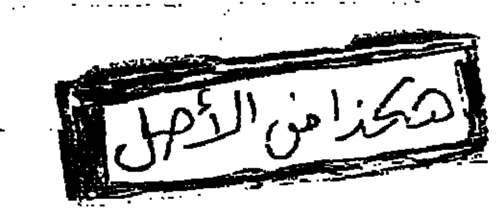
★ **Les clubs d'astronomes amateurs organisent une « Nuit de la comète » samedi 29 mars. Liste des sites d'observation sur 3615 Big Bang (2,23 F la minute).**

Une tête et deux queues

Les comètes deviennent actives, et donc visibles, à l'approche du Soleil. Sous l'effet de la chaleur, les glaces et les silicates qui composent leur noyau sont directement vaporisés (sublimation). Gaz et poussières sont alors éjectés en grandes quantités, tandis que se forme la chevelure, ou « coma », qui entoure directement le noyau.

Si l'activité est assez intense, deux queues peuvent se former. L'une est fine, rectiligne et toujours opposée au Soleil. Elle est composée de gaz ionisés. L'autre, plus large, abrite les poussières. Elle est courbée en raison de la faible vitesse d'éjection de ces particules.

Plusieurs facteurs influent sur la brillance apparente des comètes : teneur en éléments volatils, présence d'éléments réfractaires en surface et distance par rapport à la Terre et au Soleil. Les astronomes estiment que si l'activité de Hale-Bopp ne fléchit pas, sa brillance pourrait égaler celle de Sirius, la plus brillante étoile du ciel.



VENTES

5e arrondt

3 p. 70 m², 2 ch., dans ravissante maison, 18e s. 1 600.000 F 01-43-54-46-27

PL. PANTHEON 6 P., 180 m², vue et état exceptionnel. Exclusivité CBA 01-42-60-42-20

6e arrondt

N-D-des-Champs, s-jard., 135 m² – 19 m² gds balcs, 5e asc., box LITTRE 01-45-44-44-45

Rue de Seine, soleil, ravissant 4/5 p - 100 m², 4e ét. LITTRE. 01-45-44-44-45

ODEON imm. 18e. 4 P., en duplex 100 m² à rafr. charges minim. urgt. 01-43-35-18-36

7e arrondt

RUE DE BOURGOGNE
Direct Sté propriétaire 145 m² – balcon 9 m², dans imm. pierre de t., entièrement rénové grand standing park. possible en s.-sol 5 000 000 F 01-45-38-45-68/01-47-59-94-68

DUROC. 2 P., DUPLEX. 3e asc. clair, calme. 790 000 F CASSIL - 01-53-69-12-50

« Un appartement à Paris » vous propose :
VIe Guénégaud magnifique duplex, 100 m², plein ciel, poutres, cheminée
VIIe. R. de Bourgogne de 50 à 200 m²
VIIIe Etoile. 85 m², beau salon, 2 chbres, 4e asc. 2 200 000 F
Tél. : 01-44-18-06-00

DUROC, BEAU 3 P., VUE dégagée. Asc., 1 750 000 F CASSIL - 01-53-69-12-50

VANEAU. studette, 6e. asc. VUE EXCEPT. 440 000 F CASSIL. 01-53-69-12-50

R. VANEAU, 5 P., imm. pierre de t., à voir. 2 750 000 F. CASSIL. 01-53-69-12-50

R. de BOURGOGNE studio. 28 m², 3e ét., bon état, très bon plan. 690 000 F. 01-43-29-45-07

8e arrondt

RUE BEAUJON, 320 m² exc. plan + 30 m² service parking prof. lib. possible 5 800 000 F. 01-43-59-12-96

9e arrondt

Nouvelle Athènes caractère, verdure, 2 salons, 3 ch. de b. hauteur sous plafond. 01-42-85-05-55

SAINTE-CECILE SUPERBE 6-7 P., 200 m², 3e, asc., CARACTERE, pierre de t. 3 300 000 F. 01-42-66-36-53

12e arrondt

GARE DE LYON, 3/4 P. Haussmannien parfait état parquet moulures cheminées 1 690 000 F
PICPUS, 4 P., récent gd balcon, 3e ét. s/jardin possible box. 1 890 000 F
AD'HOC 01-44-75-70-60

12e SUR COULÉE VERTE 3/4 P. de caractère en angle 2e, asc., balc., p. de taille parfait état, 97 m² 2.450.000 F. Tél. :01-43-40-48-96

13e arrondt

Maison/bohème, 80 m² Mº Maison Blanche bon état. 01-45-08-56-68

PORT-ROYAL. asc. calme 5 P., poss. serv. 2 800 000 F. MEL. 01-43-25-32-56

Pl. Italie rec. stdg. ét. élevé 3/4 P., 93 m², balcons, vue, à rafr., park. 01-43-35-18-36

Pl. Italie, stdg. dern. ét. en duplex. 4/5 P., 112 m². 2 bains balc. park. 01-43-35-18-36

14e arrondt

DUPLEX 2 P., 49 m², dble expo s. de bns, wc, cuis. américaine équipée, chbre, penderie, 4e étage tapis, Digicode, imm. ravalé Mº Alésia. Px 835 000 F, tél. : 01-47-63-83-63 portable : 06-09-93-53-61

Montparnasse, gd stdg, 5 P. 111 m² (3 ou 4 ch.) 2 bns pet. terr. park. urgt. 01-43-35-18-36

15e arrondt

SEGUR-MIOLLIS beau 5 P, loggia, terrasse 3 ch., verdure, park. 3 300 000 F 01-45-67-65-73

16e arrondt

RANELAGH GD STANDING beau 5 P., CARACTÈRE, en angle s/gd balcon superbe pierre de t. 3 300 000 F. 01-42-66-36-53

17e arrondt

PARIS 17e studio parfait état sdb. clair et calme 650 000 F 01-47-45-55-53

18e arrondt

R. Caulaincourt, pdt 5e ét., 5/6 P. en duplex, 118 m², 2 bns, balc. parfait état. 01-43-35-18-36

20e arrondt

20e LOFT ATYPIQUE 245 m², séj. 100 m², verrières hauteur, 4 chb. Parfait état 3 600 000 F. IP. 01-48-83-32-88

20e LOFT, 84 m², en 2 P. belles prestations, calme 1 290 000. IP. 01-48-83-32-88

PARTENA
Elysée
NEUILLY FACE SEINE Sans vis-à-vis, vue imprenable, appt 7 P. d'exception balcons, terrasse, superbe réception, 4 m sous plafond 6 300 000 F. 01-42-66-36-53

Pont de Neuilly 2/3 P., 5e asc., cheminée sdb, clair, cave 1 200 000 F 01-47-45-55-53

VIAGERS

ILE ST-LOUIS-BÉTHUNE beau 81 m², occupé 77 ans 430 000 F + 7 540 F/mois 01-42-65-07-57

VILLA

HAUTS DE TOULON.
Villa 115 m² habitables sur grand garage et pièce d'été aménageable, terrasse, plein sud, vue imprenable sur ville et rade, terrain 1 800 m² en « restanques ». Oliviers, amandier, pins. Grand calme. Proximité tous commerces et services. Agence de l'Avenir.
Tél. : 04-94-92-36-46 Fax 04-94-09-49-48

MAISONS

94 IVRY, 800 m. pte de Choisy, maison 100 m², patio terrasse, cheminée 1 100 000 F. IP 01-48-83-32-88

HAMEAU DES BOIS 19e maison de ville moderne avec atelier, balcon terrasse. Px 3 420 000 F Tél. : 01-40-30-39-69

FERMETTE

100 KM PARIS (28) 1 H par autoroute fermette restaurée 220 m², sur jardin, 3 200 m² 700 000 F. T. 01-47-45-72-46

PROPRIÉTÉ

Très rare - à saisir à 60 mn de Paris sud, Montargis gare SNCF, golf, équitation. Ancien couvent Renaissance offrant 400 m² habitable de suite réparti en réception, 6 pièces principales, ancien dallage, 5 chambres parquet chêne, bains, WC. En retour d'équerre : ancienne ferme 18e siècle. Maison de gardien, grange, garage, boxs chevaux. Splendide parc arboré 12 000 m² clos. Prix total : 1 800 000 F. crédit possible. Tél. : 02-38-85-22-92. 24 h/24.

IMMOBILIER D'ENTREPRISE

ILE DE SAINT-BARTHELEMY commune française défiscalisée ent. générale du bâtiment CA 96 1,9 MF 27 % prog. 890 000 F Fax 04-68-85-50-53

LOCATIONS

OFFRES

GAMBETTA, petit 2 p., 2e étage, clair, 3 fenêtres, tout confort, proximité métro et commerce. 3 200 F CC, libre immédiatement. Tél. : 01-40-33-11-07

Place des Victoires (près), imm. 18e, 50 m², 3,80 s/plaf., 4 fenêtres, poutres, mezzan. équipé, interphone, caméra. 6 000 F C.C. 01-45-48-89-02

12e, près Daumesnil, 2 p., 43 m², récent, parking. 4 020 + ch. 01-43-61-88-36

Etoile, beau 3/4 p., 6e, asc., résid. standing, parking, 8 700 F h. ch. 01-42-66-36-53

15e, Mº Commerce, beau 3 p., balcon, 4e, asc., rue et jard. 6 500 F h. ch. 01-42-66-36-53

20e, studette, 10 m², 7e ét., asc., chauff. coll., douche, balcon, clair, calme. 1 600 F/mois + ch. 03-21-33-74-44 ap. 21 h.

Paris canal St-Martin, neuf stand. calme à louer, studio cuisinette équipée, s. d'eau dress., plac., balcon, cave gardien, digicodes. 3 750 F TTC Tél. : 01-43-21-41-14

MÉTRO GAÎTÉ 2 P, 49 m², 2e ét., cave, park. 5 808 F ch. comp. Com. 3 650 F

3 P, 69 m², 1er ét., cave, park. 7 487 F ch. comp. Com. 4 599 F AGIFRANCE 01-43-20-54-58

MEUBLÉS

PLACE DES VOSGES (près) imm. classé - beau studio vue sur cour pavée et arborée cuis. équipée, s. bains 5 670 F ch. comp. 01-45-89-92-52

PUTEAUX (f. bois)
Vue impr., except., 54 m², neuf, 2 P., s. de bain, cuis. éq., lave vaiss. et linge, imm. et décor. st. Part. 6 900 F C.C. 01-47-74-88-44

DEMANDES

EMBASSY SERVICE
43, avenue Marceau, 75116 rech. pour CLIENTS ÉTRANGERS, APPTS HAUT DE GAMME HÔTEL PARTICULIER & VILLAS OUEST Paris VIDES et MEUBLÉS GESTION POSSIBLE
01-47-20-30-05

MASTER GROUP
47, rue Vaneau, 75007 Paris, rech. appts vide ou meublé. Toutes surfaces pour CADRES BANQUES ET GRANDES SOCIÉTÉS Tél. : 01-42-22-98-70

MAISON

94. St-Maur-Créteil, s/une île, maison bords de Marne, 150 m², 3/4 chbres. 12 000 F. IP 01-48-83-32-88

IMMOBILIER D'ENTREPRISE

BASTILLE beaux volumes caractère à usage prof. ou cial, 190 m², 19 000 F cc HT et 340 m², 30 450 F cc HT IP 01-48-83-32-88

A louer Paris 8e, St-Augustin 3e ét. bureau équipé meublé, 3 600 F HT Tél. : 53-42-18-80. Fax 53-42-18-88

APPARTEMENTS ACHATS

J. GALA IMMOBILIER ch. pr client. sérieuse en attente réc. stand. ou bel anc., 4e Marais, R.G. ou bon 9e du 3 au 8 P. de 50 à 200 m², prix du marché, tél. : 01-43-35-18-36 même soir

Rech. URGENT 100 à 120 m² PARIS paiement comptant chez notaire. 48-73-48-07

AGENDA

BIJOUX

BIJOUX BRILLANTS
Le plus formidable choix. « Que des affaires exceptionnelles ! » Tous bijoux or, toutes pierres précieuses, alliances, bagues, argenterie.
ACHAT - ÉCHANGE BIJOUX
PERRONO OPÉRA
Angle boulevard des Italiens 4, rue Chaussée-d'Antin Magasin à l'Etoile 37, avenue Victor-Hugo. Autre grand choix.

BIJOUX ANCIENS
Bagues romantiques
GILLET
19, rue d'Arcole 75004 Paris Tél. : 01-43-54-00-83.

RÉNOVATION

RÉNOVATION - DÉCORATION FRESQUES MURALES
Appartements - bureaux
AGORA
Tél. : 01-44-15-86-04.

DEMANDE DE PARTICULIER

Recherche descendance de M. Jules Gaffiot, dit Belval, chanteur à l'Opéra de Paris, XIXe, pour mémoire de maîtrise. Urgent. Contacter le 01-42-22-46-77.

VACANCES TOURISMES LOISIRS

3 h de Paris par TGV
JURA
Toutes saisons (près Métabief) en pleine zone nordique. ambiance familiale et conviviale chez ancien sélectionné olympique, location studio indép. et chbres en pension ou demi-pension. Activités : pêche, randonnées pédestres et VTT, tir à l'arc, salle remise en forme, sauna. Tarif suivant saison. Rens. et réserv. : 03-81-49-00-72.

Vacances scolaires Pâques, été, Toussaint, **HOME D'ENFANTS JURA (900 m altitude près frontière suisse)** Agrément Jeunesse et Sports, Yves et Liliane accueillent vos enfants dans une ancienne ferme XVIIe, confortablement rénovée, 2 ou 3 enfants par chbre avec sdb, wc. Située au milieu pâturages et forêts. Accueil volont. limité à 15 enfts., idéal en cas de 1re séparation. Ambiance familiale et chaleur. Possib. accompt. depuis Paris TGV Activ. : VTT, jeux collect., peinture s/bois tennis, poney, inlet., échecs et théâtre, fabric. du pain Tél. : 03-81-38-12-51

PÉRIGORD NOIR 18 KM SARLAT 6 KM LES EYZIES – MAIS. TT CFT A LOUER 4/5 PERS + AUBERGE PENSION DE FAMILLE SUR 7 HA ETANG. TEL. /05-53-35-29-87

VINS

MONTLOUIS-SUR-LOIRE
A.O.C.
L. CHAPEAU
15, r. des Aîtres-Husseau 37270 Montlouis-sur-Loire Tél. : 02-47-50-80-64.

SERVICES

7 JOURS SUR 7 JUSQU'A 22 HEURES nous gérons vos URGENCES. Vos travaux de SECRÉTARIAT seront retour. au plus tard le lendemain matin à 8 heures. PARATI téléservices – 01-45-72-02-10 –

ASSOCIATIONS

COURS

PARLEZ CHINOIS
une méthode exclusive
Spécialistes du débutant au chinois des affaires
CHINA LANGUE EXPRESS pour les entreprises
01-42-23-12-53
CHINE ACADÉMIE pour les particuliers
01-53-28-12-05
Recommandés par le comité FRANCE-CHINE du CNPF

PRESTIGE ET CARACTÈRE



NOGENT-SUR-MARNE
Avenue de la Source
Situation exceptionnelle dans le secteur le plus résidentiel, à 200 mètres de la station RER et du Bois, très belle demeure début du siècle d'environ 500 m² habitables entièrement rénovée. Prestations luxueuses, vastes réceptions, 7 chambres, salle de billard, lingerie, appartement gardien.
Prix : 8 750 000 francs
FINAMERIS
30, boulevard Haussmann - 75009 Paris
Téléphone 01 45 23 71 76
Fax 01 40 22 04 51



BORDEAUX
Entre Bordeaux et Saint-Emilion
A 1/2 heure de l'aéroport, splendide propriété vallonnée de 55 ha clôturée. SITUATION PRIVILEGIEE très calme. MAGNIFIQUE DEMEURE 500 m² plus dépendances.
QUALITES RARES.
Propriétaire
Tél. 05 56 72 49 50 et 05 56 72 42 45
Fax 05 56 72 49 41



EN PROVENCE
exclusivité
Mas en pierres rest., SH 400 m2, dép. 300 m², séjour 40 m2, salon 40 m², salon/chem. 80 m², bibliothèque 45 m², cuis., 4 chbs, sde, 2 sdb, studio indép., 50 m², greniers, terrain 8 500 m², cour int. Piscine 15 x 7 m. terrasses. VUE DEGAGEE. T.B. AFFAIRE
Réf : 1003 - Prix : 2 950 000 francs
Demandez notre journal d'affaires - Gratuit
SARRO IMMOBILIER
12, cours Taulignan - 84110 Vaison-la-Romaine
Tél. 04 90 28 82 83 - Fax 04 90 36 23 62
Nos bureaux : Valréas (84) - Grignan (26)



DRÔME PROVENCALE
20mn de Montélimar (est)
Ferme en pierre restaurée. 170 m² habitables. 300 m² dépendances. Terrain 5 000 m² arboré et clos. Piscine, pool house. En campagne. Flanc de colline, vue dominante ensoleillée et calme. Habitable de suite.
Réf : 04 Prix : 1 850 000 francs
Bastides, Mas et Demeures de caractère disponibles
Région : Sud Drôme, Ardèche, Vaucluse, Gard.
MICHEL ORIOL
DELTA IMMOBILIER
9, av. Gal de Gaulle - 26130 St-Paul 3 Châteaux
Tél 04 75 98 72 59 - Fax 04 75 98 74 07



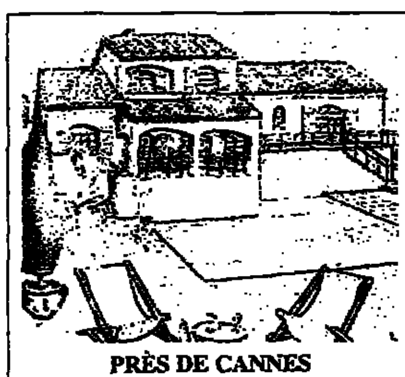
BANLIEUE OUEST RESIDENTIEL
10 minutes gare R.E.R.
Exceptionnelle propriété Mansart. Magnifique réception de 110 m², 6 chambres, dépendances, logement de gardiens.
PARC ARBORE (arbres centenaires)
DE 4 000 M²
Réf : D 2381.
AGENCE DE LA TERRASSE
45, boulevard Carnot, 78110 Le Vésinet
Tél. 01 30 15 67 00 - Fax 01 34 80 19 59



LE PERREUX/MARNE (94)
Nichée au centre du site protégé du parc du Perreux. Très belle propriété sur 1 200 m² de terrain arboré, 270 m² habitables + sous-sol total, garage 2 véhicules. Séjour 50 m², 6 chambres, 3 bains. Parfait état.
Prix élevé justifié.
PROVINI Commercialisation
Téléphone 01 46 28 33 07



EN PROVENCE
Proche Vaison-la-Romaine
Belle maison de maître rest., au cœur du village. SH 380 m², dépces 200 m² sur beau parc arboré de 8 000 m², séj. salon, cuis. 5 chbs, 3 bains, sde, grenier à amén., appt. indépendant, remises, cave. IDÉAL CHAMBRES D'HÔTES.
BELLE VUE DÉGAGÉE. BONNES PRESTATIONS
Réf : 1149 - Prix : 2 250 000 francs
Demandez notre journal d'affaires - Gratuit
SARRO IMMOBILIER
12, cours Taulignan - 84110 Vaison-la-Romaine
Tél. 04 90 28 82 83 - Fax 04 90 36 23 62
Nos bureaux : Valréas (84) - Grignan (26)

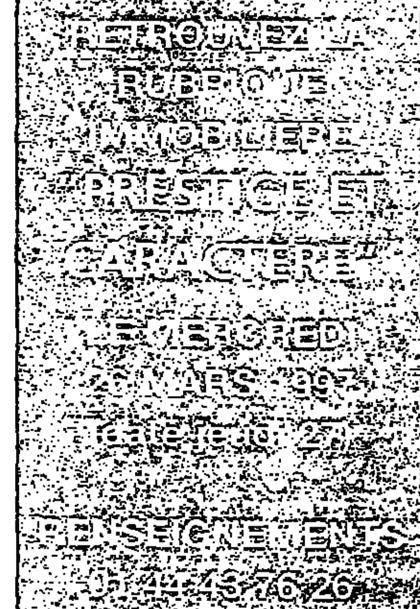


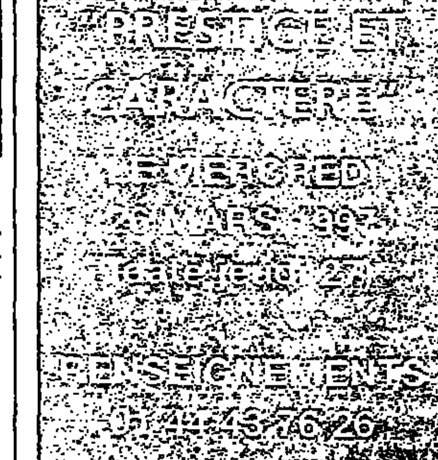
PRÈS DE CANNES
CASTEL
Castel provençal neuf. 4 ch, 4 sdb, grandes réceptions, terrain privatif 2 000 m², piscine, garage. Dans un parc de chênes verts de 100 Ha inconstructible. Centre commercial, écoles... à 3 mn, Cannes à 15 mn par voie rapide.
Livrable 6 mois après décision.
Prix : 1 750 000 francs
Tél. Propriétaire 00 35 32 75 18 13
ou sur place
Tél. 04 93 60 93 13 et fax 04 93 40 75 31

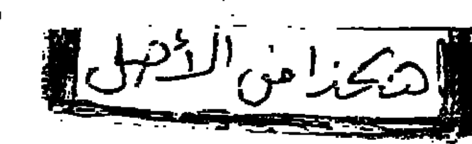




DRÔME PROVENCALE
Exclusivité
Beau mas en pierres, rest., SH 200 m², dépces 170 m², parc clos et arboré 2 600 m². Cuis chem., salon chem., séjour, 4 chbs, 2 sdb, grenier, cave, garage, remise, four à pain.
BELLE VUE, BELLE AFFAIRE
Réf : 1176 - Prix : 1 350 000 francs
Demandez notre journal d'affaires - Gratuit
SARRO IMMOBILIER
12, cours Taulignan - 84110 Vaison-la-Romaine
Tél. 04 90 28 82 83 - Fax 04 90 36 23 62
Nos bureaux : Valréas (84) - Grignan (26)







ARTS Willem De Kooning, l'un des plus grands peintres américains du siècle, atteint depuis longtemps de la maladie d'Alzheimer, est mort *dans sa maison d'East Hampton, à* Long Island (Etat de New York), mercredi 19 mars. Il était âgé de quatre-vingt-douze ans. D'origine hollandaise, De Kooning avait immigré aux Etats-Unis en 1926 et *s'était rapidement lié d'amitié avec* un autre peintre, Arshile Gorky. ● IL FUT PROCHE aussi des abstraits, sans pour autant adhérer à aucun mouvement ni aucune théorie, af*firmant son intérêt pour « l'art dans* sa totalité ». ● DE KOONING a été l'un des inventeurs de l'expressionnisme abstrait, tout en refusant ce terme. ● HUMOUR, dandysme et anarchisme supérieurs : *c'est ainsi* que se souvient de lui Philippe Sollers, qui l'a rencontré dans les années 70 et lui a consacré un essai, *De Kooning, vite.*

Willem De Kooning, Hollandais volant, peintre sans règles, esprit libre

L'un des plus grands peintres du XXe siècle, qui, atteint de la maladie d'Alzheimer, avait « quitté le monde » depuis des années, est mort dans sa maison d'East Hampton, aux Etats-Unis, à l'âge de quatre-vingt-douze ans

LA FORMULE, pour une fois, n'est pas excessive : De Kooning a tenu en son siècle une place capitale, à la *fois initiateur d'une* révolution, dénonciateur de système et esprit libre, admirablement libre. Jusqu'aux dernières années de sa vie, en dépit de la gloire et de la maladie, il a poursuivi son œuvre, sans répétitions, sans complaisance, cherchant dans chaque nouvelle toile ce qu'il n'avait fait que soupçonner dans la précédente, un accord étrange, une forme imprévisible, une volupté inconnue, un éclair plus lumineux et plus rapide.

Il naît à Rotterdam le 24 *avril* 1904, européen comme l'étaient, parmi ses proches, Arshile Gorky et Mark Rothko. Apprenti dès 1916 dans une entreprise de publicité et de décoration, il suit les cours du soir de l'Académie des beaux-arts de sa ville natale. Dès le début des années 20, l'abstraction géométrique mondrianesque autant que le style art nouveau lui sont familiers. En 1924, il voyage aux Pays-Bas et en Belgique, chez Rembrandt et chez Rubens. Celui qui, pour des raisons économiques, émigre aux Etats-Unis en 1926, à vingt-deux ans, possède *ainsi à la fois un savoir-faire tech*nique éprouvé et une culture picturale classique et moderne.

DANSES BIZARRES

A la première de ces qualités, il doit de trouver à s'employer. D'abord peintre en bâtiment dans le New Jersey, il s'établit dès 1927 à New York et y vit de travaux artistiques à l'usage du commerce. A la seconde, il doit des peintures où cubisme et abstraction géométrique combinent leurs influences. Le surréalisme y joint ensuite la sienne et De Kooning entreprend un art de *synthèse proche de celui auquel* travaille alors Gorky. Amis depuis 1929, l'Arménien et le Hollandais s'attachent à comprendre et vérifier la portée des expérimentations accomplies en Europe dans les deux premières décennies du XXe siècle.

Ce sont alors dans l'atelier de la 42e rue des danses bizarres : le dessin glisse de Picasso à Miró, la couleur de Mondrian à Léger et à Matisse. Entre abstraction et figure, la peinture ne choisit pas. Pas plus que Picasso, De Kooning ne veut se passer d'aucune ressource de son art. En 1938 et 1939, alternent dans son œuvre portraits *et nus « picassiens »* ou « ingresques » d'une part, compositions non figuratives de l'autre. S'il se lie alors avec Stuart Davis et les premiers abstraits newyorkais, il n'adhère pas pour autant *à l'AAA, l'association des American* Abstract Artists : *« Je n'étais pas d'accord avec leurs limites, avec le fait qu'ils me disaient de ne pas faire certaines choses. Pour moi, c'était au contraire intéressant de les expérimenter. Après tout, je suis un étranger, je suis autre, parce que j'ai de l'intérêt pour l'art dans sa totalité. »*

La « totalité » inclut les constructions de rectangles et de courbes, l'*Elégie* de 1939, toute de découpages en rose et gris-bleu, et les premiers portraits au crayon d'Elaine Fried, qu'il épouse en 1943, portraits à la David. A l'occasion, le classique et le *moderne se rencontrent*, sous le signe du collage ironique : encore Picasso, dont De Kooning est l'un des rares à comprendre alors qu'il a échappé à toute logique avant-gardiste pour mieux ressaisir la diversi*té de l'histoire et des sujets.*

En 1940, De Kooning exécute la première de ses effigies de femmes assises, visage trop grand, corps rétréci et tordu, sur fond bleu, rouge et orange froidement frontal. La toile préfigure les *Women* des années 50 : même pose, même violence retenue, même fascination pour le corps qui s'exhibe. Entretemps, le peintre aura cependant gagné sa célébrité et pris place dans l'histoire de l'art américain en étant, en compagnie de Pollock et de Gorky, l'un des novateurs de l'*abstract expressionnism*, l'expressionnisme abstrait. *Gestualité en noir et blanc*, emploi de la coulure et de l'éclaboussure, dissolution de toute forme dans l'entrecroisement des touches et l'explosion des gouttes, graphisme anguleux soutenu par *des dissonances si acides qu'elles* ont résisté à l'usure du regard : entre 1944 et 1950, entre *Pink Angels* et *Excavation*, De Kooning exécute des toiles de plus en plus vastes, de plus en plus inquiétantes. Expressionnisme abstrait ? Si l'on veut. Mais d'une abstraction troublée et d'un expressionnisme sans pathétique. *De Kooning refuse du reste ces mots* dès leur apparition. *« Nous nommer serait catastrophique »*, affirme-t-il au moment même où l'école de New York veut se constituer.

Refus décisif : De Kooning est là, dans la recherche aventureuse, et ailleurs en même temps. Les dates et les titres sont clairs : en 1948, il peint *Dark Pond* et *Black Friday*, compositions jetées, virulentes, construites par masses indescriptibles et inidentifiables. En 1949, il peint *Deux femmes debout* et *Pink Lady*, des nus, et *Ashville*, l'une des plus accomplies des compositions sans figure. En 1950, *Excavation* et *Woman, Wind and Window*, femme nue à sa fenêtre par gros temps, tempête des sens et des formes. A l'été 1950, en secret, non sans douter, il commence dans son atelier de la 12e rue la *Woman I*, qu'il achève en 1952 et expose avec cinq autres et leurs esquisses, en 1953, à la galerie Sidney Janis, provoquant un beau désordre. Scandale : l'un des pionniers de l'expressionnisme abstrait a le front de montrer six figures féminines très identifiables, monstrueuses et obscènes. Il ne peut démontrer avec plus de résolution le peu de cas qu'il fait de la distinction de l'abstrait et du figuratif. L'explication est simple : *« Je ne peins pas avec des idées préconçues sur mon art. Je peins avec quelque chose de vécu. Ça devient mon contenu. »* Ce « vécu » se donne à voir dans une manière ou une autre selon ce que le peintre en conserve, selon sa sensation.

Ce point acquis, une répartition par périodes n'a de valeur qu'indicative. Sans doute De Kooning est-il plutôt plus descriptif dans la première moitié des années 50, plus allusif ensuite, et revient au nu à partir de 1961. Sans doute l'efface-t-il alors à nouveau pour y retourner au début des années 70 et l'abandonner *dans les années 80, celles* d'une peinture de plus en plus allégée, construite par entrelacs de courbes colorées. Mais cette alternance obéit au principe essentiel de la liberté et de l'absolue singularité de création. Parfois, il dessine visages et vêtements avec une précision tranchante. Bien avant le pop art, il introduit dans ses effigies féminines des morceaux de publicités photographiques. Parfois, il recouvre, écrase, efface, détruit l'image. Ses paysages, au nombre desquels des chefs-d'œuvre tels que *Suburb in Havana*, *Parc Rosenberg* et *Door to the River*, sont des constructions de gestes, où les plans colorés se chevauchent, s'interpénètrent, se télescopent. On y chercherait en vain quelque indice géographique.

VIVANT TROP VIVANT

De 1950 à son œuvre ultime, durant près de quatre décennies passées dans ses ateliers, hors quelques voyages en Italie *et aux Pays-Bas*, De Kooning fait donc ce qu'il veut, et jusqu'à des sculpture de bronze. On le fête en d'innombrables rétrospectives aux Etats-Unis et en Europe – quarante toiles des années 80, si étrangement fantômatiques, sont exposées actuellement au MoMA de New York. Ses œuvres se vendent de plus en plus cher – *Pink Lady*, 3,63 millions de dollars en 1987, *Interchange* 20,6 millions de dollars en 1989. Il n'est plus cependant d'aucun mouvement, mais loin, très loin de l'actualité. Rauschenberg efface à la *gomme l'un de ses dessins pour* mieux marquer quelle distance les sépare. Le minimalisme l'ignore et les avant-gardes des années 60 et 70 ont fait de même, déconcertées par ce vivant trop vivant.

Que faire en effet d'un peintre qui cite Rubens quand on l'interroge sur sa méthode de travail ? Que faire d'un peintre qui ne cesse d'expérimenter dissonances et harmonies, tous les jaunes, tous les rouges, toutes les nuances de leurs mélanges et de leurs complémentaires réunis dans l'espace du tableau ? Qu'en faire ? Le tenir pour ce qu'il est : l'un des cinq ou six peintres essentiels du XXe siècle.

Philippe Dagen



© Willem De Kooning par Arnold Newman

« Le mélodrame de la vulgarité »

« L'art, me semble-t-il, ne m'a jamais apaisé ou purifié. J'ai toujours l'impression de me trouver plongé dans le mélodrame de la vulgarité. Je ne ressens pas l'intérieur ou l'extérieur – ni l'art en général – comme une situation de confort. Je sais qu'il doit y avoir là une idée magnifique, mais, chaque fois que je veux l'approfondir, l'apathie me gagne et je n'ai qu'une envie, m'allonger et dormir. Certains peintres, dont je fais partie, se moquent bien de savoir sur quelle chaise ils sont assis. Elle n'a même pas besoin d'être confortable. Ils sont trop nerveux pour chercher où ils devraient s'asseoir. Ils ne veulent pas "s'asseoir dans un style". Plus exactement, ils ont découvert que la peinture – n'importe quel genre de peinture, n'importe quel style, pour être tout simplement de la peinture –, est aujourd'hui un mode de vie, une manière d'être pour ainsi dire. » (Willem De Kooning, *Ce que l'abstraction signifie pour moi*, 1951).

La sagesse électrique d'un très grand artiste

J'AIME assez que Willem De Kooning ne soit pas « mort » (comme on dit), mais vienne de s'éteindre, très vieux, et comme absent de lui-même. Longtemps, *je reverrai cet* homme aux cheveux blancs, d'une souplesse et d'une beauté admirables, *assis comme* un collégien sur le bord de son lit d'hôpital, à East Hampton. Sur la table, à la verticale, devant lui, une encre zen offerte par son médecin japonais, cercle noir sur fond blanc, un seul trait de vide. Il était là en traitement de désintoxication, on avait dû le trouver, une fois de plus, inconscient, dans son atelier isolé de la forêt, construit par lui-même comme un grand navire. Il parlait, cependant, survolté, les mains dessinant dans l'air, évoquant le *Tintoret et ses anges*, réglant son compte à la pesanteur des volumes et des corps, comme s'il voulait à la fois nouer, *détacher* et trancher un obstacle, d'un coup.

Heureuse Long-Island dans les années 70. L'époque dramatique des *Women* est déjà loin, il prend sa bicyclette et part à l'aventure, *« le paysage est dans la femme et la femme dans le paysage »*, flot de création intense, explosée, libre, dehors. *« Peut-être que je peins vite pour retenir cet éclair. / C'est une façon de m'y prendre/ C'est comme traverser une rue/ On veut traverser vite/ Alors on court/ Juste l'éclair de quelque chose/ Et puis à la fin si j'ai un tableau/ Je veux donner à quelqu'un d'autre une idée de cet éclair. »*

La contemplation d'un dessin, d'une toile ou d'une sculpture de De *Kooning oblige au flash intérieur*, donne la sensation d'avoir traversé un orage précis, c'est un art de la convulsion (en cela très proche de Van Gogh), une affirmation se montre, faisant apparaître les autres comme trop lents ou simplement déprimés. Calme dans la tempête, donc, sérénité ramenée du bruit et de la fureur : *« Il me semble que beaucoup d'artistes/Deviennent plus simples quand ils vieillissent/ Ils ressentent leur propre miracle dans la nature/ Le sentiment d'être de l'autre côté de la nature. »* Ou encore : *« Je me réjouis de voir simplement/ Que le ciel est bleu, que la terre est terre/ C'est cela le plus difficile : voir un rocher quelque part/ Et puis faire qu'il soit là, rocher couleur de terre/ J'y arrive progressivement. »*

POÈTE

C'était un très grand poète, on le voit, mais sans aucune des lourdeurs fétichistes ou faussement hermétiques de la poésie, et je n'en vois qu'un d'aussi risqué et imperturbable, prenant sur lui la réprobation et le malentendu qui entourent tout homme d'action : Warhol . De Kooning et Warhol ? *Le jour et la nuit ?* Même morale de l'immoralité, même désinvolture insaisissable, humour, dandysme et anarchisme supérieurs, rapidité de la nature dépassée, d'un côté, impassibilité et démystification de la marchandise d'images, de l'autre. Un Hollandais immigré marqué par l'Espagne et Breughel, un Tchèque de tradition catholique. Deux célibataires intraitables. La vieille Europe *élégante* transposée dans un nouveau monde et vivante malgré l'effondrement du goût. Pas de symbolisme, pas de mystères inutiles, deux actes d'autorité enjouée perçant le panneau sexuel et publicitaire. La femme la plus épouvantable reste désirable et comique (leçon de Picasso), l'*« autre côté de la nature »* est une signature en couleurs (aisance de Matisse).

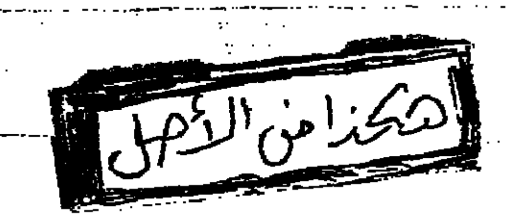
De Kooning a-t-il appris, dans la nuit mentale où il était plongé depuis quelque temps, qu'il était devenu, par le jeu du marché, le peintre vivant le plus cher ? Se serait-il amusé de ce triomphe monétaire ? Ou bien aurait-il repensé à sa solitude à New York au moment d'en découdre avec la grande Idole, comme Picasso en face de ses *Demoiselles* dont personne ne pouvait soutenir la vision ? Aurait-il pensé comme Warhol (mort avant lui) que l'art est la nervure centrale du business ? Mais que deviendront le laborieux et fixiste Jasper Johns ou, plus vulgairement, ces bavards de Rauschenberg et de Stella ? Qu'en sera-t-il, après-demain, du romantisme vaporisé de Pollock, de la religion transcendan*tale de Newman et de Rothko*, des bandes dessinées de Lichtenstein, des boucheries de Bacon, du merveilleux maniérisme mystique de Twombly ?

Laissons l'argent s'agiter autour de la création. Je revois le marchand de De Kooning, Xavier Fourcade (disparu, *lui aussi*), *lever les bras au* ciel quand « Bill » lui téléphonait à l'improviste pour lui demander de lui apporter sur-le-champ quelques dizaines de milliers de dollars en liquide. Une autre fois, il ne fallait pas aller à l'atelier parce qu'une femme (encore une) était là. Quelle vie aux antipodes de l'accumulation, de l'économie et du puritanisme Wasp ! De plus, ce peintre supprimait souvent ses tableaux, et ceux qu'il gardait étaient désignés par lui d'un dédaigneux : *« non à détruire »*. Tom Hess, qui l'a beaucoup vu agir, a dit de De Kooning : *« Sa main bouge aussi rapidement que celle d'un PDG signant son courrier. »* La vraie banque ? L'instant vécu par lui-même, dans sa forme saisie en plein vol.

« Le monde réel, ce monde soi-disant réel/ C'est simplement quelque chose dont on doit s'accommoder/ Comme tout le monde/ La réalité est une corde raide/ Si je glisse, je me dis "tiens, c'est intéressant"/ La plupart du temps, je glisse/ Dans cette version fugitive, cet éclair. »

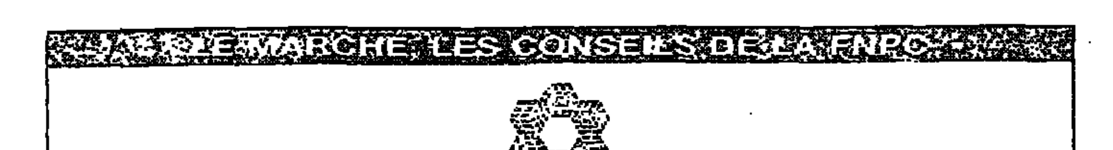
Philippe Sollers

★ *De Kooning, vite*, de Philippe Sollers, éditions de La Différence (1988, 2 vol. illustrés) ; le texte est repris dans *La Guerre du goût* (« Folio », Gallimard)



NEUF ET RÉSIDENTIEL

LE MARCHÉ : LES CONSEILS DE LA FNPC



INVESTISSEZ DANS LE LOGEMENT NEUF

La nouvelle formule d'amortissement des logements locatifs, dite **amortissement "Périssol"** remporte un grand succès. Les principales caractéristiques sont les suivantes :

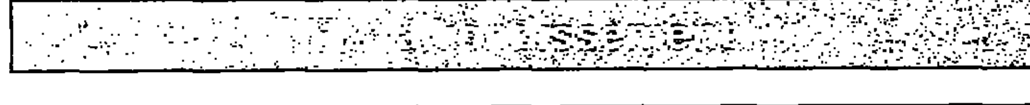
- Les **logements locatifs neufs** achetés entre le 1er janvier 1996 et le 31 décembre 1998 sont **amortissables** à raison de :
  - 10% du prix total de l'acquisition pour chacune des 4 premières années ;
  - 2% pour chacune des 20 années suivantes.
- Le **déficit foncier** correspondant est **imputable sur le revenu global** dans la limite d'un **plafond de 100 000 francs.**
- La **fraction du déficit foncier non imputable** sur le revenu global peut être **reportée** sur les revenus fonciers des années ultérieures, pendant **10 années.**

RENSEIGNEZ-VOUS AUPRÈS DES PROMOTEURS-CONSTRUCTEURS ADHÉRANT À LA F.N.P.C. (fédération nationale des promoteurs-constructeurs)

PARIS RIVE DROITE

Résidence Saint-Martin
61, rue Bichat
Nouveau programme

1er PROMOTEUR CERTIFIÉ QUALITÉ ISO 9001
Réalisation : FRANCE CONSTRUCTION
Tél. 01 46 03 22 00
7 jours/7, de 9 h à 19 h.



Téléphonez tout de suite au 01 46 03 22 00 pour faire partie des privilégiés! *Profitez des nouvelles mesures Périssol.*
A partir de 17.900 F le m², hors parking, et dans la limite du stock disponible.

Une superbe résidence de 28 appartements seulement, du studio au 5 pièces, à proximité du Canal Saint-Martin et de l'Hôtel du Nord. Une architecture raffinée par une belle façade au cachet parisien, avec *de nombreux balcons ou terrasses orientés plein sud.* Prestations particulièrement soignées. Label Promotelec Confort-Plus.
Bureau de vente : angle rue Bichat et Quai de Jemmapes ouvert lundi, jeudi et vendredi de 14 h à 19 h, samedi, dimanche et jours fériés de 10 h 30 à 12 h 30 et de 14 h à 19 h.

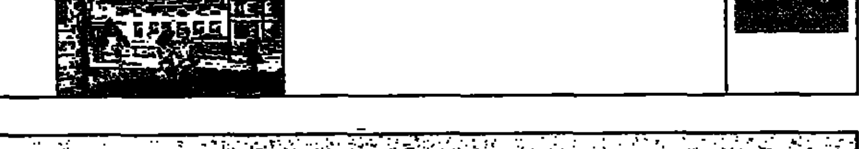
Le Brocéliande
84, av. du Gén Michel Bizot
NOUVEAU PROGRAMME

Réalisation et commercialisation : Groupe ARC
4, rue de la Bienfaisance
75008 PARIS
Tél. 01 45 22 00 50



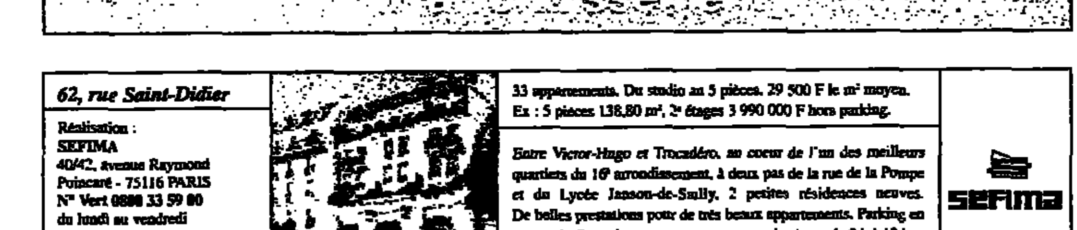
DU STUDIO AU 6 PIECES.
Possibilité d'appartement sur mesure.

Dans le douzième résidentiel, à 500 mètres du Bois de Vincennes. Façade Haussmannienne en pierre de taille porteuse.



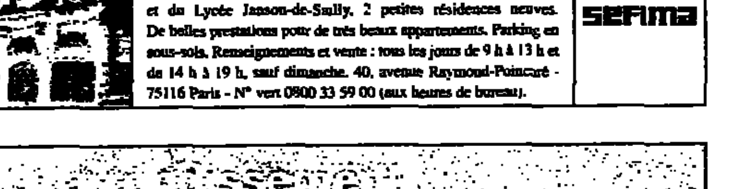
62, rue Saint-Didier

Réalisation : SEFIMA
40/42, avenue Raymond Poincaré - 75116 PARIS
N° Vert 0800 33 59 00
du lundi au vendredi (aux heures de bureau).



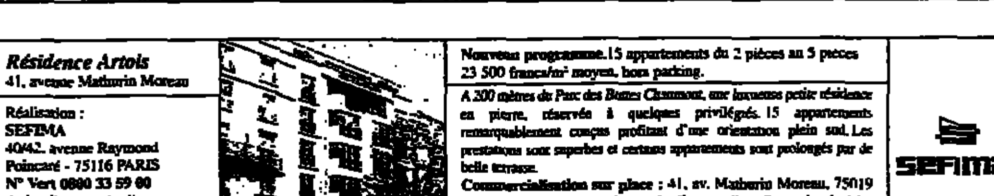
33 appartements. Du studio au 5 pièces. 29 500 F le m² moyen.
Ex : 5 pièces 138,80 m², 2e étages 3 990 000 F hors parking.

Entre Victor-Hugo et Trocadéro, au cœur de l'un des meilleurs quartiers du 16e arrondissement, à deux pas de la rue de la Pompe et du Lycée Janson-de-Sailly, 2 petites résidences neuves. De belles prestations pour de très beaux appartements. Parking en sous-sols. Renseignements et vente : tous les jours de 9 h à 13 h et de 14 h à 19 h, sauf dimanche. 40, avenue Raymond-Poincaré - 75116 Paris - N° vert 0800 33 59 00 (aux heures de bureau).



Résidence Artois
41, avenue Mathurin Moreau

Réalisation : SEFIMA
40/42, avenue Raymond Poincaré - 75116 PARIS
N° Vert 0800 33 59 00
du lundi au vendredi (aux heures de bureau).

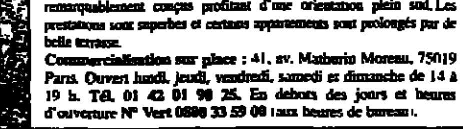


Nouveau programme. 15 appartements du 2 pièces au 5 pièces 23 500 francs/m² moyen, hors parking.

A 200 mètres du Parc des Buttes Chaumont, une luxueuse petite résidence en pierre, réservée à quelques privilégiés. 15 appartements remarquablement conçus profitant d'une orientation plein sud. Les prestations sont superbes et certains appartements sont prolongés par de belle terrasse.
Commercialisation sur place : 41, av. Mathurin Moreau, 75019 Paris. Ouvert lundi, jeudi, vendredi, samedi et dimanche de 14 à 19 h. Tél. 01 42 01 90 25. En dehors des jours et heures d'ouverture N° Vert 0800 33 59 00 (aux heures de bureau).

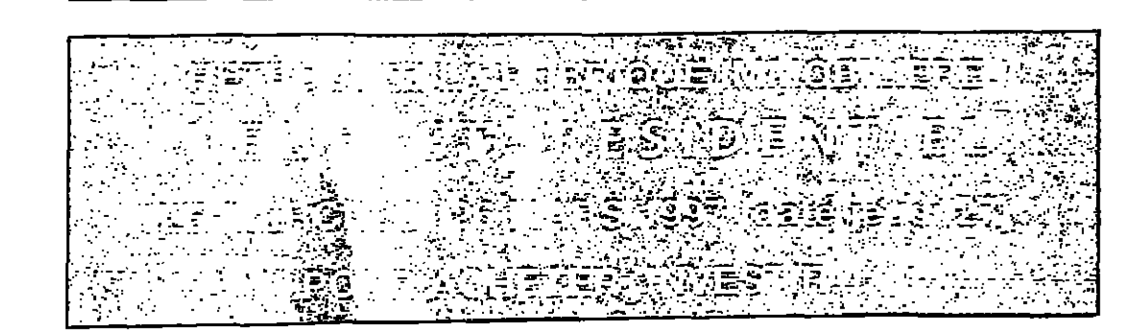
L'Orée du Parc
69, rue Compans/59, rue Rozier
A toute proximité des Buttes-Chaumont à découvrir absolument !

Réalisation : FRANCE CONSTRUCTION
Tél. 01 46 03 22 00
7 jours/7, de 9 h à 19 h

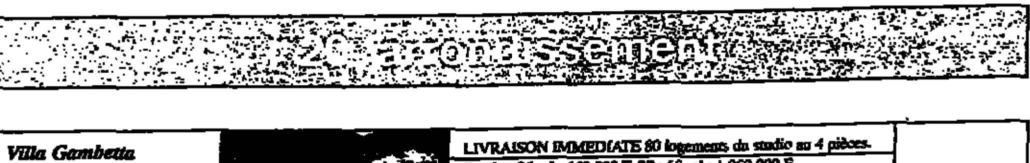


Premier constructeur certifié qualité ISO 9001
Du studio au 5 pièces avec parking en sous-sol. 18 800 F le m² moyen hors parking et dans la limite du stock disponible.

Le calme d'une petite résidence de charme de 24 appartements seulement à 100 m du Parc des Buttes-Chaumont et du métro. Très belles prestations : nombreux balcons et terrasses, vue sur *un beau jardin intérieur.*
Bureau de vente : 3, rue du Général Brunet, ouvert lundi, jeudi et vendredi de 14h à 19h, samedi, dimanche et jours fériés de 10h30 à 12h30 et de 14h à 19h.



PARIS RIVE DROITE (suite)



20e arrondissement

Villa Gambetta

FONCIÈRE SATIS
Groupe SUEZ
216, bd Saint-Germain
75007 PARIS

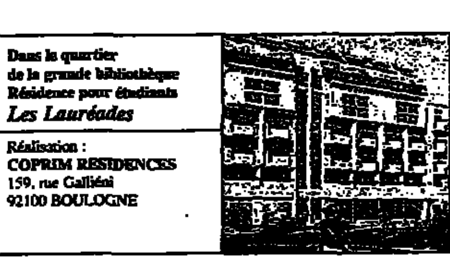
LIVRAISON IMMEDIATE 80 logements du studio au 4 pièces.
Studio : 26 m² : 650 000 F. 2P : 55 m² : 1 050 000 F
4 P : 91 m² : 1 740 000 F. Parking inclus. Frais de notaires réduits.
Située à 200 mètres de la place et de son métro, proche de tous commerces, à quelques pas seulement de la rue des Pyrénées, la Villa Gambetta vous propose autour d'un jardin une grande diversité d'appartements de caractère.
Bureau de vente et appartement témoin 55-57, rue Orfila Paris 20e. Ouvert tous les après-midi de 14 h à 19 h sauf le mardi et le mercredi. Tél. 01 45 49 52 52 (ou : 01 47 97 74 40).

PARIS RIVE GAUCHE

arrondissement

Dans le quartier de la grande bibliothèque
Résidence pour étudiants
Les Lauréades

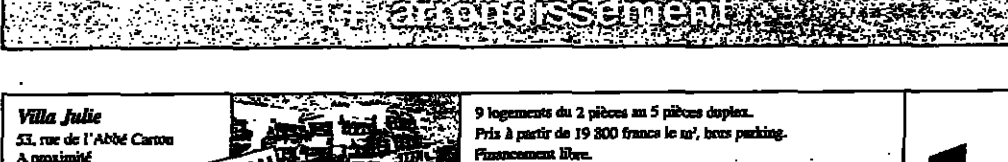
Réalisation : COPRIM RESIDENCES
159, rue Galliéni
92100 BOULOGNE



Studios pour étudiants et jeunes en formation à partir de 450 000 F
LIVRAISON IMMÉDIATE. FRAIS DE NOTAIRE GRATUITS.

Pour profiter pleinement des mesures fiscales investissez dès maintenant dans le site privilégié de la grande bibliothèque.
Eurostudiomes, Groupe Caisse des Dépôts, vous assure une gestion rigoureuse et des revenus locatifs. Poss. location en meublé avec statut LMP et remboursement de la TVA.
Rens. et ventes : visite du studio témoin sur rendez-vous.
Tél. : 01 46 04 42 29

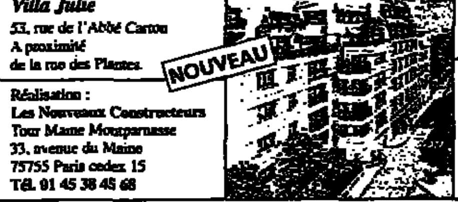




arrondissement

Villa Julie
53, rue de l'Abbé Carton
A proximité de la rue des Plantes.

Réalisation : Les Nouveaux Constructeurs
Tour Maine Montparnasse
33, avenue du Maine
75755 Paris cedex 15
Tél. 01 45 38 45 68



9 logements du 2 pièces au 5 pièces duplex.
Prix à partir de 19 800 francs le m², hors parking.
Financement libre.

Livraison : 1er trimestre 1998.
Au cœur du 14ème arrondissement, une petite résidence au calme, plein sud, avec façade en pierre de taille massive rythmée de balcons, de terrasses et de jardins.

Renseignements et vente : tous les jours de 9h à 19 h
Tél. 01 45 38 45 68.



Closerie-Montparnasse
Rue Froidevaux.

FONCIÈRE SATIS
Groupe SUEZ
216, bd Saint-Germain
75007 PARIS

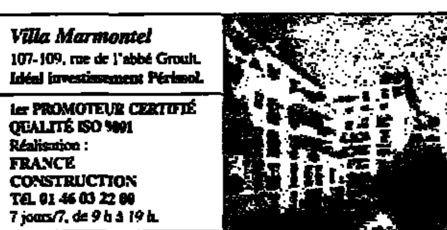
IMMEUBLE NEUF - LIVRAISON IMMEDIATE

2P : 38 m² : 1 050 000 F
3 P : 78 m² : 1 990 000 F.
Parking inclus.
Frais de notaires réduits.
Tél. 01 45 49 52 52

arrondissement

Villa Marmontel
107-109, rue de l'abbé Groult.
Idéal investissement Périssol.

1er PROMOTEUR CERTIFIÉ QUALITÉ ISO 9001
Réalisation : FRANCE CONSTRUCTION
Tél. 01 46 03 22 00
7 jours/7, de 9 h à 19 h.



Un programme superbe à découvrir absolument et choisissez le meilleur du 15e arrondissement ! A deux pas du métro Convention et des commerces, un programme de très grand standing sur jardins intérieurs : 47 appartements du studio au 5 pièces duplex, balcons, terrasses, caves et parkings en sous-sol. Le calme au cœur d'un véritable quartier parisien !
Livraison 4ème trimestre 1997

Prix à partir de 24 000 F le m² hors parking et dans la limite du stock disponible.
Bureau de vente sur place ouvert :
lundi, jeudi et vendredi de 14 h à 19 h, samedi, dimanche et jours fériés de 10 h30 à 12 h 30 et de 14 h à 19 h.

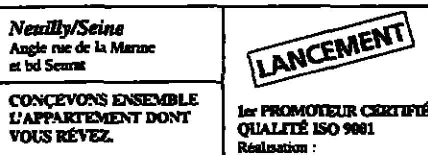
RÉGION PARISIENNE

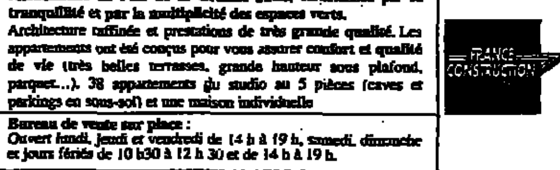


92 Neuilly-sur-Seine

Neuilly/Seine
Angle rue de la Marne et bd Seurat

CONÇEVONS ENSEMBLE L'APPARTEMENT DONT VOUS RÊVEZ.

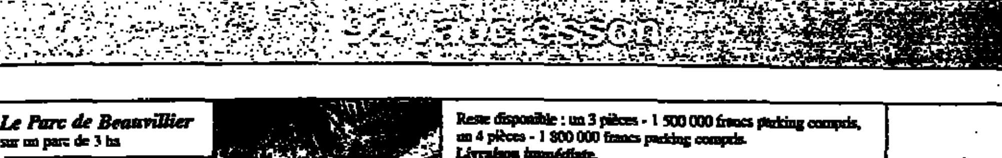




1er PROMOTEUR CERTIFIÉ QUALITÉ ISO 9001
Réalisation : FRANCE CONSTRUCTION
Tél. 01 46 03 22 00
7 jours/7, de 9 h à 19 h.

Nouvelle et superbe résidence de 3 étages située dans la partie résidentielle de l'Ile de la Grande Jatte, caractérisée par sa tranquillité et par la multiplicité des espaces verts.
Architecture raffinée et prestations de très grande qualité. Les appartements ont été conçus pour vous assurer confort et qualité de vie (très belles terrasses, grande hauteur sous plafond, parquet...). 38 appartements du studio au 5 pièces (caves et parkings en sous-sol) et une maison individuelle

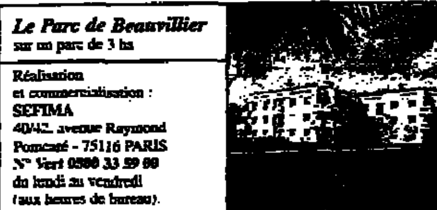
Bureau de vente sur place :
Ouvert lundi, jeudi et vendredi de 14 h à 19 h, samedi, dimanche et jours fériés de 10 h30 à 12 h 30 et de 14 h à 19 h.

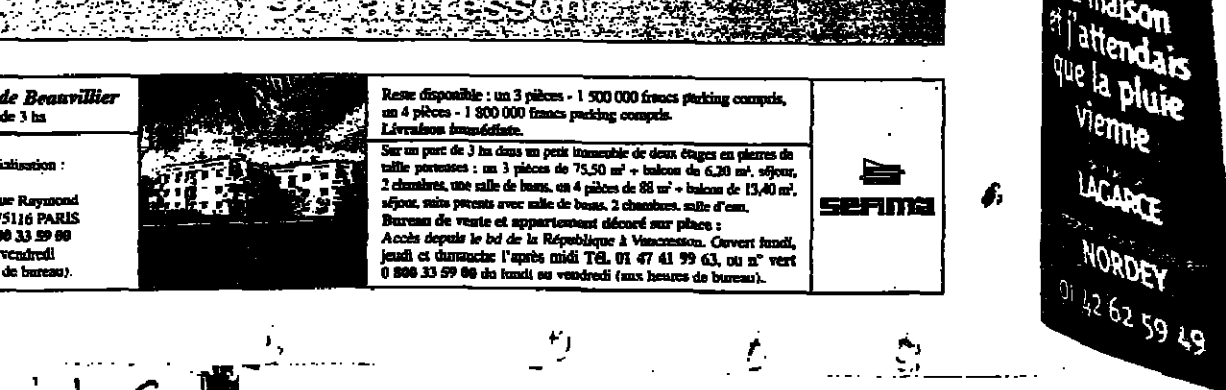


92 Vaucresson

Le Parc de Beauvillier
sur un parc de 3 ha

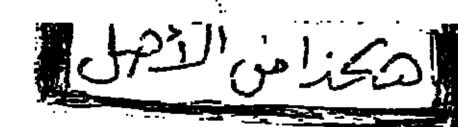
Réalisation et commercialisation : SEFIMA
40/42, avenue Raymond Poincaré - 75116 PARIS
N° Vert 0800 33 59 00
du lundi au vendredi (aux heures de bureau).





Reste disponible : un 3 pièces - 1 500 000 francs parking compris, un 4 pièces - 1 800 000 francs parking compris.
Livraison immédiate.

Sur un parc de 3 ha dans un petit immeuble de deux étages en pierres de taille porteuses : un 3 pièces de 75,50 m² + balcon de 6,20 m², séjour, 2 chambres, une salle de bains, un 4 pièces de 88 m² + balcon de 13,40 m², séjour, suite parents avec salle de bains, 2 chambres, salle d'eau.
Bureau de vente et appartement décoré sur place :
Accès depuis le bd de la République à Vaucresson. Ouvert lundi, jeudi et dimanche l'après midi Tél. 01 47 41 99 63, ou n° vert 0 800 33 59 00 du lundi au vendredi (aux heures de bureau).



Sur la trace des photographies inédites d'Henri Cartier-Bresson

Cent quatre-vingts images, dont une vingtaine jamais montrées, sont exposées à Paris

Henri Cartier-Bresson, dont l'œuvre, au croisement du document et du mystérieux, a influencé des générations de photographes, fait l'objet d'une exposition à la Maison européenne de la photographie intitulée « Des Européens ». Fort de cent quatre-vingts images, dont une vingtaine inédites, l'accrochage montre un artiste marqué par les influences picturales, la géométrie, le hasard merveilleux et le surréalisme.

DES EUROPÉENS, Maison européenne de la photographie, 5-7, rue de Fourcy, Paris 4e. Mo Saint-Paul. Du mercredi au dimanche, de 11 heures à 19 h 45. Tél. : 01-44-78-75-00. Jusqu'au 22 juin. A l'auditorium, projections de films de ou sur Cartier-Bresson.

Encore et toujours Cartier-Bresson... Certains seront agacés de voir la Maison européenne de la photographie (MEP) consacrer une exposition d'ampleur – cent quatre-vingts images – à un auteur maintes fois montré, partout célébré, dont les images sont archiconnues, et qui, depuis près de trente ans, confie qu'il n'est plus photographe mais dessinateur.

C'est un fait, la MEP décline une formule efficace : attirer un large public autour de photographes populaires. Il y a eu Klein, Pierre et Gilles, Strand. Maintenant Cartier-Bresson. Ce créneau, il est vrai, n'est occupé par aucune institution sur la place parisienne.

L'exposition a pour titre « Des Européens », référence à l'enseigne consensuelle de la MEP mais surtout au livre introuvable, *Les Européens*, publié par Henri Cartier-Bresson en 1955, conçu et mis en pages par Teriade avec une couverture de Miro. Cet ouvrage, qui n'est pas le meilleur qu'il ait réalisé, propose une plongée, comme l'écrit Jean Clair en exergue de l'accrochage, dans une Europe d'avant et d'après guerre, *« où les ruines accumulées, les masques de la faim et de la misère sur les visages apparaissent encore clairement »*.

Le parcours est classé par pays – *France, Italie, Grande-Bretagne*, URSS, Espagne... – et propose des images issues de reportages pour la presse ou de périples hasardeux. Il se développe sur trois niveaux, ce qui ne facilite pas la visibilité, mais l'on savait déjà que la circulation n'est pas le point fort de cet *hôtel particulier*. Il ne s'agit pas d'une rétrospective ni d'une transposition du livre au mur, mais d'une aventure qui court des années 30 à 70 dans l'« œuvre européenne » d'un immense artiste.


HENRI CARTIER-BRESSON/MAGNUM PHOTOS
« Tarascon, 1959 ».

GÉOMÉTRIE

Fidèle à ses convictions, Cartier-Bresson a fait tirer toutes les images pour l'occasion – il a une aversion pour les *vintages*, épreuves anciennes effectuées au moment de la prise de vue que se disputent les collectionneurs. L'accrochage est classique, les photographies sont quasiment toutes de même format, ni grand, ni petit. Nombre de chefs-d'œuvre – *« des photos qui ont traîné partout »*, dit-il – sont ici à (re)découvrir et viennent confirmer son sens inégalé de la géométrie.

Une bonne exposition devant aller au-delà du ressassement, l'intérêt est ailleurs. Dans le travail de Maurice Coriat, qui s'est plongé dans cinq mille planches de contact. Il y a d'abord une nouvelle évaluation des voyages : *« Henri s'amuse beaucoup plus en Italie et en Espagne, où il fixe magnifiquement un monde surréalisant et mystérieux*, constate le commissaire de l'exposition. *En revanche, on sent qu'il y a des reportages où il s'ennuie. »* On y voit surtout une quête de l'inédit : dénicher parmi les négatifs des images jamais montrées.

INTRUSIONS

L'exercice est tentant et périlleux tant on peut affadir la démonstration avec des images quelconques. Il y a une vingtaine d'inédits à la MEP que le visiteur averti s'amusera à repérer car il ne faut pas compter sur Cartier-Bresson pour donner des pistes. Mais ce dernier a, comme à son habitude, minutieusement contrôlé les intrusions. *« J'ai trouvé des perles qu'Henri n'a pas voulu montrer, notamment des gros plans*, explique Maurice Coriat, *parce que ces images pourraient faire penser à un autre photographe. »*

Il n'empêche, on tombe sur quelques inédits merveilleux à la MEP, notamment les deux images qui ouvrent et ferment l'exposition. La première est une rue de Tarascon, ciselée par la lumière, avec un personnage blanchi qui file dans la lumière. *« J'ai eu des palpitations quand j'ai vu ça*, affirme Maurice Coriat. *Sur le contact, on ne distinguait rien. Henri accepte la lumière quand elle produit de la géométrie. »* La dernière, la photo la plus récente, montre deux femmes nues comme jetées sur un sofa ; le visage de ces modèles est absent. Sommet d'ambiguïté entre la forme et le sens, le mystère et la réalité. Ambiguïté entre le dessinateur qu'il est devenu et le photographe qui le poursuit, quand il attrape son Leica au vol pour saisir cette *« pause entre deux poses »*.

Michel Guerrin

La revue d'architecture « d'A » est menacée de disparition

L'ordre des architectes lâche le mensuel

D'A, pour *« d'Architecture »*, est, à côté des revues plus sophistiquées qui servent de miroir aux professionnels, le seul magazine à jeter, à découper, à manipuler sans précaution. Est, ou plutôt : est en passe d'avoir été, car il risque de s'arrêter, sous l'effet conjugué de mauvaises manœuvres et de maladresses financières. *D'A* avait été lancé, en 1991, à l'enseigne de l'ordre national des architectes. Deux rédacteurs en chef, Francis Rambert et François Lamarre, en avaient fait un outil à la fois indispensable par la multiplicité des informations publiées, et complémentaire de ses aînées plus luxueuses par le nombre des réalisations présentées. Quelquefois seulement évoquées, certes. Au-delà des partis pris critiques, ce mensuel aura permis l'émergence publique d'architectes ou de tendances que la sélection drastique opérée ailleurs ne laissait guère passer.

On trouvait *d'A* en kiosques, au prix de 44 F. Ce qui n'est pas trop cher payé pour aider cette profession à dénouer sa névrose collective par la voie du dialogue, de l'ouverture, d'une approche pertinente et sans prétention. Avec la Maison de l'architecture de Paris, fermée, *d'A* contribuait à restaurer l'image d'un ordre grandi dans les langes de Vichy, et qui, sous l'impulsion de Remy Lopez, commençait à s'inventer un rôle nouveau. Les professionnels, frappés durement par la crise, ne voyaient cependant pas ainsi cette instance qui les taxait annuellement d'une cotisation proportionnelle à leur chiffre d'affaires.

Aussi, à l'occasion d'élections largement négligées, un groupe d'opposants, dirigé par Jean-Claude Chamberlan, a pris le contrôle du conseil de l'ordre, opération présentée comme la revanche des architectes de l'ombre contre le star-system, contre une nomenklatura « élitiste ». Résultat : une instance aux accents poujadistes qui va naturellement s'étonner que les plus gros cotisants de l'ordre, ne soient pas les mieux servis par la revue.

Largement financée par l'ordre, *d'A* n'a sans doute pas vu venir le coup et n'a pas cherché assez tôt son indépendance financière. Dans un premier temps, Jean-Claude Chamberlan s'est élevé contre cette revue qui, selon lui, a *« claqué du fric sans créer aucun débat »*. *« Alors que l'élite n'a pas besoin de nous, le précédent conseil a tellement pensé culturel qu'il en a oublié la profession »*, déclarait durant l'été 1996 au *Monde* le nouveau président. *D'A* devait cependant continuer de paraître sans changement majeur jusqu'à ce que l'équipe de rédaction découvre, en décembre 1996, que « son » titre déposait son bilan, et qu'un administrateur judiciaire était désigné. Pour autant, la disparition de *d'A* serait un vrai crève-cœur en raison du travail déjà accompli, et une perte pour ceux des architectes qui, sans être pour autant élitistes, se sont souciés de qualité plus que du nombre de mètres carrés réalisés.

Autour d'un des rédacteurs en chef, Francis Rambert, de nombreux architectes et des maîtres d'ouvrage tentent de créer un groupe de soutien. Cette sorte de comité de lecteurs pourrait apporter les bases d'une contribution financière indépendante, plus exaltante pour eux que la forme actuelle des cotisations ordinales. Il serait enfin surprenant que la direction de l'architecture abandonne *d'A* sans réagir, alors qu'elle vient justement de réintégrer le ministère de la culture.

Frédéric Edelmann

NOUVEAU FILM

UN AMOUR DE SORCIÈRE
Film français de René Manzor. Avec Vanessa Paradis, Jean Réno, Jeanne Moreau, Gil Bellows. (1 h 40.)

■ Morgane (Vanessa Paradis) fait partie d'une lignée de sorciers dont son fils, Arthur, est le dernier rejeton. Elle est une gentille sorcière, alors que son méphistophélique cousin Molok (Jean Réno) occupe son temps libre à faire passer les humains de vie à trépas. Le petit Arthur devient l'enjeu d'une lutte familiale entre ces deux tendances. Et du même coup celui du film, qui ne développera plus, après un prologue aussi original, une seule idée. Affecté de problèmes de synchronisation, doté de dialogues ineptes et d'un scénario bâclé, le film de René Manzor se contente d'aligner quelques scènes incohérentes avec Paris, New York et Venise en décor, tout en échouant à faire tenir debout l'histoire d'amour qui unit la belle sorcière à un mortel américain présenté comme *« le nouveau Bill Gates »*. Cette triste alliance de la technologie et de la magie, si elle a raison du Mal, produit un film profondément désenchanté. *Jacques Mandelbaum*

Quelques instants vrais dans la vie de HCB

CHEZ les scouts, à onze ans, Henri Cartier-Bresson était surnommé *« anguille frétillante »*. Aujourd'hui, pour le photographe âgé de quatre-vingt-neuf ans, la formule tient encore. Se définissant aussi comme *« un prisonnier évadé »*, l'homme ne cesse de s'échapper. HCB, comme on l'appelle, saute dans l'escalier de la Maison européenne, jongle avec sa canne, bon pied bon œil, le regard bleu vif, un foulard rouge noué autour du cou. C'est un personnage complexe, qui se contredit, répond par des pirouettes, fuit, *« déteste être là où on veut* [le] *placer »*. Et s'en amuse.

Tout photographe de renom mettrait l'accent sur les inédits qui donnent du piment à l'exposition. *« Ça n'a pas d'importance*, répond-il. *Je ne suis pas bibliothécaire de mon travail. »* A ceux qui veulent classer, répertorier, analyser, il répond : *« Aujourd'hui, on est professeur de tout, sauf de sensibilité. Au lieu de regarder et de pénétrer, les gens se contentent d'identifier. Ils pensent. J'ai envie de donner de fausses légendes à mes photos pour que les gens regardent avec leurs yeux, pas avec leur cerveau »*.

« Je ne suis pas ethnologue, pas sociologue ni spécialiste de rien. Je suis un journaliste au sens où je tiens un journal de bord »

Ce parcours en Europe révèle une tendresse pour les pays du Sud. *« Je me sens proche des Siciliens. J'ai été conçu lors du voyage de noces de mes parents dans un hôtel de Palerme. Un jour, j'ai dit à Tériade, le grand éditeur grec : "Nous autres Méditerranéens..." Il m'a alors arrêté : "Henri, va te regarder dans la glace...". »*

Il est difficile de faire parler Henri Cartier-Bresson de la signification de ses images. Un comble pour une personnalité qui a bourlingué aux quatre coins de la planète et publié ses reportages dans de nombreux magazines.

On note qu'il fut grand voyageur : *« Je déteste voyager mais j'adore vivre dans les pays. Prendre son temps est le seul luxe. Les gens pressés sont pénibles. Cioran a écrit que la mort n'a jamais demandé qu'on lui fixe un rendez-vous. »* On veut le voir s'exprimer sur le contenu et il répond *« rythme plastique, géométrie, compositions qui respectent le nombre d'or et donnent une structure au monde. J'ai l'œil du peintre »*.

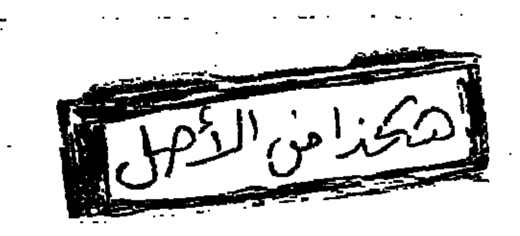
Quand on l'interroge sur l'aspect documentaire des images, il réplique : *« La force documentaire permet de donner une forme. Mais savoir ce que ça prouve, ce que ça démontre, je n'en sais rien. Je témoigne que j'étais là et que j'ai vu ça. C'est tout. »* On continue sur la portée sociale des sujets et il coupe : *« Le sujet est de l'ordre du subconscient. Je ne suis pas ethnologue, pas sociologue ni spécialiste de rien. Je suis un journaliste au sens où je tiens un journal de bord. En huit jours, j'ai assisté à un anniversaire de la révolution chinoise, une commémoration de la révolution russe puis à un couronnement du pape à Rome. Comment traduire ces événements en photos ? C'est un mystère. Je me méfie du sens que l'on veut donner aux images. Les analyses de textes, ce n'est pas mon truc. La pensée conceptuelle me paraît être un danger. Quand je lis Saint-Simon, Proust ou Chateaubriand, je ne consulte pas les notes en bas de pages, je me nourris du texte lui-même comme en peinture je me nourris de la substance et non des considérations historiques. »*

Cartier-Bresson serait-il coupé des réalités ? *« Je suis révolté depuis ma jeunesse. Mais le jeune bourgeois surréaliste que j'étais a fait, pendant la guerre, trente-cinq métiers : j'ai bourré des traverses de chemin de fer, travaillé dans des cimenteries, j'ai fait les foins... Mon engagement de citoyen ne se fait pas directement avec la photographie. L'Europe avait un équilibre qui n'existe plus depuis l'avènement de la société de consommation. On ne peut même plus manger du saumon sans être certain de ne pas attraper la vache folle. La fracture n'a jamais été aussi profonde entre riches et pauvres. Ce qui se passe en Albanie, ce n'est pas une révolution mais un monde qui s'effondre. On ne fait rien et c'est ignoble. Le Leica ne peut pas montrer cela. La seule chose que l'on peut dire de mes photographies est que j'ai une confiance entière dans l'Homme et aucune dans la société. »*

Pour HCB, la photographie n'est pas une fin en soi mais un outil qui lui permet, comme aujourd'hui le dessin, de coller à la réalité immédiate, intuitive. *« On peut faire n'importe quoi avec un Leica, de la sociologie, de la politique. Pour moi, c'est une façon immédiate de dessiner, d'être disponible. J'ai appris cela en lisant* Le Zen et le Tir à l'arc, *de Herrigel. »* En ce sens, tout statut d'artiste lui est suspect : *« C'est une notion de la bourgeoisie du XIXe siècle. Etre artiste, c'est être sensible. »*

Tout comme il est agacé par la réputation qui lui colle à la peau d'avoir inventé l'*« instant décisif »* : *« J'ai mis en exergue d'un livre cette formule du cardinal de Retz, et puis c'est devenu une marque de fabrique. Mais j'aurais pu emprunter une phrase de Chateaubriand. »* Il préfère rappeler qu'il aime les coïncidences, nées d'une disponibilité totale et de sa façon de *« vivre dans l'instant »*. *« Depuis vingt ans*, dit-il dans un sourire, *je photographie sans appareil. »*

M. G.



Les musiques du « pays où l'eau se cache »

Au Festival de l'imaginaire, les chants des Antandroy



PARMI les dix-huit ethnies qui composent la population extrêmement métissée de la Grande Ile, les Antandroy furent les derniers à être colonisés. Vivant dans une région aride et inhospitalière, ils ont su protéger de l'influence d'éléments exogènes leurs traditions, notamment les chants et musiques interprétés lors de cérémonies de possession ou de funérailles. Ainsi le *beko*, une tradition chantée au caractère sacré et religieux, que l'on avait pu approcher récemment grâce à la relecture du groupe vocal *Salala* (CD Cobalt). Outre les polyphonies chatoyantes du *beko*, les Antandroy interprètent également des chants d'inspiration plus profane, tels les *galeha* des adolescents, grivois et provocateurs, ou des chansons évoquant le quotidien et les blessures du mal d'aimer. Parallèlement à la présentation de ce spectacle, la Maison des cultures du monde sort dans sa collection d'inédits une anthologie consacrée aux voix de Madagascar (Auvidis).

★ Maison des cultures du monde, 101, boulevard Raspail, Paris 6e. Mo Saint-Placide ou Notre-Dame-des-Champs. 20 h30, du 21 au 23 mars, 17 heures, dimanche. Tél. : 01-45-44-41-42. 80 F et 100 F.

UNE SOIRÉE À PARIS

Spearhead
Après avoir tenté de fusionner rap et rock alternatif, Michael Franti a développé, au sein de Spearhead, *un hip hop assoupli par la* spiritualité de la soul et le swing du jazz. Musique intense et engagée. *Elysée-Montmartre, 72, boulevard Rochechouart, Paris-18e. Mo Anvers. 19 h 30, le 20. Tél. : 01-44-92-45-45. Location Fnac, Virgin. 121 F.*

Ben Fold Fives
A la place de la sempiternelle guitare, ce groupe de rock a choisi le piano pour exprimer ses désirs de défoulement. Mené par un mélodiste plein de fraîcheur, ces Américains marient énergie et joliesse à la manière d'un Elton John grunge.
Le Divan du monde, 75, rue des Martyrs, Paris 9e. 19 h 30, le 21. Tél. : 01-44-92-77-66. 110 F.

Gnawa Diffusion
Cette énergique tribu fait se télescoper reggae, raggamuffin et rythmes de transe des Gnawas en signant des textes à la conscience aiguë, qui, entre deux traits d'humour, évoquent l'Algérie, la fracture sociale et stigmatisent *quelques travers humains.* (CD *Algeria*, G.D.O. Records/Mélodie). *Le Divan du monde, 75, rue des Martyrs. Paris-9e. 20 heures, le 20. Tél. : 01-44-92-77-66. 70 F. A Bagneux (92), salle des fêtes-Espace Léo-Ferré, rue Charles-Michels. 20 heures, le 22. Tél. : 01-42-31-60-50. 80 F. Et aussi à Grenoble le 24 avril (Festival Rocktambule), à Montpellier le 26 avril (Victoire II).*

Eric Le Lann Quartet
Le trompettiste s'installe quelques jours dans la cave du Petit Opportun, l'un des endroits parisiens qui lui sont le plus fidèles. La musique y gagne toujours beaucoup.
Petit Opportun, 15, rue des Lavandières-Sainte-Opportune. Paris-1er. Mo Châtelet. 22 h 30, les 20, 21, 22, et du 25 au 29. Tél. : 01-42-36-01-36. De 50 F à 80 F.

ART

Une sélection des vernissages et des expositions à Paris et en Ile-de-France

VERNISSAGES

Bellmer graveur
Musée-galerie de la Seita, 12, rue Surcouf, Paris 7e. Mo Invalides. Tél. : 01-45-56-60-17. De 11 heures à 19 heures. Fermé dimanche. Du 20 mars au 14 juin. 25 F.

Itsuko Hasegawa
Institut français d'architecture, 6 bis, rue de Tournon, Paris 6e. Mo Mabillon. Tél. : 01-46-33-90-36. De 12 h 30 à 19 heures. Fermé dimanche et lundi. Du 20 mars au 31 mai. Entrée libre.

Bernard Moninot, Jaume Plensa
Galerie nationale du Jeu de Paume, 1, place de la Concorde, Paris 8e. Mo Concorde. Tél. : 01-47-03-12-50. De 12 heures à 19 heures ; samedi et dimanche de 10 heures à 19 heures ; mardi jusqu'à 21 h 30. Fermé lundi. Du 25 mars au 18 mai. 38 F.

Paris-Bruxelles/Bruxelles-Paris
Grand Palais, galeries nationales, place Georges-Clemenceau, Paris 8e. Mo Champs-Elysées-Clemenceau. Tél. : 01-44-13-17-17. De 10 heures à 20 heures ; mercredi jusqu'à 22 heures. Fermé mardi. Du 21 mars au 14 juillet. 50 F.

Sean Scully
Galerie Lelong, 13, rue de Téhéran, Paris 8e. Mo Miromesnil. Tél. : 01-45-63-13-19. De 10 h 30 à 18 heures ; samedi de 14 heures à 18 h 30. Fermé dimanche et lundi. Du 20 mars au 24 mai. Entrée libre.

EXPOSITIONS PARIS

Jean-Michel Alberola
Musée d'Art moderne de la Ville de Paris, 11, avenue du Président-Wilson, Paris 16e. Mo Iéna, Alma-Marceau. Tél. : 01-53-67-40-00. Mardi, mercredi et vendredi de 10 heures à 17 h 30 ; jeudi, samedi et dimanche de 10 heures à 20 heures. Jusqu'au 6 avril. 27 F.

Angkor et dix siècles d'art khmer
Grand Palais, galeries nationales, avenue du Général-Eisenhower, square Jean-Perrin, Paris 8e. Mo Champs-Elysées-Clemenceau. Tél. : 01-44-13-17-17. De 10 heures à 20 heures ; nocturne mercredi jusqu'à 22 heures. Fermé mardi. Jusqu'au 26 mai. 50 F.

Années 30 en Europe, 1929-1939
Musée d'Art moderne de la Ville de Paris, 11, avenue du Président-Wilson, Paris 16e. Mo Iéna, Alma-Marceau. Tél. : 01-53-67-40-00. Mardi, mercredi et vendredi de 10 heures à 17 h 30 ; jeudi, samedi et dimanche de 10 heures à 20 heures. Jusqu'au 25 mai. 50 F.

Années 30. L'Architecture et les arts de l'espace
Musée des Monuments français, Palais de Chaillot, 1, place du Trocadéro, Paris 16e. Mo Trocadéro. Tél. : 01-44-05-39-10. De 10 heures à 18 heures. Fermé mardi. Jusqu'au 15 avril. 35 F.

Balthasar Burkhard
Galerie Liliane & Michel Durand-Dessert, 28, rue de Lappe, Paris 11e. Mo Bastille. Tél. : 01-48-06-92-23. De 11 heures à 13 heures et de 14 heures à 19 heures. Fermé dimanche et lundi. Jusqu'au 12 avril. Entrée libre.

Marie-José Burki
Galerie Nelson, 40, rue Quincampoix, Paris 4e. Mo Rambuteau. Tél. : 01-42-71-74-56. De 11 heures à 13 heures et de 14 h 30 à 19 heures. Fermé dimanche et lundi. Jusqu'au 12 avril. Entrée libre.

Louis Cane
Galerie Rachelin-Lemarié-Beaubourg, 23, rue du Renard, Paris 4e. Mo Châtelet. Tél. : 01-44-59-27-27. De 10 h 30 à 13 heures et de 14 h 30 à 19 heures. Fermé dimanche et lundi. Jusqu'au 10 avril.

Lynn Davis, Stephen Eastaugh
Galerie Baudoin Lebon, 38, rue Sainte-Croix-de-la-Bretonnerie, Paris 4e. Mo Hôtel-de-Ville. Tél. : 01-42-72-09-10. De 10 heures à 13 heures et de 14 h 30 à 19 heures. Fermé dimanche et lundi. Jusqu'au 19 avril. Entrée libre.

Derain
Galerie Saphir, 69, avenue de Villiers, Paris 17e. Mo Wagram. Tél. : 01-44-40-26-84. De 14 heures à 19 heures ; vendredi sur rendez-vous. Fermé samedi. Jusqu'au 31 mars.

L'Empreinte
Centre Georges-Pompidou, galerie sud, place Georges-Pompidou, Paris 4e. Mo Rambuteau. Tél. : 01-44-78-12-33. De 12 heures à 22 heures ; samedi, dimanche et jours fériés de 10 heures à 22 heures. Fermé mardi. Jusqu'au 12 mai. 27 F.

Erro
Galerie Montenay-Giroux, 31, rue Mazarine, Paris 6e. Mo Odéon. Tél. : 01-43-54-85-30. De 11 heures à 13 heures et de 14 h 30 à 19 heures. Fermé dimanche et lundi. Jusqu'au 5 avril. Entrée libre.

Face à l'histoire (1933-1996)
Centre Georges-Pompidou, grande galerie (5e étage), galerie Nord, place Georges-Pompidou, Paris 4e. Mo Rambuteau. Tél. : 01-44-78-12-33. De 12 heures à 22 heures ; samedi, dimanche et jours fériés de 10 heures à 22 heures. Fermé mardi. Jusqu'au 7 avril. 45 F.

Monique Frydman
Galerie Laage-Salomon, 57, rue du Temple, Paris 4e. Mo Hôtel-de-Ville. Tél. : 01-42-78-11-71. De 14 heures à 19 heures ; le matin sur rendez-vous. Fermé dimanche et lundi. Jusqu'au 29 mars. Entrée libre.

Gilioli (1911-1977)
Fondation Dina-Vierny-Musée Maillol, 61, rue de Grenelle, Paris 7e. Mo Rue-du-Bac. Tél. : 01-42-22-59-58. De 11 heures à 18 heures. Fermé mardi. Jusqu'au 15 mai. 40 F.

Alberto Guzman
Espace d'art Roquefeuil-Pallade, 9, rue Molière, Paris 1er. Mo Pyramides. Tél. : 01-42-60-40-54. De 14 heures à 19 heures ; samedi sur rendez-vous. Fermé dimanche. Jusqu'au 25 avril.

L'Inde de Gustave Moreau
Musée Cernuschi, 7, avenue Vélasquez, Paris 8e. Mo Monceau, Villiers, bus 30, 94. Tél. : 01-45-63-50-75. De 10 heures à 17 h 40. Fermé lundi. Jusqu'au 17 mai. 30 F.

Dominique Labauvie : l'invisible ouvre la vue
Musée Zadkine, 100 bis, rue d'Assas, Paris 6e. Mo RER Port-Royal, Notre-Dame-des-Champs. Tél. : 01-43-26-91-90. De 10 heures à 17 h 30. Fermé lundi. Jusqu'au 1er juin. 27 F.

Made in France : 1947-1997, cinquante ans de création en France
Centre Georges-Pompidou, Musée, 3e et 4e étages, place Georges-Pompidou, Paris 4e. Mo Rambuteau. Tél. : 01-44-78-12-33. De 12 heures à 22 heures ; samedi, dimanche et jours fériés de 10 heures à 22 heures. Fermé mardi. Jusqu'au 29 septembre. 35 F.

Zoran Music
Galerie Marwan Hoss, 12, rue d'Alger, Paris 1er. Mo Tuileries. Tél. : 01-42-96-37-96. De 9 h 30 à 12 h 30 et de 14 heures à 18 h 30 ; samedi de 10 heures à 12 h 30 et de 14 heures à 18 heures. Fermé dimanche. Jusqu'au 26 avril.

On Kawara
Galerie Yvon Lambert, 108, rue Vieille-du-Temple, Paris 3e. Mo Hôtel-de-Ville ou Rambuteau. Tél. : 01-42-71-09-33. De 10 heures à 13 heures et de 14 h 30 à 19 heures. Fermé dimanche et lundi. Jusqu'au 12 avril.

Auguste Préault, 1809-1879, sculpteur romantique
Musée d'Orsay, 62, rue de Lille, entrée : 1, rue de Bellechasse, Paris 7e. Mo Solferino. Tél. : 01-40-49-48-14. De 10 heures à 18 heures ; jeudi nocturne jusqu'à 21 h 45. Fermé lundi. Jusqu'au 18 mai. 39 F.

Soudan, royaumes sur le Nil
Institut du monde arabe, niveaux 1 et 2, 1, rue des Fossés-Saint-Bernard, Paris 5e. Mo Jussieu, Cardinal-Lemoine, Sully-Morland. Tél. : 01-40-51-38-38. De 10 heures à 18 heures. Fermé lundi. Jusqu'au 31 août. 45 F.

Sous le manteau
Galerie Thaddaeus Ropac, 7, rue Debelleyme, Paris 3e. Mo Filles-du-Calvaire. Tél. : 01-42-72-99-00. De 10 heures à 19 heures. Fermé dimanche et lundi. Jusqu'au 26 avril. Entrée libre.

Le Style années 30
Galerie Jean-Jacques Dutko, 13, rue Bonaparte, Paris 6e. Mo Saint-Germain-des-Prés. Tél. : 01-43-26-96-13. De 10 h 30 à 13 heures et de 14 h 30 à 19 heures. Fermé dimanche et lundi. Jusqu'au 30 avril. Entrée libre.

Suites africaines
Couvent des Cordeliers, 15, rue de l'Ecole-de-Médecine, Paris 6e. Mo Odéon. Tél. : 01-43-29-39-64. De 11 heures à 20 h 30. Fermé lundi. Jusqu'au 16 avril. Entrée libre.

Le Surréalisme et l'amour
Pavillon des Arts, Les Halles, porte Rambuteau, terrasse Lautréamont, Paris 1er. Mo Châtelet-les-Halles. Tél. : 01-42-33-82-50. De 11 h 30 à 18 h 30. Fermé lundi. Jusqu'au 18 juin. 35 F.

Pierre Tal-Coat
Galerie Aittouarès, 2, rue des Beaux-Arts, Paris 6e. Mo Saint-Germain-des-Prés. Tél. : 01-40-51-87-46. De 11 heures à 13 heures et de 14 h 30 à 19 heures. Fermé dimanche et lundi. Jusqu'au 3 mai.

Jean Tinguely
Centre Georges-Pompidou, forum, place Georges-Pompidou. Paris 4e. Mo Rambuteau. Tél. : 01-44-78-12-33. De 12 heures à 22 heures ; samedi, dimanche et jours fériés de 10 heures à 22 heures. Fermé mardi. Jusqu'au 21 avril. Entrée libre.

Raoul Ubac
Galerie Thessa Herold, 7, rue Thorigny, Paris 3e. Mo Saint-Sébastien-Froissart. Tél. : 01-42-78-78-68. Mercredi, jeudi, vendredi de 14 heures à 19 heures ; samedi de 11 heures à 19 heures. Jusqu'au 19 avril. Entrée libre.

Vers l'âge d'airain. Rodin en Belgique
Musée Rodin, hôtel Biron, 77, rue de Varenne, Paris 7e. Mo Varenne, RER Invalides. Tél. : 01-44-18-61-10. De 9 h 30 à 16 h 45. Fermé lundi. Jusqu'au 15 juin. 28 F.

Hugues Weiss
Galerie hélène de Roquefeuil, 70, rue Amelot, Paris 11e. Mo Saint-Sébastien-Froissart. Tél. : 01-43-57-16-32. De 14 heures à 19 heures. Fermé dimanche et lundi. Jusqu'au 19 avril. Entrée libre.

EXPOSITIONS ILE-DE-FRANCE

Ame cachée, âme dévoilée : Bouveret, Plensa, Reinoso, Scamla, Webster
Fondation d'art contemporain Daniel et Florence Guerlain, 5, rue de la Vallée, 78 Les Mesnuls. Tél. : 01-34-86-19-19. De 11 heures à 19 heures. Fermé mardi. Jusqu'au 31 mars. 30 F.

Dessins italiens du musée Condé à Chantilly, Il Raphaël et son cercle
Musée Condé, Institut de France, château, 60 Chantilly. Tél. : 01-44-57-08-00. De 10 heures à 18 heures. Fermé mardi. Jusqu'au 29 mai. 39 F.

Serge Guillou
Galerie municipale, 59, avenue Guy-Môquet, 94 Vitry-sur-Seine. Tél. : 01-46-82-83-22. De 14 heures à 19 heures. Fermé lundi. Jusqu'au 13 avril. Entrée libre.

Pour une reconnaissance africaine. Dahomey 1930
Musée départemental Albert-Kahn, 14, rue du Port, 92 Boulogne. Tél. : 01-46-04-52-80. De 11 heures à 18 heures. Fermé lundi. Jusqu'au 29 juin. 22 F.

Un après-midi avec Mallarmé et Gauguin
Musée départemental Stéphane-Mallarmé, pont de Valvins, 4, quai Stéphane-Mallarmé, 77 Vulaines-sur-Seine. Tél. : 01-64-23-73-27. De 10 heures à 12 heures et de 14 heures à 18 heures. Fermé lundi. Jusqu'au 27 avril. 15 F.

CINÉMA

NOUVEAUX FILMS

CHAMANKA
Film franco-polonais-suisse d'Andrzej Zulawski, avec Iwona Petry, Boguslaw Linda, Agnieszka Wagner, Pawel Delag, Piotr Machalica, Alicja Jachiewicz (1 h 50).
VO : 14-Juillet Beaubourg, 3e (réservation : 01-40-30-20-10) ; Espace Saint-Michel, dolby, 5e (01-44-07-20-49) ; Elysées Lincoln, dolby, 8e (01-43-59-36-14) ; Max Linder Panorama, THX, dolby, 9e (01-48-24-88-88 ; réservation : 01-40-30-20-10) ; Sept Parnassiens, dolby, 14e (01-43-20-32-20).

DONNIE BRASCO
Film américain de Mike Newell, avec Al Pacino, Johnny Depp, Michael Madsen, Bruno Kirby, James Russo, Anne Heche (2 h 05).
VO : UGC Ciné-cité les Halles, dolby, 1er ; 14-Juillet Beaubourg, 3e (réservation : 01-40-30-20-10) ; 14-Juillet Odéon, dolby, 6e (01-43-25-59-83 ; reservation : 01-40-30-20-10) ; Les Trois Luxembourg, dolby, 6e (01-46-33-97-77 ; réservation : 01-40-30-20-10) ; UGC Montparnasse, 6e ; Gaumont Marignan, dolby, 8e (réservation : 01-40-30-20-10) ; George-V, THX, dolby, 8e ; Gaumont Opéra Français, dolby, 9e (01-47-70-33-88 ; réservation : 01-40-30-20-10) ; 14-Juillet Bastille, dolby, 11e (01-43-57-90-81 ; réservation : 01-40-30-20-10) ; Gaumont Gobelins Rodin, dolby, 13e (01-47-07-55-88 ; réservation : 01-40-30-20-10) ; Miramar, dolby, 14e (01-39-17-10-00 ; réservation : 01-40-30-20-10) ; 14-Juillet Beaugrenelle, dolby, 15e (01-45-75-79-79 ; réservation : 01-40-30-20-10) ; Majestic Passy, dolby, 16e (01-42-24-46-24 ; réservation : 01-40-30-20-10) ; Pathé Wepler, dolby, 18e (réservation : 01-40-30-20-10) ; 14 Juillet-sur-Seine, dolby, 19e (réservation : 01-40-30-20-10).

NOUS SOMMES TOUS ENCORE ICI
Film franco-suisse d'Anne-Marie Miéville, avec Aurore Clément, Bernadette Lafont, Jean-Luc Godard (1 h 20).
Saint-André-des-Arts II, 6e (01-43-26-80-25).

LE SECRET DE ROAN INISH
Film américain de John Sayles, avec Jeni Courtney, Eileen Colgan, Mick Lally, Richard Sheridan, John Lynch, Susan Lynch (1 h 43).
VO : UGC Ciné-cité les Halles, dolby, 1er ; Reflet Médicis, salle Louis-Jouvet, 5e (01-43-54-42-34) ; Elysées Lincoln, dolby, 8e (01-43-59-36-14) ; Sept Parnassiens, 14e (01-43-20-32-20).

UN AMOUR DE SORCIÈRE
Film français de René Manzor, avec Vanessa Paradis, Gil Bellows, Jean Reno, Jeanne Moreau, Dabney Coleman, Malcolm Dixon (1 h 42).
UGC Ciné-cité les Halles, dolby, 1er ; Gaumont Opéra I, dolby, 2e (01-43-12-91-40 ; réservation : 01-40-30-20-10) ; Rex, dolby, 2e (01-39-17-10-00) ; UGC Danton, dolby, 6e ; UGC Montparnasse, dolby, 6e ; Gaumont Ambassade, dolby, 8e (01-43-59-19-08 ; réservation : 01-40-30-20-10) ; Saint-Lazare-Pasquier, dolby, 8e (01-43-87-35-43 ; réservation : 01-40-30-20-10) ; UGC Normandie, dolby, 8e ; UGC Opéra, dolby, 9e ; Les Nation, dolby, 12e (01-43-43-04-67 ; réservation : 01-40-30-20-10) ; UGC Lyon Bastille, dolby, 12e ; UGC Gobelins, dolby, 13e ; Gaumont Alésia, dolby, 14e (01-43-27-84-50 ; réservation : 01-40-30-20-10) ; Gaumont Parnasse, dolby, 14e (réservation : 01-40-30-20-10) ; UGC Convention, dolby, 15e ; UGC Maillot, 17e ; Pathé Wepler, dolby, 18e (réservation : 01-40-30-20-10).

EXCLUSIVITÉS

L'AMOUR EST À RÉINVENTER (**)
Dix films courts.
Français (58).
14-Juillet Parnasse, 6e (01-43-26-58-00 ; *réservation : 01-40-30-20-10*).

LES ANGES DÉCHUS
de Wong Kar-Wai,
avec Leon Lai Ming, Takeshi Kaneshiro, Charlie Young, Michele Reis, Karen Mok.
Hong Kong (1 h 36).
VO : UGC Ciné-cité les Halles, 1er ; Racine Odéon, 6e (01-43-26-19-68 ; réservation : 01-40-30-20-10).

ARCHANGEL
de Guy Maddin,
avec Kyle McCulloch, Kathy Marykuca, Sarah Neville, Ari Cohen, Michael Gottli, David Falkenberg.
Canadien, noir et blanc (1 h 23).
VO : Espace Saint-Michel, 5e (01-44-07-20-49).

LA COLLINE OUBLIÉE
d'Abderrahmane Bouguermouh,
avec Djamilla Amzal, Mohand Chabane, Samira Abtout, Abderrahmane Kamal, Abderrahmane Debiane, Farroudja Hadjloum.
Franco-algérien (1 h 45).
VO : 14-Juillet Beaubourg, 3e (réservation : 01-40-30-20-10) ; Elysées Lincoln, 8e (01-43-59-36-14) ; Sept Parnassiens, 14e (01-43-20-32-20) ; Le Cinéma des cinéastes, 17e (01-53-42-40-20 ; réservation : 01-40-30-20-10).

LE COMMENT ET LE POURQUOI
de Ventura Pons,
avec Lluis Homar, Pepa Lopez, Alex Casanovas, Merce Aranega, Merce Pons, Pere Ponce.
Espagnol (1 h 30).
VO : Latina, 4e (01-42-78-47-86) ; Espace Saint-Michel, dolby, 5e (01-44-07-20-49).

DERNIER RECOURS (*)
de Walter Hill,
avec Bruce Willis, Bruce Dern, Christopher Walken, William Sanderson, David Patrick Kelly, Karina Lombard.
Américain (1 h 41).
VO : UGC Ciné-cité les Halles, dolby, 1er ; UGC Odéon, 6e ; Gaumont Marignan, dolby, 8e (réservation : 01-40-30-20-10) ; George-V, 8e ;

DIEU SAIT QUOI
de Jean-Daniel Pollet,
Français (1 h 30).
Studio des Ursulines, 5e (01-43-26-19-09).

DU JOUR AU LENDEMAIN
de Jean-Marie Straub,
Danièle Huillet,
avec Christine Whittlesey, Richard Salter, Claudia Barainsky, Ryszard Karczykewski.
Franco-allemand, noir et blanc (1 h 02).
VO : Studio des Ursulines, 5e (01-43-26-19-09).

ENQUÊTE SUR ABRAHAM
de Abraham Ségal,
Franco-israélien-palestinien (1 h 42).
VO : Studio des Ursulines, 5e (01-43-26-19-09).

FRED
de Pierre Jolivet,
avec Vincent Lindon, Clotilde Courau, François Berléand, Albert Dray, Roschdy Zem, Stéphane Jobert.
Français (1 h 25).
UGC Ciné-cité les Halles, dolby, 1er ; Gaumont Opéra I, dolby, 2e (01-43-12-91-40 ; réservation : 01-40-30-20-10) ; 14-Juillet Odéon, dolby, 6e (01-43-25-59-83 ; réservation : 01-40-30-20-10) ; Bretagne, 6e (01-39-17-10-00 ; réservation : 01-40-30-20-10) ; Gaumont Ambassade, dolby, 8e (01-43-59-19-08 ; réservation : 01-40-30-20-10) ; George-V, 8e ; Majestic Bastille, dolby, 11e (01-47-00-02-48 ; réservation : 01-40-30-20-10) ; UGC Gobelins, 13e ; Mistral, 14e (01-39-17-10-00 ; réservation : 01-40-30-20-10) ; Gaumont Convention, dolby, 15e (01-48-28-42-27 ; réservation : 01-40-30-20-10) ; 14 Juillet-sur-Seine, dolby, 19e (réservation : 01-40-30-20-10) ; Le Gambetta, dolby, 20e (01-46-36-10-96 ; réservation : 01-40-30-20-10).

GET ON THE BUS
de Spike Lee,
avec Richard Belzer, Deaundre Bonds, Andre Braugher, Thomas Jefferson Byrd, Gabriel Casseus, Albert Hall.
Américain (2 h).
VO : Gaumont les Halles, dolby, 1er (01-40-39-99-40 ; réservation : 01-40-30-20-10) ; Images d'ailleurs, 5e (01-45-87-18-09) ; Lucernaire, 6e.

JERRY MAGUIRE
de Cameron Crowe,
avec Tom Cruise, Cuba Gooding Jr., Renee Zellweger, Kelly Preston, Jerry O'Connell, Jay Mohr.
Américain (2 h 18).
VO : UGC Ciné-cité les Halles, dolby, 1er ; UGC Danton, 6e ; Gaumont Marignan, dolby, 8e (réservation : 01-40-30-20-10) ; UGC Normandie, dolby, 8e ; Gaumont Gobelins Fauvette, dolby, 13e (01-47-07-55-88 ; réservation : 01-40-30-20-10) ; Gaumont Parnasse, dolby, 14e (réservation : 01-40-30-20-10) ; UGC Maillot, 17e.

KARDIOGRAMMA
de Darejan Omirbaev,
avec Jasulan Asauov, Saile Toktybaeva, Gulnara Dosmatova.
Kazakh (1 h 13).
VO : Le Quartier Latin, 5e (01-43-26-84-65).

LEVEL FIVE
de Chris Marker,
avec Catherine Belkhodja, la participation de Nagisa Oshima, Kenji Tokitsu.
Français (1 h 46).
Le Saint-Germain-des-Prés, Salle G. de Beauregard, 6e (01-42-22-87-23 ; réservation : 01-40-30-20-10) ; Le Balzac, 8e (01-45-61-10-60) ; Escurial, dolby, 13e (01-47-07-28-04 ; réservation : 01-40-30-20-10).

MACADAM TRIBU
de José Laplaine,
avec Lydia Ewandé, Hassane Kouyaté, Sidy Camara, Assitou Kanté, Gabriel Magma Konaté, Maïmouna hélène Diarra.
Franco-zaïrois-portugais (1 h 27).
VO : Images d'ailleurs, 5e (01-45-87-18-09) ; Le République, 11e (01-48-05-51-33).

MARION
de Manuel Poirier,
avec Coralie Tetard, Pierre Berriau, Elisabeth Commelin, Marie-France Pisier, Jean-Luc Bideau, Laure Fernandez.
Français (1 h 46).
Gaumont les Halles, dolby, 1er (01-40-39-99-40 ; réservation : 01-40-30-20-10) ; Gaumont Opéra I, 2e (01-43-12-91-40 ; réservation : 01-40-30-20-10) ; Europa Panthéon (ex-Reflet Panthéon), 5e (01-43-54-15-04) ; Le Balzac, 8e (01-45-61-10-60) ; 14-Juillet Bastille, 11e (01-43-57-90-81 ; réservation : 01-40-30-20-10) ; Escurial, 13e (01-47-07-28-04 ; réservation : 01-40-30-20-10) ; Sept Parnassiens, 14e (01-43-20-32-20) ; Bienvenüe Montparnasse, dolby, 15e (01-39-17-10-00 ; réservation : 01-40-30-20-10).

MARS ATTACKS !
de Tim Burton,
avec Jack Nicholson, Glenn Close, Annette Bening, Pierce Brosnan, Danny DeVito, Martin Short.
Américain (1 h 45).
VO : UGC Ciné-cité les Halles, dolby, 1er ; 14-Juillet Beaubourg, dolby, 3e (réservation : 01-40-30-20-10) ; Les Trois Luxembourg, 6e (01-46-33-97-77 ; réservation : 01-40-30-20-10) ; UGC Montparnasse, 6e ; UGC Odéon, dolby, 6e ; Gaumont Marignan, dolby, 8e (réservation : 01-40-30-20-10) ; George-V, dolby, 8e ; Gaumont Opéra Français, dolby, 9e (01-47-70-33-88 ; réservation : 01-40-30-20-10) ; La Bastille, dolby, 11e (01-43-07-48-60) ; Gaumont Gobelins Fauvette, dolby, 13e (01-47-07-55-88 ; réservation : 01-40-30-20-10) ; Gaumont Parnasse, dolby, 14e (réservation : 01-40-30-20-10) ; 14-Juillet Beaugrenelle, dolby, 15e (01-45-75-79-79 ; réservation : 01-40-30-20-10) ; 14 Juillet-sur-Seine, dolby, 19e (réservation : 01-40-30-20-10).

LA MOINDRE DES CHOSES
de Nicolas Philibert,
avec les pensionnaires, les soignants de la clinique de La Borde.
Français (1 h 45).
Saint-André-des-Arts I, 6e (01-43-26-48-18).

NI D'ÈVE NI D'ADAM (*)
de Jean-Paul Civeyrac,
avec Guillaume Verdier, Morgane Hainaux, Frédérique Gagnol, Hélène Chambon, Luc Tissot, Lucile Nogier.
Français (1 h 30).
Le République, 11e (01-48-05-51-33) ; L'Entrepôt, 14e (01-45-43-41-63).

PARTITION
de Ken McMullen,
avec Roshan Seth, Zohra Segal, Zia Mohyeddin, Saeed Jaffrey, Léonie Mellinger, John Schrapnel.
Britannique (1 h 30).
VO : Action Christine, 6e (01-43-29-11-30).

LE PATIENT ANGLAIS
de Anthony Minghella,
avec Ralph Fiennes, Kristin Scott Thomas, Juliette Binoche, Willem Dafoe, Naveen Andrews, Colin Firth.
Américain (2 h 40).
VO : Gaumont les Halles, dolby, 1er (01-40-39-99-40 ; réservation : 01-40-30-20-10) ; Gaumont Opéra Impérial, dolby, 2e (01-47-70-33-88 ; réservation : 01-40-30-20-10) ; Grand Action, dolby, 5e (01-43-29-44-40) ; 14-Juillet Odéon, dolby, 6e (01-43-25-59-83 ; réservation : 01-40-30-20-10) ; UGC Rotonde, dolby, 6e ; La Pagode, dolby, 7e (réservation : 01-40-30-20-10) ; Gaumont Champs-Elysées, dolby, 8e (01-43-59-04-67 ; réservation : 01-40-30-20-10) ; George-V, dolby, 8e ; Max Linder Panorama, THX, dolby, 9e (01-48-24-88-88 ; réservation : 01-40-30-20-10) ; La Bastille, dolby, 11e (01-43-07-48-60) ; Les Nation, dolby, 12e (01-43-43-04-67 ; réservation : 01-40-30-20-10) ; Gaumont Gobelins Rodin, dolby, 13e (01-47-07-55-88 ; réservation : 01-40-30-20-10) ; 14-Juillet Beaugrenelle, dolby, 15e (01-45-75-79-79 ; réservation : 01-40-30-20-10) ; Majestic Passy, dolby, 16e (01-42-24-46-24 ; réservation : 01-40-30-20-10) ; UGC Maillot, 17e ; Pathé Wepler, dolby, 18e (réservation : 01-40-30-20-10) ; 14 Juillet-sur-Seine, dolby, 19e (réservation : 01-40-30-20-10).

LES RANDONNEURS
de Philippe Harel,
avec Benoît Poelvoorde, Karin Viard, Géraldine Pailhas, Vincent Elbaz, Philippe Harel.
Français (1 h 35).
Gaumont les Halles, dolby, 1er (01-40-39-99-40 ; réservation : 01-40-30-20-10) ; 14-Juillet Beaubourg, 3e (réservation : 01-40-30-20-10) ; 14-Juillet Hautefeuille, dolby, 6e (01-46-33-79-38 ; réservation : 01-40-30-20-10) ; 14-Juillet Odéon, dolby, 6e (01-43-25-59-83 ; réservation : 01-40-30-20-10) ; Gaumont Ambassade, dolby, 8e (01-43-59-19-08 ; réservation : 01-40-30-20-10) ; Le Balzac, dolby, 8e (01-45-61-10-60) ; Saint-Lazare-Pasquier, dolby, 8e (01-43-87-35-43 ; réservation : 01-40-30-20-10) ; Gaumont Opéra Français, dolby, 9e (01-47-70-33-88 ; réservation : 01-40-30-20-10) ; 14-Juillet Bastille, dolby, 11e (01-43-57-90-81 ; réservation : 01-40-30-20-10) ; Les Nation, dolby, 12e (01-43-43-04-67 ; réservation : 01-40-30-20-10) ; Gaumont Gobelins Fauvette, dolby, 13e (01-47-07-55-88 ; réservation : 01-40-30-20-10) ; Gaumont Alésia, dolby, 14e (01-43-27-84-50 ; réservation : 01-40-30-20-10) ; Miramar, dolby, 14e (01-39-17-10-00 ; réservation : 01-40-30-20-10) ; 14-Juillet Beaugrenelle, dolby, 15e (01-45-75-79-79 ; réservation : 01-40-30-20-10) ; Gaumont Convention, dolby, 15e (01-48-28-42-27 ; réservation : 01-40-30-20-10) ; Pathé Wepler, dolby, 18e (réservation : 01-40-30-20-10) ; 14 Juillet-sur-Seine, dolby, 19e (réserv. : 01-40-30-20-10).

RÉSISTANCE
de Ken McMullen,
Britannique (1 h 30).
VO : Action Christine, 6e (01-43-29-11-30).

SELECT HOTEL (**)
de Laurent Bouhnik,
avec Julie Gayet, Jean-Michel Fête, Serge Blumental, Marc Andreoni, Sabine Bail, Eric Aubrahn.
Français (1 h 25).
14-Juillet Parnasse, 6e (01-43-26-58-00 ; réservation : 01-40-30-20-10).

TALES FROM THE GIMLI HOSPITAL
de Guy Maddin,
avec Kyle McCulloch, Michael Gottli, Angela Heck, Margaret-Anne Mac Leod, Heather Neale, Caroline Bonner.
Canadien, noir et blanc (1 h 12).
VO : Espace Saint-Michel, 5e (01-44-07-20-49).

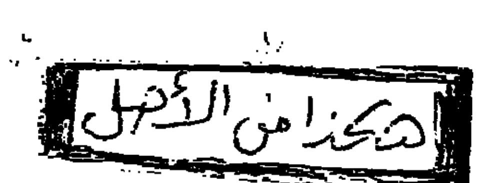
TOUT LE MONDE DIT I LOVE YOU
de Woody Allen,
avec Alan Alda, Woody Allen, Drew Barrymore, Lukas Haas, Goldie Hawn, Gaby Hoffmann.
Américain (1 h 41).
VO : UGC Ciné-cité les Halles, dolby, 1er ; Reflet Médicis I, 5e (01-43-54-42-34) ; UGC Montparnasse, 6e ; UGC Danton, dolby, 6e ; La Pagode, 7e (réservation : 01-40-30-20-10) ; UGC Champs-Elysées, dolby, 8e ; Gaumont Opéra Français, dolby, 9e (01-47-70-33-88 ; réservation : 01-40-30-20-10) ; Majestic Bastille, dolby, 11e (01-47-00-02-48 ; réservation : 01-40-30-20-10) ; Gaumont Gobelins Fauvette, dolby, 13e (01-47-07-55-88 ; réservation : 01-40-30-20-10) ; Gaumont Alésia, dolby, 14e (01-43-27-84-50 ; réservation : 01-40-30-20-10) ; 14-Juillet Beaugrenelle, dolby, 15e (01-45-75-79-79 ; réservation : 01-40-30-20-10) ; Gaumont Convention, dolby, 15e (01-48-28-42-27 ; réservation : 01-40-30-20-10) ; Majestic Passy, dolby, 16e (01-42-24-46-24 ; réservation : 01-40-30-20-10) ; UGC Maillot, 17e ; Pathé Wepler, dolby, 18e (réservation : 01-40-30-20-10).

VA OÙ TON CŒUR TE PORTE
de Christina Comencini,
avec Virna Lisi, Tcheky Karyo, Margherita Buy, Galatea Ranzi, Valentina Chico, Massimo Ghini.
Italien (1 h 50).
VO : UGC Forum Orient Express, 1er ; George-V, 8e.

REPRISES

LA GUERRE DES ÉTOILES
de George Lucas,
avec Mark Hammil, Harrison Ford, Peter Cushing, Alec Guinness.
Américain, 1977 (2 h).
VO : UGC Ciné-cité les Halles, dolby, 1er ; UGC Odéon, dolby, 6e ; Gaumont Marignan, dolby, 8e (réservation : 01-40-30-20-10) ; UGC Normandie, dolby, 8e ; Gaumont Grand Ecran Italie, dolby, 13e (01-45-80-77-00 ; réservation : 01-40-30-20-10) ; Gaumont Parnasse, dolby, 14e (réservation : 01-40-30-20-10) ; 14-Juillet Beaugrenelle, dolby, 15e (01-45-75-79-79 ; réservation : 01-40-30-20-10) ; Pathé Wepler, dolby, 18e (réservation : 01-40-30-20-10) ; 14 Juillet-sur-Seine, dolby, 19e (réservation : 01-40-30-20-10).

(*) Interdit aux moins de 12 ans.
(**) Interdit aux moins de 16 ans.



TÉLÉVISION La rédaction de France 2 est à nouveau plongée dans le malaise. ● UN QUESTIONNAIRE a été réalisé par la Société des journalistes, dont les résultats doivent être remis, vendredi 21 mars, à Xavier Gouyou Beauchamps, président de France Télévision. ● LE JOURNAL TÉLÉVISÉ, dont l'audience a du mal à remonter, est le point névralgique de ce malaise. Celui-ci se traduit par l'inquiétude des rédacteurs vis-à-vis de la qualité de l'information que la chaîne délivre et par une forte suspicion à l'égard de sa hiérarchie. ● L'INDÉPENDANCE de la chaîne de service public est au centre des débats, notamment après la récente intervention du président de la République. ● À FRANCE 3, les journalistes protestent contre la réalisation sur le plateau du 19-20 d'un faux journal télévisé pour la réalisation d'un spot publicitaire.

La rédaction de France 2 établit elle-même le diagnostic de son malaise

Les résultats d'une enquête de la Société des journalistes, qui doivent être soumis vendredi 21 mars au président de France Télévision, montrent une rédaction mécontente de sa hiérarchie et inquiète de la qualité de l'information qu'elle produit

« *C'EST PIRE que ce qu'on pensait.* » Marcel Trillat, président de la Société des journalistes (SDJ) de France 2, n'avait pas encore totalement terminé, mercredi 19 mars, le dépouillement du sondage réalisé auprès de la rédaction. La synthèse qui doit être présentée, vendredi 21 mars, à Xavier Gouyou-Beauchamps, président de France Télévision, n'était pas encore rédigée. Mais, déjà, il mesurait l'étendue du malaise : « *Il y a une opposition majoritaire à la hiérarchie.* »

En l'espace de quelques jours, 158 journalistes (sur 272) ont répondu aux dix-neuf questions du questionnaire improvisé par la SDJ. S'il se félicite de cette mobilisation, Marcel Trillat déplore la résignation qui transparaît dans les réponses : « *Il y a un tel ras-le-bol que les propositions sont rares. C'est significatif, ils ne voient pas comment ils pourraient infléchir le cours des choses.* » La situation est-elle si grave, alors que l'audience du « Journal » télévisé de 20 heures, défaillante depuis plusieurs mois, connaît un frémissement en mars (26,5 % à 27 % de parts de marché contre 25,5 % en février) ?

Certes, la rédaction de la chaîne publique est historiquement frondeuse. Un responsable s'amuse d'ailleurs d'une vieille anecdote : « *Quand on lui disait: "La rédaction s'agite". Pierre Desgraupes répondait : "Et à part ça, quoi de neuf ?"* ».

Cette fois, le trouble est sérieux, gonflé par des années de frustration et de déchirements internes. La « photographie » tirée du questionnaire montre une rédaction inquiète de la qualité de l'information qu'elle produit, et suspicieuse à l'égard de sa hiérarchie. Les héritages laissés par les présidences et des directions qui se sont succédé à cadence rapide sont autant de lignes de fracture. Les différentes greffes n'ont pas pris ; en témoigne le tract syndical qui s'en prenait récemment aux transfuges de l'ex-Cinq ou de TF 1.

Jean-Loup Demigneux, promu directeur de la rédaction à l'arrivée de Xavier Gouyou Beauchamps, a déçu les espoirs suscités par sa réputation professionnelle : « *On attendait Clemenceau, on a eu Deschanel* », ironise un journaliste. On lui reproche essentiellement de n'avoir pas touché aux hiérarques en place : « *Des personnels arrivés du privé avec des pratiques professionnelles et humaines peu compatibles avec les idéaux et les exigences du service public* », fulminaient les délégués du personnel SNJ-CFDT, le 3 mars, en comité d'entreprise. « *On a mis en place, à tous les niveaux de la hiérarchie, des gens en fonction de leur capacité à obéir*, commente l'un d'eux. *Le « 20 heures » est le produit de cette vague d'obéissance.* »

Le « 20 heures ». Le « JT ». La grand-messe. Voilà le point névralgique. La rédaction s'interroge sur « *la ligne éditoriale* » et sur « *l'identité* » qu'il conviendrait de lui donner, au lieu d'avoir « *l'obsession TF 1* ». Faut-il le réformer ? Les journalistes auraient répondu massivement « *oui* » à cette question de l'enquête. Xavier Gouyou Beauchamps s'interrogerait, dit-on, sur sa forme et sa durée. La direction de la rédaction dit y réfléchir. « *Le « JT » a évolué par glissements successifs, il n'y a jamais eu de réflexion profonde sur la définition même de l'information télévisée* », déplore Hervé Brusini, rédacteur en chef du « 20 heures » de la semaine.

L'INDÉPENDANCE, PRÉCISÉMENT

Dans les services, on critique le suivisme à l'égard de TF 1 dans le choix des sujets et la « standardisation » de leur durée. « *On ne peut pas expliquer Vilvorde ou l'Albanie en 90 secondes* », proteste un reporter. Jean-Loup Demigneux a tout de même été à l'origine de l'introduction d'une enquête quotidienne au sein du « *JT* » : quatre minutes consacrées à un sujet de fond. D'autres innovations sont annoncées, comme le recours à la cartographie, ou l'installation de « *modules d'explication de l'info* ». « *J'ai le sentiment qu'on est en train de la construire, cette fameuse identité* », plaide Hervé Brusini, citant notamment le traitement de l'extrême-droite. « *Sur ce point, nous avons une vraie ligne*, dit-il. *Et, d'une manière générale, nous sommes totalement libres. Je n'ai jamais reçu un coup de téléphone de pression. Mais cette liberté nous oblige à un surcroît de responsabilité. Elle est conditionnée par la solidité de notre information, qui doit être offensive, robuste journalistiquement.* »

L'indépendance, précisément, est l'une des raisons de la défiance qui s'est installée entre la base et les responsables après les campagnes électorales mal vécues de 1995, et plus récemment avec la polémique au sujet de l'entretien avec Jacques Chirac (*Le Monde* du 6 mars). « *Nous avons subi une perte d'image et une perte d'audience*, dit Marcel Trillat. *Il faut reconstruire courageusement, même si c'est difficile, une identité qui corresponde mieux à l'état d'esprit du service public. Le conflit n'est pas gauche-droite, mais sur des valeurs communes qu'il est indispensable de clarifier avant les échéances électorales de 1998.* »

Le clivage entre « *les gens de terrain et les décideurs* » semble être une réalité quotidienne. Devant Xavier Gouyou-Beauchamps, les représentants de la Société des journalistes vont plaider pour que le pouvoir soit rendu aux chefs de service. « *Avant, ce sont eux qui proposaient les sujets et le rédacteur en chef arbitrait*, dit un ancien de la maison. *Désormais, ils ne font que répercuter les ordres. C'est le centralisme démocratique.* »

L'organisation de la rédaction fait partie du chantier confié à Jean-Loup Demigneux par le président. Ce dernier, malgré le reflet de la situation que lui donne le « référendum » de la Société des journalistes, ne devrait pas être tenté, dit-on dans son entourage, de hâter les décisions. L'attente est pourtant forte : « *La rédaction est une bombe à retardement* », lance un journaliste. D'autres évoquent le risque de contagion des « *grèves urticaires* » qui démangent le service public (RFI, Radio-France, TV5). Hervé Brusini espère quant à lui « *que la crise aura pour vertu d'approfondir le débat* ». Selon lui, « *le désarroi de la rédaction de France 2 traduit une crise plus générale qui touche tout le journalisme. Cela fait plus de bruit sur la Deux, car, ici, on a le droit de s'exprimer ; ailleurs c'est l'omerta* ».

Jean-Jacques Bozonnet

Une lente érosion

parts de marché en %, en moyennes mensuelles

TF1 : 37,3 → 37,1

2 : 29,2 → 25,5

39 – 37 – 35 – 33 – 31 – 29 – 27 – 25 – 23

D J F M A M J J A S O N D J F

1995 – 1996 – 1997

Source : France 2

Depuis dix jours, le journal télévisé de la 2 est remonté entre 26,5 % et 27 %.

« Anti-extrême droite »

Hervé Brusini peut affirmer sans risque de réaction de la part de la rédaction que « *la ligne du journal est clairement anti-extrême droite* ». Le traitement de l'élection à Vitrolles ou celui de l'affaire de Châteauvallon, par exemple, n'ont donné lieu à aucune polémique interne. Un séminaire, organisé à l'initiative de la direction générale, a réuni, samedi 22 février, quelques journalistes vedettes de la chaîne, mais n'a débouché sur aucune proposition concrète sur la ligne à tenir concernant le Front national. Un récent dîner du service politique avec Jean-Marie Le Pen a suscité quelques remous. Prévu de longue date dans le cadre d'une série de rencontres avec tous les leaders politiques, il a eu lieu, par le hasard du calendrier, quelques jours après l'émission « Envoyé spécial » consacrée au chef du FN.

Un faux JT agite France 3

La diffusion sur M 6 d'un spot publicitaire, dimanche 16 mars, dans l'émission « Culture Pub », provoque une levée de boucliers à la rédaction nationale de France 3. Au cœur de la polémique : l'utilisation des décors, du générique et du logo du « 19/20 » pour une publicité des Laboratoires Pfizer. Le spot, tourné dans les locaux de France 3 par le réalisateur du « 19/20 » Yves Barbara, met en scène l'ancienne présentatrice du journal, Laurence Piquet (aujourd'hui sur France 2) et le chroniqueur médical de France-Info, Michel Symes.

C'est l'utilisation à des fins commerciales des attributs du journal qui est « *condamnée par l'ensemble de la rédaction* ». La direction de la chaîne aurait répondu aux journalistes, qui ont demandé des explications lors d'une assemblée générale, mercredi 19 mars, que le contrat signé avec la maison de production privée « *excluait toute utilisation de ce type* ». Le film incriminé était « *exclusivement destiné au corps médical* », rappelle Michel Nakache, directeur de Ogilvy Zoé Médical, à l'origine de la campagne.

Canal Plus pourrait monter dans le capital de Telepiù

UNE ÉPOQUE se termine en beauté. Quelques semaines avant l'officialisation de sa fusion avec NetHold, à la mi-avril (*Le Monde* du 7 mars), Pierre Lescure, PDG de Canal Plus, a annoncé, mercredi 19 mars, un bénéfice net de 741 millions de francs pour 1996. La progression du résultat net, qui gagne 11,3 % par rapport à 1995, est supérieure « *d'au moins 5 %* », selon Laurent Perpère, directeur général des finances de Canal Plus, aux prévisions des analystes. Dans le même temps, le chiffre d'affaires de Canal Plus s'est établi en 1996 à 11,628 milliards de francs, contre 10,157 milliards un an plus tôt. D'une année sur l'autre, le chiffre d'affaires de la chaîne cryptée a crû de 14,5 %. A structure comparable, cette progression est un peu plus modeste, 9,9 %.

L'autre bonne surprise pour Laurent Perpère est la hausse de 6 % du résultat par actions, malgré la dilution due à l'offre publique d'échange (OPE) lancée par Canal Plus sur UGC DA. A cette occasion, la chaîne cryptée avait émis 10 % d'actions. Le directeur général des finances est aussi satisfait du lancement de CanalSatellite numérique. Sans la perte enregistrée à cette occasion (200 millions), le bouquet de programmes aurait atteint l'équilibre et aurait aussi dégagé quelques bénéfices en 1996. Aujourd'hui, selon Laurent Perpère, les résultats de CanalSatellite « *sont en deçà de nos budgets et au-delà de nos prévisions* ».

PLAN D'ACTION

Toutefois, la chaîne cryptée ne devrait pas connaître de tels bénéfices avant longtemps. Si la fusion avec NetHold fait de Canal Plus le premier groupe européen de télévision à péage avec près de neuf millions d'abonnés, elle pèsera aussi sur les comptes. Pour 1997, Laurent Perpère prévoit un résultat net part du groupe « *proche de l'équilibre* ». La fusion avec le groupe sud-africain devrait être « *consolidée à partir de la mi-avril* ». Pour conserver un espoir de terminer 1997 en « *positif* », Canal Plus réfléchit à la mise en œuvre « *d'un plan d'action qui aboutira à une relance forte, notamment en Italie* ». Selon lui, « *des actions assez simples et rapides seront décidées* ». En outre, le directeur général des finances de Canal Plus a rappelé la volonté de la chaîne cryptée de « *se renforcer dans le capital de Telepiù* », chaîne cryptée italienne détenue par le groupe Kirch (45 %), Canal Plus (45 %) et Berlusconi (10 %). Bloquée jusqu'à maintenant par la CLT-UFA, cette opération, qui implique la chaîne allemande Premiere, pourrait redevenir d'actualité dans les prochaines semaines. La CLT-UFA aurait récemment émis des signaux d'encouragement.

Guy Dutheil

Le directeur du « Monde » demande une péréquation avec la publicité télévisée

À LA MISSION d'information commune sur la presse écrite de l'Assemblée nationale, mercredi 19 mars, les directeurs de *Libération*, du *Monde* et de *L'Humanité* ont tous trois réclamé un rééquilibrage des recettes publicitaires en faveur de la presse écrite.

La presse écrite, a déclaré Serge July, directeur de *Libération*, vit depuis le début des années 90 « *dans un état de krach publicitaire* » : la crise économique a réduit de près de 50 % le marché des petites annonces et la loi Evin – sur l'interdiction de la publicité pour le tabac et les alcools – de 15 % celui des recettes publicitaires de la presse écrite. « *On a trouvé une solution pour atténuer les inconvénients de cette loi sur la Formule 1. La presse compte autant que la F1 en France* », a plaidé Serge July. Il a regretté que plus de la moitié des recettes des télévisions publiques viennent de la publicité et réclamé un rééquilibrage en faveur de l'écrit. Le directeur de *Libération* suggère que la presse écrite bénéficie de la TVA à taux zéro, comme c'est le cas en Grande-Bretagne, charge aux journaux de répercuter cette baisse sur le prix de vente.

Richard Beninger, administrateur de *L'Humanité*, est aussi en faveur de la TVA à taux zéro. Il s'est particulièrement alarmé de la perspective des hausses de tarifs postaux qui vont fortement augmenter les coûts de diffusion.

« URGENCE ÉCONOMIQUE »

Pour Jean-Marie Colombani, directeur du *Monde*, en dépit « *de la pertinence de l'analyse des difficultés de la presse menée par la représentation nationale, les conditions résultant de l'action gouvernementale et législative aboutissent à une dégradation* » des conditions de la presse écrite. La réduction des aides à la presse, la suppression de l'abattement fiscal des journalistes et le « *transfert des recettes publicitaires de la presse vers la télévision* » constituent autant de « *coups donnés* » à ce secteur.

Tout en indiquant que grâce « *à l'action des actionnaires, des efforts du personnel et d'une restructuration de l'entreprise* », le quotidien du soir avait renoué « *pour la première fois depuis 1989 avec les bénéfices en 1996 et devrait continuer dans cette voie en 1997* », Jean-Marie Colombani a insisté sur « *l'urgence économique* » à résoudre les probèmes de la presse écrite.

Il a notamment demandé qu'une réforme structurelle soit inscrite dans une prochaine loi de finances, qui rétablirait l'égalité des chances des différents médias devant la publicité, de manière à éviter « *que la publicité devienne du tout-télévision* ». Le président du directoire du *Monde* propose notamment un fonds de péréquation, abondé par une fraction (1 à 2 %) des recettes publicitaires des télévisions (16 milliards de francs au total en 1995), qui serait redistribué à la presse écrite d'information politique et générale. Dominique Alduy, directeur général du *Monde*, a déclaré pour sa part que « *tout ce qui va vers un accroissement des écrans publicitaires à la télévision accroît le risque économique pour la presse écrite* ».

Yves-Marie Labé

Varsovie met fin aux négociations avec Hachette

VARSOVIE
de notre correspondant

Les efforts consentis par Hachette Distribution Service (HDS) pour participer dans les règles à la privatisation du grand distributeur de presse polonais Ruch ont été vains. Le ministère polonais du trésor a annoncé, mercredi 19 mars, qu'il « *abandonnait les négociations* » avec HDS et les éditeurs polonais qui lui étaient associés, alors que HDS avait signé, le 31 décembre dernier, un accord préliminaire fixant les montants de la transaction.

Une nouvelle offre avait été formulée en février par « *un groupe de capitaux polonais* », conduit par Universal, puissante société qui s'est développée à la lisière du Parti communiste au moment du changement de régime. Le groupe n'a jamais précisé sa proposition, et sa composition elle-même reste floue (outre Universal, propriétaire notamment de l'ancien organe du parti, *Trybuna*, il comprend une société de vente d'eau minérale, Multico, qui avait racheté l'an dernier un quotidien d'opposition, *Zycie Warszawy*, remis depuis sur une ligne beaucoup plus constructive, et une chaîne de télévision privée, Polsat).

Les appels de la direction et des syndicats de Ruch en faveur de la solution Hachette n'ont pas été entendus. Hachette ayant refusé d'obéir à l'injonction du ministère d'augmenter « *substantiellement* » son offre, on repart en principe à zéro. Les principaux journaux commentent très négativement une décision qui « *porte atteinte à la crédibilité* » du pays, selon l'expression du quotidien *Rzeczpospolita*. L'affaire prend l'allure d'un conflit interne à l'équipe au pouvoir. Le ministre de l'économie, Wieslaw Kaczmarek, a qualifié de « *politique* » la décision de son collègue du trésor. Les dirigeants d'Hachette restaient mercredi silencieux, mais le président d'HDS, Jean-Louis Nachury, avait déclaré qu'il réclamerait d'importants dommages et intérêts si sa société était déboutée.

Jan Krauze

Stabilité des résultats de la CLT pour 1996

LE BÉNÉFICE NET consolidé de la Compagnie luxembourgeoise de télédiffusion (CLT) a atteint, pour l'exercice 1996, 3,372 milliards de francs luxembourgeois (551 millions de francs français), un résultat quasiment identique (+ 0,1 %) à celui de 1995. Ces bénéfices ont été obtenus avant la fusion des activités audiovisuelles de la CLT et du groupe allemand Bertelsmann, effective le 13 janvier. La chaîne allemande RTL Télévision, avec une part d'audience de 17 %, a maintenu pour la troisième année consécutive sa position de leader sur le marché allemand de la télévision commerciale. La CLT est également actionnaire en France de M 6, du bouquet numérique TPS et de la radio RTL. Le groupe affirme que la chaîne à péage Première, dont CLT-UFA est actionnaire à 37,5 % est désormais à l'équilibre. Parmi les principaux investissements prévus par la CLT figurent cette année, outre le bouquet numérique TPS et la chaîne polonaise RTL 7, ceux effectués dans la future anglaise Channel 5, dont CLT-UFA détiendra 29 % et qui sera lancée le 30 mars.

DÉPÊCHES

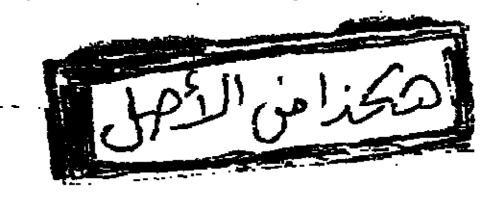
■ **PUBLICITÉ : la holding britannique Aegis Plc annonce une hausse** de 19 % du bénéfice net part du groupe à 28 millions de livres sterling en 1996 pour un chiffre d'affaires de 3,45 milliards livres. Le groupe compte parmi ses nouveaux clients Philips (Europe), Coca-Cola (Allemagne), Kraft Jacob Suchard (France) ou encore Telefonica (Espagne).

■ **Nathalie Rastoin rejoint à partir du 24 mars l'agence Ogilvy & Mather Paris** comme directeur général. Elle était directrice générale de BDDP depuis 1992 au côté de Nicolas Bordas.

■ **RADIO : en dépit d'un vote favorable à la poursuite** de la grève à RFI, mercredi 19 mars, des émissions ont repris jeudi 20 mars. Plusieurs syndicats avaient d'ailleurs appelé, la veille, à la fin de ce mouvement, déclenché, il y a une semaine, pour la défense de l'emploi.

■ **PRESSE : Philippe Mudry a été nommé directeur de la rédaction du quotidien *La Tribune*.** Pascal Aubert et Gilles Bridier demeurent directeurs adjoints de la rédaction du quotidien du groupe LVMH.

■ **TÉLÉVISION : Jean-Luc Delarue pourrait remplacer Michel Drucker** pour l'animation de la tranche 19-20 heures de France 2 à partir de septembre. C'est l'hypothèse sur laquelle travaille la direction de la chaîne depuis que Michel Drucker a fait part de son intention d'arrêter l'émission « Studio Gabriel ». Jean-Luc Delarue anime actuellement sur France 2 l'émission « Déjà dimanche », à 18 h 50, le dimanche soir.



Coassement

par Alain Rollat

C'EST L'HISTOIRE pleine d'humanité d'un drôle de crapaud racontée par Arte à l'heure où l'actualité fourmille d'images sur l'animalité de l'homme. L'histoire d'un étrange crapaud qu'on croyait disparu et qu'on vient de retrouver, après cinquante ans d'absence, sur une petite île du Danemark. *Un crapaud vert pas comme les autres. Un amphibien tout-terrain, capable de coasser aussi bien sous les neiges de l'Himalaya que sous le soleil du Sahara.* Tout-terrain et pas farouche, attiré par l'habitat humain, ce qui explique sans doute la mort annoncée de son espèce. Pas farouche mais mystérieux. Où avait-il disparu ? Comment est-il revenu ? Pourquoi ? Les savants danois, pour l'instant, donnent leur langue au chat.

D'abord, il n'y a pas de doute possible. C'est bien lui, le *green toad*, qui a fait sa réapparition dans les marécages de cette île d'Aero située au large du Jutland, là où se mélangent les eaux de la mer du Nord et de la Baltique. *Les gros plans de la télévision scandinave nous ont permis de l'identifier formellement : avec sa belle livrée verruqueuse de couleur blanche à gros pois verts et à petits pois roux, on ne peut pas le confondre avec la grenouille verte ordinaire.*

Ensuite, les observations enregistrées par le système de vidéosurveillance installé sur Aero, pour contrôler les flux migratoires et réprimer au besoin les crapaudinages clandestins, ont mis en évidence un regain de libertinages crapaudins dont la signification apparaît sans équivoque. Car le crapaud vert n'a pas son pareil dans les ébats amoureux : *il est le seul batracien à sauter sur sa batracienne comme on saute sur les occasions inespérées et, une fois qu'il a grimpé sur son dos et l'a bien bloquée entre ses pattes, rien, absolument rien ne peut le faire lâcher prise. Quand il y est, il y reste ! Quoi qu'il arrive. Jusqu'à ce que sa compagne ait pondu.*

Enfin, il n'y a que le crapaud vert pour marcher droit dans les zigzags. Selon les uns, il possède un troisième œil derrière la tête, camouflé sous une membrane, et il se repère ainsi par rapport au soleil. Selon les autres, son sens de l'orientation découle d'une mémoire cartographique branchée sur le champ magnétique de la terre. Toujours est-il que le crapaud vert fonce toujours tout droit, en suivant des trajectoires invariablement rectilignes, sans jamais effectuer le moindre virage. *Qu'il avance dans un sens ou dans un autre, sa démarche ignore les courbes. Elle s'apparente à une succession de lignes brisées. Ses changements de direction semblent obéir à un mouvement brownien.* Il serait revenu sur l'île d'Aero en traversant tout droit un bras de mer. Cet amphibien présente aussi, en effet, la particularité d'être apte à l'eau saumâtre.

Si vous voulez notre avis, ce crapaud s'accroche désespérément à l'amour et fait de la ligne droite sa règle de conduite parce qu'il est porteur pour nous d'un message symbolique. Et, s'il est vert, c'est qu'il s'agit d'un message d'espérance.

Cent ans d'immigration dans le Nord

« Une terre, des hommes » étudie, sur France 3, les flux migratoires dans la région Nord - Pas-de-Calais depuis un siècle. Conclusion : l'intégration a plutôt bien fonctionné

QUE SERAIT DEVENUE la France sans l'apport de l'immigration au cours du siècle ? Aurait-elle connu le même essor industriel ? La réponse est évidemment négative, comme cela apparaît dans différents rapports officiels. C'est ce que démontre intelligemment le documentaire de France 3 Nord - Pas-de-Calais *« Une terre, des hommes »* – trois volets de vingt-six minutes écrits par Louis Augier et réalisés par Michel Mees – en reprenant l'historique des flux migratoires dans une région spécifique.

Sans occulter les problèmes d'intégration ni les difficultés en période de crise économique, cette enquête fort bien documentée (archives filmées, témoignages, données chiffrées des registres de main-d'œuvre étrangère des archives départementales) rappelle combien la France a eu besoin de ces étrangers. Loin d'être un fléau, comme certains le prétendent aujourd'hui, l'immigration venait combler un vide démographique et, au fil des vagues successives, permettait l'ascension sociale des Français.

Pôle industriel, le Nord - Pas-de-Calais connaît à la fin du XIXe siècle un formidable essor. La région a besoin de bras et ouvre les portes de ses usines aux étrangers. 200 000 Belges rejoignent les mines françaises. Après la terrible saignée de la Grande Guerre, les compagnies passent un accord avec le gouvernement polonais pour recruter des mineurs. Avec la crise des années 30, un nombre important d'entre eux est renvoyé en Pologne. Mais, pendant la seconde guerre mondiale, ceux qui sont restés constituent une main-d'œuvre indispensable. Nombres de Polonais se portent volontaires pour le front. L'offre est rejetée car leur présence au fond de la mine est jugée plus utile. Au début des années 50, les usines font venir des Italiens, puis des Algériens. Lorsque les relations avec l'Algérie se tendent du fait de la guerre d'indépendance, on fait appel aux Marocains. Et aussi aux Espagnols et aux Portugais...

La sociologue Anne Rose – *Les Français venus d'ailleurs* (Ed. Julliard, 1995) – souligne la capacité d'intégration de ces différentes populations. Elle rappelle également l'accueil reçu par chaque vague migratoire. On s'aperçoit ainsi qu'au départ la plupart des étrangers furent confrontés au rejet, parfois au racisme, et cela quelles que soient la proximité des cultures et la volonté de chaque groupe de se fondre dans la population française (faible chez les Polonais, forte chez les Italiens). Des difficultés que les immigrants finissent par surmonter progressivement. Grâce au travail pour les premières générations ; à l'école, pour leurs enfants.

Les témoignages de Jean Ostrowski, mineur polonais arrivé en France il y a quatre-vingts ans, de Mahjoub Ben Bella, peintre algérien devenu célèbre, ou encore d'Angelo Buondelmonte, Italien profondément attaché au Plat pays malgré les rebuffades endurées, restituent toute la souffrance et l'espoir ressentis par les déracinés au cours des différentes étapes de leur intégration. Une intégration qui jusqu'ici a parfaitement fonctionné, souligne Anne Rose.

« LE GÉNIE D'ASSIMILER »

L'historien Pierre Pierrard, que l'on retrouve tout au long du documentaire, rappelle que *« la France a eu le génie d'assimiler »* grâce aux *« fortes valeurs laïques et publiques de la société française qui offrent à chacun la possibilité de garder en privé ses traditions religieuses ou culinaires »*. Omar Yagoubi, le compositeur d'origine arabo-polonaise ; Abdel Belardi, l'entrepreneur, ou Zaïhia Zeroulou, la sociologue, tout deux d'ascendance algérienne, sont autant d'exemples de ce creuset français. En un siècle, la France a vécu un énorme brassage, et certains de ses grands noms, dont plusieurs Prix Nobel, dans la littérature, le sport, la peinture, la science, sont issus de l'immigration.

Florence Hartmann

★ *« Une terre, des hommes »*, France 3 Nord - Pas-de-Calais, les samedis 22 et 29 mars et 5 avril à 16 heures.

LA MINE A FERMÉ, L'ÉCOLE A FERMÉ, ON VA METTRE UN PEU PLUS DE TEMPS POUR DEVENIR FRANÇAIS.

PESSIN

JEUDI 20 MARS

TF 1

20.40 CHAMPIONNATS DU MONDE DE PATINAGE ARTISTIQUE
En direct de Lausanne. Programmes libre messieurs (115 min). 483489

22.35 FAMILLE, JE VOUS AIME
Magazine. Invité : Charles Aznavour. L'histoire de Danny, l'enfant progérique ; *Paul Belmondo* : la troisième génération d'une famille d'artistes ; Jeanne Cooper, comédienne dans la série *Les Feux de l'amour*... (100 min). 9198240

0.15 Les Rendez-vous de l'entreprise.
0.40 Attachez vos ceintures. Série. Attention explosifs !

1.30 et 2.10, 3.15, 4.20 TF1 nuit, Météo. 1.40 Cas de divorce. Série. Savant contre Savant. 2.20 et 3.25, 4.30, 5.10 *Histoires naturelles. Documentaire* (rediff.). 5.00 Musique. Concert (10 min).

France 2

20.55 ENVOYÉ SPÉCIAL
Magazine présenté par Bernard Benyamin. Dopage, toujours plus ; *Ces immigrés qui réussissent* ; Post-scriptum : le dernier visiteur (130 min). 4388643

23.05 Expression directe. Magazine. UNSA.

23.15 TARATATA
Divertissement présenté par Alexandra Kazan. *Invités* : OMC, Warren G., Carmel, Shaï no Shaï, Fred Poulet, China (90 min). 1297594

0.45 Journal, Bourse, Météo.
1.00 Le Cercle de minuit. Magazine présenté par Laure Adler. Rencontre avec Henri Cartier-Bresson. (75 min). 4741624

2.45 Ballons glacés. Documentaire. 3.35 *Profession pilote. Documentaire.* 3.55 Rapport du Loto. 4.00 24 heures d'info. 4.10 Météo. 5.15 Chip et Charly. *Monsieur le maire* (20 min).

France 3

20.50 LE PASSAGER DE LA PLUIE ■ ■
Film O de René Clément, avec Charles Bronson, Marlène Jobert (1970, 120 min). 775223
Un drame de la personnalité remarquablement mis en scène et interprété.

22.50 Journal, Météo.

23.25 QU'EST-CE QU'ELLE DIT ZAZIE ?
Magazine. Le Roman de Montmartre ; Signer. Le Salon du *livre est une occasion pour les* écrivains de rencontrer leurs lecteurs ; Polac Plus ; Prière d'insérer : Au Salon du livre (50 min). 4767961

0.15 Saga-Cités *(rediff.)*.
0.45 Espace francophone. Nouvelles technologies de la communication.

1.15 Matlock. Série. Le marié. 2.05 *Musique graffiti. Magazine.* Orchestre. Ouverture de la *Force du Destin* de Verdi par l'Orchestre national de Lyon sous la direction d'Emmanuel Krivine (15 min).

Arte

20.40 SOIRÉE THÉMATIQUE : LES JUGES ET LEUR POUVOIR
Proposée par Jean-Michel Meurice et Jeanne Licht.

20.45 L'Affaire Monika Weimar. Documentaire (1996, 50 min). 7798407
21.35 et 22.15, 23.35 La Justice en question. *Documentaire de Jean-Michel Meurice et Jeanne Licht. Avec Mireille Delmas-Marty, Antoine Garapon, Marcel Lemonde.*
21.50 Un crime sans coupable. L'affaire de Bruay (25 min). 800827
22.35 Portraits de juges. *Documentaire (60 min).* 4103223
23.55 Cactus ■ ■ Film de Paul Cox, avec Isabelle Huppert (1986, rediff., 95 min). 5486846
1.30 Paul Cox, étranger au monde. Documentaire (rediff., 60 min). 8079131
2.30 Un certain dimanche. *Court métrage* de Dan Zeff (1994, rediff., 20 min). 2713044

M 6

20.45 LES INVINCIBLES
Film O de Dominik Graf, avec Herbert Knaup (1994, 130 min). 551594
Un inspecteur du SEK, section d'intervention de la police allemande, croit reconnaître dans un faux monnayeur en fuite un ancien collègue.

22.55 TERREUR SUR LA LIGNE ■
Film Δ de Fred Walton, avec Carol Kane, Rutanya Alda *(1979, 105 min).* 796391
Ce film d'angoisse est mis en scène avec une redoutable efficacité.

0.40 Fréquenstar. Vanessa Paradis (rediff., 55 min). 1460353

1.35 Best of trash. 3.05 *Jazz 6*. Magazine (rediff.). 4.00 Hot forme. Magazine (rediff.). 4.25 Faites comme chez vous. *Magazine (rediff.)*. 3.10 *Mister* Biz. Magazine (rediff.). 5.35 Fan de. Magazine (rediff.). 6.00 Culture pub. *Magazine (rediff., 25 min).*

Canal +

20.05 FOOTBALL
En direct. Coupe des Coupes. 1/4 de finale retour : *AEK Athènes - PSG* ; 20.15 Coup d'envoi ; à la mi-temps, le journal du foot (130 min). 4742440

22.15 Flash d'information.
22.20 Babylon 5. Série. La voix de l'autorité.

23.00 LE SYNDICAT DU CRIME 2 ■
Film de John Woo, avec Ti Lung, Leslie Cheung (1987, v.o., 99 min). 7993198
Un gangster chinois sorti de prison choisit le droit chemin et prête main-forte à la police, qui cherche à arrêter un homme d'affaires véreux.

0.40 Danielle Darrieux. Documentaire de Denys de La Patellière (rediff., 50 min). 8356537
1.30 La Vérité sur Bébé Donge ■ ■ *Film de Henri Decoin* (1951, N., 112 min). 9489315

Radio

France-Culture

20.30 Lieux de mémoire. L'entreprise - Le XXe siècle : culture de produits, culture de *procédés.*
21.32 Fiction. Les poétiques. François de Cornière.
22.40 Nuits magnétiques. Paul Strand : Le jeune homme contrarié.

0.05 Du jour au lendemain. *Jean-Luc Nancy (Hegel).* 0.48 Les Cinglés du music-hall. 1.00 Les Nuits de France-Culture. (rediff.). L'acteur, métier, passion ; 5.04, Michel Butor ; 6.02, Le monde vu par Abbas, photo-journaliste à l'agence Magnum.

France-Musique

20.00 Concert. Le Quatuor Ysaye ; Quatuor à cordes nº 10, de Schubert ; *Quatuor pour piano et cordes* (inachevé), de Lekeu ; Quintette pour piano et cordes, de Franck, Barry Douglas, piano.
22.30 Musique pluriel. Cycle des profondeurs : Forêt profonde (extraits), de Dhomont ; Fabel pour piano et ensemble instrumental, de Campo, par le Nouvel Ensemble instrumental du Conservatoire.
23.07 Histoire de disques.

0.00 Tapage nocturne. 1.00 Les Nuits de France-Musique.

Radio-Classique

20.40 Les Soirées de Radio-Classique. Mozart à Paris.

22.30 Les Soirées... (Suite). 0.00 Les Nuits de Radio-Classique.

TV 5

20.00 Notre-Dame de Paris ■ Film de Jean Delannoy (1956, 115 min) 79359759
21.55 Météo des cinq continents.
22.00 Journal (France 2).
22.35 La Marche du siècle. Invités : Catherine Deneuve ; Françoise Giroud ; Elisabeth Roudinesco ; André Green *(France 3 du 19/3/97)*

Planète

20.35 Rue des lapidaires.
20.55 Guerre des gangs à Little Rock.
21.55 Per Jakez Hélias, le conteur des merveilles.
22.50 La Vie secrète des machines. *[11/18] La radio.*
23.15 Vertical. [4/6] Vitesse et puissance.

Animaux

21.00 Monde sauvage. *L'obscure vie des cavernes.*
21.30 La Vie des zoos.
22.00 In the Wild.
23.00 Beauté sauvage. *Guépards.*
23.30 L'île aux flamants.

Paris Première

20.00 et 1.00 20 h Paris Première.
21.00 Milliardaire d'un jour (Pocketful of Miracles) ■ ■ ■ Film de Frank Capra (1961, v.o., 135 min). 86040865
23.15 Le J.T.S.
23.40 Perahia joue Beethoven. Concert (80 min). 67065136

France Supervision

20.30 La Firme Film de Sydney Pollack (1993, 155 min). 27918846
23.05 Europa jazz Estival du Mans. Concert (60 min). 13890594
0.05 Simple Minds. Concert (95 min). 50897599

Ciné Cinéfil

20.30 Pas d'amour pour Johnny ■ Film de Ralph Thomas (1960, N., v.o., 110 min). 6392310
22.20 L'Amazone aux yeux verts ■ Film d'Edwin L. Marin (1944, N., v.o., 95 min). 25449827
23.55 Le Club. Invité : Philippe Rousselot.

Ciné Cinémas

20.30 Le Gang des champions Film de David Mickey Evans (1993, 100 min). 8700682
22.10 Quatre New-Yorkaises ■ Film de Beeban Kidron (1992, v.o., 115 min). 65486001
0.05 Une semaine de vacances ■ ■ Film de Bertrand Tavernier (1980, 100 min). 80675353

Série Club

20.45 Ellery Queen : A plume et à sang. Duel sur le ring.
21.35 La Chambre des dames.
22.30 Le Choix de... George Marshall. Partenaire muet.
23.00 Flash. L'imposteur.
23.45 Chapeau melon et bottes de cuir. A vos souhaits.

Canal Jimmy

20.35 Bang Bang ■ Film de Serge Piollet (1967, 95 min). 34788399
22.10 Beetlejuice ■ ■ Film de Tim Burton (1988, v.o., 90 min). 14204778
23.40 Souvenir. Numéro Un : Claude François.

Festival

19.35 Une dernière fois, Catherine.
20.30 Les Carnassiers.
22.00 Poison d'amour.
23.45 Laura, Laura pas (15 min).

Téva

20.25 Téva mode.
20.30 et 23.30 Téva interview.
20.55 La Fille de quinze ans ■ ■ *Film de Jacques Doillon* (1988, 95 min). 504708827
22.30 Murphy Brown. Le monde selon Avery.
23.00 Coups de griffes.
0.00 Téva spectacle (90 min).

Eurosport

14.00 Patinage artistique. En direct. Championnats du monde. Programme original danse, à Lausanne (Suisse) (210 min). 82792136
17.30 Fitness.
18.30 Patinage artistique. *En direct. Championnats du monde.* Libre messieurs, à Lausanne (Suisse) (240 min). 22874681
22.30 Football. AIK Stockholm - FC Barcelone et AEK Athènes - PSG.
0.30 Kick.
1.00 Slam (30 min).

Voyage

19.00 Rough Guide. Provence.
19.55 et 23.25 Les Clés du luxe.
20.00 et 23.30 Suivez le guide.
22.00 A l'horizon. *Le nord de l'Italie.*
22.30 L'Heure de partir (55 min).

Muzzik

19.00 Carlos Gardel. *De Guillermo Splavk.*
20.00 Kiri Te Kanawa. concert.
21.00 Les Printemps du Sacre. De Brigitte Hernandez et Jacques Malaterre.
22.05 Astor Piazzolla à Montréal. Concert (60 min). 1854681
23.05 Carnival of Shadows. De Barbara Willis Sweete.
0.10 Mozart en tournée. De Robin Lough et Janos Darvas. Concerto pour piano en fa majeur K459 par Radu Lupu.
1.10 Jeanne d'Arc. Opéra en trois actes de Giuseppe Verdi, enregistré au Teatro comunale de Bologne (140 min). 25724605

Chaînes d'information

CNN

Information en continu, avec, en soirée : 20.00 et 23.00 World Business Today. 20.30 et 22.00, 2.00 World News. *21.00* Larry King Live. 22.30 Insight. 23.30 World Sport. 0.00 World View. 1.30 Moneyline. 2.30 The Most Toys.

Euronews

Journaux toutes les demi-heures, avec, en soirée : 19.15, 19.45, 20.15, 20.45, 21.15, 22.45 Economia. 19.20, 20.20, 21.20, 22.20 Analysis. 19.39, 20.09, 20.39, 21.09, 21.39, 22.09, 22.39, 23.09 Europa. 19.50, 20.50, 21.50, 22.50 Sport. 23.15, 0.15, 1.15 No Comment. 23.45 Style. 0.45 Visa. 1.45 Odéon.

LCI

Journaux toutes les demi-heures, avec, en soirée : 19.16 et 23.16 Guillaume Durand. 20.13 et 20.45 Le 18-21. 20.30 et 22.30 Le Grand Journal. 21.10 et 22.12 Le Journal du Monde. 21.17 et 22.19, 22.44 Journal de l'Economie. 21.26 Cinéma. 21.42 Talk culturel. 0.15 Le Débat.

Signification des symboles :
▶ Signalé dans « Le Monde Télévision-Radio-Multimédia ».
■ On peut voir.
■ ■ Ne pas manquer.
■ ■ ■ Chef-d'œuvre ou classique.
◆ Sous-titrage spécial pour les sourds et les malentendants.

هكذا من الأصل

La presse algérienne, « officielle » et martyre

Le quotidien francophone « El Watan » prend feu et flamme contre un rapport de Reporters sans frontières qui reproche aux journaux hostiles aux intégristes de soutenir le régime en pratiquant l'autocensure

EL WATAN, probablement le meilleur des quotidiens francophones algériens, n'est pas content. Il n'a pas apprécié le récent rapport de Reporters sans frontières (RSF) consacré à la presse algérienne (*Le Monde* du 14 mars). C'est un « *tissu de contre-vérités qui s'apparentent à de la diffamation* », résume l'auteur de l'article.

Le fait est que ce rapport n'était pas tendre. Il reprochait aux journaux de pratiquer l'« *autocensure* », notamment de passer sous silence les informations sur les atteintes aux droits de l'homme dérangeantes pour le régime, et, plus grave encore, de faire preuve d'hypocrisie. « *Certains titres, souvent prompts à se présenter comme les martyrs de la liberté de la presse, ne sont pas exempts de critique dans leur traitement de l'information et leur comportement* », notait RSF, avant de constater que « *la plupart des journaux* [se sont] *rangés du côté du pouvoir* », sans vouloir pour autant assumer leur choix.

El Watan a d'abord largement rendu compte, mais avec sobriété, sous la signature de son correspondant à Paris, Kahled Melhaa, du document de Reporters sans frontières intitulé « Algérie : la guerre civile à huis clos ».

La réaction est venue quelques jours plus tard sous la forme d'un bref article signé des seules initiales S. G., un pseudonyme collectif employé semble-t-il par la rédaction du *Watan*. Mais quelle volée de bois vert ! : « *L'officine française* (...) *donne libre cours à ses fantasmes.* (...) *L'esprit de manipulation flagrante a prévalu.* (...) *Jouer au redresseur de torts avec un paternalisme proche du mépris, c'est l'image de RSF, qui, assurément, ne semble rien saisir de la réalité algérienne.* »

En fait, poursuit l'auteur de l'article, « *RSF n'arrive pas à se faire à l'idée que l'Algérie, malgré le drame, ne vit pas de guerre civile, et qu'en plus elle remonte lentement mais sûrement la pente, sortant progressivement victorieuse d'un terrorisme intégriste ravageur* ». Cherchant à analyser les motivations qui guident l'organisaton française, *El Watan* en arrive à la conclusion que, en faisant tout pour « *noircir volontairement le tableau et présenter l'Algérie comme une république bananière peu recommandable* », ce que souhaite RSF, c'est dissuader « *les investisseurs économiques potentiels* ».

Rappelant que cinquante-sept journalistes ont été assassinés en Algérie, le rapport de RSF – comme d'autres auparavant – avançait l'idée que les forces de l'ordre n'étaient sans doute pas étrangères à la mort de certains d'entre eux. « *Il faut diaboliser au maximum le pouvoir algérien et le présenter perfidement comme étant derrière les assassinats des journalistes*, réplique *El Watan. Le "raccourci", RSF le réalise avec "certains journalistes" qui admettent cette hypothèse en privé, mais sans aller plus loin. Qui sont ces journalistes ? Dans quelles circonstances ont-ils fait ces aveux ? Le document reste muet* », constate le quotidien algérien.

Mais pouvait-il en être autrement, sauf à mettre en péril la vie de ceux qui acceptent de témoigner ? Le procureur d'*El Watan* sait bien que non.

Jean-Pierre Tuquoi

REVUE DE PRESSE

JOURNAL DE GENÈVE
Luis Lema

■ D'ordinaire, les « sommets » entre les deux superpuissances consistaient à masquer au mieux, grâce à de larges sourires et de généreuses accolades, les divergences bien réelles qui parsemaient la guerre froide. Curieux retournement de situation puisque Bill Clinton et Boris Eltsine, qui se retrouvent à Helsinki à partir d'aujourd'hui, feront exactement l'exercice inverse : alors que l'élargissement de l'OTAN à certains pays d'Europe centrale (Pologne, Hongrie et République tchèque) est d'ores et déjà dûment agendé par l'Occident, alors que la Russie, privée désormais de presque tous ses attributs de grande puissance, n'a guère de moyens de s'y opposer, il s'agira de faire « comme si ».

THE WASHINGTON POST

■ La Russie a maintenant le cabinet le plus tourné vers l'avenir et le plus favorable aux réformes qu'elle ait eu depuis que le premier gouvernement post-soviétique est arrivé au pouvoir il y a plus de cinq ans. Le président Boris Eltsine, ressuscité une fois de plus après avoir été jugé fini, a nommé lundi une équipe nouvelle et relativement jeune. S'il donne à cette équipe son soutien complet, comme il l'a promis, le processus des réformes qui avait commencé en 1992, mais qui a été depuis malheureusement arrêté, pourrait reprendre de façon sérieuse.

LIBÉRATION
Laurent Joffrin

■ La détermination avec laquelle la majorité des dirigeants pro-européens du continent agissent contre l'Europe a quelque chose de saisissant. Deux exemples frappants. Le week-end dernier, les Quinze se réunissent pour savoir s'il convient de répondre à l'appel pressant du gouvernement albanais en passe d'être submergé par l'anarchie. Ce qui inquiète, bien plus que la décision finale d'envoyer une simple mission d'observation, sans doute assez sage, ce sont les arguments avancés par la majorité des Européens pour refuser de suivre les propositions – pourtant raisonnables – de la France et de l'Italie qui demandaient une action rapide appuyée par une petite force de protection. C'est hors de question, ont répondu les autres, emmenés par l'Allemagne et les Pays-Bas, car la situation est risquée, confuse, et parce que l'on pourrait bien s'enliser dans le « *bourbier albanais* ». L'intervention d'une force de protection était pourtant réclamée par le gouvernement légal. Une abstention ainsi motivée, si on la prend au pied de la lettre, ne signifie qu'une chose : il n'y aura jamais d'intervention européenne nulle part. Les mêmes considérations moroses dérivent de la crise qui couve sur le front de l'euro. Après avoir fixé de manière absolument arbitraire les critères de convergence du traité de Maastricht, la majorité des Européens s'y accrochent comme les intégristes à la messe en latin. Après avoir aggravé la stagnation de l'économie et le chômage par une politique monétaire dogmatique et plongé par ce moyen leurs propres finances publiques dans le déséquilibre chronique, les orthodoxes qui dominent le débat parlent soudain de repousser l'échéance. Alors que la proposition de la France – élargir les critères et maintenir la date – relève du simple bon sens.

EN VUE

■ **Frederik de Danemark**, vingt-huit ans, a enfin retrouvé sa couleur naturelle, rapporte le magazine *Billet Bladet* de Copenhague. Le jeune homme s'était teint les cheveux, au début de l'année, pour « *essayer d'avoir une nouvelle tête* » et afin de fréquenter incognito les bars de la capitale. « *J'avais même dû faire deux colorations, car je suis très foncé* », a confié le prince héritier. C'est également en faux blond qu'il a participé, au mois de février, à des exercices de l'OTAN au nord de la Norvège.

■ La promotion du dernier dessin animé de Walt Disney, *Le Bossu de Notre-Dame*, ne fait aucune allusion au roman de **Victor Hugo**. Le nom de l'écrivain ne figurant même pas sur les affiches, les descendants du grand homme, Mme Hugo et ses enfants, **Sophie, Charles, Adèle et Léopoldine**, ont repris la plume, dans *Libération*, pour exprimer une nouvelle fois leur colère et dénoncer « *l'utilisation des grandes œuvres à des fins mercantiles* ». « *Hugo était particulièrement sensible aux enfants, à leur éducation,* (...) *et la sorte de culture qu'imposent Walt Disney et ses semblables va directement dans le sens opposé à ses convictions* ».

■ Les « **Pirates des Caraïbes** », une des attractions les plus visitées de Disneyland, sont désormais « *politiquement corrects* ». Des visiteurs avaient en effet trouvé que certaines scènes s'apparentaient à du harcèlement sexuel. Après deux mois de travaux, les nouveaux « Pirates » n'ont plus l'air de pourchasser les femmes que pour les détrousser. Une scène finale a été rajoutée, ainsi qu'une chèvre.

VENDREDI 21 MARS

TF 1

17.10 Melrose Place. Feuilleton.
18.00 Papa revient demain. Série. Copines d'enfance.
18.30 Jamais deux sans toi...t. Série. Le gendre idéal.
19.00 L'Or à l'appel. Jeu.
19.50 et 20.40 Météo.
20.00 Journal, L'image du jour.
20.35 Le beau jeu, le beau geste.

20.45

LES ANNÉES TUBES
Divertissement présenté par Jean-Pierre Foucault. Invités : Patricia Kaas, Julien Clerc, Andréa Bocelli, le groupe Supertramp, Gilbert Montagné, World's Apart, Alliage, 2 be 3, G. Squad (125 min). 742957

22.50

SANS AUCUN DOUTE
Magazine présenté par Julien Courbet. Thème : Système D, combines, débrouilles : comment se sortir de la crise ? Avec Marie Lecoq, maître Didier Bergès (110 min). 7425247

0.40 Patinage artistique. Championnats du monde à Lausanne. Programme libre danse.

2.00 et 3.05, 3.50 TF1 nuit, météo. 2.15 et 3.15, 4.00, 5.10 Histoires naturelles. Documentaire (rediff.). 4.55 Musique. (10 min).

France 2

16.55 Des chiffres et des lettres. Jeu. 1/4 de finale de la Coupe des champions.
17.30 Le Prince de Bel Air. Série.
17.55 Hartley, coeurs à vif.
18.50 Qui est qui ? Jeu.
19.25 et 1.40 Studio Gabriel.
19.55 Au nom du sport.
20.00 Journal, A Cheval, Météo, Point route.

20.55

QUAI Nº 1
Panique sur la gare. Série de Patrick Jamain, avec Sophie Duez, Olivier Marchal (90 min). 155804
Un petit casseur sans envergure kidnappe un enfant placé sous la responsabilité de l'inspectrice Saint Georges.

22.30

BOUILLON DE CULTURE
Magazine présenté par Bernard Pivot. Les îles et l'exil. Invités : Max Gallo, Jean-Paul Kauffmann, Angelo Rinaldi, Laurent Granjon. (70 min). 7849547

23.40 Journal, Bourse, Météo.
23.55 Plateau. Hommage à Marcello Mastroianni.
0.00 Le Pigeon ■■ Film de Mario Monicelli, avec Vittorio Gassman (1958, N., v.o., 100 min). 5869280

2.10 Envoyé spécial. Magazine (rediff.). 5.10 7e continent. Les chiens du Pôle. 5.35 Chip et Charly. Mamie Gold veut voler (5 min).

France 3

18.50 Un livre, un jour. *Ostinato*, de Louis-René Des Forêts.
18.55 Le 19-20 de l'information. 19.10 Journal régional.
20.00 Météo.
20.05 Fa si la chanter. Jeu.
20.35 Tout le sport.
20.45 Consomag.

20.50

THALASSA
Magazine présenté par Georges Pernoud. Nuit d'encre (60 min). 3558590
Aux quatre coins de l'île d'Ullung Do, au sud de la péninsule coréenne, sèchent des calmars dont on fait grande consommation à Séoul.

21.50

FAUT PAS RÊVER
Magazine. Invitée : L. de La Ferrière. Inde : le slalom infernal ; Japon : la voie du sabre ; Mexique : l'or sous la cendre (65 min). 4828886

22.55 Journal, Météo.
23.20 Nimbus. Magazine. Aux frontières de la science : les pouvoirs de l'esprit (60 min). 5952150
0.20 Libre court. Grandir (20 min). 902254
0.40 Vivre avec : Sidamag. (rediff.).
1.00 Matlock. Série.

1.50 Musique graffiti. Magazine. Danse (20 min).

La Cinquième

18.20 Le Monde des animaux. Haute montagne : les lophophores de l'Himalaya. 18.50 50 jours pour 50 Palmes. [4/50].

Arte

19.00 Tracks. Magazine. Lisboa USA.
19.30 7 1/2. Vous parlez français ? Mode : les USA.
20.00 Brut. Magazine (30 min). 6537
20.30 8 1/2 Journal.

20.45

LA PEUR
Téléfilm de Daniel Vigne, avec Marianne Basler, Hans Zischler (85 min). 509179
Vienne, 1933. La femme d'un avocat célèbre, mère de deux enfants, tombe sous le charme d'un grand pianiste et devient sa maîtresse. D'après une nouvelle de Stefan Sweig.

22.10

▶ GRAND FORMAT : ANIMAL CONNECTION
Documentaire de Radovan Tadic (80 min). 5286565
Portrait de quelques Californiens et des liens très forts qui les lient à leur animal domestique.

23.30 L'Homme aux fleurs (Man of flowers) ■■ Film de Paul Cox (1983, v.o., 90 min). 56537
1.00 Le Dessous des cartes. [2] Les drogues : un enjeu économique (rediff.).
1.10 7e Art bis. Au bord du lac, de P. Bokanowski (1993) ; Aria, de Y. Giannikian et A. Ricci-Lucchi (1994) ; Animali criminali, de Y. Giannikian (1994) ; Dérive, de V. Barry (1993).

1.40 L'Œil qui traîne. Court métrage (1996, rediff.). 2.30 Lee Evans. Série (rediff.). 2.35 Sensin, c'est toi ! Court métrage (1995, rediff., 15 min).

M 6

17.40 Classe mannequin. Série. Secrets de geisha.
18.10 Agence Acapulco. Série. Le réveil de l'espion.
19.00 Loïs et Clark. Série. Lex Luthor : le retour.
19.54 Six minutes d'information.
20.00 et 5.55 Mister Biz. Les rois de la F.M.
20.35 Capital 6. Magazine.

20.45

DÉCLIC FATAL
Téléfilm de Kevin Connor, avec Ally Sheedy, François-Eric Gendron (105 min). 775150
Témoin d'un meurtre, une jeune photographe américaine se rend à Paris pour retrouver l'inspecteur de police qui accompagnait la victime.

22.30

POLTERGEIST
Le pacte du diable (55 min). 92266
Un esprit maléfique s'échappe de l'étrange container dans lequel il était emprisonné.

23.25 Union diabolique. Téléfilm O d'Yves Simoneau, avec Treat Williams (100 min). 8415131
1.05 Best of groove.

2.05 Jazz 6. Magazine. 3.00 Fréquenstar. Magazine. Vanessa Paradis (rediff.). 3.50 Sexy mode. Documentaire. 4.40 E = M 6. Magazine (rediff.). 5.05 Culture pub. Magazine (rediff.). 5.30 Fan de. Magazine (rediff.). 6.20 Turbo. Magazine (rediff., 30 min).

Canal +

16.10 La Révélation. Film de Michael Ritchie (1994, 100 min). 3951841
17.50 Drôles de monstres. Dessin animé.
▶ En clair jusqu'à 20.35
18.35 Nulle part ailleurs. Magazine.
20.30 Le Journal du cinéma.

20.35

MÉCOMPTES SANGLANTS
Téléfilm de Sari Krishnamma, avec Clive Owen, Rowena King (75 min). 815044

21.50 ▶ Pour l'amour de l'Inde. Documentaire (60 min). 1625179
22.50 Flash d'information.

23.00

USUAL SUSPECTS ■■
Film de Bryan Singer (1995, 99 min). 7953570

0.40 Les Révoltés de Lomanach ■ Film de Richard Pottier (1953, 90 min). 3674938
2.10 The Doom Generation ■ Film de Gregg Araki (1995, 80 min). 2990803
3.35 Sexhibition. Film X de Kris Kramski (1990, 80 min). 3220700
4.55 Necronomicon ■ Film de Gans, Kaneko et Yuzna (1993, v.o., 95 min). 93804754

Radio

France-Culture

20.00 Le Rythme et la Raison. Denis Roche. 5. Les musiques de la...
20.30 Radio archives. Tromper l'angoisse.
21.32 Black and Blue. Les treize morts d'Albert Ayler, avec Patrick Raynal.
22.40 Nuits magnétiques. *Janine Bazin, sous le signe du Lion.*

0.05 Du jour au lendemain. Michel Deutsch, traducteur de Guerre sans bataille, de Heiner Müller ; 0.48 Les Cinglés du music hall. 1.00 Les Nuits de France-Culture. (rediff.).

France-Musique

20.00 Concert Franco-allemand. Donné en direct de Sarrebruck et émis simultanément sur les radios de Leipzig, Berlin et Francfort par l'Orchestre symphonique de la radio de Sarrebruck, dir. Oswald Sallaberger : Notturno, de Lachenmann ; Des Knaben Wunderhorn (extraits), de Mahler ; Quatre Lieder op. 13, de Webern, Christine Whittlesey, soprano ; Symphonie nº 4, de Beethoven.
22.30 Musique pluriel. Death and Fire, dialogue avec Paul Klee, de Tan Dun, par l'Orchestre symphonique de la BBC écossaise, dir. Tan Dun.
23.07 Miroir du siècle.

0.00 Jazz-club. 1.00 Les Nuits de France-Musique.

Radio-Classique

20.40 Les Soirées de Radio-Classique. Fanny Mendelssohn.

22.45 Les Soirées... (Suite). Œuvres de Gounod, Mendelssohn. 0.00 Les Nuits de Radio-Classique.

TV 5

20.00 Médecins de nuit. Jean-François.
21.00 Bon week-end.
21.55 Météo des cinq continents.
22.00 Journal (France 2).
22.35 Taratata. Invités : OMC, Shaï no Shaï, Fred Poulet, Warren G, Carmel, China (France 2 du 20/3/97)
23.50 Ça cartonne.

Planète

19.50 Staline. [2/2].
20.35 L'Univers élastique.
21.25 Prédateurs félins.
22.20 Mauthausen pour mémoire.
23.15 Derrière les murs du palais. [1/4] Mariages royaux.
23.40 Primate.

Animaux

20.00 Famille d'animaux.
20.30 Témoin oculaire.
21.00 Monde sauvage. La Camargue.
21.30 La Vie des zoos.
22.00 Les Géants de Ningaloo.
23.00 Tout pour le toutou.
0.00 Monde sauvage. Un premier prix de géométrie.
0.30 Flipper le dauphin.
1.00 Au fin fond de Bornéo (60 min).

Paris Première

19.55 Point bourse.
20.00 La Semaine 20 h Paris Première.
21.00 Cesaria Evora, la diva aux pieds nus. D'Eric Mulet.
21.45 La Semaine du J.T.S.
22.15 Les Huguenots. Opéra en cinq actes de Giacomo Meyerbeer. Enregistré à l'opéra de Sydney, en 1990 (210 min). 57320537

France Supervision

20.30 Cap'tain Café. Invités : CharlElie Couture, Ar Re Yaouank, KDD, Yasmine Band.
21.25 Comme les oiseaux. De Dominique Delouche.
22.50 Le Risque de vivre. De Gérard Calderon.
0.10 La Dernière science.

Ciné Cinéfil

20.30 La Taverne du poisson couronné. Film de René Chanas (1946, N., 100 min). 8775976
22.10 L'Etrange Rêve (Blind Alley) ■■ Film de Charles Vidor (1939, N., v.o., 70 min). 91442773
23.20 Stress es tres, tres ■■ Film de Carlos Saura (1968, N., v.o., 90 min). 7829537

Ciné Cinémas

21.00 Aux bons soins du docteur Kellogg. Film d'Alan Parker (1994, 115 min). 38424083
22.55 Fatale ■ Film de Louis Malle (1992, v.o., 110 min). 2730247
0.45 L'œil qui ment ■ Film de Raoul Ruiz (1992, 100 min). 30524803

Série Club

20.45 Au-delà du réel, l'aventure continue. Une lueur dans la nuit.
21.35 et 1.30 La Chambre des dames.
22.30 Le Choix de... H.G. Potter. Le petit chien de Lincoln.
23.00 Ellery Queen : A plume et à sang. Duel sur le ring.
23.45 Chapeau melon et bottes de cuir. Double personnalité.

Canal Jimmy

20.30 Star Trek. La lumière qui tue.
21.20 Elvis : Good Rockin' Tonight. The Locket.
21.45 Destination séries.
22.15 Chronique du front.
22.20 Dream On. Clé pour deux (v.o.).
22.50 Seinfeld. L'aéroport (v.o.).

Festival

20.00 Le Voyageur. L'écran du diable, de Richard Bugagiski.
20.30 Capitaine X. De Bruno Gantillon.
23.20 Intrigues. La Stratégie du serpent, d'Yves Boisset, avec Jean Carmet, Eva Darlan (30 min).

Téva

20.30 et 23.30 Téva interview.
20.55 Nos meilleures années. Le mariage de Weseton ; Nostalgie.
22.30 Murphy Brown. Sous les projecteurs.
23.00 Coups de griffes : Emmanuel Ungaro.
0.00 Les Quatre Saisons (60 min).

Eurosport

14.00 Patinage artistique. En direct. Championnats du monde. Programme court dames, à Lausanne (Suisse) (210 min). 82789808
18.30 Patinage artistique. En direct. Championnats du monde. Libre danse, à Lausanne (Suisse) (240 min). 22841353
22.30 Sports de force.
23.30 Rugby.
0.30 Jump the Bus !
1.00 Sky Surfing (30 min).

Voyage

19.00 Rough Guide. Alaska.
19.55 et 23.25 Mémoire de palaces.
20.00 et 23.30 Suivez le guide.
22.00 A l'horizon. *Le Kenya.*
22.30 L'Heure de partir (55 min).

Muzzik

21.00 Classic Blues. Concert enregistré au Festival de Jazz de Montreux 1992 (60 min). 57889
22.00 Blues Night. Concert enregistré au Festival de jazz de Montreux 1995. Avec Yvonne Jakson, Wilson Pickett, B.B. King (60 min). 48773
23.00 The Blues. Concert enregistré au Festival de jazz de Montreux 1994. Avec Joe Louis Walker, Robert Lucas, Johnny Clyde Copeland, Luther Allison et le Memphis Horns (65 min). 771889
0.05 Oliver Jones en Afrique.
1.10 La Symphonie fantastique, de Berlioz. Concert (60 min). 3543071

Chaînes d'information

CNN

Information en continu, avec, en soirée : 20.00 et 23.00 World Business Today. 20.30 et 22.00, 2.00 World News. 21.00 Larry King Live. 22.30 Insight. 23.30 World Sport. 0.00 World View. 1.30 Moneyline. 2.30 The Most Toys.

Euronews

Journaux toutes les demi-heures, avec, en soirée : 19.15, 19.45, 20.15, 20.45, 21.15, 22.45 Economia. 19.20, 20.20, 21.20, 22.20 Analysis. 19.39, 20.09, 20.39, 21.09, 21.39, 22.09, 22.39, 23.09 Europa. 19.50, 20.50, 21.50, 22.50 Sport. 23.15, 0.15, 1.15 No Comment. 23.45 Artissimo. 0.45 Cinéma. 1.45 Visa.

LCI

Journaux toutes les demi-heures, avec, en soirée : 19.16 et 23.16 Guillaume Durand. 20.13 et 20.45 Le 18-21. 20.30 et 22.30 Le Grand Journal. 21.10 et 22.12 Le Journal du Monde. 21.17 et 22.19, 22.44 Journal de l'Economie. 21.26 Cinéma. 21.42 Talk culturel. 0.15 Le Débat.

LES CODES DU CSA

O Accord parental souhaitable.
Δ Accord parental indispensable ou interdit aux moins de 12 ans.
□ Public adulte ou interdit aux moins de 16 ans.

Les films sur les chaînes européennes

RTL 9

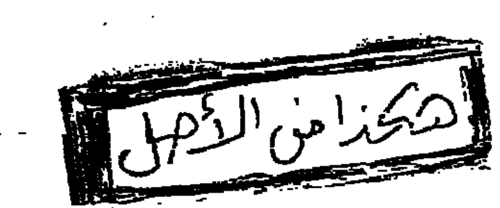
22.45 *Thrilling Love. Film de Maurizio Pradeaux* (1989, 90 min). Avec Tony Kendall. *Erotique.*
1.00 Rendez-moi ma peau. Film de Patrick Schulmann (1980, 85 min). Avec Bee Michelin. *Comédie.*
2.25 *Alien, la créature des abysses. Film d'Anthony M.* Dawson (1989, 90 min). Avec Daniel Bosch. *Fantastique.*

TSR

22.35 Colors. Film de Dennis Hopper (1988, 125 min). Avec Sean Penn, Robert Duvall. *Policier.*
0.55 Lou n'a pas dit non. Film d'Anne-Marie Miéville (1994, 80 min). Avec Marie Bunel, Manuel Blanc. *Drame.*

Les programmes complets de radio, de télévision et une sélection du câble et du satellite sont publiés chaque semaine dans notre supplément daté dimanche-lundi.

Signification des symboles :
▶ Signalé dans « Le Monde Télévision-Radio-Multimédia ».
■ On peut voir.
■■ Ne pas manquer.
■■■ Chef-d'œuvre ou classique.
♦ Sous-titrage spécial pour les sourds et les malentendants.



Révolution agri-culturelle

par Pierre Georges

C'EST une excellente surprise : la Fédération nationale des syndicats d'exploitants agricoles (FNSEA), en congrès à Toulouse, tient un discours tout à fait novateur. Cap désormais, disent les dirigeants de la principale organisation syndicale française, sur une agriculture *« citoyenne »*, soucieuse *autant des hommes et des territoires que des productions.*

Comment définir une agriculture *« citoyenne »* ? D'abord par ce qu'elle ne doit plus être : le triomphe du tout-productivisme, par tous les moyens et tous les artifices, la fin de cet art dangereux de faire pleurer *la terre comme l'on fait parfois* pisser la vigne. Toujours plus, de quintaux, de rendements, d'engrais, de pesticides, dans une course sans fin à la performance et à la concurrence.

Ensuite par ce qu'elle pourrait devenir : un modèle d'agriculture européenne qui, dira Dominique Chardon, numéro deux de la FNSEA ,*« privilégie le paysan plutôt que le kilofranc »* et *« préfère l'harmonie des champs et des prés aux déserts d'Australie et d'Arkansas ». « Nous voulons,* explique ce dirigeant, *croiser les attentes du consommateur – qualité et sécurité des produits, respect de l'environnement – et celle des agriculteurs. »*

Autrement dit, une véritable révolution agri-culturelle ! Reste à savoir si ce discours qui n'était tenu jusqu'à là que par des organisations minoritaires, a quelque chance d'être suivi d'effets et de faits. Ou s'il ne s'agit là encore que de paroles verbales motivées par des craintes circonstancielles.

Car le problème n'est pas simple. L'agriculture française contemporaine a été formée et encouragée à l'école de la rentabilité et de la compétitivité. Elle y a tenu sa place, et plutôt bien, faisant de ce secteur de l'économie nationale, un des principaux exportateurs et pourvoyeurs en devises du pays. Il serait, sur ce plan, parfaitement mal venu de reprocher à l'agriculture et aux agriculteurs d'avoir rempli les deux *missions qui leur étaient assignées* : nourrir le pays et produire, à l'exportation, de l'or vert.

Simplement cette course aux armements agricoles, s'est faite, en France comme ailleurs, sans pouvoir toujours assumer les contradictions qu'impliquait *un tel choix : quantité* et qualité des produits, performances et préservation de l'environnement, rendements industriels et naturels, etc.

Au nom de la nécessaire compétitivité, le balancier est allé sans doute trop loin, trop longtemps, aboutissant parfois à des excès productivistes, à un saccage du patrimoine, à des trop sévères atteintes à l'écologie. Et à une sorte de méfiance, de défiance même du consommateur.

Les alertes sur ce point se sont multipliées ces derniers temps. Crise de la vache folle, pollutions sévères des eaux et des terres, débat sur les plantes transgéniques ou sur le clonage, autant de signes annonciateurs d'une nécessaire réflexion sur le tout-modernité de l'agriculture trop vécu comme une simple fuite en avant. Le discours de la FNSEA ne veut évidemment pas dire le retour à l'agriculture de grand-papa, des rendements miséreux, du labourage et pâturage façon La Fontaine. Mais il annonce plutôt la bonne nouvelle : recherche d'une rentable et humaine modernité.

Les syndicats de Renault menacent de durcir leur action après l'échec de la rencontre de Beauvais

M. Schweitzer a déclaré « irrévocable » la fermeture de l'usine de Vilvorde

BEAUVAIS
de notre envoyé spécial

C'est dans une chambre de commerce et d'industrie de Beauvais (Oise) transformée en un véritable *bunker que Louis Schweitzer,* président de Renault, a rencontré pour la première fois, mercredi 19 mars, une délégation de dix syndicalistes belges accompagnés du secrétaire du comité de groupe européen, le Français Michel Batt (CFDT). Pas moins de douze voitures et cars de CRS avaient été mobilisés. C'est par dizaines que *l'on comptait les policiers en civil* ou les vigiles, tant à l'extérieur qu'à l'intérieur du bâtiment, choisi par la direction de Renault en raison des multiples possibilités de sorties qu'il offrait. Pourtant, voulant prouver leur esprit constructif, les syndicats belges s'étaient déplacés sans « accompagnateurs » qui auraient pu troubler la rencontre. A l'issue d'une réunion qui a duré 2 heures 20, le président de Renault a même pu se féliciter de *« l'atmosphère de sérieux »* qui a régné durant les échanges. *Pourtant, ceux-ci ne semblent pas* avoir été fructueux. Deux sujets figuraient à l'ordre du jour : l'avenir de l'usine de Vilvorde, qui emploie aujourd'hui 3 100 salariés, et le contenu du plan social. Dans ce cadre, les syndicats voulaient lui soumettre une proposition alternative proche de celle mise en place avec succès par *Volkswagen en Allemagne : réduire* de 10 % le temps de travail dans le groupe pour préserver l'avenir du site belge. Mais, d'entrée de jeu, le président de Renault a rappelé que la décision de fermer Vilvorde était *« irrévocable »*. Contrairement à ce qu'espéraient les syndicats, Louis Schweitzer n'a même pas envisagé de reporter au-delà du 31 juillet la cessation de la production de voitures. Tout juste a-t-il laissé entendre que certains salariés pourraient rester employés de Renault jusqu'en 1998.

PAS DE REPORT DU DÉLAI

A l'issue de la rencontre, Louis Schweitzer a affirmé vouloir mener *« une concertation ou une négociation sans délai sur la reprise ou la reconversion de l'usine et sur les mesures d'accompagnement et de reclassement ».* S'il a qualifié l'atmosphère de *« sérieuse »*, les syndicats belges et le secrétaire du comité de groupe européen n'ont pas caché leur déception. Pour Jean-Paul Verbeke, délégué de la CFC, le syndicat chrétien, *« M. Schweitzer refuse de différer sa décision, de discuter de propositions alternatives comme la réduction du temps de travail et d'étudier avec les syndicats français, belges et espagnols les éléments économiques qui ont présidé à sa décision ».* Un responsable de la FGTB, le syndicat socialiste, a estimé que M. Schweitzer *« reporte le débat dans la rue ».*

Dans ce contexte, les syndicats ont maintenu les actions prévues le jeudi 20 mars, jour du conseil d'administration. Une centaine de salariés belges devaient à cette occasion « descendre » sur Paris et mener une action *spectaculaire dans le centre de* la capitale, peut-être au Pub Renault sur les Champs-Elysées. D'autre part, des actions moins médiatiques mais affectant davantage le système de production du constructeur automobile, devaient être menées jeudi dans le nord de la France. Par la suite, une assemblée générale du personnel de Vilvorde se tiendra le lundi 24 mars. Une reprise partielle du travail les jours *suivants, comme certains* syndicats l'envisageaient en privé, semble désormais difficilement concevable. Aucune nouvelle rencontre n'a été programmée entre Louis Schweitzer et les syndicats belges.

Frédéric Lemaître

Le gouvernement belge voudrait un renforcement des pouvoirs de la Commission européenne en matière sociale

BRUXELLES
de notre correspondant

L'inflexibilité de Louis Schweitzer sur la fermeture de Renault-Vilvorde a amené les dirigeants belges à réfléchir aux moyens leur permettant d'éviter à l'avenir de telles mésaventures. Le ministre des finances, Philippe Maystadt (social-chrétien), a laissé entendre que *la Belgique allait demander, dans le cadre de la conférence* intergouvernementale, le renforcement des pouvoir du commissaire européen aux affaires sociales. Le gouvernement belge souhaiterait que ce dernier dispose du droit d'initiative, d'enquête et de sanction, comme son collègue chargé de la concurrence.

D'autre part, Elio Di Rupo et Miet Smet, ministre de l'économie et ministre des affaires sociales, ont déposé au Parlement un projet de loi intégrant plus complètement à la législation belge la directive européenne de décembre 1994 sur les comités d'entreprise européens, s'appliquant à des multinationales employant plus de 1 000 personnes et comptant deux entités de plus de 150 personnes sur le territoire d'au moins deux Etats membres.L'affaire Renault a en outre suscité des interrogations chez les responsables économiques et politiques belges sur la compétitivité de la Belgique comme site de production. Cette prise de conscience a été particulièrement douloureuse chez les dirigeants flamands *qui étaient persuadés que la qualité* du travail fourni dans leur région compensait des coûts salariaux plus élevés que dans d'autres pays. Des inquiétudes s'étaient manifestées sur l'avenir de l'usine Ford de Genk, qui emploie 13 000 salariés. L'ambassadeur des Etats-unis en Belgique, Alan Blinken, s'est voulu rassurant : *« J'affirme très clairement que les entreprises américaines ne quittent pas la Belgique »*, a-t-il déclaré lors d'une conférence consacrée à la promotion des investissements américains dans le pays.

Luc Rosenzweig

■ **VALÉRY GISCARD D'ESTAING**, dans l'hebdomadaire *l'Express* du jeudi 20 mars, plaide pour un *« rapprochement »* entre les deux constructeurs automobiles *français, Renault et Peugeot-Citroën*, solution qui lui paraît *« la plus avantageuse »*, Si les deux entreprises se rapprochaient, *« le groupe automobile français serait premier en Europe »* et *« occuperait le cinquième rang mondial »* explique l'ancien président de la République qui rappelle que nombre d'analystes estiment qu'il y a un constructeur, généraliste de trop en Europe.

BOURSE

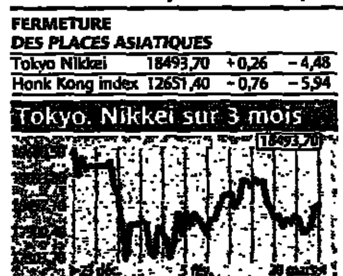
TOUTE LA BOURSE EN DIRECT 3615 LEMONDE

Cours relevés le jeudi 20 mars, à 10 h 16 (Paris)

FERMETURE DES PLACES ASIATIQUES

Tokyo Nikkei	18493,70	+0,26	−4,48
Honk Kong index	12651,40	−0,76	−5,94

Tokyo. Nikkei sur 3 mois



OUVERTURE DES PLACES EUROPÉENNES

	Cours au 19/03	Var. en % 18/03	Var. en % fin 96
Paris CAC 40	2596,77	+0,89	+12,14
Londres FT 100	—	—	+5,91
Zurich	—	—	+15,09
Milan MIB 30	—	—	−3,71
Francfort Dax 30	3303,53	+0,37	+14,36
Bruxelles	—	—	+12,42
Suisse SBS	—	—	+11,61
Madrid Ibex 35	473,15	−0,26	+6,38
Amsterdam CBS	—	—	+14,20

Tirage du Monde daté jeudi 20 mars 1997 : 466 515 exemplaires. 1

Le forum écologique de Rio se termine dans le pessimisme et l'indifférence

RIO DE JANEIRO
Correspondance

La Charte de la Terre a été paraphée, mercredi 19 mars à Rio, au Brésil, par les chefs des délégations des cinq continents (Asie, Europe, Afrique, Amérique du Nord, Amérique latine et Caraïbes) réunis durant une semaine *dans le cadre de la conférence* internationale Rio +5. Chargé de dresser le bilan du Sommet de la Terre tenu à Rio, sous l'égide de l'ONU, en juin 1992 – d'où le nom Rio +5 donné à la réunion – le forum a redéfini les axes du *« développement durable »* prôné dans l'Agenda 21, ensemble de directives écologiquement correctes mises en chantier il y a cinq ans. Seule véritable vedette internationale de Rio +5, Mikhaïl Gorbatchev, ex-président de l'ex-URSS et actuel président de la Fondation Croix verte internationale, présentera, en avril, cet *« avant-projet de référence »* à l'assemblée générale des Nations unies qui l'examinera en vue de son approbation.

Rédigé sous la coordination de Maurice Strong, et avec l'appui des ONG, le document est bâti sur vingt-huit principes directeurs, dont l'application permettrait, en substance, de *« réinventer une civilisation industrielle et technologique et de chercher les voies d'un nouvel équilibre entre l'individu et la communauté »*. Appelant à un *« changement fondamental »*, ses signataires affirment que *« la matière de la vie et les fondations de la sécurité locale et globale sont menacées par le manque de prévisions et l'abus du savoir et du pouvoir ».*

« RASSEMBLEMENT DE RUINÉS »

Ils défendent par ailleurs *« la pratique de la non-violence »* et les *« droits à la santé sexuelle et reproductive, en accordant une attention spéciale aux femmes et aux jeunes filles ».*

De Rio 92 à Rio +5, le contraste *est saisissant. Alors que, dans la* bousculade des médias, le précédent Sommet de la Terre avait attiré pas moins de cent soixante chefs d'Etat et de gouvernement, ainsi que deux mille représentants d'ONG venus du monde entier, la conférence qui vient de prendre fin n'a mobilisé qu'environ six cents participants appartenant à quatre-vingts délégations. Les porte-parole des ONG ont imputé leur discrète présence à la crise financière qui touche la plupart d'entre elles. *« Nous formons un rassemblement de ruinés »*, a souligné le sociologue brésilien Herbert de Souza, alias Betinho, engagé sans moyens et sans argent, depuis trois ans, dans une campagne contre la faim au Brésil.

En s'adressant, mardi 18 mars, aux participants de Rio +5, le président brésilien, Fernando Henrique Cardoso, a tenu des propos dont le pessimisme transparaît largement dans la Charte de la Terre : *« Nous surveillons chaque semaine les brûlis et la déforestation en Amazonie, mais nous n'avons pas les moyens pratiques de freiner leur expansion »*, a-t-il admis en évoquant *« ces régions où l'Etat n'existe pratiquement pas »*. Un même constat d'impuissance nourrit les craintes exprimées la veille par M. Gorbatchev pour qui *« dans quarante ans au maximum, les changements intervenus dans la biosphère deviendront irréversibles ». « Sans vouloir inciter à la panique,* a-t-il précisé, *de la façon dont les choses se passent, la Nature devra bientôt se débrouiller sans nous ».*

Longtemps clouée au pilori pour avoir financé, notamment en Amazonie brésilienne, des projets de développement qui se sont révélés désastreux pour l'environnement, la Banque mondiale (BIRD) a fait à nouveau amende honorable. *« A l'avenir,* a promis son président James Wolfensohn, *nous consulterons davantage la société civile avant de libérer les crédits ».* A l'issue d'un dîner en compagnie d'une quinzaine de représentants d'ONG, il a en outre annoncé la formation prochaine d'un corps de contrôleurs auxquels incombera la mission de superviser sur place l'exécution des projets financés par la Banque mondiale.

Jean-Jacques Sévilla

L'OMS lance un programme ambitieux de lutte contre la tuberculose

L'ORGANISATION mondiale de la santé (OMS) a lancé, mercredi 19 mars, à Berlin le coup d'envoi d'un vaste programme international de lutte contre la tuberculose. Ce programme vise à prévenir la mort prématurée de 10 millions de personnes infectées par le bacille de Koch dans les dix prochaines années. *« Il s'agit de l'épisode le plus important dans la lutte contre la maladie la plus ancienne et la plus meurtrière de l'histoire de l'humanité depuis la découverte du bacille de la tuberculose par Robert Koch en 1882,* a déclaré à Berlin le docteur Arata Kochi, responsable de ce programme à l'OMS. *Pour la première fois, nous avons la possibilité de réduire l'épidémie non seulement dans les pays riches, mais aussi dans les pays les plus pauvres de la planète. »*

On assiste aujourd'hui en différentes régions du monde à une recrudescence marquée de cette maladie infectieuse. L'an dernier, la tuberculose a tué près de trois millions de personnes, soit davantage qu'au paroxysme de l'épidémie tuberculeuse en Europe et en Amérique du Nord dans la première partie du XX[e] siècle. L'extension de l'épidémie de sida est l'un des principaux facteurs expliquant la résurgence de ce fléau. La maladie frappe fréquemment les personnes infectées par le VIH dans le tiers-monde qui ne bénéficient d'aucun traitement préventif, le bacille de Koch pouvant ensuite aisément contaminer l'entourage de ces malades. D'autre part, des flambées de cas de tuberculose résistante à toutes les associations connues de médicaments – et à ce titre incurables – ont été récemment observées à New York, Milan, Bangkok ou Johannesburg.

Compte tenu de cette inquiétante évolution épidémiologique, l'OMS avait, il y a deux ans, estimé que cette maladie pourrait rapidement, en l'absence de toute mesure de lutte coordonnée, tuer chaque année quatre millions de personnes (*Le Monde* daté 26-27 mars 1995).

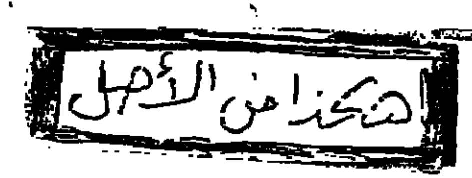
ÉTROITE SURVEILLANCE

Le programme, dont le coup d'envoi a été donné depuis l'Institut Robert-Koch de Berlin, se fonde sur une nouvelle stratégie thérapeutique caractérisée par un suivi, une « surveillance », beaucoup plus étroite des patients.

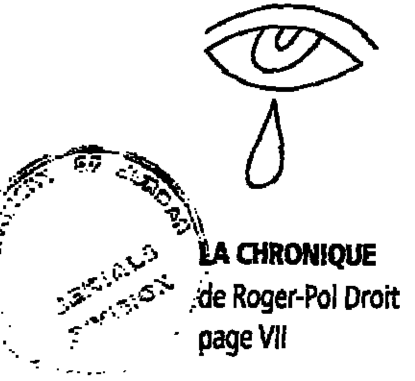
L'objectif est, clairement, de vérifier que ces derniers prennent effectivement les associations de quatre médicaments antituberculeux et ce, même après la disparition des *symptômes*, l'efficacité de la thérapeutique résidant dans des traitements de longue durée. Or on a observé que très souvent, les malades tuberculeux des pays pauvres avaient, pour diverses raisons, tendance à cesser la prise de leurs médicaments après la disparition des symptômes, ce qui conduit à l'émergence rapide de bacilles chimiorésistants et complique un peu plus encore l'approche thérapeutique.

Baptisée DTOS (acronyme anglo-saxon pour « traitement de brève durée sous surveillance directe »), la nouvelle stratégie permettrait, selon l'OMS, de soigner chaque cas de tuberculose dans les pays du tiers-monde pour environ 100 dollars. Ces dernières années, le DOTS a été expérimenté en Tanzanie, à New York, en Indonésie et au Pérou, et les premiers résultats sont, selon l'OMS, *« impressionnants ».* Le plus vaste projet DOTS réalisé en Chine avec l'appui de la Banque mondiale a permis d'atteindre des taux de guérison de 94 %.

Jean-Yves Nau



Le Monde
LIVRES
VENDREDI 21 MARS 1997





« Gabo » reporter

Garcia Marquez mêle sa plume de romancier à celle du journaliste pour ce récit d'un enlèvement



EL ESPECTADOR

Secuestrado Francisco Santos

No hay terna para procurador

« Gabo », comme on l'appelle en Colombie, n'est pas homme à se laisser faire par des frontières. Les démarcations géographiques, il les ignore, voguant d'un bord à l'autre du monde et marquant, ici ou là, quelques pauses pour mieux reprendre son souffle. Tout récemment encore, le prix Nobel de littérature a fait savoir qu'il s'éloignerait pour de bon de la Colombie, son pays natal, tant que la situation politique y serait *« incommodante »*. Quant aux limites entre les genres littéraires, le romancier vient de montrer qu'il peut n'en faire qu'une bouchée. Après avoir été longtemps drapé dans la bannière du « réalisme magique », cette étiquette sur mesure qu'avait tissée autour de lui le succès de *Cent ans de solitude*, Garcia Marquez a changé son stylo d'épaule.

Loin de l'inspiration flamboyante qui fit sa renommée, l'écrivain s'est plongé dans le reportage. Une façon de renouer avec ses débuts de journaliste. Une manière, aussi, de donner libre cours à son intérêt pour la politique, ainsi qu'il l'avait déjà fait en devenant le porte-parole d'un cinéaste clandestin au Chili (1). Mais comme il arrive que les frontières soient des lignes assez malléables, volatiles, même, lorsque le talent s'en mêle, *Journal d'un enlèvement* est un ouvrage qui défie la classification. Un reportage, certes, et parfaitement documenté, rigoureux, sobre jusqu'à l'obsession. Mais un reportage qui ressemble plus à un roman que beaucoup de romans.

Ce livre, Gabriel Garcia Marquez en eut l'idée en 1993, après avoir été contacté par Maruja Pachon, une journaliste de Bogota, et par son mari, Alberto Villamizar. Deux ans plus tôt, Maruja a été enlevée en plein centre de la capitale colombienne par des narcotrafiquants qui l'ont tenue captive six mois durant. La journaliste souhaite que l'écrivain donne une voix à son propre combat pour survivre et à celui de son mari pour la délivrer. Très vite, Garcia Marquez s'aperçoit qu'un récit cohérent ne peut s'arrêter au seul cas de Maruja Pachon. Car ce sont dix personnes qui ont été prises en otage à peu près au même moment, dix prisonniers dont deux ne revinrent jamais de cette affolante réclusion.

Mieux : le romancier comprend qu'il doit situer cet épisode dans son contexte politique, c'est-à-dire dans l'affrontement sans merci qui opposa les « narcos » aux autorités colombiennes de l'époque. Trois ans durant, Garcia Marquez travaillera sans relâche à accumuler des documents, des entretiens – la première version de son manuscrit ne comptait pas moins de 700 pages – et à relater ce kidnapping collectif qui secoua le pays tout entier.

Ces enlèvements étaient en fait au cœur du bras de fer qui opposa Pablo Escobar, chef du cartel de Medellin, au tout jeune gouvernement de César Gaviria (1990-1994). Menacés d'extradition vers les Etats-Unis, où ils risquaient des peines de prison vertigineuses, les narcotrafiquants tentaient de faire pression sur le pouvoir en place. En échange de sa reddition – devenue presque inévitable en raison de la traque dont il était l'objet – Pablo Escobar exigeait des garanties de non-extradition et la sécurité absolue pour lui et pour ses hommes. Les otages, dont plusieurs appartenaient à la haute société politique et intellectuelle colombienne, devinrent une monnaie d'échange aux mains de ceux que la langue courante ne désignait plus que sous le nom d'*« extradables »*.

A partir du fil conducteur que lui offrait le couple Pachon-Villamizar, Garcia Marquez a bâti un récit structuré autour d'une dialectique dedans-dehors : les chapitres impairs sont consacrés à la vie des otages, les autres à la lutte qui se déroulait entre les familles, les pouvoirs publics et les ravisseurs. Tous les chapitres contiennent approximativement le même nombre de pages, une trentaine, et la seule ossature du livre révèle, s'il était nécessaire, que ce *« reportage »* est aussi un acte littéraire. Garcia Marquez imprime sa volonté d'écrivain à une réalité extérieure qu'il s'approprie tout en se mettant à son service. C'est de ce paradoxe que naît l'intérêt de ce livre passionnant.

Les événements sont décrits avec une précision qui relève du roman d'espionnage. Mais aussi avec une économie de moyens qui donne à chaque adjectif un poids particulier, proche d'une certaine forme de poésie. Tout à l'atmosphère de ces jours sombres, le romancier-reporter entretient une tension qui ne faiblit pas, même lorsqu'il évoque le détail des négociations juridiques entre Escobar et Gaviria. L'histoire qu'il relate, avec le talent de conteur qui est son propre, lui fournit abondamment de quoi tenir son lecteur en haleine. Tout en faisant partie d'une même conjoncture politique, chacun des enlèvements est une expérience particulière, rapportée comme telle et qui pourrait faire le début d'un roman à soi seul.

Le déroulement des différentes séquestrations, dans des villas de banlieue aux fenêtres obstruées par des planches, relève d'une situation tellement extravagante que la fiction n'a rien à lui envier. Livrés au bon vouloir de gardiens issus de milieux déshérités, souvent analphabètes, parfois obscènes ou violents, les otages restaient prostrés dans quelques mètres carrés, étouffés par un huis-clos insupportable. Tout l'art de Garcia Marquez consiste à montrer que kidnappeurs et kidnappés partageaient au fond la même condition de prisonniers, vissés devant la télévision pour tromper leur ennui, menacés de mort, *« accrochés à l'Enfant Jésus et à Notre-Dame du Bon Secours »* pour se donner de l'espoir. L'apparition d'une geôlière venue asperger ses otages d'eau bénite le jour de Noël *« pour qu'il ne nous arrive rien »* est franchement comique.

Comique aussi la détention du journaliste allemand Hero Buss, tenu sous clef par un couple de flambeurs à qui il prêta de l'argent pour subvenir aux frais d'hospitalisation de la femme, le jour de son accouchement. Mais derrière ces épisodes ubuesques, c'est le bouleversement d'un pays où la morale elle-même avait basculé cul par-dessus tête qui est mis en valeur dans le livre. *« Rien n'était simple en cette période, pas même inculquer aux enfants les notions de bien et de mal, et encore moins d'informer avec objectivité »*, indique l'écrivain, qui souligne, toutefois, le rôle essentiel de la presse dans le soutien apporté aux otages. La personnalité d'Escobar, qui prétendait lutter pour les droits de l'homme, n'est pas la moindre des contradictions soulevées par *Journal d'un enlèvement*.

Cet ennemi caché, héros longtemps insaisissable, est peut-être le personnage le plus romanesque, sinon le plus romancé du livre – ne serait-ce que parce que sa force réside dans son absence. Garcia Marquez, qui ne cache par sa sympathie pour le président Gaviria, semble aussi éprouver une certaine admiration pour cet homme qui défia les Etats-Unis. On peut y voir un manque d'objectivité, une forme d'angélisme un peu déplacé ou, tout simplement, le droit d'un écrivain. Garcia Marquez n'a pas écrit un livre d'histoire, mais le reportage d'un romancier qui apporte une belle contribution à l'histoire.

Raphaëlle Rérolle

(1) *L'Aventure de Miguel Littin, clandestin au Chili*. Sylvie Messinger éditeur, 1986.

Lire également la version originale p. II.

JOURNAL D'UN ENLÈVEMENT (Noticia de un secuestro), de Gabriel Garcia Marquez. Traduit de l'espagnol (Colombie) par Annie Morvan, Grasset, 332 p., 126 F.

Un homme de science engagé

De son engagement trotskiste à son soutien aux peuples du tiers-monde, Laurent Schwartz retrace une vie de mathématicien et de citoyen

UN MATHÉMATICIEN AUX PRISES AVEC LE SIÈCLE
de Laurent Schwartz.
Ed. Odile Jacob,
528 p., 160 F.

Il est courant d'entendre dire que les médecins et les savants ont récupéré désormais, auprès du public, la légitimité intellectuelle que les philosophes ou les romanciers auraient perdue. Pour qui veut vérifier cette thèse, il est urgent de lire les souvenirs d'un des plus grands mathématiciens français, né en 1915, titulaire de la médaille Fields (l'équivalent du prix Nobel pour les mathématiques), grand collectionneur de papillons et qui, après une dizaine d'années passées dans le mouvement trotskiste (de 1936 à 1947), est demeuré un soutien ardent des combats du tiers-monde, de l'Algérie à l'Afghanistan en passant par le Vietnam.

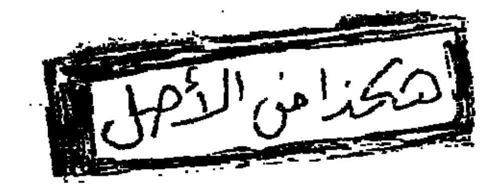
Une vie de scientifique donc, marquée par la rencontre avec le fameux groupe Bourbaki. Dans ce livre il y a forcément des pages de mathématiques qu'avec beaucoup d'élégance l'auteur conseille au profane de sauter (celles-ci représentent, estime-t-il, 15 % de l'ouvrage). Sa réputation scientifique, Laurent Schwartz la doit en effet à sa « théorie des distributions », trouvée en 1944 : *« L'idée d'une fonction généralisée qui n'a pas de valeur en un point, mais dont on peut calculer toutes les moyennes grâce à certaines fonctions-tests. C'est une généralisation de la notion de fonction un peu comme les nombres réels sont une généralisation des nombres rationnels »*, explique-t-il.

Une vie de mathématicien, mais aussi une vie de citoyen activement engagé, à laquelle les mathématiques ont conféré peut-être leur style particulier. La solidarité professionnelle a pu jouer, certes, quand il s'agissait de protester contre l'enlèvement d'un jeune confrère communiste algérois, Maurice Audin, assassiné par les « paras » à Alger en 1957 ; ou d'exiger avec le « comité des mathématiciens » la libération de Leonid Pliouchtch, des refuzniks, ou d'Anatoli Chtcharanski dans les années 70. Mais il y a plus. Si Laurent Schwartz ne fait que quelques allusions à l'apport spécifique de sa discipline au style d'engagement intellectuel qui fut le sien, il conclut son parcours en affirmant que *« les mathématiciens transportent leur rigueur de raisonnement scientifique dans la vie courante. La découverte mathématique est subversive et toujours prête à renverser les tabous, et dépend très peu des pouvoirs établis »*. Le refus du flou et des demi-mesures, un réseau international qui se noue de congrès en congrès font le reste pour donner sa couleur à une vie publique marquée à la fois par l'extrême gauche et par la lutte pour les droits de l'homme. Ces qualités ont aussi donné à l'auteur de cette autobiographie, d'un bout à l'autre passionnante, une lucidité non dépourvue d'amertume quant aux résultats obtenus.

Les pages les plus douloureuses, de ce point de vue, en dépit du style alerte et optimiste que conservent ces Mémoires, sont assurément les chapitres que Laurent Schwartz consacre à la seconde guerre mondiale. Sans doute parce que, à l'expérience de la persécution vécue par ce juif athée qui évitera de peu la déportation, s'ajoute un échec politique cuisant : celui du trotskisme face à l'engagement dans la Résistance. Le mouvement trotskiste rassemble dans la France d'avant-guerre des effectifs fantomatiques (quelques centaines de militants).

Nicolas Weill

Lire la suite page IX



le feuilleton

de Pierre Lepape

L'art contre l'Etat



LE POÈTE ET LE ROI
Jean de La Fontaine en son siècle
de Marc Fumaroli.
Ed. de Fallois, 514 p., 145 F.

Délesté des clichés de mollesse, de bonhomie, Jean de La Fontaine apparaît en poète engagé sous la plume érudite de Marc Fumaroli. Non pas dans la politique, mais contre la machine absolutiste. Un portrait ciselé, doublé d'une brillante étude sur les relations entre pouvoir et poésie

Paul Valéry, qui faisait tout passer par l'intellect, affirmait déjà que La Fontaine était, de nos poètes, le plus savant. Mais que pèse l'*opinion de Valéry face à l'évidence ? Cela* fait trois siècles, sans interruption, que les *Fables* de La Fontaine, sucées et ressucées dès l'enfance, forment l'humus de notre mémoire littéraire nationale. Leur popularité les a comme dissoutes. Elles n'ont plus d'âge, plus d'histoire, plus de forme sinon celles de ritournelles, d'adages, de maximes, de proverbes arrachés à la si peu exaltante sagesse des nations. Tout juste en remarque-t-on encore ici ou là la pointe : la saveur d'une image, la tendresse d'une musique, la mélancolique gaieté d'un vers.

Les *Fables* de La Fontaine réalisent le rêve de nos intrépides critiques structuralistes, poéticiens, narratologues, sémiologues et sémioticiens : un pur texte que son hyperconsommation a si bien digéré qu'il n'a plus ni feu ni lieu. A-t-il encore un auteur ? A peine : un nom tout au plus, agrémenté d'une légende taillée à la mesure de sa réception consensuelle : celle d'un brave homme, le bonhomme La Fontaine, charmant, modeste et distrait. Une sorte de Poulidor dans la grande boucle littéraire du Grand Siècle dont les super-champions, les porteurs du maillot jaune, demeurent Corneille, Racine et Molière. Comme si La Fontaine avait écrit ses fables presque malgré lui, sans vraiment y penser, parce qu'il était fabuliste par nature, comme d'autres ont le sens des affaires. Un auteur, en quelque sorte, inférieur à son œuvre. Même Giraudoux s'est laissé prendre à ce leurre du sens commun.

Il y a bien longtemps que cette légende a été mise à mal. Du vivant de La Fontaine déjà, où l'on subodorait son originalité ; mais il n'était pas prudent sous Louis XIV de se montrer par trop original. C'est Jean-Jacques Rousseau le premier qui a levé le masque. Meilleur lecteur que Voltaire, lequel se contente de fredonner la chanson traditionnelle – un génie des petites choses –, Jean-Jacques, on s'en souvient, fait sortir La Fontaine de la cour de récréation. Il interdit à Emile de lire ses fables, qui, s'il les comprenait, *« le porteraient plus au vice qu'à la vertu »*. L'austère moraliste genevois a saisi qu'il y avait chez La Fontaine un fond « gaulois » – comme le dira un peu plus tard et pour s'en lamenter Lamartine – incompatible avec le bon ordre de la pure raison.

Il n'y a évidemment pas que les ennemis de La Fontaine à l'avoir bien lu. Sainte-Beuve, Taine, Valéry, Proust ont apporté des éclairages indispensables ; la critique moderne a essayé sur lui, souvent avec un certain succès, ses grilles d'interprétation les plus ingénieuses. On s'est enfin souvenu qu'il n'avait pas écrit que des fables, mais aussi des contes, condamnés et dévorés avec délices, des discours en vers, des lettres magnifiques comme son *Voyage en Limousin*, un roman, des élégies, des poèmes chrétiens, bref : une œuvre dont il était intéressant d'appréhender la fuyante unité. On s'est souvenu que sa vie avait une histoire, liée à l'histoire intellectuelle et politique de son siècle ; qu'il avait été fidèle à Fouquet, son mécène, jusqu'à endurer l'exil et la disgrâce, qu'il avait des amitiés du côté de Port-Royal et que, si le roi, la cour et Versailles l'ignoraient, Paris n'avait jamais cessé de lui faire fête. On préparait ainsi sans le savoir le livre de Marc Fumaroli.

Non que celui-ci se borne à faire la synthèse des savants travaux de ses prédécesseurs, de ses disciples et des siens propres. Il est entendu que Fumaroli a tout lu. Il est la bibliothèque vivante du siècle de Louis XIV, habité par un pantagruélisme de l'érudition – qu'il ne parvient d'ailleurs pas à enfermer dans les frontières de son époque de prédilection. S'il avait limité son ambition à verser son savoir dans une biographie de La Fontaine, la cause serait vite entendue : voilà, dirait-on, le livre de référence, la vie de La Fontaine qui fera autorité durant les trente prochaines années, avant que de nouvelles recherches, de nouveaux éclairages, de nouvelles techniques critiques ne la relèguent au rang de monument. *Le Poète et le Roi* est bien cet ouvrage-là, mais il est aussi plusieurs autres livres, d'un intérêt plus palpitant qu'une parfaite biographie : un essai sur les relations du pouvoir et de la poésie – l'Olympe et le Parnasse –, un pamphlet contre la culture d'Etat, une analyse historique de la « religion royale » et des tensions extrêmes qu'elle subit, à partir de Richelieu, avec l'apparition de la raison d'Etat et du machiavélisme politique, une méditation sur la dialectique du public et du privé. Ajoutons-y encore une fresque de belle envergure : Paris, de 1640 à 1695, bruissant de complots et de polémiques, bouillonnant sous le couvercle de plomb de son monarque, ravalant ses plaintes dans le secret de son for intérieur.

De l'autre côté du miroir, Versailles, le culte de la grandeur chanté à l'unisson par des écrivains subventionnés dont les silences mêmes sont surveillés, récompensés ou punis. Tous y passent, les plus grands ne font pas exception ; une bonne part de leur génie réside dans la manière dont ils parviennent à faire fleurir un espace de liberté dans la machinerie de la contrainte. Fumaroli, en Saint-Simon, décortique au scalpel les stratégies de fuite, les compromis, les feintes. Il montre par exemple comment Racine trahit tout le monde, sauf la littérature. La Fontaine n'a pas cette habileté-là. Il a, il est vrai, beaucoup à se faire pardonner : ses amitiés avec les frondeurs, sa répugnance à mettre l'art au service du pouvoir, son attachement aux valeurs de la « vieille » France, celle de Montaigne, celle de la diversité et des libertés, celle du lyrisme et de la tempérance. Il ne serait pas surprenant que ces valeurs soient aussi celles de Fumaroli.

Mais le tempérament du peintre n'est pas celui de son modèle. Si La Fontaine est sous le signe de Saturne, Fumaroli chevauche sous les auspices de Mars. Le poète est mélancolique et le critique batailleur ; l'un cultive le sourire et l'autre l'ironie ; l'un pour s'affirmer s'efface, et pour servir l'autre brille. On ne pourrait rêver attelage plus disparate d'humeur, sans que jamais cette dissymétrie soit gênante. Au contraire : quand La Fontaine cultive l'arrière-boutique chère à Montaigne, Fumaroli en dresse l'inventaire explicite. La prudence du fabuliste abrité derrière Esope et la ménagerie de ses animaux ? Sa morale un peu courte d'apparence ? Sa modestie, si vivement proclamée qu'elle en devient suspecte ? Les effets, montre Fumaroli, de la plus subtile et de la plus héroïque diplomatie de l'esprit : *« Loin d'être un "ornement" mineur du Grand Siècle, la poésie de La Fontaine a bel et bien jailli dans sa zone de tension peut-être la plus périlleuse. Il a fallu au poète des miracles d'intelligence et de tact pour chanter (...) à sa guise sans prêter le flanc à des représailles directes de l'Etat. »*

Du coup, plus de bonhomme La Fontaine, plus de mollesse paresseuse. En échange de ces charmants clichés, Fumaroli burine un portrait d'une tout autre trempe, celui d'un artiste d'une exemplaire lucidité sur le tournant de civilisation dans lequel il se trouve pris – entre l'âge d'or de la Renaissance et l'âge de fer de l'Etat moderne –, sur la balance réelle des rapports de force et sur les moyens à mettre en œuvre pour arracher la liberté de la pensée à la machine absolutiste. La Fontaine, pour sauver la vérité, choisit d'emprunter la voie la plus difficile, la plus ambitieuse : il la voile de grâce et de pudeur, *« acceptant le sacrifice de l'éclat extérieur pour déployer en profondeur toute la lyre délicate de la lumière et des ombres. Rarement ont été dessinés en touches plus exquises, et plus fermes pourtant, les contours d'une parole purement contemplative, par opposition implicite à la parole du pouvoir, de prédation, de possession, de flatterie. »*

Si l'on suit Fumaroli – et il est difficile de lui résister tant les détails de son tableau sont si finement et justement dessinés qu'ils convainquent de la véracité de l'ensemble –, La Fontaine est un écrivain engagé. Pas engagé *dans* la politique, mais engagé *contre* elle, comme il sied, affirme Fumaroli à tout véritable artiste, depuis que l'Olympe, le pouvoir, veut asservir le Parnasse : *« La poésie n'a pas besoin de s'engager politiquement pour être politique. C'est au contraire quand elle s'engage politiquement qu'elle cesse d'être du même mouvement politique et poésie, politique de la poésie. Si toute grande poésie est politique, on peut dire très exactement qu'elle l'est par définition, puisqu'elle cherche pour la Cité un fondement dans la vérité du cœur, gagnée et regagnée par l'intégrité du langage. »*

C'est en faisant de la pure littérature, en faisant affleurer dans ses vers tous les trésors contradictoires de la tradition poétique française, mais aussi ceux des Romains et ceux des Grecs, que La Fontaine proclame, à voix murmurée, dans la communauté silencieuse de la lecture, l'indépendance du territoire littéraire et son statut de refuge contre les malheurs et les cruautés de l'époque. Regrette-t-il vraiment, comme Retz, comme la marquise de Sévigné, comme les frondeurs, le joli temps de la Renaissance et des franchises françaises ? Fumaroli le laisse entendre parfois. La Fontaine savait pourtant que si les grenouilles avaient demandé un roi, c'était pour mettre fin à un demi-siècle de guerre civile et de sanglante anarchie. Le temps de Montaigne était aussi celui de la Saint-Barthélemy.



versions originales

Traits d'union

THE MAN OF THE HOUSE
de Stephen McCauley.
Fourth Estate Ltd, 288 p., £ 9,99 (environ 110 F).

Autour des liens qui nous unissent aux autres, Stephen McCauley compose un roman où l'humour flirte avec la gravité

Il y a des livres (ou des films) conçus pour celles et ceux qui ont envie de se retrouver dans les personnages, de se tremper dans leur génération, leur époque, leurs repères (musicaux ou politiques) comme dans un bon bain chaud ; ce sont des livres (ou des films) souvent drôles, mais avec toujours une pointe d'inquiétude ou de nostalgie. Stephen McCauley *en donne un bon exemple. Son hé*ros, Clyde, a une trentaine d'années, est homosexuel et ne se remet pas du départ de son amant, Gordon, ce qui l'amène parfois à agir de façon totalement pathétique mais en toute connaissance de cause. Il a un boulot sans grand intérêt – mais pas épuisant – qui consiste à donner des cours de littérature pour adultes à un groupe de gens pour qui cela est une sorte de thérapie de groupe, de lieu de rencontres et le prétexte à faire tout autre chose comme organiser un pique-nique de fin d'année. Pour se consoler, il lit énormément de biographies, espérant en tirer des leçons et voir comment, à partir de vies pleines d'échecs, de désagréments et de désespoir, certains arrivent à une carrière artistique, scientifique ou philosophique. Ou comment certaines vies épatantes se terminent en tragédie.

Il partage un appartement avec un de ses amis, Marcus, beau et brillant jeune homme qui n'arrive à rien et passe son temps à expliquer qu'il est en train de terminer sa thèse – ce qu'il fait effectivement depuis une dizaine d'années – et à chercher la femme de sa vie ; les impétrantes sont toutes belles et intelligentes et sexy, assez vieilles pour savoir ce qu'elles font mais suffisamment jeunes pour ne pas se préoccuper des conséquences, ce qui leur donne entre vingt-trois et vingt-six ans.

La mère de Clyde est morte en laissant des cahiers de recettes de cuisine à ne surtout pas lire avant *de se coucher. On mélange par* exemple des corn-flakes aplatis au marteau avec des morceaux de pêches et de cerises au sirop que l'on fait prendre dans un moule avec de la *jello* (« gelée »), on peut ensuite en former des boules à la cuiller à glace et les jeter dans un bol de lait. Il faut aussi une bonne quantité de mayonnaise (mais il est sans doute préférable de ne pas savoir pourquoi). Sa sœur, Agnès, veut absolument faire publier cet héritage culinaire. Elle a par ailleurs pas mal de problèmes ; elle élève, seule, une adolescente difficile, et s'occupe de son vieux père particulièrement désagréable. Les rapports père-fils sont encore plus délirants et donnent lieu à quelques conversations téléphoniques vaguement réconfortantes pour qui a, a eu ou aura des parents âgés. Débarque par là-dessus une charmante jeune femme, un peu excentrique, qui a vocation d'écrivain et passe son temps en vadrouille, traînant derrière elle son petit garçon sans père, et un chien nouvellement adopté. Il ne va pas se passer grand-chose, suffisamment toutefois pour nous donner de la distraction, et même quelques intenses moments de réflexion sur l'amitié, l'amour, la tendresse, les liens qui peuvent nous unir les uns aux autres. Ce n'est peut-être pas primordial par rapport aux grands problèmes du temps, mais ça soutient le moral.

Martine Silber

Album de famille

LOS GARCIA MARQUEZ
de Silvia Galvis.
Arango Editores,
287 p., 13 000 pesos colombiens (environ 80 F).

Silvia Galvis est allée à la rencontre des neuf frères et sœurs de Gabriel Garcia Marquez. Confessions et souvenirs

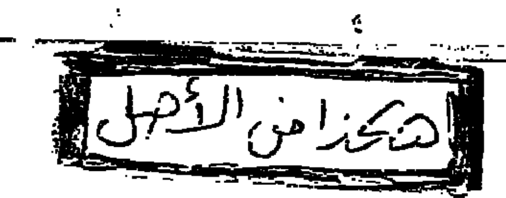
« *Et si tous les Garcia Marquez parlaient comme Gabriel Garcia Marquez ?* », s'était demandé un jour Silvia Galvis, journaliste et romancière colombienne après avoir conversé plusieurs heures avec une des sœurs du Prix Nobel de littérature. Deux ans après, la réponse est un joli livre, dont on a du mal à déterminer le genre – témoignages ? reportage ? biographie ? – mais qu'on dévore, au fur et à mesure des pages, avec une sympathie croissante pour la famille entière d'un des écrivains les plus célèbres du monde. L'auteur a couché sur le papier les témoignages, ou plus exactement les confessions de neuf des dix frères et sœurs de Gabriel Garcia Marquez (sans compter ses demi-frères et sœurs). Chacun raconte, à sa façon, son Macondo (la région imaginaire où se déroule *Cent ans de solitude*) et, en passant, rend hommage à ce frère aîné si doué pour raconter des histoires et si déterminé dans son désir d'écrire.

A raison d'une confession par chapitre, Jaime, Margot, Aida, Luis Enrique, Ligia, Gustavo, Hernando, Rita et Eligio décrivent l'enfance des Garcia Marquez, souvent pleine de gaieté, malgré les difficultés matérielles, et parlent des personnages – presque toujours réels – qui peuplent les romans de l'auteur de *Cent ans de solitude*. Silvia Galvis n'a pas voulu interroger le Nobel, *« le Colombien le plus illustre de la terre »* mais prévient : *« C'est naturel, ce livre respire la présence de Garcia Marquez dans la mesure où il est le point de référence obligé de ses frères et sœurs comme le sont Gabriel Eligio Garcia, conservateur lauréaniste* (1) *et vagabond docteur en herbes naturelles (le père), et Luisa Santiaga Marquez (la mère), porteuse du gène farceur qui caractérise toute la lignée. »*

Et si, neuf fois, le lecteur entend (plus qu'il ne lit, tellement le langage est vivant) les mêmes savoureuses histoires de famille, il pardonne avec plaisir les répétitions qui, sources de richesse, lui permettent au contraire de se familiariser avec les Garcia Marquez. Tous les témoignages, par les tons différents qu'ils emploient ou par les détails qu'ils mettent en exergue, apportent un éclairage nouveau, confirment ou invalident les souvenirs, les histoires. Qu'importe les contradictions et les interprétations, l'un pense que *Le colonel qui n'a personne pour lui écrire* est la grand-mère Tranquilina attendant la pension de vétéran de la guerre des mille jours de son mari et l'autre affirme que c'est *« Gabo »* ou *« Gabito »*, comme on appelle affectueusement l'écrivain, jeune et sans le sou lors de ses premières années parisiennes. Qu'importe si les amours de Florentino Ariza et Fermina Daza, dans *L'Amour au temps du choléra*, retracent ou non les amours parentales de Gabriel Eligio – qui fut jeune télégraphiste avant d'être médecin homéopathe – et de Luisa Santiaga... L'identification des personnages des romans de Garcia Marquez est un véritable sport familial. Comme celui de raconter des histoires de famille : tous parlent avec délectation du *« Rincón guapo »* (littéralement le beau coin, une expression inventée par Gabo), le moment où, pour chercher sa mémoire et son sens de l'humour, la famille, où qu'elle soit réunie, ressasse avec plaisir les souvenirs et les histoires passées. *« Les livres de Gabito, je les commence mais je ne les termine pas parce que je connais l'histoire par cœur »*, affirme Margot, la sœur avec qui l'écrivain passa sa première année chez ses grands-parents à Aracataca. Qu'importe aussi celui – père ou beau-père – qui annonça à Gabriel Garcia Marquez, alors jeune et obstiné dans sa vocation d'écrivain, qu'il *« mangerait du papier »*, *puisque, comme le remarque avec* humour un de ses frères, *« Gabo mange effectivement du papier, mais des papiers verts, des dollars »*. On apprend dans le désordre beaucoup sur la famille et sur l'écrivain, de l'union familiale, des tristesses, de la mort du père, des joies, d'une rencontre au sommet entre Luisa Santiaga, la maman, et Fidel Castro, du prix Nobel, des amours de chacun. Les anecdotes sont nombreuses. Et la façon de raconter spontanée et imagée : les frères et sœurs Garcia Marquez – qu'ils soient journaliste, pompier à la retraite, ingénieur, ex-bonne-sœur, soutien de famille, commerçant, consul, mormon, conservateur, marxiste ou libéral – ont tous grandi sur la côte caraïbe colombienne et conservent la forme de parler particulière du *costeño*, nom donné aux habitants de la région. Quelques-uns avouent leur velléité d'être poète ou écrivain. Ils partagent tous en tout cas le don de savoir se raconter. Et quand ils parlent de leur frère aîné, c'est toujours avec beaucoup d'affection et d'admiration. Tous, entre autres choses, rendent hommage à son génie, le remercient pour les soutiens financiers et moraux, admirent l'amour qu'il apporte à sa femme Mercedes et le nomment souvent leur *« ange gardien »*. Et, finalement, c'est un plaisir rare qui est offert au lecteur : celui de pénétrer d'un peu près les secrets de famille d'un des écrivains les plus prolixes du siècle : Gabriel Garcia Marquez.

Anne Proenza

(1) Du nom de Laureano Gomez, qui fut président ultra-conservateur en 1950 et 1951.



Olivier Cadiot fait le zouave

Ce n'est pas un récit mais mille qui s'enchevêtrent, se bousculent, sous la poussée d'une langue en effervescence. Une langue qui sait lier modernité et plaisir. Allègre

LE COLONEL DES ZOUAVES
d'Olivier Cadiot.
POL, 176 p., 88 F.

Dans les années 60, lorsque les avant-gardes défendaient leurs vues sur la littérature, elles durcissaient souvent le ton, brandissant leur trique idéologique contre tous ceux qui manifestaient quelque velléité d'indépendance. L'humour et la dérision dans laquelle on s'englobe soi-même étaient moins à l'ordre du jour que les raideurs dogmatiques importées du lexique politique. Du côté de la prose, il n'y eut guère qu'un Maurice Roche pour jouer avec le plus grand bonheur de cette dérision auquel le langage, regardé et entendu d'une certaine manière, invite (1).

Mais l'avant-garde est tout sauf une idée moderne. Il s'est toujours trouvé quelques éclaireurs intrépides, légèrement ou gravement azimutés, pour opposer une résistance farouche aux tenants des vieux canons usagés. Le désir allié à l'intelligence de formes (éventuellement) nouvelles vient donner un sens à la lutte.

Olivier Cadiot est l'un de ces « zouaves » allègres et passablement déjantés qui, avec Pierre Alféri, *tiennent chantier* à l'enseigne de la *Revue de littérature générale*, atelier de réflexion sur l'art d'écrire et sur ses moyens en même temps que remarquable invention dans le domaine des revues (2). Il publie ici son quatrième livre, et le deuxième qui peut être assimilé à un roman (3). Cadiot a cette qualité notable de ne pas déprimer le lecteur par sa pesanteur intellectuelle, sa faconde ou par son esprit de sérieux. Il l'entraîne plutôt à considérer que, somme toute, aller vers de l'inédit, du moderne, du non-convenu peut être source d'un vrai plaisir – d'un plaisir un peu piquant et fantasque, un peu nouveau. Et que, dans cet agrément de lecture, rien n'est abandonné de l'intelligence dont nous parlions, ni d'une forte conviction littéraire. Qu'enfin, de ce traitement euphorique du langage et de ce triturage ludique du genre romanesque, la littérature ne sort pas forcément amoindrie ou abîmée.


BRUNO GARCINGASSER POUR « LE MONDE »

Une avant-garde joyeuse

LE FUTUR A L'INFINI

« Ce n'est pas une maison de repos, ici », prévient d'emblée le narrateur du *Colonel des zouaves*. De repos, le lecteur n'en trouvera *certes pas à toutes les pages du* livre de Cadiot. Il lui faudra même se préparer au contraire : être secoué, tourneboulé, conduit en quatrième vitesse de droite à gauche, de bas en haut et inversement, d'un coin de la maison à l'autre, sans que le narrateur, ni l'auteur, ni l'un des personnages qui se bousculent pour entrer dans la narration ne lui viennent en aide. De temps à autre, une petite étincelle didactique calme, un bref instant, la frénésie du jeu : *« Le temps ancien doit être fractionné par le futur à l'infini. Entendez par là que vos vieilles habitudes (même si elle doivent être maintenues apparemment intactes aux yeux des autres, ce qui leur fait dire "c'est comme avant") doivent être élevées à une puissance infinie par des actions nouvelles et invisibles. »* Mais, très vite, il faut se remettre en mouvement. Et cela jusqu'à la dernière page du livre.

« Qu'est-ce que c'est que cette histoire ? », se demande l'un des protagonistes, fantôme passant devant le décor... Qu'on ne compte pas sur nous pour répondre à cette question ! Ce serait s'exposer au désespoir, ou pis : mettre cruellement le doigt sur les limites de notre entendement. Car mille récits se bousculent et s'enchevêtrent dans la tête de ce *Colonel des zouaves*, et bientôt dans la nôtre.

UNE VISIBILITÉ CRUE

La réalité, qui en prend un coup, se trouve, par ce même coup, singulièrement revigorée. Grâce à ce traitement, l'anarchie, l'injustice et quelques autres maux qui ne sont pas absents du monde, gagnent en visibilité crue. Au revers de la médaille, la fiction subit le même sort : toujours donnée comme un artifice, elle est libre, suspendue aux mots, en révolution avec eux. *« La maison est un champ de bataille où de petits personnages vus de haut figurent les mouvements de troupe. »* Souvent en reptation sur le tapis ou dans l'herbe, ou bien encore entre deux eaux, le narrateur subit le premier les constantes modifications de focale. Cela donne beaucoup de pages étonnantes, joyeuses, « picaresque », dirait le critique...

« Messieurs, c'est le seuil d'audibilité qui est problématique, pas la chanson. » Certes. Mais Cadiot sait nous donner le désir d'exercer notre oreille à entendre sa surprenante musique.

Patrick Kéchichian

(1) Tristram propose une belle réédition de *Compact*, roman de Maurice Roche paru en 1966 au Seuil. L'éditeur a choisi de présenter les sept voix du livre en sept couleurs différentes (164 p., 180 F). Rappelons que la même maison avait édité *Compact* en CD, adapté et lu par l'auteur.
(2) Deux numéros parus, 1995 et 1996. POL, « Le Monde des livres » du 9 août 1996.
(3) *Art poetic'* (1988) ; *Roméo et Juliette I* (1989) ; *Futur, ancien, fugitif* (1993, « Le Monde des livres » du 9 avril 1993). Tous chez POL.

Cinéma privé

LES ROIS AMBULANTS
d'Yves Martin.
Ed. Zulma, 126 p., 49 F.

On lit Yves Martin comme on mord dans un fruit trop mûr. Le palais en savoure la volupté mais regrette d'en perdre une partie. L'écriture d'Yves Martin bouscule les métaphores et les comparaisons, accumulant les sensations et les étonnements. Se mêlent, dans un *désordre savamment orchestré*, les jouissances rapides d'un homme pressé qui sait que l'univers confidentiel ainsi livré n'est que la projection de sa solitude.

Projection : le mot miroite de tous ses sens quand, emporté par le flot violent et charnu des mots, Yves Martin se repère d'après les lumières tamisées qui sont les étoiles de la déambulation du poète. Projection de films X sur un vieil écran, *gris de mémoire* ; projection des rêves d'un promeneur parisien marginal ; projection des fantasmes étirés ou boursouflés... Se succèdent les images rituelles de ces lieux retirés de la réalité où l'imaginaire le plus élémentaire arrête le temps, substituant l'artifice à la fébrilité meurtrie du réel.

Il évoque ses longues marches, de salle obscure en salle obscure où il s'engouffre, chaque fois palpitant de l'anonymat d'une descente tâtonnante dans le ventre tiède et odorant. Des solitaires s'engourdissent dans leurs songes que le choc de la voix d'un acteur immense ramène soudain à la crudité d'un sexe offert. Yves Martin réussit, dans une prose luxuriante, à ranimer tous les vieux cinémas voués aux après-midi secrets des hommes seuls et à restituer leur atmosphère glauque et muette. Guide d'un Paris parallèle, répertoire de films cultes, *Les Rois ambulants* est le monologue d'un spectateur fantôme qui cache son angoisse dans la pénombre de la nostalgie.

Hugo Marsan

Enfermements consentis

Une grotte pour l'un, une prison pour l'autre. Le quatrième roman de Jérôme Michaud-Larivière explore la réclusion comme raison d'être et de lutter

LE CHANT DU BRAQUEUR
de Jérôme Michaud-Larivière.
Ed. Julliard, 228 p., 119 F.

C'est un homme jeune qui parle vite mais qui se camoufle d'emblée dans l'ombre imposante d'auteurs mythiques : il aurait voulu construire son nouveau roman selon la rhétorique des *Palmiers sauvages*, de Faulkner, tout en rendant hommage au *Journal du voleur* de Genet et en suivant le travail de l'écrivain développé par Kenzaburo Oé... Heureusement, son nouveau roman *Le Chant du braqueur* ne constitue nullement un collage. Si Jérôme Michaud-Larivière, par ailleurs scénariste et réalisateur, parle de ces « géants », c'est pour communiquer son désir d'être aussi écrivain. L'homme est enflammé, mais l'auteur est pondéré, soucieux du mot juste, à l'image de ses phrases, simples, précises, efficaces. Son premier livre, *La Malle d'Aimée* (1), pouvait laisser prévoir une autre évolution de son style, plus banale. Il y prenait le parti d'une écriture à tendance poétique, au contour flou et inachevé. Avec cette sincérité humble et pudique qu'il affiche dans la vie comme dans ses livres, il avoue que ce premier ouvrage *« est sérieusement fait, mais dans l'inconscience. Je cherchais mais je ne savais pas ce que je cherchais »*.

Avec *Kissing Bandit* (2), Jérôme Michaud-Larivière fit une nouvelle expérience. Intéressé par la photo publiée dans un journal d'une jeune fille dont le destin semblait tracé de façon lapidaire, il largue les amarres. Destination les Etats-Unis, pour la rencontrer. Mais la police américaine, soupçonneuse, ne lui accorde pas le rendez-vous souhaité avec cette meurtrière captive. Voyage stérile ? Certainement pas. Peu importe qu'il ait où non rencontré son héroïne. Au bout du compte, l'écrivain a trouvé son médium. *« Je prends quelqu'un loin de moi. En lui quelque chose m'émeut et je vais voir. Je vais renifler. »* Dès lors, et pour chacun de ses livres, l'histoire naîtra du titillement de son imaginaire par des phrases volées dans le métro, prises dans le journal... Les personnages qu'il en exhumera lui permettront de vivre par procuration une vie qui lui est étrangère, complément, explique-t-il, à une existence paisible. *« Moi, je ne vis pas de manière extrémiste. Ces personnages me donnent accès à des émotions que je n'aurais jamais pu convoquer (...) Je me décentre. »* C'est dans cette optique qu'il écrit *Tête d'homme* (3). Il n'effectue pas une enquête mais se rend néanmoins brièvement à Bruxelles pour rencontrer la famille et voir la peinture de Stéphane Mandelbaum, artiste au génie précoce, mort tragiquement.

THÉMATIQUE DE L'ÉCRITURE

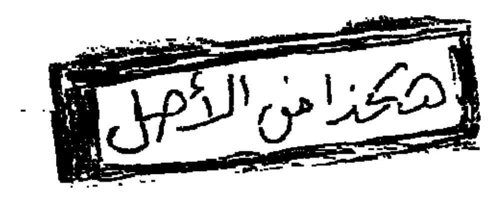
La trajectoire tout en paradoxes de Stéphane est le point de départ d'une thématique sur laquelle Jérôme Michaud-Larivière n'a de cesse de s'interroger : la création, le rapport à sa propre création. Lorsqu'il parle, inlassablement, jusqu'à l'obsession, du processus d'écriture, même sous une forme métaphorique et romanesque, Jérôme Michaud-Larivière cherche à se légitimer, à justifier ses hésitations, ses inquiétudes apparentes, son besoin récurrent de parler des auteurs qui l'ont construit.

Le Chant du braqueur tire les leçons de l'expérience liée à ses trois premiers romans. Son style a gagné en densité, la construction en est plus audacieuse. Loin d'avoir utilisé le procédé des *Palmiers sauvages*, Jérôme Michaud-Larivière a choisi de mettre face à face le destin de deux personnages, l'un considéré comme socialement amoral, l'autre comme héroïque. Chérif Azard, plus jeune prisonnier de France, s'évade. Frédérique Kerbrat s'enferme cent onze jours dans une grotte, pour une expérience médicale. S'enfermer, c'est toute l'histoire de l'écrivain. *« Dans cette bulle, le temps travaille autrement (...) quand j'écris, j'ai l'impression de vivre. Mais mon identité ne correspond pas à ce que j'écris. »* Ici commence l'ambiguïté. Chérif Azard, ce héros digne de Genet, n'a finalement qu'un but : s'évader pour être repris. Aucune fatalité. Mais seulement quatre murs – qui représentent l'univers d'une vie. Vouloir rompre la chaîne, c'est mourir. Le Jean du *Journal du Voleur* exprimait ainsi son rapport au monde carcéral : *« En moi-même la destruction du bagne correspond à une sorte de châtiment du châtiment : on me châtre, on m'opère de l'infamie (...). La prison m'offrit la première consolation, la première paix, la première confusion amicale : c'était dans l'immonde. Tant de solitude m'avait forcé à faire de moi-même pour moi un compagnon. »* Chérif lui fait écho, et en fuite il revient sur les traces de la maison de redressement qui le construisit lui, petit truand et criminel. *« Le bruit des verrous, l'odeur d'urine que la pierre avait conservée, la sensation d'écrasement que Michel ne manquerait pas d'éprouver mais aussi la fierté bizarre qu'il saurait en retirer – comme s'il s'était agi d'une brimade d'un autre âge, prestigieuse à force d'être moyenâgeuse –, tout cela revint à la conscience de Chérif. »*

De la même manière, Véronique Leguen (dont est s'inspirée Frédérique Kerbrat) dira : *« Ô grotte qui fut ma maison, je vais te quitter avec bonheur, avec regret. »* Bâtir des phrases, comme on érige des murs, se couper du reste du monde par des mots ; l'écrivain est-il voué à la solitude ? Non, pourrait répondre Jérôme Michaud-Larivière. Il s'est évadé avec Chérif, à sombrer dans une douce folie avec Frédérique Kerbrat... *« Je crie que je ne crois à rien et que tout est absurde, et pourtant je crois à mon cri »*, écrivait Camus.

Sylvaine Jeminet

(1) Balland, 1989.
(2) Julliard, 1992.
(3) Julliard, 1993.



Les « transactions secrètes » de Philippe Jaccottet

Bilan d'un demi-siècle de traduction poétique. De Pétrarque à Hölderlin, de Mandelstam aux haïkus, éloge de la transparence et de la jubilation

D'UNE LYRE À CINQ CORDES
1946-1995
Traductions de Philippe Jaccottet.
Gallimard, 206 p., 95 F.

HAÏKU
Traduit du japonais et présentés par Philippe Jaccottet.
Dessins d'Anne-Marie Jaccottet,
Fata Morgana,
coll. « Les immémoriaux »,
89 p., 78 F.

La maison de Philippe Jaccottet, haute, étroite, dans la vieille ville de Grignan, est surplombée par la terrasse du château. Alentour, dans la lumière d'hiver, les reliefs doux, les oliviers et les champs de lavande, les murets de pierres verticales et les vignes. Valaurie, Aleyrac, les eaux du Lez, l'échine de la montagne de Lance, sont fortement présents dans les poèmes, ou les carnets de *La Seconde semaison* (1). En arrière-plan, plus majestueux, le Ventoux.

Philippe Jaccottet a consacré l'essentiel de son temps, et beaucoup de son talent et de son énergie, à une oeuvre immense de traducteur dont la renommée, parfois, a presque occulté celle du poète : ayant débuté avec une nouvelle traduction de la *Mort à Venise* pour Mermod, il a traduit et fait connaître en France toute l'oeuvre de Musil, une part considérable de celle de Rilke – dont, récemment, la *Correspondance* avec Lou-Andreas Salomé – et établi l'édition de Hölderlin à la « Pléiade ». Il a appris l'italien en lisant son ami Ungaretti, qui a tenu à faire de lui son principal traducteur, s'est lancé dans l'étude du russe à cause de la découverte passionnée de Mandelstam. Sans même compter le grec – puisqu'il a fait, de *L'Odyssée*, une belle traduction en vers de quatorze syllabes –, il a bien des cordes à sa lyre.

Le recueil où il réunit le meilleur d'un demi-siècle de traduction poétique montre la générosité d'un « passeur » qui, malgré sa décision de ne plus traduire, offre, accompagnant des traductions plus anciennes, d'autres inédites, comme celles des poèmes de Christine Lavant, intenses, beaux *« comme les vieux crucifix des églises de campagne, comme de la vieille étoffe rêche et rude »*, qu'il avait découverts lors d'un voyage en Autriche.

« Ce qui légitime avant tout ce recueil, comme les chroniques de poésie réunies dans L'Entretien des muses *ou* Une transaction secrète, *c'est le désir de faire lire des œuvres que j'admire : la poésie est un défi au rien. Trois des poètes de ce recueil ont subi des épreuves très dures : ils ont néanmoins su faire naître, de la situation la plus noire, un chant rayonnant. Mandelstam l'a écrit :* au-delà des tertres de têtes humaines... je ressusciterai pour dire que brille le soleil. »

Mais ce rassemblement *« un peu bancal »*, à cause des circonstances, ne représente pas tous les goûts de Jaccottet. Si certains poètes, comme Saba, sont absents, *« c'est simplement*, précise-t-il, *qu'on n'a jamais le temps de tout traduire. Pour Paul Celan, c'est différent. Dès les premiers projets de traduction, j'ai été sollicité par les éditions du Seuil et j'ai fait quelques essais qui ne l'ont pas convaincu. Cela me paraît aujourd'hui naturel : quelle que soit l'admiration que j'éprouve pour Celan, cette poésie de l'extrême tension ne m'était pas assez proche. »*

Dans le cas de Gongora, dont Jaccottet a traduit de l'espagnol les *Solitudes* et les *Sonnets*, il s'agit moins d'affinités que de fascination pour une langue altière, qui lui évoque des paysages intenses. *« Gongora, au fond, est moins difficile à traduire que des poètes moins obscurs et moins précieux. Assez de commentaires en ont déchiffré les énigmes. Ce qu'il fallait, c'était en restituer la tension, la sonorité, cet éclat solaire que Ponge, lui aussi, admirait. »*

L'attachement à l'Italie, découverte à vingt ans, juste après la guerre, l'amour de la langue et la proximité des poètes italiens (neuf sur les dix-huit du recueil) sont évidents : Pétrarque, à la sonorité douce, cristalline, *« poreuse »* ; le Tasse, étincelant comme Monteverdi ; Leopardi, dont il écrit qu'aucun poète n'a su, comme lui, *« tirer une limpidité de la tristesse : peut-être y fallait-il la langue italienne portée à son point de perfection ? »* ; les contemporains eux-mêmes, pour la plupart remarquables traducteurs, de la sombre gravité de Montale à la plénitude sensuelle d'Ungaretti. *« J'ai peut-être été un des premiers à présenter en revue des poètes comme Mario Luzi, Luciano Erba et Piero Bigongiari. Ensuite sont venus Michel Orcel, ainsi que Bernard Simeone et Philippe Renard qui ont fait un travail remarquable dans ce domaine. »*

Parmi les six poètes allemands du recueil, figurent ceux qui ont été, pour le poète autant pour le traducteur, des rencontres essentielles : Rilke, dont l'œuvre à la fois subtile et puissante l'accompagne depuis l'adolescence et pour lequel sa ferveur ne s'est pas démentie, Hölderlin, dont la poésie reste à ses yeux, comme celle de Hopkins, aussi douloureuse qu'exaltante. Mais on trouve aussi deux poèmes de Goethe, cet *« homme de l'attachement à la globalité du monde »*, pour lequel *La Seconde Semaison* confirme un regain d'intérêt, partagé par le romancier Adolf Muschg et son cadet Peter Handke.

« Notre génération était nourrie de la passion pour Baudelaire, Trakl, Hölderlin. Goethe représentait le poète bourgeois officiel parvenu, ce qu'il a été d'une certaine manière. Et cette réprobation morale, politique nous cachait la grandeur de l'œuvre. A ce refus circonstanciel s'ajoute l'extrême difficulté de traduire sa poésie, du fait de l'alliance, en elle, d'un art suprême, subtil et dense, du langage avec une sorte de miraculeux naturel. Il faut d'autant mieux saluer l'admirable travail de Jean Tardieu. (2) »

Lorsqu'il ne se heurte pas à cette limite de l'*« intraduisible »*, le traducteur de poésie rencontre les écueils les plus divers. Ainsi, dans sa préface, Jaccottet oppose-t-il sa poétique de la *« transparence »* aux réinventions téméraires de Pierre-Louis Matthey, contemporain et ami de Gustave Roud. *« Il y a de l'impertinence à introduire dans Shakespeare des métaphores qui ne s'y trouvent pas, surtout si elles ne sont pas dans l'esprit du texte. On ne peut accepter ces licences que des plus grands (Claudel traduisant Eschyle). Pour moi, je m'attache toujours, avant tout, à faire entendre, au-delà des procédés rhétoriques mis à son service, la voix singulière, l'intonation propre à chaque poète. »*

Autre écueil : *« Une soumission aveugle à des prosodies régulières, qui n'aboutit qu'à de l'académisme. C'est ce que l'on déplore dans de trop nombreuses traductions de poésie russe. Caillois a parfaitement cerné cette erreur en parlant des traductions de Borgès par Ibarra. L'alexandrin, aujourd'hui, exige un maniement discret dont seuls de vrais poètes (Esteban pour Borgès, Bonnefoy ou Thomas, pour Shakespeare) sont capables.*

» Un risque opposé, c'est celui qu'on court en voulant trop aveuglément calquer l'original, sous prétexte de faire entendre la distance entre les langues, au point quelquefois de rendre barbare ou dissonant ce qui ne l'était pas toujours dans l'original. »

Plus encore que la poésie, la traduction de poésie est *« une transaction secrète »* où une voix répond à la voix *« native »* du poème, et se fait inévitablement entendre, même lorsqu'elle cherche à s'effacer. Lorsqu'il a établi l'édition des oeuvres de Hölderlin dans la « Pléiade », Jaccottet a été amené à des confrontations : *« J'ai souvent choisi, pour lui rendre hommage, la traduction de Gustave Roud qui a donné, le premier, un ensemble impressionnant de poèmes de Hölderlin en français, en 1942. Jouve l'avait précédé, mais en traduisant seulement ce qu'on appelait alors les poèmes de la folie.*

» En revanche quand la langue de Hölderlin, dans la tension grandissante de sa vie, s'est faite de plus en plus dure et contractée comme dans certains Hymnes, *un traducteur plus abrupt dans son propre travail, comme André du Bouchet, m'a paru plus apte à rendre cette partie de l'œuvre, qui aujourd'hui nous touche davantage et nous le fait sentir comme un poète contemporain. »*

Philippe Jaccottet a déjà confié, dans un entretien (3), l'élan d'enthousiasme qui lui a permis de traduire Mandelstam du russe. Pour retraduire les poèmes du Tchèque Jan Skacel, il s'est fié à la traduction allemande du poète Rainer Kunze, grâce à laquelle il l'avait découvert. *« Ce qui m'avait atteint, c'est un ton de voix inimitable, intime et familier, simple et touchant : je crois qu'on l'entend, dans ma version, c'est l'essentiel. Je n'exclus pas la possibilité de contresens, mais un contresens se corrige aisément. C'est moins grave que ce que j'appellerais un « contre-ton » : le traducteur qui, sans faire un seul contresens, tue le chant, est un malfaiteur. Il importe de ne jamais trahir ce qui fait que, dans un poème, les choses tiennent ensemble, et deviennent un organisme vivant. »* Si Jaccottet a tenu à publier séparément ses transcriptions de haïkus, c'est qu'elles échappent, exceptionnellement, à ses scrupules ordinaires. Ces poèmes, dont quelques-uns, illustrés par Miró, avaient déjà fait l'objet d'une édition de luxe chez Maeght, ont été transcrits de l'anglais à partir de l'anthologie anglaise de Blyth. Depuis son article de la NRF, en 1960, Jaccottet a souvent dit comment chacun de ces haïkus, alors, lui *« avait rendu le monde et presque le souffle »*.

« Je dois dire que je ressens souvent un sentiment de déception en lisant des traductions de spécialistes, peut-être tout simplement parce que ce ne sont pas des poètes. Mes transcriptions sont peut-être très loin de l'original, mais il me semble qu'il y a là une espèce de vibration très particulière, conforme à l'esprit du haïku, où un espace infini s'ouvre à partir de presque rien.

» Mais, encore une fois, d'une manière générale, il est bon qu'il y ait des approches et des traductions différentes, puisqu'il s'agit avant tout de faire circuler dans l'espace des lecteurs des objets plus ou moins radieux, occasions de délectation et même, quelquefois, de jubilation pure. »

Monique Petillon

(1) Gallimard, 1996.
(2) *Elégie de Marienbad*. « Poésie » Gallimard
(3) « Le Monde des livres » du 15 juillet 1994.

J. SASSIER

Philippe Jaccottet
Philippe Jaccottet est né le 30 juin 1925 dans le canton de Vaud, en Suisse. Il rencontre dans sa jeunesse le poète Gustave Roud, et commence à publier en 1944. En 1953, en même temps qu'il s'installe à Grignan (Drôme), paraît *L'Effraie*, son premier recueil important. Jaccottet a publié au début de 1996, le deuxième volume de ses « carnets » (1980-1994), *La Seconde semaison* (Gallimard, 232 p., 115 F.) : *« Ce qui pourrait encore valoir la peine : quelques paroles brèves sans aucun vibrato. »*

Ultime évidence

Isabel Marie retrace avec une fièvre haletante une quête parentale qui a pu la conduire à la mort

LA MALLE
d'Isabel Marie.
Grasset, 192 p., 98 F.

Née en 1943 dans la prison des femmes de Barcelone, négligée par Léonne, sa mère, recueillie par une soubrette, la narratrice de *La Malle* est placée, à quatre ans, chez des parents nourriciers de Levallois. Louise l'insulte, la frappe, avivant chez l'enfant une passion mortifère – *« sa haine me portait davantage que n'importe quel amour »* – tandis que Charles la caresse furtivement. Alors qu'elle prépare le Capes, elle est chassée de chez eux. Un accident sans gravité place sur son chemin Henri, un dentiste de Montpellier. Elle l'y suit et se retrouve mariée à un homme gentil, mais terne et parcimonieux, à qui elle n'a rien à dire et avec deux enfants non désirés dont elle s'occupe à contrecoeur : *« Mon désir n'était pas de faire des bébés. Je ne voulais qu'une chose, depuis toujours : être libre. »*

Dans cette vie conjugale usante et morne, la voix du passé vient la surprendre : Léonne, mourante, lui annonce au téléphone l'envoi d'une malle à Agde, chez des aubergistes, Anna et son fils Nicolas. Dès lors, c'est à une quête obstinée de ses origines que va se livrer la jeune femme. Anna a eu partie liée avec son enfance : elle n'en livre que des bribes, non sans réticence. Nicolas lui offre un réconfort viril limité à la révélation du plaisir, qu'elle ignorait. Mais c'est le décryptage des lettres et photos de la malle qui requiert toute son énergie. Les questions rebondissent sur une ligne de fuite, les indices relancent de nouvelles interrogations. Qui était Léonne, aventurière et résistante antifranquiste ? Cette femme qui aimait trop les hommes lui a-t-elle donné pour père Paco, un journaliste franquiste, ou Pedro, un combattant républicain, arrêté et torturé ? Ce jeu de pistes l'entraînera jusqu'en Espagne. Elle y retrouve des odeurs, une chaleur, une langue familière.

Mais cette investigation heurtée ne mène pas à une recomposition apaisante de soi-même sur les vestiges d'une enfance trop cruellement morcelée. L'ultime évidence, c'est peut-être d'accomplir pour de bon le geste de Pedro qui avait tenté de se pendre en découvrant les infidélités de Léonne...

Après *La Bonne*, que l'on avait favorablement remarqué à la dernière rentrée littéraire (1), le livre d'Isabel Marie, beau, âpre, torturant, écrit du même style rageur et vibrant qui fait la force de l'écrivain, prend un relief tragique que souligne une note de l'éditeur : *« Le 28 septembre 1996, Isabel Marie écrivait le mot fin au bas de son roman* La Malle. *Une heure plus tard, elle se donnait la mort. Ce roman posthume a donc valeur de testament, de cri ultime. La vie de l'héroïne se confond, en maints passages, avec celle de son auteur... l'histoire d'une vie dont la clef de voûte est la mort choisie et annoncée, seule réponse possible aux questions qu'Isabel Marie se posait depuis toujours. »*

Si l'on ne peut ignorer ce contexte morbide, il reste que le « roman » s'impose par lui-même en transposant, avec une vigueur alarmante, un drame personnel en une fascinante conjuration de mots. C'est là la raison essentielle qui devrait conduire à le lire.

Pierre Kyria

(1) « Le Monde des Livres » du 20 septembre 1996

La liberté de Michel Rio

A New York, un singulier policier français est dépêché pour résoudre une affaire de blanchiment d'argent. Mission ou manipulation ? Sous les ressorts du polar perce une réflexion sur la liberté

LA STATUE DE LA LIBERTÉ
de Michel Rio.
Seuil, 186 p., 89 F.


J.R. FAVREAU
Jungle ultralibérale contre service public

Francis Malone est un flic comme on n'en fait guère, mais un personnage comme Rio les aime. Fils d'un poète irlandais et d'une historienne française, bretonne, il est parfaitement bilingue et possède une culture immense. En littérature, mais aussi en peinture et en musique – on aura même un splendide aperçu de ses talents de pianiste de jazz. Il est grand et fort et ne se fait aucune illusion sur l'humanité. *« Je ne crois à personne*, dit-il, *mais je crois à quelque chose, aux trois grandes inventions de la Révolution française évidemment : la République, la Déclaration des droits de l'homme et la guillotine pour faire respecter les deux premières. »* Il fait son métier avec dévouement, par *« une sorte de foi naïve dans la légalité républicaine »*, par respect du *« service public »*.

Son bilinguisme, ses talents d'enquêteur et son indépendance d'esprit (qualité qui le rend suspect auprès de ses supérieurs hiérarchiques) poussent le ministre français de l'intérieur, Louis Bréhan, qui fut son condisciple au collège, à le choisir pour mener, à New York, une enquête sur le blanchiment de l'argent de la drogue. Avec des policiers américains. Malone arrive à New York et on lui présente ses coéquipiers, Baldy, un Blanc, et Haynes, un Noir, lui aussi très cultivé. Drôle d'équipe : il sent d'emblée qu'elle fait partie de la manipulation montée contre lui par les inventeurs du système de corruption généralisée qu'il cherche à dévoiler. Un piège qu'il n'est pas assuré de pouvoir déjouer, car *« s'il est vraiment au point, s'il a été calculé par un logicien de première force, je peux très bien être conscient de la manipulation sans avoir la moindre chance de m'y soustraire »*. On reconnaît là la passion de Michel Rio pour la logique et ses mécanismes. On peut d'emblée être certain que *La Statue de la liberté* est, comme tous ses livres, un texte sur la puissance du raisonnement.

L'intrigue de Rio est si subtilement construite et menée que tout récit de telle ou telle péripétie, toute déduction anticipée, risquent de gâcher le mystère de la lecture. Mais on a le loisir de laisser de côté le déroulement de l'affaire pour s'intéresser à quelques lieux et à certains personnages. New York est décrite avec la minutie du grand connaisseur de cette *« ville absolue »*, *« un composé de fiction et d'histoire »*, comme la désignait Rio dans son précédent roman, *Manhattan Terminus* (1). Robert Brook, le milliardaire impitoyable et raffiné qui est, au fond, le véritable adversaire et le principal interlocuteur de Malone, habite les trois derniers étages de la tour Usher – propriété d'un des personnages de *Manhattan Terminus*. Brook a une très belle maîtresse, mais il est plutôt voyeur – comme d'autres héros de Rio – et, semble-t-il, troublé par une passion ancienne dont témoignent deux tableaux étranges, dans sa chambre. Ces toiles troubleront aussi Malone, au point de faire bifurquer, en apparence au moins, son enquête.

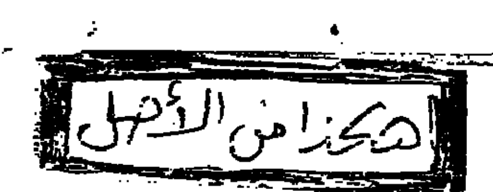
Brook se mesure à Malone dans l'un de ces dialogues que Rio affectionne, parties d'échecs entre joueurs de haut niveau. Ici, le « marché » (défendu par Brook) contre le « service public » (défendu par Malone). Point de départ : *« L'équilibre naturel dans l'humanité, c'est le marché »* (Brook) ; *« L'équilibre culturel dans l'humanité, c'est le service public »* (Malone). Brook interrompt la partie le premier : *« Je suis prêt à admettre que tuer le service public, c'est tuer la démocratie. (...) Je ne vois pas en quoi cela peut contrarier mes affaires. »* Ce qui produit une conclusion très instructive pour la suite des événements : *« Vous êtes redoutable, monsieur Brook, dit Malone, comme tous les gens à demi sincères.*

– Il y a plus dangereux que les gens à demi sincères, monsieur Malone. Ce sont les gens fanatiquement sincères. »

Il reste que les aventures de Malone sont aussi un vrai polar, avec suspense, meurtres divers, manipulations de tous ordres. Mais, on l'a vu, nul n'est obligé de se limiter à cette lecture-là. On peut s'inventer plusieurs romans, en suivant plusieurs fils conducteurs, on peut jouir pleinement d'une supposée liberté de lecteur – en fait, Rio nous manipule, lui aussi, et le seul à être vraiment libre de son invention et de ses intentions, c'est lui, l'auteur – pour explorer tous les chemins d'une singulière réflexion sur la liberté. Ni naïve, ni moraliste, ni... policière.

Josyane Savigneau

(1) *Manhattan Terminus* paraît en poche (« Points » Seuil n° 326).



Lorsque Melville se découvre écrivain

A vingt et un ans, l'auteur de « Bartleby » s'embarque pour les mers du Pacifique. Au retour, il livre ses expériences dans « Taïpi » et « Omou ». Du récit, il passe au roman avec « Mardi », odyssée lyrique d'une obscure flamboyance qui contient en germe l'œuvre à venir

TAÏPI, OMOU, MARDI
Œuvres, 1
de Herman Melville.
Edition établie, *présentée* et annotée par Philippe Jaworski, avec la collaboration de Michel Imbert, Dominique Marçais, Mark Niemeyer, Hersher Parker et Joseph Urbas.
Traduit de l'anglais (Etats-Unis) *par Théo Varlet et Francis Ledoux*, Philippe Jaworski et Rose Celli, Gallimard, « Bibliothèque de la *Pléiade* », 1 418 p., 410 F.

Dans le monde de la littérature, la loi de la perspective paraît souvent diamétralement opposée à celle qui régit le monde physique : bien des écrivains grandissent en s'éloignant. Ainsi Herman Melville (1819-1891), qui est mort quasiment ignoré, ce qui n'est pas étonnant quand on saisit que, en 1853, un incendie avait ravagé les entrepôts de son éditeur, et que, faute de demande, aucune réimpression de ses romans n'avait eu lieu de son vivant.

Après sa disparition, l'oubli s'acharnera sur lui, au point que même la mention *« chroniqueur de la vie maritime »* que lui accordait l'Encyclopédie britannique ne sera guère retenue par les histoires de la littérature jusqu'aux années 1920, alors que T. E. Lawrence, D. H. Lawrence, Waldo Franck et Lewis Mumford, entre autres, découvraient le plus grand romancier américain du XIX[e] siècle.

Aujourd'hui, Melville est un classique, et davantage : un classique privilégié car, contrairement à la plupart de ses confrères en immortalité, son œuvre est lue par un vaste public – tout au moins *Moby Dick*, son sixième ouvrage, entrepris, paraît-il, comme un simple récit de chasse à la baleine, que la lecture de Shakespeare et la rencontre de Hawthorne auraient transfiguré. Shakespeare, qu'il n'a lu qu'aux abords de la trentaine, parce que ses yeux *« à demi aveugles*, dit-il, *délicats comme de jeunes moineaux »*, n'arrivaient pas à déchiffrer les caractères trop petits des exemplaires qui lui étaient tombés sous la main...

Cela dit, ce classique *bien fréquenté* est une sorte de Protée réduit d'ordinaire à l'un de ses aspects : on *néglige* l'habitant d'un monde de fautes indéchiffrables, de sentiments énigmatiques et d'une violence extrême, étouffé par le *poids de la culpabilité* calviniste, au bénéfice du jeune homme qui, à vingt et un ans, s'embarque sur un baleinier ; et qui, déserteur, passe aux îles Marquises quelques semaines chez les cannibales Taïpi, assiste à l'exécution des châtiments corporels infligés aux marins pour cause d'ivresse, à la pendaison de trois hommes soupçonnés d'avoir fomenté *une mutinerie*...

Peu à peu, il va donner une ampleur mythique à son odyssée et, aussitôt retrouvée la terre ferme, lorsqu'il *décide d'écrire* le *récit* de ses expériences dans les mers du Pacifique, il ne fait pas encore à proprement parler de la littérature, mais déjà bel et bien de la mythologie.

Au reste, le réalisme de *Taïpi* (1845) et de *Omou* (1847) n'existe pas vraiment dans la réalité ; il est l'insupportable réalisme du rêve, voire celui, également invérifiable, de l'intime souvenir métamorphosé par l'imagination : *« Rêves ! Rêves dorés !*, s'exclame-t-il dans *Mardi, infinis et dorés comme les prairies en fleur du Rio Sacramento... Prairies arrondies comme des éternités, jonquilles aux pétales d'or battu, et les troupeaux de mes rêves paissant comme des buffles jusqu'à l'horizon, paissant tout autour du monde, et je bondis avec une lance pour en saisir un, avant qu'ils ne s'enfuient. »*

A l'entendre, dans *Taïpi* et *Omou*, Melville transcrit ses expériences de marin ; dans *Mardi*, en revanche, c'est sans ambages qu'il met sur ses aventures l'empreinte de son esprit, où se mêlent un lyrisme grandiose et des inquiétudes métaphysiques, le goût de la satire et des situations outrées : il se *découvre écrivain*, avec une force d'adhésion à la littérature romanesque que rien, tout au long de sa vie, ne réussira à affaiblir : *« Mon plus cher désir est d'écrire la sorte de livres dont on dit qu'ils sont des échecs »* ; et en constatant celui (qui dure toujours) de son premier roman : *« Le temps, qui résout toutes les énigmes, résoudra* Mardi. *»*

Rose Celli, qui le traduisit il y a une trentaine d'années, reconnaissait que *Mardi* continuait de faire *« figure étrange »* parmi les ouvrages de Melville, mais elle soutenait que l'on y trouvait *« la base, les moyens et peut-être la clé »* de l'édifice achevé. Philippe Jaworski, responsable de la présente édition, ne prétend pas le contraire : *« ... un livre de référence pour tout le reste de l'œuvre »*.

Il n'est pas interdit de penser que le jugement le plus juste est celui exprimé par Hawthorne dans une lettre à une connaissance commune : « Mardi *est un livre riche, avec çà et là des profondeurs qui obligent le lecteur à se sauver à la nage.* » Les deux écrivains allaient se lier d'une de ces amitiés dont on peut dire qu'elles ressemblent aux histoires d'amour, en ce que l'un des partenaires aime, et l'autre a la patience de se laisser aimer. Pierre *Leyris ébauche* de façon très subtile cette relation, en juxtaposant la réponse que Melville fait à Hawthorne – lorsque celui-ci lui écrit, *après* lecture de *Moby Dick*, une lettre qui abonde en éloges – et un paragraphe du *Faune de marbre*, le roman que Hawthorne écrira huit ans plus tard, quand l'amitié entre les deux hommes se sera éteinte.

Melville s'écrie : *« Votre cœur battait dans mes côtes et le mien dans les vôtres, et l'un et l'autre dans celles de Dieu... J'éprouve que la Divinité est rompue comme le pain de la Cène et que nous en sommes les morceaux... »* Hawthorne, peut-être se rappelant Melville, précise : *« Je suis un homme et entre un homme et un autre homme, il y a toujours un gouffre infranchissable. Ils ne peuvent jamais s'étreindre tout à fait les mains...* (1) » Et, dans son *Journal*, on peut lire cette perfidie qui, passez-moi l'expression, se hausse du col : *« C'est un homme qui a les instincts les plus distingués à tous égards, à ceci près qu'il est un peu hétérodoxe en matière de linge propre. »*

Pour revenir à *Mardi*, on s'abstiendra d'exhorter le lecteur hédoniste à lire les 592 pages que le roman compte dans « La Pléiade » : seuls les universitaires en mal de sujet pour une thèse de doctorat *supporteraient* sans lâcher prise l'épreuve à laquelle ils seront soumis.

Pour Borges, qui a préfacé des livres de Melville, *Mardi* est *« un roman inextricable, à peu près illisible, mais dont l'argument essentiel est une anticipation des obsessions et du mécanisme du* Château, *du* Procès *et d'*Amérique *: une poursuite interminable sur un océan illimité »*. Il trouvait aussi que Kafka projetait une curieuse lumière ultérieure sur *Bartleby*, le plus célèbre des contes brefs de Melville.

Or il faut reconnaître que, ici et là, des élans d'un lyrisme qui rappelle le *Cantique des cantiques* récompensent le lecteur persévérant ; et que le lecteur studieux sera étonné de voir qu'un jeune homme sans culture, vers 1847, a introduit, dans des pages bouillonnantes, des réflexions sur l'ouvrage qu'il est en train de rédiger, et qu'il lui arrive de parler lui-même en tant qu'auteur : *« Quand il songeait à certaines de ces pages écrites fiévreusement, les yeux à demi aveugles, les tempes battantes, le cœur oppressé, il se disait :* "Non, cela signifie quelque chose". *Et puis, quand, de nouveau, il pensait à ce* Mardi *pressé et tapageur, le découragement le reprenait :* "Qui donc y fera attention ? " *se disait-il ;* "tous ces vaniteux, tous ces brailleurs se soucient-ils de moi ? " (...) *Ils pensent que le grand écrivain est celui qui conclut le meilleur marché pour ses marchandises, et je ne suis pas un marchand. Pour la seule raison qu'il est ancien, ils adorent quelque ancien médiocre et se moquent du prophète dont les lèvres ont été touchées par la pierre ardente. Ce sont des hommes qui ne seraient pas des hommes s'il n'existait pas de livres* (...). *Qui me lira ? »*

Eh bien ! Il sera lu par un assez vaste public lorsqu'il *écrira*, dans l'espoir de gagner de l'argent, un chef-d'œuvre involontaire que les connaisseurs considèrent comme son livre le plus autobiographique : *Redburn* – l'histoire de ce fils de famille engagé dans la marine marchande qui, *accoutré de* façon ridicule, chaussé de bottines à talons hauts, à cause desquelles il manque, à chaque pas, de passer par-dessus bord, s'ingénie à faire l'homme du monde devant un équipage prompt à humilier *ce déclassé qu'il soumet* aux plus cruels apprentissages ; et qui, ensuite, enfin parvenu à destination, s'engage dans le labyrinthe des rues de Liverpool, se repérant à l'aide d'un plan vieux d'un siècle, sur lequel il a méticuleusement appris la topographie de la ville et l'emplacement de monuments depuis longtemps disparus...

Le travail du maître *d'œuvre de* ce premier volume, Philippe Jaworski, est impeccable. Et l'on peut se réjouir que la plus prestigieuse *des collections françaises* couronne enfin l'un des plus grands rêveurs de la littérature, car les écrivains à la gloire desquels le temps portera incontestablement atteinte seront les réalistes consciencieux : la réalité se démaille à mesure qu'elle est tissée ; le rêve, en revanche, traverse les siècles. Si l'on pouvait pratiquer une coupe à une certaine profondeur dans l'esprit des hommes, on verrait que ce qu'ils ont vraiment en partage, ce sont les rêves.

(1) *D'où viens-tu, Hawthorne ?*, Gallimard, 1986.

Melville encore...
Signalons également deux autres parutions : Trois nouvelles doubles de Melville, écrites entre 1853 et 1854, traduites par Bernard Hoepffner avec la collaboration de Catherine Goffaux. Elle débutent toutes trois à Londres où Melville se rendit en 1849, mais font réference (comme en un reflet de l'autre coté du miroir) à la vie de l'écrivain aux Etats-Unis (éd. Cent pages, 130 p., 69 F).
Les Iles enchantées, récit d'un voyage en baleinier fin 1841-début 1842 *dans les eaux de l'archipel des Galapagos* et d'une aventure de chasse à la tortue, que Melville proposa onze ans plus tard à son éditeur. Son manuscrit ayant été refusé, le texte sera publié en 1854 dans le *Putnam's Monthly Magazine* sous le pseudonyme de Salvator R. Tarnmoor, *puis à nouveau en 1856 dans le* recueil de nouvelles *Piazza Tales* (avec les *Trois nouvelles doubles* précitées), cette fois sous le nom de Melville.

---

romans policiers

Noir majeur

NOCTURNE
d'Ed McBain.
Traduit de l'anglais (Etats-Unis) par Jacques Martinache,
Presses de la Cité, 282 p., 110 F.

Entre eux, les flics l'appellent le « cimetière ». La mauvaise période sur le tableau de roulement. Celle qui couvre les heures vides de la nuit. Quand la ville fait le plein de cadavres... Sous la plume d'Ed McBain, les grandes métropoles américaines, symbolisées par Isola, la cité qu'il a créée voilà quarante et un ans, se font de plus en plus sauvages. Et cette *Nocturne*, quarante-huitième volet de la célébrissime saga du *87e District*, se joue en noir majeur. Les vieilles femmes, ex-pianistes virtuoses, meurent solitaires et misérables, dans des relents de pisse de chat et de mauvais whisky, la poitrine criblée de balles de revolver. Les étudiants massacrent *« pour s'amuser »* des petites prostituées de dix-neuf ans démolies par le crack. Et de paisibles retraités, excédés par l'incessant concert de klaxons qui résonne sous leurs fenêtres, n'hésitent pas à tuer de sang-froid les chauffeurs de taxi qu'ils tiennent pour responsables... Virtuosité du récit, concision de l'écriture, vivacité des dialogues, acuité de l'observation sociale, humanité du regard, l'inventaire des talents de McBain n'est plus à faire. L'humour, malgré tout et fort heureusement, n'est pas le moindre.

● **LA MORT ET LA BELLE VIE**, de Richard Hugo
C'est un roman noir tout en couleurs. Lumineux comme les paysages du Montana qui lui servent de décor. Chaleureux et pittoresque comme son personnage *principal*, Barnes la Tendresse, un flic non violent. Un poète. Plus enclin à taquiner la muse ou la truite que les braqueurs de banque. C'est un livre qui ressemble à son titre : *La Mort et la Belle Vie*. Allègre et sans illusion. Désespérément humain. *Parfaitement tendu sur* le fil d'une intrigue sans reproche – une série de meurtres particulièrement brutaux dont la résolution prendra mille chemins de traverse... *La Mort et la Belle Vie* est l'unique roman de Richard Hugo (1923-1982), poète reconnu, *professeur de création littéraire* à l'université du Montana. Cette nouvelle traduction particulièrement soignée (il avait été publié en 1981, à la « Série noire » sous le titre navrant de *Meurtres cousus d'or*) est un bonheur (traduit de l'anglais, Etats-Unis, par Michel Lederer, Albin Michel, 268 p., 120 F).

● **LA PEAU DU TAMBOUR**, d'Arturo Perez-Reverte
On s'installe dans cette histoire avec la même excitation que celle du pirate informatique du premier chapitre pénétrant dans *l'ordinateur* central du Vatican. En *se délectant par* avance des saveurs obscures de ces tortueux labyrinthes dont Arturo Perez-Reverte s'est fait une spécialité. Tous les ingrédients à la base du succès du *Tableau du maître flamand* et de *Club Dumas* sont présents dans *La Peau du tambour*. Le mystère, avec une série de morts inexpliquées survenues dans une petite *église de Séville*, objet de convoitises immobilières féroces. L'aventure, dans la grande tradition du roman-feuilleton, avec l'enquête à haut risque d'un *« gendarme de Dieu »*, envoyé du Vatican et les manigances d'une aristocrate de vénérable lignée, *diablement séduisante*. Le jeu de miroirs, *quand le récit* vient croiser une histoire d'amour tragique vieille de plus d'un siècle... La magie cependant n'opère pas. La mécanique tourne à vide. Les chapitres s'étirent en longueur. Le lecteur attend le miracle avec l'obstination désespérée de Carlotta Bruner, l'aïeule de la belle aristocrate, *guettant* la voile blanche de son amant *sur le Guadalquivir. Jusqu'à* ce que gagne l'ennui. Inexorablement (traduit de l'espagnol par Jean-Pierre Quijano, Seuil, 457 p., 140 F).

Racines imaginaires

Par ses fables, mêlant mythe et réalité, Rushdie, l'expatrié, consolide sa « patrie littéraire »

EST, OUEST
(East, West)
de Salman Rushdie.
Traduit de l'anglais par François et Danielle Marais,
Plon, « Feux croisés »,
180 p., 110 F.

Il y a un an, lors d'une magistrale intervention publique au Centre Pompidou (*Le Monde* du 23 février 1996), Salman Rushdie avait exposé l'une des questions fondamentales de son œuvre romanesque comme, d'ailleurs, de son propre destin : *celle du déracinement et de la* nécessité pour lui, l'expatrié, l'enfant de Bombay devenu londonien à l'âge de quatorze ans, de se reconstruire une appartenance et plus précisément, comme le reflète le titre de son recueil d'articles, une *« patrie imaginaire »*.

Si ses romans, des *Enfants de minuit* au *Dernier soupir du Maure*, mêlent dans un désordre joyeusement *baroque l'histoire et les mythologies*, les temps et les lieux, Rushdie n'est pas pour autant un apôtre du cosmopolitisme mais *plutôt, au contraire*, un écrivain en mal de racines. Au cours de cette même conférence, il allait jusqu'à exprimer avec humour sa *« jalousie »* vis-à-vis de Faulkner, Dickens ou Eudora Welty : *« Eux connaissent le monde auquel ils appartiennent »*, disait-il, évoquant la difficulté, *« pour un écrivain itinérant, de créer artificiellement ses racines sous ses pieds »*.

Ce même défi est à *l'origine* du recueil de nouvelles qui vient de paraître sous le titre *Est, ouest*. Le titre, là encore, dit bien l'enjeu. Construit en trois parties (« Est », « Ouest », « Est, Ouest ») se subdivisant chacune en trois nouvelles, le, livre, qui épouse la forme des contes orientaux, commence sa route *dans différentes villes d'Inde* avant de rencontrer un décor occidental littéraire, fantaisiste et mythique, où se réécrivent en vrac, à l'envers, passées au tamis d'un imaginaire qui aurait tous les droits, les histoires d'Hamlet ou de Christophe Colomb. Quand les nouvelles se font plus réalistes, c'est pour exprimer les allées et venues indécises entre l'Inde et l'Angleterre, un mélange troublant, la nostalgie, l'impossibilité *de trancher sur la nature* du « chez soi », le refus de choisir.

Dans cette dialectique d'une (voir Le Monde daté 16-17 Mars) *appartenance à l'Orient, à l'Occident*, aux deux ensemble, chacun devient le palimpseste de l'autre à l'image des œuvres littéraires dont Rushdie, *qui en est profondément* imprégné, se fait à la fois l'héritier et le cleptomane amusé. De *Hamlet* au *Magicien d'Oz* en passant par *Les Mille et Une Nuits* ou *Tristram Shandy*, les livres sont secoués comme dans un cornet à dés pour réapparaître *sous forme de contes protéiformes*. C'est le mélange qui prévaut, non seulement entre l'Est et l'Ouest, mais entre l'ancien et le moderne, la *mythologie et le réalisme*, et l'écrivain joue des intrusions les plus crues de l'un à l'autre dans la hantise permanente, déférente et créatrice, d'un héritage littéraire éclatant sous des déguisements multiples, toujours vivant.

Au passage, il *fustige l'état des* sociétés modernes où tout est à vendre, même les chaussons miraculeux, même la magie des contes. *« A quoi servent des histoires qui ne sont même pas vraies ? »*, demandait, ailleurs, un personnage de Rushdie. La question vaut aussi *pour ce modeste recueil de nouvelles* : ni aussi impressionnant ni aussi jubilatoire que ses grandes œuvres, *Est, Ouest* n'en rappelle pas *moins le contrat* romanesque par lequel le mensonge, ou le non-réalisme, est là pour dire la vérité.

Marion Van Renterghem

★ *Signalons le brillant essai de Marc* **Porée et Alexis Massery,** *Salman Rushdie*. **Seuil, coll. « Les contemporains ».**

livraisons

LITTÉRATURE ÉTRANGÈRE

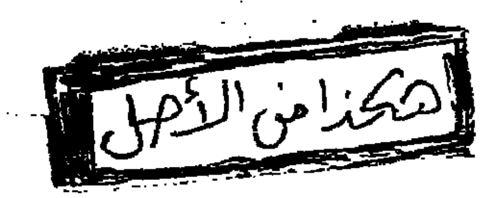
● ***JOURNAL 1901-1929***, de Korneï Tchoukovski
Korneï Tchoukovski (1882-1969), écrivain et critique soviétique, a tenu un journal depuis 1901 jusqu'à sa mort ; en voici le premier volume. Ami des poètes et des peintres, des prosateurs, d'éditeurs et des musiciens, Tchoukovski dresse les portraits au quotidien de tous ceux qui ont fait la culture russe avant, pendant et après le grand chamboulement de 1917 – Blok et Essenine, Bounine, Mandelstamm et Maïakovski, Chaliapine, Nabokov et Répine *ainsi que ceux de tant* d'autres proscrits ou martyrs, habiles, médiocres ou véritables génies. A cette époque, l'ébullition doublée d'un étouffement, qui allait se transformer en sanglante répression, justifie sans doute la distance *prudente que Tchoukovski* observe. *C'est donc avec une légitime* curiosité que nous attendons le second volume, consacré aux années les plus sombres... (texte établi par Elena Tchoukovskaïa, traduit du russe par Marc Weinstein, Fayard, 593 p., 198 F). E. R.

LITTÉRATURE FRANÇAISE

● **LES RACINES DU FIGUIER**, de Charles Lancar
Dans le métro qu'il balaie, Hugo s'arrête parfois, oublie l'univers souterrain en écrivant ses souvenirs à l'intention de son fils Vito. Juif français, il est comme *« nouveau-né expulsé du ventre de sa mère »* depuis qu'il a quitté son Tunis natal. Coupeur de cuir, ce *« prince du tranchet »* y était célèbre. Désormais, parmi *« les pauvres, les frileux, les exilés »*, il n'est pas simple de s'adapter à la nouvelle vie. Vito s'en accommode. *S'il fait des ménages, c'est en attendant* d'être de l'Académie française. Sur les thèmes du déracinement, du mélange des cultures et de leur fusion, Charles Lancar, en plaçant sa galerie de personnages à Belleville, décrit avec bonheur, et sans charger le trait, un *univers pittoresque où l'humour est antidote de la mélancolie et* des difficultés à survivre (Plon, 305 p., 118F). P. R. L.

● **DORMEZ-VOUS ?** de Geneviève Delrieu
Lorsque entre Quentin et Marthe le désir d'un enfant paraît, il se pose en obstacle. Marthe n'en veut pas. Ce pourrait être un sujet de rupture, mais elle a une solution : que Quentin se marie avec une *autre, soit père, et qu'ils continuent de leur côté à se voir, s'aimer*. Avec Annonciade, l'épouse, l'inépuisable trio romanesque s'installe. Prétexte à des sujets plus graves, il n'est heureusement pas l'essentiel de ce récit. Plus importantes : la raison qui contraint Marthe à son refus, la fragilité des sentiments face au pouvoir que possède un enfant, à son insu, la vie en société avec ses lois, son conformisme. Traité sans surcharge de commentaires, ce roman décrit avec originalité l'imbroglio né d'amours rivales qui devraient être complémentaires (Balland, 160 p., 80 F). P. R. L.

● **LES PORTS DU NORD**, de Françoise Bouillot
Jim, l'écrivain américain que sont venus accueillir au Havre ses anciens *amis, gardait sur lui*, autrefois, un exemplaire du *Temps retrouvé*. Dix-sept ans plus tard, deux femmes et quatre hommes se souviennent de leurs vingt ans dans les années 70. Françoise Bouillot tisse avec une grande maîtrise ces va-et-vient souvent douloureux entre l'intimité difficile des retrouvailles et les rêves de jeunesse que la *mémoire déjà altère*. *Les Ports du Nord* mêle la confusion des sentiments d'un passé privilégié aux sursauts et aux spirales de l'Histoire. Embarque-t-on jamais pour ces grands voyages de l'amitié ? Les départs sont imaginaires, le temps vite perdu. (Seuil, 218 p., 98 F). H. M.



POLITIQUE

● par Gérard Courtois

Chirac en triptyque

UN PRÉSIDENT TRÈS ENTOURÉ
de Anne Fulda. Grasset, 300 p., 118 F.

SALE TEMPS POUR LA RÉPUBLIQUE
de Claude Angeli et Stéphanie Mesnier.
Grasset, 236 p., 109 F.

LE ROMAN D'UN PRÉSIDENT
de Nicolas Domenach et Maurice Szafran. Plon, 320 p., 125 F.

Décidément, la France a une conception bien romanesque de la politique. Il lui faut de l'intrigue et de l'aventure, des rires et des larmes. Des héros, si possible. Ce fut le cas, il y a deux mois, avec l'avalanche d'ouvrages sur François Mitterrand. Un an après la mort de l'ancien chef de l'Etat, le personnage l'emportait encore sur le bilan. Cela menace, à nouveau, avec son successeur. Déjà s'esquissent, autour de Jacques Chirac, de semblables romans d'un président.

Roman à l'eau de rose, chez Anne Fulda. Bienveillante jusqu'à la complaisance, notre consoeur du *Figaro* ne nous épargne aucun cliché. Voilà le jeune Chirac rencontrant sa future épouse à la bibliothèque de Sciences-Po et l'enrôlant sur le champ, Chirac *« bulldozer »* de Pompidou, Chirac *« accro »* du téléphone, Chirac tâtant le cul des vaches, Chirac et son jardin corrézien, sa passion pour le Japon, son amour des arts premiers... Quant aux qualités de l'actuel occupant de l'Elysée, le florilège est édifiant. Ne fait-il pas la démonstration d'une *« puissance de travail phénoménale »*, d'une *« humilité rare chez les puissants »*, d'un *« pragmatisme sans œillère politique »* ? Sa personnalité n'est-elle pas ce *« subtil mélange d'exotisme et de rusticité »* ? Bref, *« la France n'est pas à sa mesure, l'Occident non plus »*, conclut-elle. Fermez le ban !

Passer d'Anne Fulda à Claude Angeli, c'est quitter Harlequin pour la « Série noire ». Rien, ou presque, ne résiste à cette chronique au lance-pierre des vingt premiers mois de la présidence Chirac. Dans les coulisses de ce *« cafouillage »* permanent, le rédacteur en chef du *Canard enchaîné* voit d'abord la responsabilité d'une équipe dirigeante qui n'est *« pas de taille »*. *« Son échec, c'est d'abord cela, un déficit de compétences avant même toute question d'idéologie, de politique ou de programme »*, attaque-t-il.

Et les rafales se succèdent. Tous azimuts. Trop brutales pour ne pas être aveugles. Le mouvement social de l'automne 1995 ? Il démontre une *« superbe ignorance des réalités sociales »*. Le dossier Corse ? Il tourne à la *« tragicomédie »*, tant *« l'incohérence est totale »* au sein même du gouvernement. Quant aux offensives diplomatiques de la France au Zaïre, à l'ONU ou vis-à-vis de l'OTAN, elles virent au *« fiasco »* car, *« comme à son habitude, Chirac est parti au combat sans assurer ses arrières et sans alliés sûrs, notamment en Europe, face au rouleau compresseur américain »*. L'accusation d'amateurisme devient plus lourde à propos des menaces de terrorisme intégriste importé d'Algérie. Selon Angeli, le gouvernement n'aurait pas pris au sérieux les avertissements multiples que lui auraient adressé les services de renseignement français au printemps 1995, puis à nouveau en novembre 1996, quelques semaines avant l'attentat de la station de métro Port-Royal.

Ne versant ni dans l'hagiographie ni dans le réquisitoire, Nicolas Domenach et Maurice Szafran offrent un portrait nuancé du président

Entre l'hagiographie et le réquisitoire, enfin, Nicolas Domenach et Maurice Szafran, dressent de Jacques Chirac un portrait fouillé, nuancé, riche de multiples témoignages, bourré d'éclairages originaux. Avec une question de départ effectivement passionnante : comment le Chirac *« à l'agonie »* de 1988, *« seul avec lui-même et ses angoisses, dans une mairie déserte »*, comment le Chirac *« spectateur »* impuissant de la seconde cohabitation, *« berné »* par Balladur et *« lâché »* par les siens, comment ce Chirac qui confie sa lassitude à Jérôme Monod en ces termes, un jour de 1994 : *« Il ne me reste que mon chauffeur, ma femme et ma fille »*, bref, comment cet homme-là a-t-il pu se relever d'une telle débacle et l'emporter, en mai 1995 ?

Les deux auteurs s'efforcent de cerner le bonhomme et les ressorts intimes qui lui ont permis de résister à tant d'avanies. Ainsi des relations avec Balladur : *« Chirac, monstre de superbe, ne pouvait concevoir qu'un subalterne, un fonctionnaire, même hors du commun, puisse venir le chercher dans son secteur de compétence, lui disputer son os, le pouvoir suprême. Plus encore que par Balladur, c'est d'abord par lui-même que Chirac a été trahi, par son intelligence politique déficiente. » « Mépris contre mépris, ces deux amis-là n'ont cessé de se méjuger »*. De cette erreur, le candidat Chirac tirera un *« puissant stimulant »*, *« un euphorisant même : le désir de vengeance »*.

Jacques Chirac ne se trompera pas seulement sur Balladur. Jusqu'en décembre 1994, il *« reste persuadé qu'au dernier moment, Pasqua prendra position en sa faveur »*, sans mesurer la force du *« dépit »* que nourrit, contre lui, le ministre de l'intérieur. Un an plus tôt, il avait commis une erreur similaire en tentant de ramener dans son giron, avec des accents paternels, ce *« démoniaque garnement »* de Sarkozy. Plus subtil, Balladur avait pris au sérieux les ambitions du maire de Neuilly.

Au fond, Chirac fait preuve d'une part de naïveté et d'un manque de perspicacité surprenants. Sauf sur lui-même. Imperturbablement, envers et contre tout, il est *« seul à croire en son destin »*. Et à ne pas négliger l'appui le plus fragile, l'alliance la plus improbable, en cet automne 1994 de toutes les défections. Sa stratégie de neutralisation de Valéry Giscard d'Estaing, *« enrobé dans le miel de cette considération qu'il affectionne »*, est un modèle du genre. La façon dont il entretient, peu à peu, une *« solidarité de condamnés à mort, l'un politiquement, l'autre physiquement, »* avec le président Mitterrand n'est pas moins fascinante. Au-delà de tous les combats passés, ces deux-là, notent Szafran et Domenach, *« se dopent à l'adversité, pas aux états d'âme »*. Au point d'échanger les messagers secrets – Pilhan, Benamou, Bergé, côté Mitterrand – et de nouer une complicité tardive pour entraver la marche, alors triomphale, de Balladur. Secrets également, au printemps et à l'été 1994, les travaux d'approche qui conduiront au ralliement d'Alain Madelin, par l'entremise, notamment, de l'industriel François Pinault, ami de l'un et proche de l'autre.

On regrettera seulement que cette enquête fléchisse à partir du moment où Jacques Chirac entre à l'Elysée. Caustiques, aigus, attentifs mais vigilants à l'égard du candidat Chirac, les deux auteurs paraissent vaguement tétanisés par le président de la République. Le roman, il est vrai, convient mieux aux personnages désespérés que triomphants.

INTERNATIONAL

● par Daniel Vernet

Le puzzle ethnique soviétique

**LA NOUVELLE ASIE CENTRALE
ou la fabrication des nations**
d'Olivier Roy.
Seuil, 324 p., 140 F.

Les expériences historiques de formation d'Etats-nations sont nombreuses et variées. Le modèle français s'oppose à l'unification allemande ou italienne. Dans le tiers-monde, la création d'Etats sur les décombres de la colonisation n'a que de très lointains rapports avec la guerre d'indépendance des provinces américaines. Dans sa partie occidentale, la fin de l'empire soviétique a quelques points communs avec la chute des ensembles multiethniques ottoman ou habsbourgeois. Voici pourtant une nouvelle variante de la *« fabrication de nations »* : la variante d'Asie centrale qu'Olivier Roy présente avec une érudition tellement naturelle qu'elle en devient accessible à tout un chacun. Les Républiques d'Asie centrale, affirme-t-il, sont une création artificielle du soviétisme, qui a d'ailleurs employé des méthodes analogues à celles du tsarisme pour contrôler ces vastes territoires, intégrer les populations dans un cadre étatique, et empêcher l'émergence d'un sentiment *« national »* transcendant les solidarités de groupes, c'est-à-dire le panislamisme ou le panturquisme.

Ces républiques sont nées d'un décret de 1924 qui leur donnait leurs frontières, leur nom, leur passé réinventé, la définition de leur ethnie par la langue. Les ethnologues staliniens se sont alors mis au travail pour apporter après coup un fondement pseudo-scientifique à une décision bureaucratique. Pour justifier l'existence d'une unité ethnique par la langue, celle-ci devait être artificiellement distinguée des langues voisines, sinon identiques. Ce travail de différenciation se poursuit actuellement, parallèlement à l'élimination du russe au profit de l'anglais comme langue véhiculaire. Ces peuples avaient certes une histoire mais une histoire qui n'avait aucun rapport avec les délimitations administratives introduites par l'URSS ; aussi fallut-il leur reconstruire un passé en éliminant de la mémoire collective toute identification à un ensemble plus vaste (panislamisme) et toute référence aux luttes contre la Russie.

La République soviétique avait beau être un cadre vide, elle a produit ce qu'Olivier Roy appelle *« une effet de réalité »*. Elle s'est installée parce que s'est créée une élite bureaucratique qui n'a d'autre avenir que dans le cadre *« national »* (il est pratiquement exclu qu'un *« cul noir »*, comme les Slaves nomment élégamment les peuples du Sud, fasse carrière en dehors de sa république). La collectivisation des terres dans les années 30 mit fin au nomadisme, fixa des groupes ethniques sur des terres appartenant à d'autres, provoqua des rivalités souvent manipulées par le pouvoir central mais productrices de nouvelles solidarités.

Pour les idéologues communistes, il ne s'agissait que d'une étape vers la constitution d'un ensemble véritablement supranational habité par l'*homo sovieticus*. Mais le paradoxe souligné par Olivier Roy, c'est que les formes économico-sociales destinées à établir le système soviétique se sont coulées dans l'organisation ancestrale, le kolkhoze a fonctionné comme la tribu, son président comme le nouveau khân ; le Parti communiste est devenu *« le lieu de la promotion sociale, mais selon la structure traditionnelle du clientélisme »* ; le clergé musulman officiel un rouage de l'Etat tandis que le clergé parallèle était plus ou moins toléré, car le KGB est soit *« local et complice »*, soit *« lointain et ignorant »*.

Aussi l'URSS, comme la Russie avant elle, a été une machine à fabriquer des Etats-nations. Après 1991, les élites communistes locales n'ont eu qu'à occuper les structures étatiques sans songer à remettre en cause les frontières héritées de la période soviétique à cause de l'imbrication même des ethnies. Les tensions ethniques existent mais l'auteur, qui parcourt depuis des années la région, estime qu'elles peuvent être maintenues à un niveau strictement local. Même le Tadjikistan, où le conflit est ouvert, ne fait pas vraiment exception, car les luttes de pouvoir y opposent moins les communistes aux islamistes que des clans régionalistes entre eux. La Russie recule, surtout dans les républiques qui possèdent des ressources naturelles. Les illusions turques et iraniennes sur leur influence potentielle dans la région se sont évanouies. Pendant ce temps, les Américains s'implantent, attirés par l'odeur du pétrole.

Contrairement aux apparences, affirme Olivier Roy, qui, en spécialiste de l'islam, parcourt depuis des années ces contrées, *« l'Asie centrale n'est pas la Yougoslavie »*. On y retrouve le puzzle ethnique et la dissolution d'un Etat multinational comme dans les Balkans, mais il manque un ingrédient : les Républiques de l'Asie centrale – et c'est l'originalité congénitale – sont des nations sans nationalisme.

ECONOMIE

● par Philippe Simonnot

La stratégie Rothschild

**LE PREMIER DES ROTHSCHILD
MEYER AMSCHEL, FONDATEUR
DE LA DYNASTIE
(Founder)**
d'Amos Elon.
Traduit de l'anglais par Patricia Blot,
Calmann-Lévy, 228 p., 120F.

Il a bien fallu que cette fabuleuse puissance, cette fortune légendaire aient eu un commencement. On soupçonnait quelque mélange de hasard et de nécessité. Amos Elon décrit une fulgurance, le destin de Meyer Amschel (1744-1812). Naître dans l'un des ghettos les plus sordides d'Europe pour devenir au tournant du siècle sans doute le banquier le plus influent d'un monde pétri d'antijudaïsme, tel est en effet le prodige accompli par le premier des Rothschild.

Dans la sinistre *Judengasse* (la rue aux juifs) de Francfort, il était d'usage que les habitants portent le nom de leur maison. C'est ce que fit au XVI[e] siècle un certain Isaac Elchanan Rothschild qui emprunta son patronyme à une petite maison appelée *Zum Roten Schild* (A l'Ecusson rouge). Premier coup du sort. Ensuite la famille déménagea plusieurs fois, tout en continuant à s'appeler Rothschild.

Dans le mouvement d'émancipation des juifs d'Allemagne, Francfort était en retard. Ce n'est qu'au milieu des années 1790 que les habitants de la *Judengasse* furent autorisés à sortir le dimanche, mais seulement après cinq heures de l'après-midi, pour aller prendre l'air sur la seule allée-promenade qui leur était ouverte. Et encore devaient-ils subir des avanies de la part des « gentils », du style : Juif, ôte ton chapeau et fais ta révérence. La célèbre *Judensau*, une fresque obscène peinte sur une voûte de la tête du pont de Francfort montrait aux voyageurs des juifs en train de manger les excréments et téter le lait d'une truie. Elle ne disparut en 1802 qu'avec la démolition de l'édifice.

Quatrième d'une famille de huit enfants dont cinq survécurent, Meyer Amschel reçut une éducation juive selon une tradition inchangée depuis le Moyen Age. Il fit sa scolarité dans un *heder* qui dispensait un enseignement exclusivement religieux, centré sur la Torah et ses interprétations. Verset après verset, les cinq livres de Moïse étaient lus en entier, d'abord en hébreu, ensuite dans leur traduction en judéo-allemand (à ne pas confondre avec le yiddish). A six ans, le jeune Rothschild parlait couramment les deux langues. Entre sept et huit ans, il aborda l'exégèse du Talmud, puis l'exégèse de l'exégèse, et une troisième langue : l'araméen. Comment des adolescents juifs quittant l'école à treize ans sans connaître les mathématiques, ni savoir lire et écrire l'allemand, pouvaient-ils affronter la réalité du monde extérieur et se lancer dans les affaires ? *« Le mystère reste entier »*, reconnaît Amos Elon. Pour lui comme pour ses lecteurs, malheureusement.

En tout cas, Rothschild, s'il voulait faire fortune, avait devant lui une voie déjà tracée par de nombreux prédécesseurs : devenir le confident d'un des princes de ce monde, dans la lignée des « juifs de cour », faire un beau mariage, de nombreux enfants, et bien les marier, y compris entre eux ! Le reste dépendant de Dame Fortune, en l'occurrence les guerres et révolutions d'une époque particulièrement troublée.

Meyer Amschel appliqua ce programme à la lettre. Très tôt, il jeta son dévolu sur le jeune Kronprinz Guillaume qui deviendrait bientôt landgrave de Hesse, en flattant son goût pour les monnaies anciennes. Ainsi accéda-t-il dès 1769 (il a vingt-cinq ans) au statut de « facteur de cour ». En 1780, il devint le banquier favori du prince Karl Anselme de Thurn und Taxis, qui occupait depuis le XVI[e] siècle la fonction héréditaire de maître de poste du Saint Empire romain germanique – une organisation qui couvrait la plus grande partie de l'Europe centrale. Guillaume de Hesse, quant à lui, était à la tête d'une fortune colossale, accumulée à partir de trafic en tous genres, y compris la vente de paysans en tant que soldats et son propre appui à la coalition anti-française. Chassé par Napoléon de ses terres, il devra confier à Rothschild la gestion d'une grande partie de ses placements, faisant du même coup la fortune de son fidèle banquier. La guerre, le blocus continental, le financement de l'armée de Wellington au Portugal, autant d'occasions pour Rothschild et ses fils de démultiplier leurs affaires et leurs occasions de profit.

Le programme matrimonial est lui aussi soigneusement suivi. Meyer Amschel épouse Guttle Schnapper, fille du facteur de cour de Saxe-Meningen, et lui fit dix enfants. Schönche, l'aînée, est mariée à Benedikt Moses Worms, descendant lui aussi d'un riche agent de cour. Amschel, le fils aîné, fait de même. Huit ans après avoir débarqué en Angleterre, Nathan, le plus doué des fils, épouse la fille de Lévi Barent Cohen, considéré comme le juif le plus riche d'Angleterre. Etc. Le cadet Jacob, devenu James à Paris, prend un autre parti : il convole tout simplement avec Betty, la fille de son frère Salomon, inaugurant une longue série endogamique destinée à éviter la dispersion du patrimoine. Près des deux tiers des petits-enfants de Meyer Amschel se marièrent entre eux, assure Amos Elon.

Resté jusqu'à sa mort fidèle à sa judéité, Rothschild avait fait la preuve que chez les *goyim* l'argent était une meilleure carte de visite que le baptême...

RELIGION

● par Henri Tincq

Confessions croisées

**NOUS AVONS TANT DE CHOSES
À NOUS DIRE**
de Rachid Benzin et Christian Delorme.
Albin Michel, 255 p., 89 F.

VIVRE AVEC L'ISLAM
Ouvrage dirigé par Annie Laurent.
Ed. Saint-Paul, 288 p., 100 F.

Christian et Rachid. Le grand blond et le grand brun. Le premier dépasse de vingt ans son cadet, mais de tribunes en manifestations, ils sont inséparables, comme deux frères. Le premier, Christian Delorme, est un prêtre lyonnais à qui l'expression de « curé des Minguettes » – qu'il n'est plus – va comme un gant, tant il est présent dans toutes les luttes de défense des immigrés. Le deuxième est enseignant, responsable d'une association de jeunes beurs de Trappes (Yvelines) appelée « Issue de secours »... tout un programme.

Ils viennent d'écrire ensemble un livre qui est plus que le témoignage bouleversant d'une amitié possible entre un chrétien et un musulman. C'est un acte de foi dans un dialogue entre deux confessions monothéistes qui, avec les assassinats de prêtres en Algérie ou les églises incendiées en Egypte, ressemble de plus en plus à une folie. Il réplique, de manière cinglante, à l'accusation d'*« angélisme »* lancée par Annie Laurent, politologue, dans un autre ouvrage qui accuse les chrétiens de mollesse face à l'islam *« conquérant »*. Deux livres, deux versions diamétralement opposées de la relation entre christianisme et islam. Ils sont le fruit d'histoires personnelles différentes, mais aussi de convictions et renvoient également à des enjeux de civilisation. Rachid vient d'une famille pieuse du Maroc. De sa jeunesse à Kenitra, il retient *« les bruits et les silences »* de la prière et du Dieu de son père qu'il a *« la douceur du meilleur des miels »*. L'itinéraire de Christian Delorme passe par celui de Martin Luther King et de Lanza del Vasto, c'est-à-dire par un univers de justice et de non-violence. Son Eglise, c'est celle du grand souffle des années 60, du concile Vatican II (1962-1965), qui a décrété la liberté de conscience et de religion et mis fin au vieil adage « Hors de l'Eglise, point de salut » qui a justifié des siècles d'ignorance et d'exclusion.

Les intégristes de chaque camp hurleront à la lecture de ce livre à deux voix. C'est d'abord Rachid Benzin, le musulman, qui parle de Jésus, commente avec émotion le récit des Béatitudes, et Christian Delorme qui rétablit la « vérité» sur Mahomet, que la caricature s'obstine à traiter de chef de guerre, dont il brosse un surprenant portrait où l'on retrouve les traits de Moïse, du roi David, de saint Paul et de Josué. Ce regard croisé n'est pas fait pour brouiller les pistes, encore moins favoriser on ne sait quel syncrétisme. Pour le prêtre comme pour le jeune musulman, c'est une manière d'exprimer une foi en un Dieu qui, loin d'écraser les hommes ou de les condamner, est toujours du côté des blessés et des humiliés.

Le Dieu des chrétiens et le Dieu des musulmans est également celui des pauvres et des désespérés. C'est un Dieu de miséricorde et de pardon, non un Dieu de vengeance et de punition. De l'Inquisition aux ayatollahs, l'histoire bégaie. Celle d'une instrumentalisation politique de la religion qui caricature l'histoire et les écritures, déforme les regards, agresse les conciences, alimente les stéréotypes, nourrit les barbaries intégristes de chaque camp.

Entourée de quelques solides spécialistes comme Roger Arnaldez, le Père Maurice Borrmans ou notre collaborateur Jean-Pierre Péroncel-Hugoz, Annie Laurent, dans son livre sous-titré « Réflexions chrétiennes sur la religion de Mahomet », ne nie pas les déviations historiques du message, ni les récupérations politiques qui servent jusqu'à aujourd'hui les intentions dominatrices et expansionnistes de l'islam. Mais elle s'alarme de l'apparent renoncement à *« convertir »* qui serait aujourd'hui celui des autorités catholiques, surtout en France, face à une religion qui méconnaît si fort la laïcité, persécute des chrétiens, ignore toute *« réciprocité»* et foule les droits des minorités religieuses dans les pays musulmans.

Mais c'est un discours qui date et, pire, conforte les thèses lepénistes. Annie Laurent en est restée à l'Eglise des années 70, celle qui, dans la foulée du concile, ouvrait généreusement les bras et des églises vides aux musulmans expatriés et défavorisés. Il y a belle lurette que la hiérarchie catholique, depuis Rome, a corrigé le tir et que le pape lui-même encourage un dialogue prudent avec l'islam. *« Sans capitulation, ni irénisme »*, écrivait-il dans une encyclique de 1991. Si les bons sentiments et la naïveté sont les pires ennemis du dialogue interreligieux, on ne désarme pas l'intolérance, à laisser croire que derrière chaque musulman se cache un fanatique et derrière chaque chrétien une volonté de ressusciter les croisades. A cet égard, le livre de Christian Delorme et de Rachid Benzin est d'une utile pédagogie.

PASSAGE EN REVUE

● **« Villa Gillet »**

Le dernier numéro paru des cahiers de la *Villa Gillet* (nº 5) reproduit les communications présentées lors de deux séminaires qui se sont tenus dans cette institution lyonnaise : le premier intitulé « Récits d'espace », avec des textes de Georges-Arthur Goldschmidt, Henri Gaudin, Jacques Réda, Claude Burgelin (sur Perec et l'autobiographie comme « récit d'espaces » et poème), Jacques Rancière (une belle analyse des espaces politiques dans *Le Curé de village* de Balzac), Pedrag Matvejevitch (une méditation sur les espaces adriatiques), Jean-Christophe Bailly (sur les immensités russes). Le second ensemble est consacré au grand roman posthume de Pasolini, *Petrolio*, traduit chez Gallimard en 1995. On pourra y lire, outre une contribution de René de Ceccatty, traducteur de ce roman, des analyses de Catherine Lépront, Hervé Joubert-Laurencin, Jacqueline Risset et Jean-Marc Beaulieu (Villa Gillet, 25, rue Chazière, 69004 Lyon).

uzzle ethnique sovi

a stratégie Rothschild

nfessions croisées

Le hasard et l'émotion

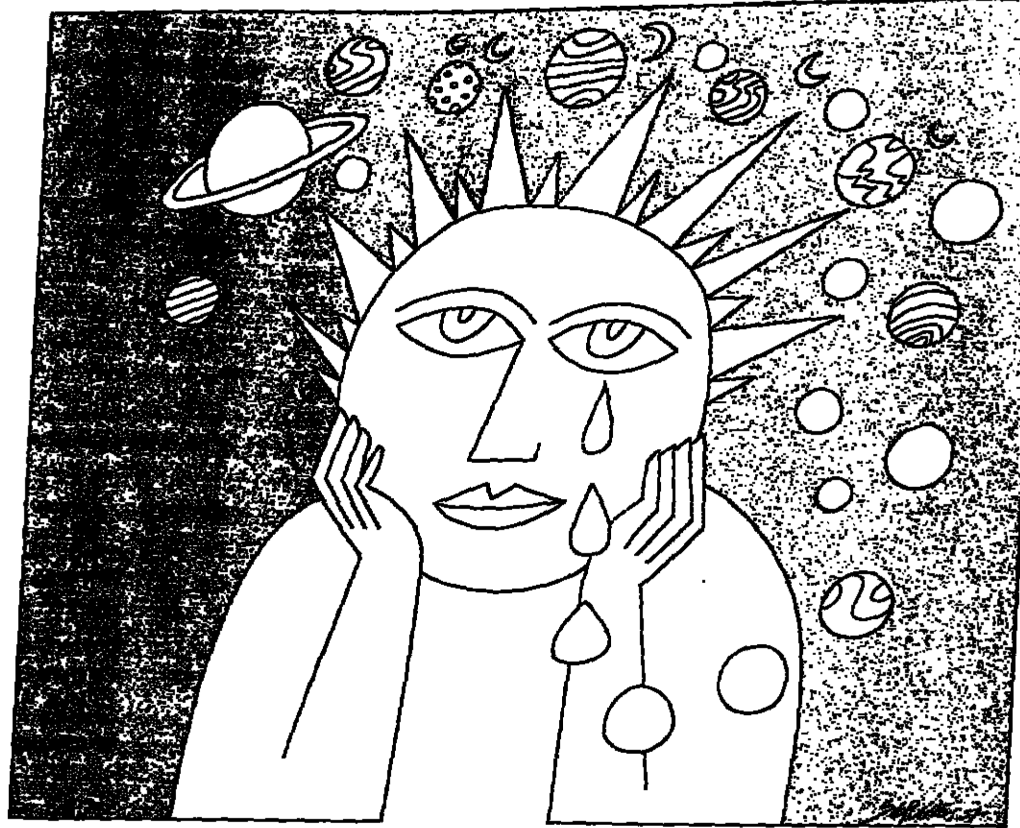
CE QUE LE SIÈCLE M'A DIT
Mémoires
de Dominique Desanti.
Plon, 694 p., 165 F.

Certaines vies s'inventent par hasard et se poursuivent par ruptures. En décrivant ses chemins singuliers, du Front populaire à nos jours, Dominique Desanti rappelle à sa manière que la mémoire vivante n'est pas le savoir historique

C'était au temps où les femmes élégantes portaient des manteaux de zibeline et les hommes bien mis des pardessus à col de velours. L'odeur du crottin de cheval, dans les rues de Paris, subsistait sous l'éclat des klaxons. Aux carrefours, les sergents de ville portaient pèlerine et bâton blanc. On venait d'inventer les passages cloutés. Le Front populaire avait deux ans, et Dominique Desanti était déjà jeune fille. Elle se souvient avoir régulièrement posé des roses rouges, en cachette, le jour de l'anniversaire du poète, sur le paillasson de Paul Valéry. Breton, elle allait le guetter fugitivement dans le fond de quelques-uns de ses bars habituels. Jouvet, pour sa part, vint dire à son père *que la petite avait été* très bien *dans le rôle* d'Elvire du *Don Juan* de Molière, travaillé *en* cachette. Peut-être est-ce une des clés de cette curieuse fille, qui traverse le siècle en militante et en témoin : admirer la rassure. C'est pourquoi elle ne cesse d'observer à la loupe de grands hommes disparates. Elle en connut bon nombre et les admira presque tous, de Picasso à Lacan, de Malraux à Foucault. *Il* est vrai que, par ailleurs, le *discernement* politique n'a pas *toujours été son fort : « stal »* après la guerre, *elle ne s'est même* pas reconvertie, après avoir *quitté* le Parti en 1956, dans l'anticommunisme professionnel. En calcul, finalement, elle a tout faux. Son fort est plutôt la grammaire du coeur. Dans les imprévus de l'émotion et les coups de génie du hasard, l'aventurière au fil du temps a trouvé matière à vivre.

On ne demandera pas à ces souvenirs d'avoir l'exactitude des historiens ni la précision des archives. Dominique Desanti a consacré d'autres ouvrages à la reconstitution de certains aspects de l'après-guerre, notamment *Les Staliniens* (Fayard, 1976). Le projet de cette plongée *dans* le temps vécu est différent : ramener, pêle-mêle, petites phrases, grands sentiments, faits notables, craintes fugitives, désarrois fondateurs, enthousiasmes d'un jour, illusions éphémères, rencontres durables. Parmi les buts divers que des Mémoires peuvent *poursuivre, plusieurs* sont ici volontairement *délaissés : on ne* trouvera, dans ces centaines de pages, ni l'obsession de présenter le bon profil ni le souci d'expliquer l'histoire universelle. Pas même la volonté de bien ranger ses tiroirs et laisser la chambre tirée au cordeau. La cohérence ne naît pas d'une reconstruction rationnelle des événements et de leur sens. Elle provient du ras des jours, menu mélange des sentiments intimes et *des accidents singuliers* avec les *vents de l'histoire. La trajectoire du* père, *par exemple*. Emigré russe, avocat d'affaires, il élève seul sa fille, en un temps où cela est encore plus rare qu'à présent. Ses clients le paient quand ils peuvent, parfois jamais, les fournisseurs suivent le même mouvement, à l'envers. Trapéziste de luxe, l'homme eut visiblement de l'élégance, des mots justes et du coeur. Son sens de la liberté, la jeune fille le doit d'abord à cet esprit cultivé et sensible qui lui apportait son petit déjeuner au lit. *Le* livre est dédié à sa mémoire.

Une rafale de mitraillette, en Allemagne, au bord d'une voie ferrée, a *mis* fin à *ses jours*. Lui qui



devise « Never complain, never explain » (ne jamais se plaindre, ne jamais expliquer) fut assassiné par les nazis. Dominique Desanti rappelle, de manière pudique et bouleversante, les jours d'attente au Lutétia, où sont regroupés après la Libération les déportés revenant à Paris. Sont demeurées gravées en elle, intactes au mot près, les phrases de celui qui lui apprit finalement la vérité. Pourquoi, tant d'années, n'en a-t-elle rien dit ? Sans doute était-ce trop terrible, trop insupportable. Ce ne l'est certes pas moins aujourd'hui, mais, en *rédigeant* des Mémoires, en *tentant de retisser les fils défaits des existences perdues, on s'efforce* aussi de réparer, comme on *absences sans retour*. Mais on a beau écrire, ça ne passe *pas*, ça revient, *inchangé*, la *même douleur* qu'au moment même, intacte sous le temps passé.

Heureusement, il y a les autres – les surprises de l'amour et les risques du basard, les tribus successivement traversées, les entrevus, les bien-aimés ou les seulement croisés. Le rayon des portraits est abondamment fourni. On y trouve, entre autres, Cavaillès, Sartre et Beauvoir, Groethuysen, Paulhan, Lazareff, Lacan, Verdiglione. Et Jean-Toussaint Desanti, *le* plus proche compagnon de route, *rencontré rue* d'Ulm avant la *guerre. Bien qu'il préfère* Balzac alors qu'elle ne *jure* n'est pas tout le monde *qui* peut se *vanter d'avoir eu* Merleau-Ponty et *Jankélévitch* à sa noce ! Les Desanti traversent ensemble la Résistance, le Parti, les années d'après. On découvre qu'une fois ils ont failli se perdre, à force de vouloir vivre en liberté. Car jamais leur couple ne fut conforme aux règles de bienséance bourgeoise, exigeant la fidélité et suscitant la tromperie. Ils ont choisi au contraire d'être fidèles à leur tendresse en refusant de se mentir, au risque de se blesser. Et puis, malgré le temps et les crises, tout a tenu, *par quelque complicité indéfectible* et *secrète. Dans l'entrelacs* des luttes politiques *et* des affaires de cœur, la mémoire après coup se refuse à choisir. Elle continue à tout mélanger, à ne pas pouvoir faire le tri. Rien à voir, décidément, avec le travail des historiens. Eux veulent des documents, des archives, des dates qui se recoupent, des informations vérifiables. Des traces toujours. *Ils cherchent aux événements des causes assurées, écartent les grains de sable du hasard. Le bruit et la fureur s'annulent en silence dans* des boites en carton. Les vies confuses et incertaines des êtres vivants deviennent par force des épures. La plupart des émotions pourtant ne figurent pas dans les registres des paroisses ni les cartes des ministères. Elles submergent les humains, sans préavis ni tampon. *Quand on tente de dire comment* on a vécu, on se souvient plutôt de la couleur du ciel que de la date exacte dans les calendriers. On sait immédiatement la joie ou le dégoût, pas nécessairement le contexte. Il paraît possible de dire ce qui est advenu, mais non pour quel motif. Des événements ont surgi, infimes ou gigantesques, voilà tout. *Ce qu'il en reste, à côté des récits détaillés et des études* savantes, ce sont des indignations, des révoltes, des hontes, des colères, des espérances, des obstinations. Toute une suite de rires et de pleurs, plutôt que des chiffres et des raisons.

C'est pourquoi les êtres vivants sont finalement très embarrassants. Ils se souviennent de trop de choses à la fois et pas dans le bon ordre. *Des détails les encombrent, la couleur d'un vin ou le retour d'une ritournelle*. Des souvenirs de frisson leur donnent la chair de poule. Quelques miettes de vieille joie les consolent indéfiniment. On pourrait supposer que l'intérieur de leur tête n'est pas un disque dur, mais un disque mou, au fonctionnement aléatoire. Incapable de retrouver une information isolée de tout contexte, il ferait revenir à la mémoire des grappes de données disparates. Des dates et des paroles, évidemment. Mais aussi des émotions accrochées *aux* dos des livres, des affects *intacts sous* la poussière des *jours*, des villes entières sous un détail. Pour le reste, voyez Proust.

Quand la communication menace la démocratie

A lire Dominique Wolton, force est de constater que la crise de confiance entre les intellectuels et les médias, mais également entre ces derniers et le public ne cesse de croître. Ainsi, par trop pessimiste, égrène-t-il les effets pervers des médias sur notre société

PENSER LA COMMUNICATION
de Dominique Wolton.
Flammarion, 402 p., 135 F.

Au-delà de l'ambition du titre et du propos, le dernier ouvrage de Dominique Wolton constitue le bon reflet d'un phénomène pour le moins préoccupant : la crise de confiance qui ne cesse de s'approfondir entre les intellectuels et les médias. Bien sûr, en spécialiste du domaine, Dominique Wolton ne se range pas dans la cohorte grandissante de ceux qui ne voient dans la communication qu'un nouvel outil d'oppression et *d'abrutissement des masses. Sa condamnation* sans appel, *ici réaffirmée*, de la télévision thématique et son peu de goût pour Arte, considérée comme un ghetto élitiste propre à dispenser les autres chaînes de maintenir une offre culturelle de bon aloi, sont certes bien connus. Mais ils ne viennent que pour mettre en relief le rôle assigné aux chaînes généralistes : mêler programmes de loisir et culture. Elles seules juxtaposent des publics hétérogènes qu'une *société de plus en plus* hiérarchisée et *figée* croise de moins en moins.

On le voit, l'ouvrage de Dominique Wolton, sagement ordonné à la manière d'un cours (chaque chapitre est nourri d'une imposante bibliographie), se veut d'abord une réflexion politique et philosophique sur la société dans laquelle nous vivons. Ainsi, si les chaînes généralistes remplissent à ce point une fonction de rassemblement, c'est parce qu'elles drainent encore la majorité d'un public moins sensible que *prévu* aux sirènes communautaires et différentialistes. Aux *Etats-Unis* même, où les chaînes *thématiques* prolifèrent depuis *deux décennies*, les chaînes généralistes (ABC, CBS, NBC), caracolent toujours en *tête* des audiences à plus de *60 %*. Pourquoi ? *« Probablement en raison du désir d'"être ensemble" et de maintenir le "lien social" »*, juge l'auteur de *Penser la communication*. Peut-être aussi parce qu'elles sont les vecteurs d'une identité nationale qu'il juge *« indépassable »*, tandis que le multiculturalisme, lui, serait *« impossible dans les faits »*.

« COMMUNION »

Dominique Wolton rappelle que l'origine du terme « communication » se trouve dans « communion ». Avant la prouesse technique, *la communication demeure la promesse* d'une relation à autrui *réussie* (la « communication normative » est opposée à la « communication fonctionnelle »). Or, à l'heure où l'on confond allégrement l'universalisme avec la mondialisation, la démocratie avec Internet, l'Audimat et les sondages avec le suffrage universel – confusion que masque souvent le thème de la « démocratie de l'information » –, n'est-ce pas la *« communication fonctionnelle »* qui est en *train d'écraser* l'impératif éthique ? Quoi de plus triste, résume Dominique Wolton en une formule saisissante, qu'un « cybercafé » où les « internautes » soliloquent devant l'écran alors que l'épreuve par excellence consisterait plutôt à parler au voisin qui tapote sur son clavier.

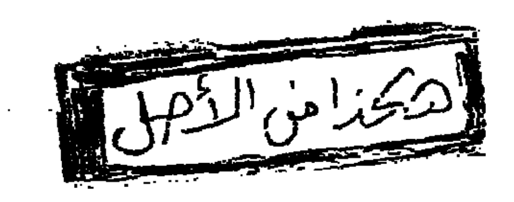
Oui, c'est bien une *préoccupation d'ordre éthique que*, avec vingt *années de recherches*, met en *avant ce théoricien* de la communication, *qui* réalisa avec Mgr Lustiger *deux* entretiens diffusés sur Antenne 2 en janvier 1988, « Le Choix de Dieu » (le texte en est publié aux éditions de Fallois). Des recherches dont l'objet serait en train de changer de nature. Aujourd'hui, remarque-t-il, on apprend à tuer face à la caméra. Aujourd'hui l'intégrisme peut croître en fonction de la multiplication des antennes paraboliques. Bref, la belle équation entre développement de la *communication* et approfondissement de la *démocratie* n'aurait plus la belle évidence de jadis. La presse, autrefois symbole même du contre-pouvoir, ne cède-t-elle pas, depuis le Watergate, à la tentation délicieuse de s'instituer en « quatrième pouvoir » (avec la complicité des juges), sans sanction ni responsabilité ? Le divorce silencieux entre la presse et l'opinion, que Dominique Wolton invoque sans cesse, *s'expliquerait* par *cette dérive*, mal perçue par les *journalistes* mais *d'ores et déjà* insupportable aux *« récepteurs »*.

Dominique Wolton a une conception optimiste et généreuse du « récepteur » – le grand public –, qui n'est jamais assez passif, selon lui, pour ne pas faire défection. L'opinion ne se réduit jamais, chez lui, à cette « spirale du silence » aux réactions purement émotionnelles et manipulable à merci qu'y ont *vu certains théoriciens comme* Elisabeth Noelle-Neumann (laquelle avait commencé sa carrière dans la presse nazie, sous l'aile protectrice d'un certain Josef Goebbels). Pourtant, Dominique Wolton a tendance du coup à convoquer avec un peu trop de facilité les foules anonymes et excédées dont il se fait ici le porte-parole dans un discours antiélitiste de facture assez classique, *quand il dénonce* les *« cinquante »* vedettes de la presse, les *« trois cent soixante dix mille »* eurocrates, les lobbies de tout poil, bref des *« élites »* politiques et médiatiques formant des couples *« diaboliques »*.

Comment, dans un monde effectivement envahi par la communication plutôt que par l'information, ne pas souhaiter, avec lui, de la part des journalistes un peu plus d'autocritique ? Comment ne pas *dénoncer* les *connivences* entre politiques et médias, entre presse et finance ? La course effrénée à l'espace public, effet pervers de la démocratisation, confère aux journalistes un rôle de « passeur » qui agace souvent, et parfois à juste titre, les intellectuels. *Le monde du* savoir est *préoccupé* de la puissance nouvelle de médias qui désorganisent la connaissance. Pour autant, une inquiétude d'origine tocquevillienne sur les dérives de la démocratie, *via* les dérives de la presse, *est-elle déjà d'actualité ?* Ne traduit-elle pas à sa manière le caractère récent du consensus démocratique dans notre pays ? N'est-il pas un peu tôt pour se désenchanter ?

N. W.

★ **Signalons la sortie en poche du précédent essai de Dominique Wolton, *Naissance de l'Europe démocratique*, Champs, Flammarion, 455 p., 60 F.**



Le retour de Malthus

Sylvie Brunel aux prises avec une autre « Horreur économique », celle des « peuples en trop »

CEUX QUI VONT MOURIR DE FAIM
de Sylvie Brunel.
Seuil, 234 p., 120 F.

Viviane Forrester décrivait dans son livre, *L'Horreur économique*, la situation d'une société où de plus en plus d'hommes sont inutiles du fait du système de productivisme dans lequel nous vivons. Pour Sylvie Brunel, ce sont des *« peuples »* qui sont en trop, car tout se passe comme si des gouvernements locaux, voire l'Occident, admettaient que la faim n'est pas si mauvaise conseillère, puisqu'elle permet de réduire la masse des pauvres et le danger qu'ils constituent pour ceux qui sont au pouvoir sur place et pour les nantis du monde.

Sylvie Brunel se démarque de tous ceux (Lester Brown, Club de Rome, etc.) qui pensent que la planète est trop peuplée. En tout cas, elle a fait depuis longtemps, avec d'autres experts, des calculs qui montrent que le monde est tout à fait capable de nourrir ses habitants si la volonté est là (1). Elle constate d'autre part qu'à de très rares exceptions près il n'existe plus de grandes famines *« climatiques »*. En revanche, un phénomène trop ignoré gagne : celui de la multiplication des *« petites famines »*. Elles ne tuent pas des milliers de personnes, mais « seulement » des centaines, périodiquement, régulièrement, à travers le monde et dans l'indifférence générale.

Moins visibles, moins exploitées médiatiquement, ces famines-là ne déclenchent pas d'armée humanitaire. Au reste, l'aide alimentaire n'a jamais été aussi faible et les préoccupations de nos contemporains ont varié. Selon les sondages, la faim dans le monde, longtemps en tête, arrive maintenant au troisième rang, derrière le chômage et la paix.

Sylvie Brunel va beaucoup plus loin dans son réquisitoire. Les expériences sur le terrain (Action internationale contre la faim) lui ont fait comprendre qu'aujourd'hui *« les affameurs »* sont récompensés. Des exemples de stratégie de famine volontaire sont donnés : en Somalie, en 1992, des femmes et des enfants mouraient de faim à côté d'entrepôts de grain remplis à craquer ; de même pour les Touaregs en 1983, pour l'Ethiopie en 1984, où l'aide du monde entier fut utilisée pour transférer à grande échelle des populations. Sans parler des gouvernements qui tirent prétexte d'une prétendue famine pour solliciter l'aide alimentaire, revendue ensuite pour remplir les caisses de l'Etat, ou qui attendent le dernier moment pour obtenir plus de subsides. On en est arrivé ici et là (en Bosnie notamment) à protéger l'aide plus que les victimes : assurer la sécurité des convois humanitaires devenait la principale finalité des opérations d'assistance.

Les malthusiens sont de retour. *« Le droit d'être nourris ne peut pas appartenir à tous »* (Malthus). La tolérance à l'égard de la disparition de certains s'accroît. *« Plutôt que de lâcher du lest sur les jachères, ce qui permettrait d'accroître la production, nous laissons flamber les prix des céréales. »* Les nantis refusent aux pauvres le droit qu'eux-mêmes se sont octroyé de mener une existence meilleure.

Sans doute faut-il clamer haut et fort *« le droit des peuples à se nourrir eux-mêmes* (2) ». Mais, lorsque l'exigence est là, ce ne sont pas les techniques d'approvisionnement qui manquent, mais la responsabilité des dirigeants des pays riches de s'en servir sans tergiverser.

Pierre Drouin

(1) Lire aussi à ce sujet le livre de François Monnier : *Terre nourricière*, qui vient de paraître à L'Harmattan (202 p., 160 F).

(2) Titre du livre de Bernard Hervieu (Flammarion, 1996).

Une vie conjuguée à l'Autre

Georges Balandier a la passion des mots et des rencontres. C'est en terre africaine que l'anthropologue a forgé son destin et sa conscience. Mémoires d'un nomade humaniste

CONJUGAISONS
de Georges Balandier.
Fayard, 412 p., 150 F

La mémoire est une grande maison inachevée. Pour l'anthropologue qui y puise les pierres de sa vie, qui s'y perd avec plaisir ou qui se laisse glisser dans la douceur des souvenirs nettoyés de la poussière, la mémoire est une réserve ouverte où tout se compose et se recompose avec un désir constant de la nourrir d'autres sacs de sable et de mots. Georges Balandier a la passion des mots et des choses de la nature. Il a aussi la passion des rencontres avec des êtres que le destin et le hasard mettent sur son chemin. Il en parle avec amitié et sobriété. Le fait de décrypter des sociétés et des cultures de la différence donne à l'intelligence et à la sensibilité l'occasion d'un dépaysement créateur.

Il découvrira les éléments de la nature en Afrique, à travers des expériences où le choc des cultures se vit dans la subtilité. La frontière entre l'ordre de la nature et celui de la culture est floue. Tout s'imbrique et l'irrationnel anime la vie quotidienne en donnant au mythe une grande place ; l'irréel se mêle à la réalité où le temps échappe à toute mesure. Le jeune chercheur qui arrive dans les années 40 chez les Lébous, premiers occupants de l'actuelle Dakar, apprendra à corriger des impressions fautives ou simplement des idées acquises de manière rapide. Il écrit : *« Nous avons oublié ces relations originelles en substituant aux significations et aux alliances initiales des utilisations, des calculs traduits en profits et en commodités de vie personnelle. »*

Il devra son initiation à l'eau à une vieille prêtresse, Tyabândao, celle qui fait *« ce qu'il y a à faire »* dans la mer pour ouvrir les chemins aux pêcheurs, celle qui recouvre la mer du *« vêtement mystique »*. La rencontre, plus tard, avec un autre maître, un sage, un ascète mauritanien, Mokhtar Ould Hamidoun, l'homme arrivé d'outre-sable, sera aussi déterminante. Il dira de lui qu'il est à l'origine de son initiation d'anthropologue. Au Gabon, ce sera la rencontre avec la forêt qui bouleversera sa vision de l'espace. Au Mali, les Dogons lui apprendront que le verbe fait le monde et que le partage de la parole est aussi essentiel que le silence lourd de sens. C'est surtout au Bénin qu'il découvrira Légba, un dieu maître des paroles. Partout où il ira, sa curiosité, sa disponibilité seront comblées.

Cette errance riche de connaissance et de doute l'obligera à repenser ce qu'il appelle son *« passé simple »*, celui de l'enfance et de la généalogie familiale. Une enfance séduite par le mythe et les récits des aventures coloniales. La figure du grand-père maternel, Constant, l'homme à l'œil de verre, sera marquante. Il constate l'absence de figure féminine dans son apprentissage de la vie. Le retour sur soi le met en parallèle avec l'enfance africaine. La formation initiatique et les rites de passage donnent aux enfants africains davantage de liberté. En tant qu'écolier, il avoue avoir été *« docile »*, impressionné par son instituteur, M. Plane. Mais tôt, sous l'impulsion des événements, il accéda à l'âge d'homme.

Avoir vingt ans sous l'occupation est vécu comme une turbulence formatrice. Peu de place pour les illusions et le rêve. La France de l'époque était le pays du *« secret et du soupçon »*. C'était aussi celle de la résistance. Il sera intégré dans une unité des Forces françaises de l'intérieur et prendra le maquis sous le nom du « Parisien ». Georges Balandier cite Walter Benjamin : *« Lorsque les choses suivent leur cours, c'est la catastrophe »*. Ce fut ainsi qu'il voyait venir les années de honte et de dégoût et décidait de faire avec rigueur obstacle à l'emprise du fascisme.

Tout au long de sa vie, Balandier aura la tentation littéraire. Il dit que Michel Leiris fut son principal initiateur et l'aida à découvrir dans la noirceur de Paris occupé ces clairières où la culture se faisait. Il emporta dans ses bagages aussi bien l'*Afrique fantôme* que les œuvres complètes de Rimbaud. Il écrira des poèmes et même un roman que lira Maurice Nadeau et qui ne sera jamais publié. Alors il écrit *Afrique ambiguë* (1957) et continue de partager son temps et son énergie entre le terrain et l'enseignement. On lui doit par exemple l'expression « tiers-monde » et des études originales d'anthropologie urbaine.

Au Gabon, il rencontre Totor, un ex-bagnard qui lui dit : *« Oublie tes écoles, reste au seul collège de la vie. »* Curieusement, on sent que « la vie » se situe en Afrique et « le regard sur la vie » s'enseigne à Paris. C'est vrai qu'il découvrira une Afrique pleine de couleurs, de bigarrures, d'odeurs intenses et de bruits, ce qui *« donne encore de l'éclat à la pauvreté »*. Une société exprime ce qu'elle est dans la façon dont elle traite ses morts. En Afrique, les morts et les vivants sont indissociables. Il y a moins d'angoisse, moins de morbidité dans le rapport que l'Occident entretient avec ses morts. Pour lui, c'est une leçon de vie : *« Mon expérience africaine m'a montré, avec le fort grossissement d'une autre optique culturelle, la présence des disparus dans la société des vivants. »*

Ce sera avec lucidité qu'il vivra aussi bien mai 68 que la révolution iranienne (Bani Sadr fut son étudiant). Il restera attentif aux pays en décolonisation où il eut des rencontres fabuleuses, où sa mémoire fut emplie de diversités, de couleurs et d'épices fortes. Comme il dit, il préservera *« la part de lucidité, de l'appréciation critique et de* [sa] *propre liberté dans chacun de* [ses] *engagements »*.

Si la mémoire est un enjeu d'existence, ces mémoires sont la recomposition de plusieurs tableaux d'une vie qui n'a cessé d'errer à la recherche de soi à travers la rencontre et la découverte d'autres façons de voir et d'exister. Georges Balandier a suivi le rythme des temps pour raconter sa turbulente liberté et son nomadisme inassouvi. Cette conjugaison est un hymne à l'ouverture, à l'enrichissement par le temps donné aux autres et à l'hospitalité qu'on a naturellement face au visage qu'on accueille.

Tahar Ben Jelloun

D.R.

Georges Balandier.
Georges Balandier est né le 21 décembre 1920 en Haute-Saône. A partir de 1954, il fut professeur et directeur d'études à l'Ecole des Hautes études en sciences sociales depuis 1954. En 1966, il fondait le laboratoire d'études sociologiques et géographiques africaines au CNRS. Spécialiste des sociétés africaines, il est l'auteur de nombreux ouvrages. Son dernier essai, *Le Dédale*, avait paru chez Fayard en 1994. Il collabore au « Monde des livres » depuis 1986.

★ Georges Balandier sera l'invité de « Droit d'auteurs » sur La Cinquième, le dimanche 23 mars.

La psychanalyse sous le visage du lexique

Entre la diversité des « courants », des écoles, des concepts, comment se repérer dans cette discipline ? Evitant tout dogmatisme, Elisabeth Roudinesco et Michel Plon relèvent le défi. Et manifestent l'idéal de science qui gouverne pratique et théorie psychanalytiques

DICTIONNAIRE DE LA PSYCHANALYSE
d'Elisabeth Roudinesco et Michel Plon.
Fayard, 1 191 p., 295 F.

Il en est des dictionnaires comme des définitions : ils doivent respecter un idéal de complétude; dire tout ce qui est requis par leur objet mais s'en tenir aux limites de l'objet. Quand celui-ci est la psychanalyse, être exact, complet, explicite, semble se heurter aux conditions qu'impose l'histoire : diversité presque infinie des « courants » et des écoles, qui vont se divisant sans cesse en des points sensibles d'orthodoxie et d'hérésie, variété des concepts qu'aucune architecture ne condense, extension géographique anarchique qu'aucune règle n'a jamais su normer. Ces difficultés intrinsèques sont résolues par Elisabeth Roudinesco et Michel Plon, dans le *Dictionnaire de la psychanalyse* qu'ils font paraître aujourd'hui. C'est un livre clair et distinct. C'est une histoire de la psychanalyse qui s'offrirait sous le visage du lexique. C'est un lexique des concepts qui prendrait le visage d'une histoire, d'une généalogie. Lire les notices d'un tel dictionnaire, passer de l'une à l'autre grâce aux renvois systématiques et aux signes qui invitent au parcours, nous éclaire sur la théorie et la pratique analytiques, sur le double registre de la genèse de leurs catégories et de la structure des concepts majeurs du freudisme, comme des notions et des systèmes élaborés par les disciples des générations successives.

L'idéal de complétude est atteint, autant qu'il est possible, dans la série des noms propres, qui traverse l'ouvrage comme une lignée baroque de figures pathétiques ou souveraines. Non seulement, nous lisons de considérables biographies des fondateurs, ou encore des grands artisans, celles d'un Jones, d'un Abraham, d'une Melanie Klein, mais il y a un grand nombre de figures locales, de maîtres régionaux, sans qu'aucun pays ne se voie oublié où la psychanalyse ait produit ses effets.

Les biographies si nombreuses des analystes s'entrelacent ainsi à celles des grands analysants, aux *cas* déterminants. L'Homme aux rats, bien sûr, ou Dora, ou Aimée. Aussi bien des figures mineures qui signent de leur aventure la naissance d'une pratique, l'émergence d'une notion. Le roman familial, le roman politique et le récit de la folie singulière se croisent et nous disposent à penser que la psychanalyse ne se développe jamais si bien qu'en des circonstances d'exception, où le sujet de l'inconscient impose son inquiétante étrangeté aux constructions imaginaires dont se tisse notre réalité. Rien de plus passionnant que cet immense labeur de biographe qui donne ici des résultats d'histoire. Dans les troubles, les errances, les affrontements qu'ont connus les hommes et leurs patients, les sujets de la souffrance et ceux de la connaissance, nous déchiffrons comment une science progresse : par chaos internes et hasards maîtrisés, aussitôt déplacés par un nouveau hasard. La biographie est ici l'épistémologie elle-même, dans la mesure où l'analyse s'ordonne tout entière au désir, sous l'ombre de la double demande, celle de l'analysant qui attend un savoir impossible, celle de l'analyste qui tente de ne point résister au réel, quitte à décevoir la demande. Biographies aussi bien des hérétiques, dont la présentation relève ici le génie, l'invention lovée dans le fourvoiement. Il importait peu que Reich eût été décrété fou, s'il témoigne à sa façon de la vérité. Il suffit que celui qui expérimente les limites ait, en sa recherche, ouvert la voie, même s'il se heurte à l'impasse, puisque celui-ci est productif.

L'histoire des écoles ne se contente donc pas des grandes lignées, nées toujours de coupures profondes : l'orthodoxie freudienne maintenue contre vents et marées, la renaissance de la vérité même de l'analyse dont le souci hante les diverses étapes de l'œuvre de Jacques Lacan, les courants « annafreudiens », les écoles américaines, moins rigoureuses sans doute, ici présentées dans la positivité qui les anime. Les hérésies sont minutieusement étudiées, non pour l'erreur qui s'y ferait jour, mais pour l'importance qu'elles ont en tant qu'hérésies. Un seul, peut-être, échappe, me semble-t-il à la règle universelle de bienveillante écoute : C. G. Jung. Il faudrait décider une bonne fois de traiter Jung moins comme un hérétique du freudisme qu'en philosophe praticien, une étrange combinaison de psychophilosophie, qui le situe mieux dans la lignée d'un Schelling ou d'un Jakob Böhme qu'en celle de l'analyse proprement dite. Alors seulement son œuvre, intrinsèquement unie à la science des religions, pourra devenir lisible à ceux que Lacan a définitivement situés dans son sillage, pour le plus grand bien de la théorie et de la pratique.

Freud et Lacan sont légitimement présentés comme les maîtres d'où les grandes coupures conceptuelles ont pu naître : fondation et refondation. C'est ainsi que l'ensemble des concepts freudiens et lacaniens est ici l'objet d'une étude systématique. Même si nous disposions déjà d'un travail élaboré d'exhibition en divers lexiques, rien ici qui fasse double emploi. C'est que la présentation des concepts, comme celle des figures et des écoles, n'en oublie jamais l'histoire. Les concepts ont leur histoire, leur acte de naissance, leurs mutations et leurs limites. Lacan n'a point toujours pensé le réel, le symbolique, l'imaginaire, et s'il les a au fond toujours pressentis avant de les concevoir, il importait d'apprendre comment il les avait conçus. Le refoulement n'est pas installé dans l'œuvre de Freud comme une notion amorphe. Les pratiques de la cure varient. C'est l'ensemble de ces histoires et de ces métamorphoses qui peut apporter la clarté et c'est lui qui fait l'objet central de cet ouvrage.

Il me semble que la méthode ici à l'œuvre est gouvernée par deux principes majeurs : éviter ce que les auteurs nomment le « dogmatisme » et manifester au plus haut point que la psychanalyse, contrairement à ce qui se dit aujourd'hui, ici ou là, est gouvernée par l'idéal de la science. L'esprit qui gouverne le *Dictionnaire de psychanalyse* est celui des Lumières. Le « dogmatisme » est visé, non sans rapport avec ce qu'il peut être dans le champ de la politique : les auteurs ont en tête le destin du marxisme. Ainsi la question du *mathème* dans la psychanalyse – qui est question centrale – reçoit-elle ici une double réponse : c'est le nécessaire aboutissement de l'entreprise lacanienne, fidèle à cet esprit freudien qui veut que tout puisse être enseigné, dans la rigueur d'une théorie. Mais le paradoxe d'un mathème où l'idéal de la science serait atteint par une science dont l'objet est, par excellence, ce qui excède tout schème, le voici : le mathème est nécessaire et impossible, nécessaire parce qu'impossible.

Je crois que le *Dictionnaire* en veut explorer l'énigme. Dogmatique, à son sens, la démarche qui fermerait le mathème au réel qui le défait. Régulatrice la démarche où le mathème soutient la scientificité de la psychanalyse sans entraver l'invention. L'hérésie est la voie royale de l'orthodoxie. De là une sorte de souffle démocratique, en ce livre, comme si l'analyse ne pouvait désormais faire fructifier les découvertes fondamentales qu'en s'autorisant de l'empirisme créateur de Freud.

Cet esprit démocratique n'est pas fait pour conforter les diverses attaques dont la psychanalyse est de nos jours l'objet. Fidèles à l'esprit des Lumières, dans leur projet comme dans la clarté de leur mode d'exposition, Elisabeth Roudinesco et Michel Plon soutiennent au contraire que l'avenir de l'analyse, comme son histoire, relèvent de la science et d'elle seule. Il est important de le souligner : quelles que soient les variantes de la cure, quelque voie étrange que la découverte emprunte, Freud, Melanie Klein, Jacques Lacan (pour ne pointer que les grands noms) montrent sans faiblir que la visée de la psychanalyse, pour s'originer dans une demande du sujet, a pour fin quelque chose comme un *réel*, au sens où les sciences de la nature ne cèdent jamais sur le réel.

On peut bien faire valoir aujourd'hui les prestiges de l'organicisme, chercher dans les secrets du corps, dans les vérités du cerveau la source des troubles.

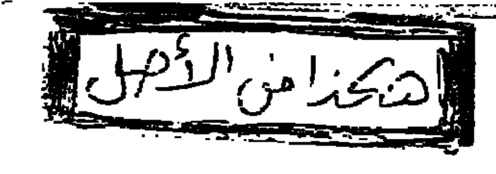
On peut, à l'inverse, virer au chamanisme, solliciter les cures les plus irrationnelles, substituer à la délivrance de la parole une sorte d'envoûtement où le sujet échangerait la paix contre sa soumission au guérisseur. Il reste que ces deux illusions sont étrangères à l'analyse, qui est aussi matérialiste que la science du corps, puisque la langue et son effet dans la parole sont matière, et qui maintient face au chamanisme renaissant la rigueur d'une liberté.

C'est parce qu'une telle défense et illustration de la psychanalyse est aujourd'hui nécessaire qu'un tel livre est nécessaire. De même que ceux qui renient Newton pour une philosophie prétendue de l'astrophysique sont en danger d'obscurantisme, ceux qui renieraient Freud, au nom de la science organique comme au nom des pratiques de guérison, sont en danger de faire obstacle aux Lumières.

La philosophie, sans l'antiphilosophie de Freud, se priverait de son seul obstacle, de l'antiplatonisme militant qui seul fait roc face au platonisme nécessaire de toute grande philosophie systématique.

Christian Jambet

★ Christian Jambet est professeur de philosophie



Terreur stalinienne dans le maquis

Octobre 1943, les communistes organisent l'évasion d'une soixantaine de leurs camarades. Quelque temps après, cette libération s'achèvera par l'assassinat de quatre militants trotskistes. Un massacre sur lequel Pierre Broué et Raymond Vacheron ont tenté de faire la lumière

MEURTRES AU MAQUIS
de Pierre Broué et Raymond Vacheron, en collaboration avec Alain Dugrand.
Grasset, 272 p., 126 F.

C'est une affreuse histoire. En octobre 1943, quatre militants trotskistes sont assassinés de sang-froid par des communistes avec lesquels ils venaient de s'évader de la prison du Puy. Les mots avaient tué avant les balles. Sur les listes noires diffusées par le Parti communiste clandestin dans le but légitime de démasquer traîtres, provocateurs et agents de la Gestapo, le qualificatif « *trotskiste* » suffisait. « *Celui qui croyait au ciel et celui qui n'y croyait pas* » étaient convoqués à la lutte contre l'ennemi commun, mais non point les « *hitléro-trotskistes* », « *agents sans scrupules du fascisme international* ». C'était ainsi.

Le lecteur peu familier de ces vieilles querelles en retrouvera l'âcre fumet dans le livre de Pierre Broué, historien du communisme, et de Raymond Vacheron, lui-même ancien militant trotskiste, qui a effectué une enquête exemplaire sur le terrain. Leur réquisitoire fleure bon les années 40. Le compagnonnage d'esprit avec les victimes l'explique aisément, et nul ne songerait à plaider pour les assassins fratricides, mais la vie n'est pas toujours exempte de complexité.

En décembre 1942, cinq militants trotskistes condamnés à de lourdes peines par les tribunaux de Vichy sont transférés à la prison du Puy. Figure dominante du groupe : Pietro Tresso, fondateur avec Gramsci et Bordiga, du Parti communiste italien. Tresso a rejoint Trotski après son exclusion du PC : il refusait la ligne imposée par Moscou, qui culminera avec la grotesque main tendue aux « *frères en chemise noire* », les fascistes mussoliniens. C'est un homme cultivé, sensible, attachant. Il reste lucide et redoute le pire alors même que ses camarades se félicitent de l'amélioration des relations avec les communistes. Car les *a priori* sectaires résistent mal à l'humaine souffrance vécue en commun et à la lutte collective contre l'administration pénitentiaire. Au reste, les « staliniens » sont loin de former un bloc homogène. Peut-on appliquer le qualificatif à Hippolyte Vial, membre des Jeunesses ouvrières chrétiennes (JOC), ou à son frère Théo, qui finira membre du comité central du PCF et député, mais entre en résistance sans même savoir que le trotskisme existe ?

Les divergences demeurent. Les trotskistes condamnent le chauvinisme de la lutte contre « *les Boches* » (où est le contenu de classe ?) et réprouvent l'union sacrée et l'alliance avec les gaullistes (s'agit-il à la fin des fins de régler son compte à la bourgeoisie ?). Leur travail politique auprès des jeunes prisonniers exaspère le noyau dirigeant communiste. Un épisode, surtout, va creuser le malentendu, y compris parmi les moins staliniens des codétenus. Il est regrettable que les auteurs n'y fassent que des allusions énigmatiques pour le lecteur non averti. Vichy, soucieux de désengorger ses prisons surpeuplées, proposa aux détenus l'élargissement moyennant le départ pour une usine allemande. Vieux militant rompu au travail ultraminoritaire, croyant sans doute à tort à la survivance d'un prolétariat allemand prêt à écouter la bonne parole, Tresso n'hésita pas devant la perspective de troquer la cellule où il perdait son temps contre un nouveau terrain de militance, et entraîna ses camarades à sa suite. Pourquoi pas ? Mais les communistes relevaient d'une organisation de masse engagée à fond contre le Service du travail obligatoire et exhortant les jeunes à rejoindre les maquis plutôt que d'obéir (Aragon : « *Ne pars pas, c'est trahison* »). Comment auraient-ils pu admettre le choix des trotskistes ? Comment les jeunes réfractaires emprisonnés au Puy n'auraient-ils pas vu des traîtres en ceux qui se portaient volontaires pour un travail qu'ils avaient eux-mêmes refusé au prix de leur liberté ? Cinquante ans après, une indignation perplexe demeure chez les survivants.





Pietro Tresso, fondateur avec Gramsci et Bordiga du PCI

De départ pour l'Allemagne, il n'y en eut point, mais des évasions collectives qui émerveillent par leur audace et leur technicité. Le 25 avril 1943, vingt-six détenus s'évadent de la prison du Puy. Les trotskistes et quelques autres n'en sont pas : les organisateurs communistes ont laissé leurs cellules closes. L'affaire tourne à la catastrophe : faute d'itinéraires de fuite bien préparés et de points de chute, plus de la moitié des évadés sont immédiatement repris et la résistance locale encaisse des coups sévères. La leçon tirée de l'échec explique-t-elle qu'à la prison de Saint-Etienne, où tous les détenus politiques sont communistes, l'évasion du 26 septembre profite à trente-deux prisonniers, dont aucun ne sera repris, tandis que sont laissés quarante-huit détenus jugés moins sûrs ou moins aptes à la vie maquisarde et dont beaucoup mourront en déportation ? Les auteurs n'y voient que le stalinisme à l'œuvre parmi les siens. La question ne se posera pas pour la seconde évasion du Puy, programmée avec une extraordinaire audace le 1er octobre, dans la foulée de celle de Saint-Etienne, et malgré des mesures de sécurité renforcées : le gardien Chapelle, sur qui repose toute l'organisation, a prévenu les responsables : « *Ce sera tout le monde ou personne.* » Avec soixante-dix-neuf évadés dans une ville occupée par la Wehrmacht, quadrillée par la gendarmerie vichyste, il en résulte ce qu'on avait voulu éviter à Saint-Etienne : une noire pagaille, la fuite éperdue des malheureux sous la direction des FTP locaux. Les auteurs stigmatisent cette fois l'impéritie stalinienne.

La marche jusqu'au maquis Wodli, près d'Yssingeaux, fut un véritable calvaire. Certains jeunes communistes, épuisés par trois ans de régime carcéral, avaient grand-peine à suivre, ce qui peut justifier la rigueur stéphanoise. L'un des cinq trotskistes, Albert Demazière, nous fournit ici une belle démonstration de la fragilité du témoignage humain. Un mois après l'évasion, il exalte dans un bulletin trotskiste clandestin la fraternité et le dévouement des guides communistes. Cinquante ans plus tard, évoquant la colonne des évadés, il confie à Vacheron : « *Nous étions tous ensemble et gardés comme du bétail par des jeunes FTP avec des cravaches, qui étaient odieux et nous traitaient comme du bétail.* » Le lecteur décidera quelle version lui semble la plus plausible. Car Demazière va s'évader, non plus de prison mais du maquis de Wodli. Envoyé avec deux communistes à la recherche de ravitaillement, il découvre le pays sillonné par les gendarmes, et leur retraite coupée. Le trio décide de s'égailler. Cette évasion involontaire le sauve de la mort, mais, dénoncée comme une désertion, dessert ses camarades restés au Wodli et désormais placés sous bonne garde.

La vie des quatre réprouvés repose à présent dans des mains véritablement staliniennes, car il est évident que leur sort, et surtout celui d'un homme de la stature politique de Tresso, fut décidé ailleurs et plus haut. Direction du parti français ou du parti italien ? Les auteurs ne tranchent pas, pas plus qu'ils ne connaissent l'identité des tueurs ni le jour exact où ils passèrent à l'action. On sait seulement que l'exécution fut atroce : les malheureux, lorsqu'on vint les chercher, savaient ce qui les attendait et l'un au moins tenta vainement de s'échapper.

Les incertitudes ne sont pas près d'être levées : Broué a exploré les archives, et Vacheron le terrain, autant qu'ils pouvaient l'être. Ces zones d'ombre offrent un facile refuge à la pusillanimité et à l'hypocrisie. Mais les faits rapportés établissent au-delà de tout doute raisonnable l'assassinat de Tresso et de ses camarades. Cela n'enlève rien à la gloire de la résistance communiste ni au respect dû à ses martyrs ; c'est simplement la démonstration, heureusement limitée, que la haine stalinienne envers les trotskistes ne pouvait pas ne pas avoir de conséquences en France comme ailleurs.

Le massacre du Wodli fut un crime. De la part du Parti communiste français, ne point le reconnaître aujourd'hui serait une faute.

Gilles Perrault

La résistance du cheval de trait

CHAMP DE BLÉ
CHAMP DE COURSES
Nouveaux usages du cheval de trait en Europe,
de Bernadette Lizet.
éd. Jean-Michel Place, *Cahiers de Gradhiva* et bibliothèque équestre,
400 p., 180 F.

Grâce au Salon de l'agriculture, les Parisiens, pendant une semaine, n'ont pas eu à aller plus loin que la porte de Versailles pour flatter les encolures puissantes et admirer les croupes rebondies des chevaux lourds – les anciens chevaux de labour –, représentants d'un patrimoine vivant, précieux et toujours menacé. En 1982, une universitaire, Bernadette Lizet, ethnologue au Muséum d'histoire naturelle, chargée de recherches au CNRS, leur avait consacré un ouvrage (1) : il s'agissait alors de conserver les traces de la civilisation du cheval, vouée, pensait-on alors, à une mort inéluctable. Quinze ans après, à la surprise générale, il n'en est rien : l'air du temps a changé, et le cheval lourd résiste. Il quitte les étals des boucheries hippophagiques, qui lui avaient offert une paradoxale reconversion. Utilisé de nouveau en agriculture, mais aussi pour le sport et les loisirs, de retour dans les champs et les forêts (pour le débardage délicat), dans les rues des villes, entre les brancards de roulottes transportant des amateurs de tourisme « vert », il soulève des querelles passionnées entre « anciens » et « modernes ». Au terme d'un voyage d'étude en France, en Italie, en Grande-Bretagne, en Belgique et en Pologne, Bernadette Lizet dresse, dans un nouveau livre, un panorama européen de cette réappropriation du cheval de trait.

Jean-Louis Andreani

(1) *Le Cheval dans la vie quotidienne*, éd. Jean-Michel Place, 220 p., 180 F.

Un homme de science engagé

Suite de la page I

S'il a attiré à lui ce jeune normalien d'origine bourgeoise, c'est que le fils de chirurgien qu'il est a été séduit par le Front populaire, mais horrifié par les procès de Moscou. Notons que c'est la marginalité même du trotskisme qui l'amènera à rompre avec le militantiste de parti. Une grève des postes, au cours de laquelle seul le journal trotskiste est distribué, le convainc que même sans « contre-propagande », les effectifs du mouvement ne parviennent pas à mordre sur les masses...

« DÉFAITISME RÉVOLUTIONNAIRE »

Laurent Schwartz décrit les trotskistes français de 1940 comme désorientés par l'assassinat du chef de la IVe Internationale, à Mexico, le 21 août. La ligne générale est à la stratégie dite du « défaitisme révolutionnaire » – *La Vérité* a fait ses preuves dans l'Allemagne de 1918. Il faut s'efforcer de transformer le conflit entre puissances « impérialistes » (toutes mises sur le même plan) en révolution prolétarienne (en favorisant, par exemple, la désertion de soldats allemands supposés être restés des travailleurs sous l'uniforme nazi)... Certains toutefois – et Laurent Schwartz dit avoir été de ceux-là – estiment qu'en cas de guerre le soutien à l'URSS, « Etat ouvrier dégénéré », s'impose. Il est clair, en tout cas, que ces grilles d'analyse sont parfaitement inadaptées à penser la situation créée en France par l'occupation nazie, et encore plus la spécificité de la Shoah. Tout cela ne contribue pas peu à compliquer l'entrée en résistance des trotskistes en général, et de Laurent Schwartz en particulier (il convoiera cependant des tracts).

D'autant plus que les réseaux communistes, constitués après l'attaque allemande en URSS en juin 1941, représentent pour les trotskistes des lieux à haut risque. Dès 1938, la liquidation des partisans de la IVe Internationale a commencé en France, avec l'assassinat, à Paris (« *avec l'aide probable des dirigeants du parti communiste français* », dit Laurent Schwartz), du secrétaire de Trotski, Rudolf Klement, dont le cadavre est retrouvé décapité dans la Seine. La guerre ouvre d'autres perspectives à la persécution stalinienne, comme le montre la sinistre affaire des partisans du maquis du Wodli (*voir l'article de Gilles Perrault ci-dessus*).

A la même époque, les écrits d'un jeune Belge, juif et trotskiste comme Laurent Schwartz, Jakub Fajgelzon, dit « Jacques » (qui ne survivra pas à la « solution finale »), donne la mesure de l'état d'esprit régnant dans ces milieux. Ce militant va jusqu'à parler, dans une publication clandestine, à propos de la révolte du ghetto de Varsovie au printemps 1943, de la « *folie collective des juifs de Varsovie* », ajoutant : « *Nous aurions conseillé plutôt la soumission aux exigences les plus dures de l'occupant et la remise de l'explication définitive – par les armes – à des moments plus favorables* » ; l'objectif demeurant « *la fraternisation avec les soldats allemands* » (1) ! La IVe Internationale « *ignora totalement le génocide* », regrette Laurent Schwartz.

« BILAN MITIGÉ »

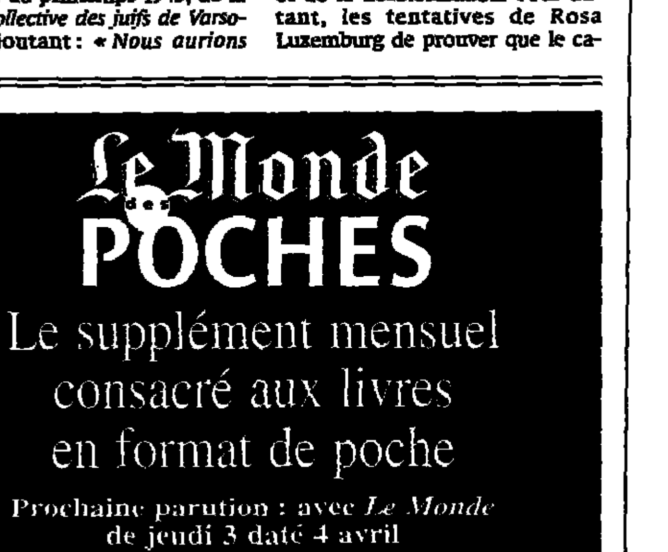
N'est-on pas dès lors, à lire ce récit de guerre, tenté d'adopter, pour comprendre la suite de l'autobiographie, le paradigme proposé par l'Américain Tony Judt afin d'expliquer l'engagement des intellectuels français dans le marxisme notamment après 1945 ? Un engagement qui selon l'auteur d'*Un passé imparfait* (Fayard) aurait été inversement proportionnel à leur relative inaction pendant la période d'Occupation. Plaquer cette interprétation sur le cas de Laurent Schwartz, serait quelque peu sévère. Pour lui, la période de guerre, telle qu'il la décrit, a représenté une épuisante lutte pour la survie physique, la sienne, celle de sa femme et de son fils. En outre, les deux lignes de force, anticolonialisme et anti-impérialisme, puisées dans le trotskisme, et qui survivront à la rupture avec le parti, si elles ont été peu adaptées à « penser » la deuxième guerre mondiale, constitueront en revanche un modèle d'action plus efficace dans le monde de la guerre froide et de la décolonisation. Pour autant, les tentatives de Rosa Luxemburg de prouver que le capitalisme avait besoin des colonies, grâce à des formules mathématiques, ont très tôt laissé sceptique le scientifique. De même n'est-il pas très loin de partager l'opinion célèbre de Van Heijenoort, publiée en 1948 dans le journal américain de gauche *Partisan Review*, selon laquelle l'examen des manuscrits mathématiques de Marx ne révélerait tout au plus que les connaissances d'un « étudiant alerte » – même si c'est plutôt sur Engels que porte ici la charge de mégalomanie scientifique.

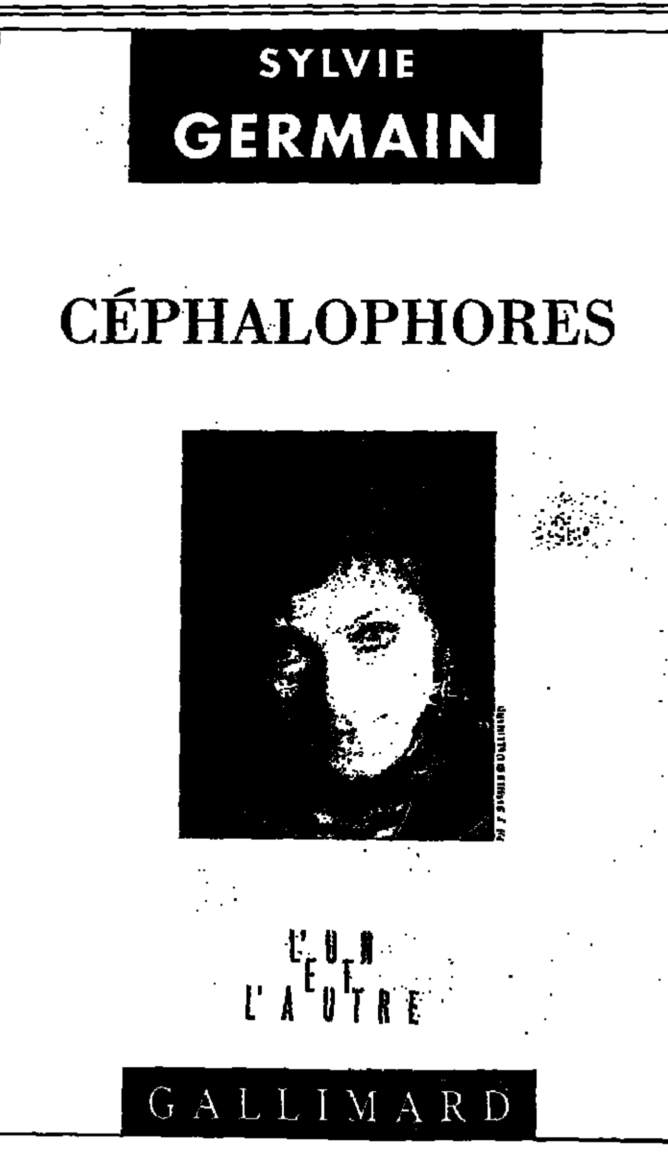
Quant au bilan, il est en demi-teinte : « *On doit soutenir les révoltes du tiers-monde,* écrit Schwartz, *mais il y a de quoi s'arracher les cheveux.* »

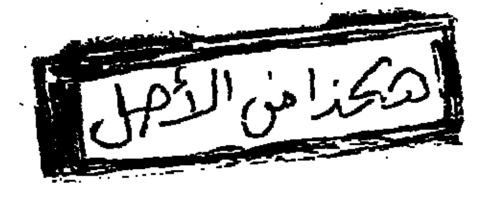
La victoire des talibans en Afghanistan, la menace intégriste en Algérie et les ayatollahs d'Iran n'ont cependant pas ébranlé ses convictions. L'engagement est de l'ordre du devoir, pas de la science.

Nicolas Weill

(1) Voir l'article de Maxime Steinberg dans l'ouvrage collectif, *L'Insurrection du ghetto de Varsovie*, sous la direction de Raul Hilberg et Joël Kotek (Ed. Complexe, 1994).







L'EDITION FRANÇAISE

● **Jankélévitch à la BNF.** Les papiers du philosophe Vladimir Jankélévitch, notamment tous les manuscrits de son œuvre, ont été cédés par son épouse au département des manuscrits de la Bibliothèque nationale de France (BNF). Seront ainsi disponibles aux chercheurs, outre les manuscrits à toutes les étapes de leur réalisation, les exemplaires annotés, corrigés, enrichis de notes manuscrites, du philosophe disparu en 1985, qui fut titulaire à la Sorbonne de la chaire de philosophie morale.

● **Liana Levi a quinze ans.** Créées en mars 1982, les éditions Liana Levi se félicitent d'avoir su résister à la *« crise du marché du livre »* tout en maintenant leur statut de *« petit éditeur indépendant »*. Avec un chiffre d'affaires de 7 millions de francs, en progression depuis cinq ans, la maison publie désormais une vingtaine de titres par an, des ouvrages d'histoire aux essais en passant par la littérature étrangère, les monographies de peintres et la littérature policière. 1997 verra la sortie des premiers volumes d'une coproduction franco-italienne qui publiera, au rythme de quatre titres par an, des ouvrages illustrés thématiques. La première série, prévue pour la fin de l'année, sera consacrée aux religions.

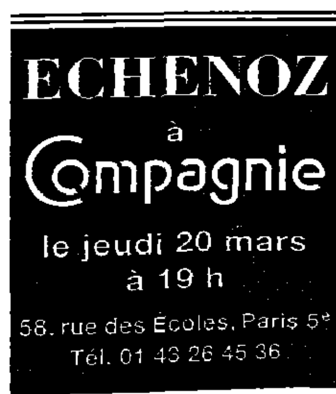
● **Latingy achète l'éditeur américain Abrams.** Le Groupe Latingy a signé un accord avec Times Mirror, l'un des plus grands groupes de presse américains, pour la reprise des éditions américaines Abrams, leader mondial du livre d'art et propriété de Times Mirror depuis 1966. Avec cette acquisition, le groupe Latingy – qui détient les éditions de La Martinière, Minerva, Liber et Diff-Edif – sera à la tête du marché mondial du beau livre. Présidé par Hervé de la Martinière, le groupe créé en 1992 comporte un catalogue de plus de 600 titres et édite plus de 150 nouveautés par an dans le domaine des beaux livres, tourisme, pratique et jeunesse. Paul Gottlieb reste président d'Abrams, fondé en 1949, premier éditeur américain à se spécialiser dans la création et la distribution de livres d'art, et qui compte plus de 1200 titres à son catalogue.

● **Prix littéraires.** Le 43e Prix des libraires a été décerné à Philippe Delerm pour *Sundborn ou les jours de lumière* (Le Rocher) ; le prix RFO du livre à Ernest Pépin pour son roman *Tambour-Babel* (Gallimard), avec un prix spécial à Alban Bensa et Eric Wittersheim pour *Jean-Marie Tjibaou, la présence kanake* (Odile Jacob) ; le prix du Rotary d'expression française à Gisèle Pineau pour *L'Exil selon Julia* (Stock) ; le prix Jean Freustié à Gérard Guégan pour *La Demi-Sœur* (Grasset) ; le prix européen de l'Histoire à Georges-Henri Soutou pour *L'Alliance incertaine* (Fayard) et à Peter Wagner pour *Liberté et discipline* (Métailié).

Précisions

● Suite à l'article sur « L'Oréal, une histoire au parfum de soufre », (« Le Monde des livres » du 17 janvier) qui faisait état, à propos du livre de Michel Bar-Zohar, de la présence d'anciens vichystes dans l'entreprise, plusieurs anciens employés de L'Oréal, actuellement retraités, tiennent à rappeler qu'ils ont été, eux, des résistants et que L'Oréal a *« toujours pratiqué une authentique politique humaine basée sur la notion de fidélité entre les hommes en dehors de toute ségrégation, famille, religion, race, diplôme »*.

● Par ailleurs, dans l'article consacré à la Fnac (« Le Monde des livres » du 7 mars), Christian Rolland, de la société Megaliths, rappelle qu'il appartient à sa société, et non à la Fnac, d'avoir inauguré le Café littéraire du Salon du livre en 1996 à la suite du succès de la formule au festival « Etonnants voyageurs » de Saint-Malo.



Graham Swift copie-t-il Faulkner ?

Un professeur accuse de plagiat le lauréat du Booker Prize. L'anecdote met en lumière la différence entre contrefaçon et héritage

Les Anglais s'apprêtent-ils à connaître un feuilleton tragi-comique semblable à celui qui a agité notre monde des lettres depuis la remise du Grand Prix de l'Académie française 1996 à Calixthe Beyala, romancière condamnée pour contrefaçon ? C'est du moins ce que tente de lancer un professeur de l'université australienne du Queensland, John Frow. Celui-ci accuse l'écrivain britannique Graham Swift, lauréat à l'automne 1996 du prestigieux Booker Prize pour son livre *Last Orders* (à paraître en septembre chez Gallimard, voir « Le Monde des livres » du 31 janvier), d'avoir effectué, sans les revendiquer, des *« emprunts substantiels »* à un roman publié en 1930, et non des moindres : *Tandis que j'agonise*, de William Faulkner.

L'intrigue du roman de Swift, où des amis évoquent respectivement leur relation avec le défunt dont ils transportent l'urne funéraire, serait ainsi inspirée de celui de Faulkner, où est mise en place une semblable structure narrative autour d'un cadavre en décomposition sur un chariot, chaque chapitre étant consacré au regard d'un protagoniste. Excepté cette similarité structurelle, un chapitre également composé d'une seule ligne et un passage construit sur le même mode d'une succession de maximes, rien dans le style de Graham Swift, qui joue sur une langue populaire spécifiquement londonienne, ne peut rappeler celui de Faulkner.

Harcelé par les journalistes depuis le dimanche 9 mars, Graham Swift nous a calmement déclaré par téléphone n'avoir jamais caché sa dette envers Faulkner. *« Mon livre et moi nous sentons au-dessus de tout cela »*, a-t-il ajouté. A l'égal de nombreux critiques, il souligne que ce rapprochement n'est pas l'essentiel de son œuvre, qui par ailleurs emprunte aussi à Chaucer ou T. S. Eliot. *« Faut-il se priver de décrire des voyageurs dans le Kent à cause de Chaucer, ou à Margate à cause d'Eliot ? C'est dans la nature même de la littérature que les livres dérivent ou subissent l'influence des précédents »*, a-t-il écrit dans le *Times*. Comme le *Guardian*, le quotidien londonien a consacré une page de son édition du 10 mars à l'événement, sans pour autant prêter le flanc aux accusations de John Frow. Le moins qu'on puisse dire est que l'intelligentsia britannique, des professeurs d'université aux écrivains, ne mord pas à l'hameçon. Malcolm Bradbury, qui fait autorité en matière de littérature anglo-saxonne, met en lumière *« un parallélisme intéressant qui n'a rien du plagiat »* ; Julian Barnes évoque en comparaison l'utilisation par Brahms, dans sa première symphonie, de la 9e de Beethoven ; Stephen Moss feint d'accuser Joyce d'avoir *« volé »*, dans *Ulysse*, la structure et les thèmes d'Homère...

Laissant passer les premiers remous, Salman Rushdie lui-même, dont l'œuvre joue sans cesse des références littéraires, y est allé de sa plume dans le *Guardian* du 14 mars pour s'indigner de l'importance médiatique donnée à une fallacieuse accusation. Critiquant l'*Independent on Sunday* d'avoir monté ce faux événement à la « une » sans pouvoir avancer aucune preuve solide, il ironise au passage sur un membre du jury du Booker Prize (l'écrivain Jonathan Coe) qui avoue, pour seul argument de défense, n'avoir jamais lu *Tandis que j'agonise*. Le 14 mars, dans le même journal, John Frow récidivait dans ses accusations. Reconnaissant la tradition d'emprunt propre à la littérature, il réaffirmait que Swift n'avait ni innové par rapport à Faulkner ni indiqué sa source : « Last Orders *emprunte sans payer sa dette.* »

Quoi de commun, pourtant, entre ceux qui se trouvent confondus, telle Calixthe Beyala, par la correspondance presque terme à terme de longs passages de leur livre avec ceux d'ouvrages divers et l'inspiration du mode narratif d'un auteur universellement revendiqué, qui plus est, comme une présence littéraire essentielle ? Une occasion de rappeler à la fois que ce ne sont pas les sujets qui font la littérature et que chaque écrivain se définit d'abord dans le prolongement d'un héritage. La chasse aux plagiaires, vue sous l'angle de ces deux accusations consécutives (Beyala et Swift), met en lumière deux dérives : la première, tentante, de se disculper au motif que tout écrivain est le plagiaire d'un autre ; la seconde, dont a failli être victime Graham Swift, consiste à « tirer sur tout ce qui bouge », reflétant une tendance moderne au soupçon et à la manie procédurière.

M. V. R.

Myrdal : le mot de trop

Les propos de l'écrivain sur le « printemps de Pékin » divisent le PEN Club suédois

Jusqu'où va la liberté d'expression ? La tolérance a-t-elle des limites ? Les milieux littéraires suédois ressassent ces questions depuis le dernier esclandre en date de leur « enfant terrible », Jan Myrdal. A l'occasion de la mort du dirigeant chinois Deng Xiaoping, l'écrivain a suscité une nouvelle fois la consternation en prenant, avec sa femme Gun Kessle, la défense du massacre du « printemps de Pékin » en juin 1989. A l'entendre, le Petit Timonier a fait le *« bon choix »* en ordonnant à l'armée de mater le mouvement prodémocratique étudiant. Il y en allait, selon lui, de l'existence de la Chine, ni plus ni moins.

Venant d'un intellectuel ayant longtemps porté la « bonne parole » maoïste, qui plus est coutumier de la provocation, ces propos n'ont qu'à moitié surpris dans le royaume scandinave. Mais ce fut la goutte de trop pour trente-neuf des quelque cinq cents membres de la section suédoise du PEN Club. Dans une lettre adressée à son comité directeur début mars, ils ont menacé de déserter l'organisation internationale d'écrivains défendant la liberté d'expression, si Jan Myrdal et son épouse, également membres, ne la quittaient pas au plus tôt. Depuis, le débat fait rage entre les partisans de l'exclusion des deux trublions et les tenants d'une ligne plus modérée, pour lesquels l'organisation doit aussi pouvoir accueillir les auteurs de prises de position moralement douteuses, voire inacceptables, au nom des valeurs qu'elle est précisément censée défendre.

Reflet des dissensions internes menaçant le PEN Club suédois (fondé en 1922), son comité directeur n'a pas réussi à se mettre d'accord sur ce dossier sensible. Cinq de ses membres se sont prononcés en faveur de la tenue d'un vote sur l'exclusion du couple Myrdal à l'occasion de la réunion annuelle de la section suédoise de l'organisation en mai, tandis que cinq autres s'y sont opposés et un a voté blanc. Arguant des coups portés à la *« crédibilité »* du PEN Club alors que des dizaines d'écrivains chinois sont emprisonnés, plusieurs auteurs suédois ont annoncé qu'ils rendaient leur carte de membre pour aller adhérer à l'organisation dans d'autres pays. Soucieuses d'éviter une scission, quatre personnalités ont plaidé en faveur de l'apaisement.

Jan Myrdal avait déjà plongé le PEN Club dans l'embarras lorsqu'il avait soutenu l'Iran pour sa fatwa contre l'écrivain britannique Salman Rushdie, en 1989. Défenseur pêle-mêle du négationnisme, du dictateur Pol Pot et de l'ancien régime communiste albanais, ce fils de deux Prix Nobel (Gunnar et Alva Myrdal) fait régulièrement scandale en Suède. Ses pamphlets sont redoutés, ses œuvres littéraires dérangent, même si elles sont souvent appréciées (*Un village de la Chine populaire*, *Confessions d'un Européen déloyal* et son autobiographie, entre autres, ont été traduits en français, chez Actes Sud et Gallimard). Par ses critiques acérées de la social-démocratie et de l'establishment suédois, ce personnage de soixante-neuf ans tranche sur une société obsédée par la recherche du consensus, lui conférant une place à part qui lui a, jusqu'à présent, assuré l'immunité.

Benoît Peltier

Polémique thérésienne (suite)

Le compte rendu de la polémique qui a éclaté entre deux éditeurs religieux (le Cerf et Desclée de Brouwer) à propos du récent livre de Jean-François Six sur Thérèse de Lisieux (« Le Monde des Livres » du 28 février) nous a valu plusieurs lettres. Celles-ci nous reprochent d'avoir omis de rappeler tout le travail d'exégèse critique des œuvres de Thérèse qui a précédé celui du Père Six. Cette omission n'est évidemment pas volontaire et s'explique par la nécessité de la concision.

Jacques Longchampt, ancien journaliste au *Monde*, qui a dirigé l'*Edition du centenaire de sainte Thérèse de Lisieux* (1970-1992), publiée en coédition par le Cerf et Desclée de Brouwer, nous écrit en particulier : *« Vous laissez entendre que* "les textes considérés comme officiels depuis cent ans" *sont ceux qu'avait publiés Mère Agnès (la sœur de Thérèse), textes* "de caractère douteux". *Le lecteur en déduit qu'il fallait remédier à cette situation, et vous indiquez alors :* "C'est ce travail critique que Jean-François Six, en dépit des obstacles rencontrés, vient de publier". *Autrement dit, c'est l'abbé Six qui a enfin établi les vrais textes de Thérèse et les révèle dans ce livre.*

» La vérité est bien différente, poursuit Jacques Longchampt. *L'abbé Six reprend exactement et uniquement les textes de Thérèse de Lisieux tels qu'ils ont été établis par les auteurs de l'*Edition du Centenaire. *Il se contente de les disposer par ordre chronologique pour des* raisons qui le regardent. Le travail critique de l'Edition du centenaire *a été fait sur les manuscrits mêmes de Thérèse (...). Quant aux* « textes douteux » *établis par Mère Agnès, l'*Edition critique du Centenaire *est le seul lieu qui permette de comparer, terme à terme, le texte véritable de Thérèse avec les anciennes versions*, en particulier l'Histoire d'une âme, *originale de 1898. Tous les propos de Thérèse rapportés par des témoins sont toujours indiqués comme tels, comparés, critiqués.*

» Jamais personne n'a empêché l'abbé Six de faire son exégèse critique, *conclut Jacques Longchampt, et il ne s'en est pas privé dans ses trois volumes des éditions du Seuil comme dans celui qui vient de paraître. Et, en lisant ses livres, on peut se rendre compte qu'il a fait un excellent usage de* « la masse énorme d'indications techniques » *qu'il a trouvées dans* « la multitude des pages publiées dans les éditions du Centenaire depuis un quart de siècle », cet *« amas de notes et de commentaires en tout genre » dont il parle, avec quelque mépris, à la page 336 de son récent ouvrage »*.

De son côté, Jacques Maître, directeur de recherches au CNRS, auteur d'un autre livre sur Thérèse (*l'Orpheline de la Bérésina. Essai de psychanalyse socio-historique*, Cerf, 1995), admet que, *« comme toujours en histoire, ce type de documents pose des questions relatives à l'authenticité des sources et à la fiabilité des témoignages »*. Il rend aussi hommage au travail critique de l'*Edition du centenaire*. Quant à Léon Tudeau, il insiste sur un point mis en évidence par le Père Six : *« On accuse Mère Agnès d'avoir dissimulé l'épreuve de la foi de sa sœur. En réalité, les pages concernant cette épreuve ont été entièrement reproduites dans la première édition d'*Histoire d'une âme. *Ce qui est vrai, c'est que Mère Agnès et les commentateurs n'ont pas pris la mesure de cette épreuve. Et, là, il est heureux que des auteurs, sensibles à l'incroyance comme Jean-François Six, aient relevé la signification prophétique de cette épreuve, au risque même d'aller trop loin dans la comparaison avec l'incroyance contemporaine. »*

AGENDA

● **LE 21 MARS. POÉSIE. A Marseille**, la collection « Poésie/Flammarion », dirigée par Yves di Manno, propose à 19 heures, au centre de la Vieille-Charité, des lectures de poèmes, en présence de plusieurs auteurs : Emmanuel Moses, Hervé Piekarski, Esther Tellermann (2, rue de la Charité, 13002 Marseille, tél : 04-91-91-26-45).

● **DU 21 AU 23 MARS. FESTIVITÉS. A Bron**, autour du « Corps et âme » se déroulera la onzième édition de la Fête du livre. Une quarantaine d'écrivains français et étrangers ainsi que des sociologues, ethnologues, anthropologues et historiens se retrouveront pour différentes conférences et tables rondes (rens. : 04-72-36-13-84).

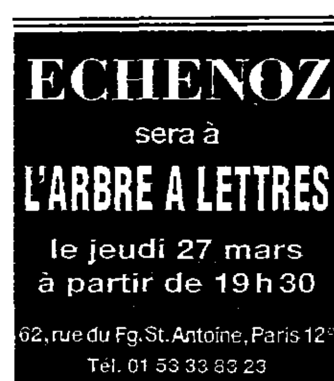
● **DU 21 AU 23 MARS. FESTIVITÉS. A Bron**, autour du « Corps et âme » se déroulera la onzième édition de la Fête du livre. Une quarantaine d'écrivains français et étrangers ainsi que des sociologues, ethnologues, anthropologues et historiens se retrouvront pour différentes conférences et tables rondes (rens. : 04-72-36-13-84).

● **LE 25 MARS. ANTISÉMITISME. A Paris**, les éditions MSH de Paris, et la maison Heinrich-Heine, organise une conférence en allemand autour du livre d'Helmut Berling *Histoire de l'antisémitisme en Allemagne*, à 19 heures, à la fondation de l'Allemagne, Cité internationale universitaire de Paris (27, bd Jourdan, 75014, tél. : 01-44-16-13-00).

● **DU 25 MARS AU 5 AVRIL. LAUDE. A Paris**, *Le Dict de Cassandre* de Jean Laude, mis en scène par Jean Bollery, sera joué tous les soirs à 19 heures. A cette occasion, un hommage à cet écrivain sera rendu, le 25 mars à 21 heures au Théâtre Molière (Maison de la poésie : 157, rue Saint-Martin, 75003, tél. : 01-44-54-53-00).

● **LE 28 MARS. BEAUVOIR. A Paris**, une journée d'étude organisée par Pascale Foutrier et l'Ecole doctorale de lettres dirigée par Julia Kristeva, aura lieu à l'universtié Paris-VII - Denis-Diderot, amphithéâtre 24, sur le thème « Actualité de Simone de Beauvoir », en présence notamment d'Annie Ernaux, Nathalie Heinich, Michel Contat (rens. : 01-44-27-63-71).

● **LES 30 ET 31 MAI. LARBAUD.** A Vichy, rencontres autour de Valery Larbaud et la traduction, qui se termineront par une table ronde réunissant plusieurs écrivains – Hector Bianciotti, Jorge Semprun, Augustina Bessa-Luis, Maro Luzi... (Inscription auprès de l'Association des amis de Valery Larbaud, Monique Kuntz, 1, bd du Sichon, 03200 Vichy).



A L'ETRANGER

De l'orange sur la toile

L'Orange Fiction Prize attribué depuis l'an dernier au meilleur roman écrit en anglais par une femme quel que soit son pays d'origine (et qui avait déchaîné toute une polémique en Angleterre, « Le Monde des livres » du 26 avril 1996) joue la modernité puisque des extraits des vingt ouvrages sélectionnés cette année vont être installés sur un site Internet et les lecteurs du monde entier pourront donner leur avis (les meilleures critiques seront récompensées par un séjour de vacances). On trouve aussi bien des auteurs confirmés comme Margaret Atwood (*Alias Grace*) ou Beryl Bainbridge (*Every Man for Himself*) qui étaient déjà toutes deux dans la sélection du Booker Prize, ou encore Jeanette Winterson (*Gut Symetries*). Mais les petits éditeurs sont aussi en course et certaines romancières ont même été choisies par les jurées elles-mêmes. Ce prix doté de 30 000 £ (environ 250 000 F) a fait preuve de son efficacité l'année dernière en permettant à des auteurs peu connus d'obtenir un certain succès, ainsi Pagan Kennedy qui n'avait vendu que 400 exemplaires de *Spinsters* a atteint 8 000 de plus ensuite, et la gagnante, Helen Dunmore (*A Spell of Winter*, traduit en français chez Autrement sous le titre *Un hiver enchanté*), a quadruplé ses ventes. Le prix Orange va également servir à fournir du matériel pédagogique dans les écoles pour encourager les 11-14 ans à lire plus, grâce à une dotation de 30 000 £ provenant de l'Association for Business Sponsorship of Arts.

● **ENID BLYTON EN AMÉRIQUE**
On le sait, le groupe Trocadero, détenteur des droits de l'œuvre d'Enyd Blyton, est très fort en marketing (« Le Monde des livres » du 31 janvier) ; il le prouve une fois de plus en n'hésitant pas à doter le personnage de Oui-Oui (Noddy, en anglais) d'un accent américain et à lui faire abandonner son langage très britannique et un peu démodé en « traduisant » des dessins animés réalisés au début des années 90 par la BBC et qui seront diffusés au Canada et aux Etats-Unis. Cette américanisation était indispensable car les petits Etats-Uniens (et leurs parents) ne comprenaient pas un mot de ce qu'il disait. Dans le même ordre d'idées, les histoires du célèbre Club des cinq font aussi l'objet d'une adaptation en « américain ».

● **AUSTRALIE : une aborigène nommée Wanda**
Wanda Koolmatrie est une jeune femme aborigène qui a obtenu un prix littéraire important en Australie, le Dobbie Award, pour son autobiographie *My Own Sweet Time* (« A mon rythme »). Du moins, c'est ce que tout le monde croyait avant qu'elle ne dévoile sa véritable identité et devienne Léon Carmen, un homme blanc de quarante-sept ans, qui a trouvé ce moyen pour se faire publier car selon lui les éditeurs préféreraient les écrivains immigrés ou aborigènes. Il ne reste plus à ceux-ci qu'à lui donner tort en publiant son deuxième roman : *Door to Door* (« porte à porte »).

● **ESPAGNE : un inédit de Lorca**
Dans le deuxième tome des œuvres complètes de Federico García Lorca, publiées par le Circulo de lectores-Galaxia Gutenberg, figure un dialogue inédit écrit vers 1925, inspiré par le surréalisme que l'on retrouvera plus tard dans des textes comme *Poeta en Nueva York*. Le reste du volume étant consacré à l'œuvre théâtrale.

